SIMPLE A-PROPOS

D'HISTOIRE DIPLOMATIQUE.

NÉGOCIATIONS DE L'ANGLETERRE ET DE LA RUSSIE

AU SUJET DE LA PERSE ET DE L'AFGHANISTAN.[1]

Les négociations dont nous voulons essayer de retracer l'histoire datent déjà de loin; mais elles sont peu connues, elles sont malaisées à connaître. Communiquées rapidement aux chambres anglaises, présentées par extraits souvent écourtés, arrangées avec trop d'art pour se trouver toujours à leur vraie place, ces curieuses transactions des deux cabinets de Saint-Pétersbourg et de Saint-James n'ont pas eu chez nous le retentissement qu'elles devaient avoir. Il est peut-être à propos de leur rendre aujourd'hui un peu de cette publicité qui leur a manqué. Nous sommes engagés maintenant avec l'Angleterre dans une lutte diplomatique dont il faut espérer que nous sortirons à notre avantage; nous avons cependant besoin d'étudier notre rôle, et, pour jouer notre jeu contre elle, certes il n'est pas mauvais de nous rap-

(1) *Parliamentary papers*, 1839. *Correspondence relative to Persia and Afghanistan presented to both houses of parliament, by command of Her Majesty.*

peler comment, il y a six ans, elle perdit elle-même celui qu'elle jouait alors contre la Russie. C'est un spectacle de circonstance, et la pièce comporte plus d'une leçon à laquelle on ne s'attendrait pas. Nous espérons qu'au milieu des anxiétés de l'heure présente, ceux qui désirent en conscience se tirer d'embarras ne fermeront pas les yeux à la lumière qui peut ici leur venir du passé.

Parmi les esprits politiques sincèrement tourmentés des difficultés du moment, il en est qui, voyant dans l'Angleterre le grand ennemi du monde, ne cherchent qu'à susciter contre elle toutes les inimitiés de la France. A ceux-là d'abord il est utile de redire comment la Russie fait son chemin, par où elle passe et où elle va. Il en est d'autres qui, troublés plus que de raison à la seule idée de la puissance anglaise, inclinent trop volontiers à lui céder plus que de droit, et semblent mettre enchère sur enchère afin de se mieux garder cette précieuse amitié. Pour ceux-ci, leur premier devoir, c'est d'apprendre comment les exigences de l'Angleterre savent toujours, en temps utile, se proportionner à la fermeté qu'on leur oppose, et reculer ou s'effacer devant les dangers qu'elles provoqueraient. Admettez que cette vieille histoire d'il y a six ans ne soit qu'un apologue à l'usage de l'année courante : c'en sera là toute la morale; ce sont deux points seulement, mais on estime qu'ils suffisent. Aussi ne chercherons-nous pas autre chose dans ces nombreuses dépêches, auxquelles nous allons tâcher de donner plus de suite et de clarté que le gouvernement anglais n'a peut-être voulu leur en laisser en les publiant.

Ces négociations, que l'Angleterre ouvre en 1834 par des témoignages de confiance, et termine en 1838 par des assurances de satisfaction, n'en aboutissent pas moins très naturellement aux désastres de ses armées dans le Kaboul. Il semble qu'elle tienne à remercier les Russes du mal qu'ils lui font en lui imposant cette politique insensée par où elle se perd, car ce sont bien eux alors qui la dominent et la perdent. Elle aura beau prendre ensuite de sanglantes revanches aux mêmes lieux où l'Orient avait contemplé sa défaite, réparer des conquêtes manquées par de nouvelles conquêtes, attacher sur la poitrine de ses soldats victorieux l'effigie de la reine avec cette cruelle légende: *Victoria vindex;* plus elle s'opiniâtre et s'efforce, plus avant elle se précipite dans cette voie fatale où le cabinet de Saint-Pétersbourg l'a, pendant quatre ans, si hardiment et si insidieusement poussée. Portés par envie ou par crainte de la Russie, ces grands coups sont moins funestes à ceux qu'ils atteignent qu'à ceux qui les frappent. La Russie ne s'y trompe pas et ne s'en effraie plus; elle sait par expérience que

les œuvres productives et durables ne sont pas si bruyantes; elle vérifie ses calculs, trouve son compte, et salue son propre avenir jusque dans les triomphes de lord Ellenborough.

La pensée de la Russie en Orient, ce n'est pas tant aujourd'hui de s'y assurer un empire immédiat, c'est bien plutôt d'y user celui de l'Angleterre, en l'obligeant, par de continuelles frayeurs, à fatiguer sans cesse pour sa défense et les immenses ressources dont elle dispose et les immenses populations qui la servent ou la craignent. Elle l'assiége exprès de vagues terreurs, elle l'obsède à force d'alarmes, qui, si fondées qu'elles soient, restent insaisissables; ce sont des trames qu'on ne cache qu'à moitié, des ennemis qui ne se montrent que pour disparaître, en somme une hostilité permanente à tous les points de l'horizon. Tantôt alliée de la France contre l'Angleterre et tantôt de l'Angleterre contre la France, la Russie s'est toujours maintenue, vis-à-vis du cabinet de Londres, dans une position assez forte pour que celui-ci redoutât d'en venir avec elle à des explications très décisives. Elle était ou trop nécessaire ou trop inquiétante en Europe pour qu'on n'usât pas de grands ménagemens au sujet des affaires d'Asie, et comme d'autre part on ne se dissimulait rien de cette sourde agitation que l'ambition moscovite propage partout devant elle, comme on en savait les inconvéniens et les menaces, il fallait bien essayer de l'arrêter. Prise entre ces deux nécessités, l'Angleterre ne sut point se tirer de l'une, parce qu'elle avait trop subi l'autre.

On n'ignorait pas d'où partait le mal, mais on ne pouvait guère s'attaquer à la source sans tomber aussitôt dans des complications toutes nouvelles, et l'orgueil anglais n'est pas tellement emporté qu'il ne se résigne à propos aux exigences d'une politique de sang-froid. N'osant pas aller droit aux Russes dont on respectait quand même l'incognito d'ailleurs assez mal gardé, on voulut en quelque sorte frapper à côté d'eux, comme pour avertir et déconcerter tous ceux qui seraient tentés de se laisser gagner à leurs manœuvres. L'Angleterre a brisé dans l'Inde ses anciennes amitiés, elle en a noué d'autres moins honorables et moins solides, elle s'est faite agressive et conquérante, elle a été dure, injuste et capricieuse à l'égard de ses voisins d'Orient, le tout à l'adresse des prétentions russes et dans l'espoir de les paralyser indirectement, puisque le courage lui manquait pour les combattre en face. Elle ne pouvait pas mieux les servir, et ç'a été le comble de l'habileté ou de l'intrigue de l'obliger à ce grand déploiement de violences et d'iniquités par où elle s'est ruinée dans l'esprit des nations, livrant la place à qui saurait la prendre, diminuant à son détriment l'horreur

invétérée des Asiatiques pour les Russes, et les réduisant à regarder comme des protecteurs nécessaires ceux qu'elle appréhendait déjà pour sa part comme des rivaux naturels. C'est à Londres même que le gouvernement de Saint-Pétersbourg prépare et dispose les coups qu'il dirige sur l'Orient; c'est par l'ascendant que l'Angleterre lui abandonne en Europe qu'il se trouve si fort à l'aise pour la gêner et la compromettre en Asie. Il n'est pas jusqu'à cet inévitable progrès de l'unité administrative dont on se ressent aujourd'hui à Saint-James comme ailleurs qui ne semble s'opérer là tout à point pour faciliter l'intervention russe dans les affaires anglaises, et l'on dirait que le ministère ne s'est subordonné la compagnie des Indes en 1833 que pour aller en 1834 se jeter lui-même avec elle au-devant des insinuations et des piéges d'une diplomatie étrangère.

Un cabinet qui subit tous les sacrifices et consent à toutes les extrémités par le désir de se concilier ou par la peur de gâter une alliance trop onéreuse, qui permet qu'on prenne sur lui du dehors tous les avantages d'une politique résolue sur une politique indécise, qui, faute de savoir calculer au plus juste l'appui dont il a besoin dans ses relations extérieures, se laisse intimider par l'empire absolu d'une liaison trop exclusive, qui, faute aussi de savoir envisager d'un front assuré les conséquences des choses, aggrave à la fois ses embarras et ses torts, perdant plus, à force de reculer devant l'ennemi, qu'il ne risquait en lui barrant le passage de pied ferme; pour tout dire enfin, le gouvernement russe parlant en maître impatient ou moqueur, poussant toujours droit devant lui, pressant les évènemens et précipitant ses menées sans se soucier beaucoup ni qu'elles déplaisent ni qu'on lui résiste; le gouvernement britannique s'humiliant dans tous ses discours et dans tous ses actes, évitant constamment l'énergie des mesures directes, et, pour mieux les décliner, pour mieux garder les tristes ressources d'une position mitoyenne, ébranlant avec ses propres mains l'avenir de ses colonies d'Orient : voilà le tableau peut-être assez imprévu que ces négociations vont quatre années durant développer sous nos yeux. Puisse-t-il du moins profiter à qui de besoin !

I.

Voyons d'abord quelle était en 1834 la situation de la Russie et de l'Angleterre dans les deux pays devenus alors tout d'un coup le théâtre et l'objet de leurs transactions; nous saurons mieux combien l'une

s'est affaiblie en découvrant combien l'autre avait à gagner pour se trouver maintenant si forte.

Depuis le règne de Pierre, la Russie marche à la fois sur Constantinople et sur l'Indus. Ce sont les deux grandes routes de son ambition. Quels que soient les labeurs qui l'aient attardée le long de la première, elle en a rencontré de plus durs encore au travers de la seconde. Il y avait là des barrières qui, à moitié rompues, ne veulent pas tomber. Il y avait d'abord les cimes du Caucase, les eaux de la Caspienne, les steppes désertes de l'Oxus, mais il y avait surtout les répugnances de la nature morale aussi profondes peut-être, aussi opiniâtres que ces gigantesques empêchemens de la nature physique; il y avait l'animosité, l'intrépidité, l'esprit national des gouvernemens et des peuples sur qui la Russie devait tomber à sa première descente; il y avait l'orgueil de la Perse, la liberté sauvage des tribus du Turkestan et de l'Afghanistan.

Au moment où s'ouvrent ces négociations, la Russie n'en était plus à lutter contre les obstacles matériels; ces obstacles étaient vaincus autant qu'ils pouvaient déjà l'être. Grace au traité de Goulistan signé par la Perse en 1814 sous la sanction de l'Angleterre elle-même, grace à celui de 1828, par lequel la Perse fut bien et dûment abandonnée du cabinet de Londres; grace aux mutilations qui la démembrèrent alors pour la punir d'avoir fait la guerre qu'on lui déclarait; grace aux préoccupations qui avaient en ce temps-là distrait l'Europe, aux luttes de la sainte-alliance, aux convulsions de la péninsule espagnole, à la paralysie de l'empire ottoman; grace à tant d'évènemens où se reconnaissait presque partout la main de la Russie, la Russie de son côté avait insensiblement aplani les montagnes et traversé les mers qui lui barraient l'Orient. Elle avait franchi la chaîne du Caucase, qui depuis trois mille ans protégeait l'Asie, changé la Caspienne en un lac moscovite, banni de ses eaux le pavillon persan, jeté des avant-postes à l'est de ses rives, et répandu le nom du czar jusque chez les Tartares du nord.

C'était beaucoup; c'était à peine une moitié de la tâche que se proposait cette race de conquérans. Restait à propager son influence là où l'on n'avait encore montré que ses soldats; restait à réconcilier le Scythe avec le Slave pour ébranler de proche en proche toutes les populations de la Haute-Asie, pour les armer et les pousser toutes ensemble contre l'Inde anglaise. Ce n'était pas une question de force matérielle, la force ne peut rien contre ces énormes masses qu'il fallait là mettre en mouvement. Si l'on avait chance de succès auprès

d'elles, c'était par la séduction de quelque grande idée commune autour de laquelle on aurait osé les rallier, c'était par un appel fait à propos à des sentimens depuis long-temps étouffés, à des espérances qu'on eût crues impossibles, aux souvenirs, aux instincts d'une liberté vengeresse. Les Russes tout seuls auraient été mal venus à prêcher cette croisade; on les détestait partout, pour eux-mêmes, pour leur nature, pour leur sang; c'était une de ces antipathies qui ne jettent de si profondes racines que dans des mœurs primitives, chez des peuples encore simples. On peut l'imaginer par la constance avec laquelle les Perses se sont défendus, par la résistance acharnée des Turcomans et des Circassiens.

Au commencement de 1834, ces haines nationales n'avaient rien perdu de leur vivacité originelle. En vain l'Angleterre, liée par ses relations européennes, avait-elle en 1814 abdiqué au profit de la Russie presque toute l'autorité politique dont elle jouissait à la cour de Teheran; en vain même, au traité de 1828, avait-elle prétendu se dégager des obligations consenties en 1814, essayant ainsi, pour s'épargner de nouveaux ennuis, d'abolir d'un coup la promesse d'alliance défensive qui jusque-là l'unissait à la Perse; la Perse était et voulait rester tout entière à l'Angleterre, et, par la Perse, celle-ci savait à bon compte tenir en échec les tribus toujours remuantes de l'Afghanistan. Il y avait là double sûreté. C'était d'ailleurs le temps où les chefs de la loi, dans une sorte de consultation très remarquable, proclamaient hautement l'amitié des Anglais comme une bonne fortune pour le pays, comme un avantage positif pour la religion; c'était alors aussi qu'ils dénonçaient les partisans de la Russie comme des renégats et des traîtres. Les Anglais avaient la confiance du prince, l'affection du peuple, le commandement de l'armée; ni l'armée, ni le peuple, ni le prince, ne pouvaient souffrir la vue des Russes (1). Rien n'empêchait d'espérer qu'une politique meilleure ne les en délivrât tout-à-fait; même après le traité de 1828, rien n'empêchait qu'on ne ressuscitât le droit de protection garanti par le traité de 1814 pour disputer le gouvernement absolu des affaires de Perse aux envoyés de Saint-Pétersbourg, pour les éloigner surtout, pour les écarter à jamais des

(1) De leur propre aveu, les Russes étaient détestés; l'un de leurs agens rapporte qu'un voyageur russe étant tombé malade à Téhéran, l'envoyé d'Angleterre consentit seul à le retirer chez lui, et même au grand déplaisir du shah, qui ne voulait pas lui permettre de résider dans la ville. Une autre fois, les habitans du quartier où logeait la mission anglaise envoyèrent prier qu'on n'y reçût pas si souvent les officiers de la mission russe.

petits états afghans, où leurs intrigues n'avaient pas seulement encore pénétré (1).

L'Angleterre ne tenta rien de tout cela, et cette politique ne fut pas la sienne. Les Russes avaient peine à s'insinuer au milieu de l'Asie; chose étrange, et pourtant nous l'allons voir, ce fut l'Angleterre qui leur facilita cette rude besogne; l'Angleterre sembla prendre à tâche de leur pousser dans les bras toutes ces populations, qui fuyaient instinctivement leur approche. C'est là le rôle qu'elle a joué sans interruption par sa diplomatie depuis 1834 et par ses armes depuis 1838; c'est là comme une bizarre merveille d'aveuglement et de mensonge par où l'on peut juger des extrémités auxquelles une fausse direction finit toujours par précipiter les gouvernemens qui s'y opiniâtrent. On entendit alors les témoins étonnés de ces incroyables pratiques, ceux qui avaient assisté de près aux tristes résultats de cette aberration, ceux qu'elle frappait directement comme un désastre national, protester tous à la fois et remplir toutes les tribunes de leurs cris de colère. Il en est même de plus exaltés qui, poursuivant encore aujourd'hui une vengeance impossible, vont chercher pour la satisfaire les moyens les plus énergiques qu'ils puissent trouver dans la constitution; il en est qui en sont encore maintenant à réclamer le bill d'*impeachment*, comptant bien amener à la fin devant la justice du pays le ministre déchu qu'ils accusent de trahison (2).

Pour nous, instruits par des erreurs plus récentes et qui nous touchent de plus près, nous pouvons trop facilement expliquer de pareils malheurs sans avoir besoin d'imaginer des crimes si noirs. Il y a des torts qui ne sont pas moins déplorables, de faux calculs et de fausses idées qui mènent à mal aussi sûrement que de mauvaises passions. Si dans la conduite des affaires extérieures de l'état il est quelque chose de plus fâcheux qu'une politique corrompue, c'est une politique indécise et timide : on corrige la première, qui ne peut guère d'ailleurs

(1) M. Masson, qui se trouvait alors employé à surveiller la navigation de l'Indus, assure que les Russes n'avaient aucune influence en Afghanistan, et pendant longtemps n'y furent pas même connus.

(2) Voir un livre fort curieux où la sincérité du parti pris s'élève souvent jusqu'à l'éloquence : *Exposition of transactions in central Asia, through which the independence of states and the affections of people, barrers to the British possessions in India, have been sacrificed to Russia by Henry John viscount Palmerston, constituting grounds for the impeachment of that minister*. C'est l'œuvre de l'homme qui vint si courageusement à Paris en 1840 pour y protester au nom de la loyauté anglaise contre le traité du 15 juillet, de David Urquhart.

laisser jamais de traditions avouées; l'autre empire toujours, et trop souvent fait école. C'est cette indécision, cette timidité, cette obstination acharnée à vouloir se contenter du moins pour céder le plus, c'est ce funeste optimisme toujours enclin à supposer de bonnes intentions dans des actes hostiles, à prodiguer les complimens et les tendresses pour peu qu'on n'y réponde point par une inimitié déclarée; c'est cette ridicule frayeur des partis pris, cet amour exagéré des biais et des accommodemens; c'est aussi d'autre part cette activité stérile qui se remue pour avoir l'air d'agir, c'est cet empressement malencontreux à chercher de petits exploits pour compenser l'absence des grands, c'est tout cela qui, dans cette lutte de quatre années, a mis l'Angleterre si fort au-dessous de la Russie; ce sont là les causes de cette infériorité si soigneusement dissimulée malgré les marques très visibles auxquelles on peut la reconnaître dans la correspondance des deux cabinets; ce sont ces marques même que nous allons maintenant rechercher.

Soumise au parlement dans la session de 1839, la correspondance que nous étudions commence, dans les premiers jours de 1834, à l'occasion de la mort d'Abbas-Mirza, l'héritier présomptif du trône de Perse, le véritable représentant du pays; il s'agit de lui donner un successeur avant que le vieux roi son père le suive au tombeau. Il semblait bien difficile qu'en un tel choix les deux grandes puissances protectrices pussent obéir aux mêmes inclinations, qu'une seule décidât tout à l'avance, et qu'aussitôt proclamé le favori de l'une devînt le favori de l'autre. En politique surtout, les antécédens obligent quelquefois plus qu'on ne voudrait, et les situations respectives des peuples ne changent pas toujours au gré des hommes d'état. Or, les deux peuples se trouvaient ici, par nature et par nécessité, dans une perpétuelle contradiction de vues, de penchans et d'intérêts. Qu'arrive-t-il pourtant? La question était grave et portait loin. « Aussi long-temps que l'Angleterre gardera les Indes et la Russie ses armées, aussi long-temps l'indépendance et l'intégrité de la Perse resteront un point essentiel, un élément vital pour la conservation des Indes anglaises, un obstacle formidable à la marche des armées russes (1). » Au fond, c'était là vraiment l'affaire dont on allait traiter; la grande ressource qu'il fallait se réserver contre le czar, l'enjeu de cette espèce de bataille électorale que l'Angleterre avait à risquer, c'était bien « l'indépendance et l'intégrité de la Perse. » Par une inexplicable fai-

(1) *M'Neill's Progress of Russia in the East*, p. 6.

blesse, par la seule envie de donner quelques signes d'une prompte déférence, l'Angleterre livra la partie du premier coup.

Deux prétendans pouvaient alors à chances égales se disputer l'héritage d'Abbas-Mirza. Il y avait d'abord l'aîné de ses frères survivans, le prince de Schiraz. Maître presque indépendant d'une des provinces méridionales de l'empire dont les tribus belliqueuses affectionnaient la puissance britannique, il passait lui-même pour abhorrer l'influence des Russes; c'était sur son propre droit et non sur elle qu'il fondait l'espoir d'obtenir un trône où l'appelait la coutume de l'Orient, les fils du roi régnant venant d'ordinaire avant ses petits-fils. Mais il en était un parmi ceux-là qui au titre contestable de sa naissance joignait encore des titres bien autrement efficaces. Façonné depuis long-temps à l'autorité moscovite si bien établie dans le district d'Azerbijan, dont il était gouverneur, Mohammed-Mirza, fils d'Abbas, pouvait compter sur le bénéfice de son voisinage et de son éducation pour lui valoir une faveur dont ses patrons entendaient certainement profiter. Au moment même où mourait son père, il s'employait à leur service, commandant alors une première expédition qui leur préparait déjà le chemin de l'Afghanistan. Ce fut partie remise; mais la Russie ne pouvait être ingrate, et l'Angleterre voulut bien être dupe.

Le 3 janvier 1834, le secrétaire de l'ambassade anglaise à Saint-Pétersbourg écrit à lord Palmerston :

« On suppose ici que le shah de Perse nommera Mohammed-Mirza pour son successeur; j'ai des raisons de croire que son choix ne déplaît pas au gouvernement russe. »

Il écrit encore le 28 dans ces termes significatifs :

« Le comte Nesselrode considère les intérêts que nous avons en Perse comme tout-à-fait identiques à ceux de la Russie, et il désire vivement que le gouvernement de S. M. britannique puisse se mettre en bonne entente avec le gouvernement russe au sujet de ce pays (*a good understanding*).

Ce mot, maintenant si fameux et pourtant si vide, ne serait-il donc en réalité qu'un écho de Saint-Pétersbourg, venu jusqu'à nous en passant par Londres, une de ces phrases creuses inventées tout exprès par la Russie pour sembler des systèmes et leurrer les cabinets? Voyez seulement avec quelle docilité lord Palmerston va la relever et la prendre à son compte. Il n'y avait point là de proposition directe d'un ministère à l'autre; c'était une simple communication par voie détournée, un rapport écrit à la hâte sur un propos purement officieux, sans motifs et sans considérans. Il suffit à lord Palmerston de cette

seule insinuation pour le convertir aux mérites de l'alliance russe en Orient; il n'a contre elle ni d'objections ni d'observations immédiates, il laisse faire, il laisse le candidat de Saint-Pétersbourg s'apprêter à loisir; il garde un silence de quatre mois, sous prétexte de mieux s'éclairer; puis un jour vient où, comme par une inspiration soudaine, sans discussion et sans preuve, il répète en son nom l'étrange axiôme de M. de Nesselrode : l'Angleterre et la Russie ne peuvent avoir, au sujet de la Perse, que les mêmes intentions et les mêmes vœux! Était-ce donc là de vieilles traditions qu'il suffit de rappeler si vite et d'affirmer d'un mot? Non. C'était soulever le paradoxe le plus fâcheux et le moins attendu, c'était imposer un mensonge au pays lui-même, et lui en infliger tout le dommage par amour pour la conciliation.

Ce fut, au reste, une scène assez curieuse. Lord Palmerston avait prié l'ambassadeur russe de passer au *Foreign Office*. L'ambassadeur ne s'était pas encore donné le moindre mouvement, et depuis quatre mois il n'avait pas dit un mot de cette question dans laquelle son gouvernement prétendait agir d'un si bon accord avec le gouvernement britannique. Sans se déconcerter pour tant d'indifférence, lord Palmerston se met tout aussitôt à professer les doctrines de Saint-Pétersbourg; l'unité d'action, l'identité d'intérêts, telle est à ses yeux la politique obligée des deux cabinets dans leurs affaires de Perse. Il déclare bravement qu'en tout état de cause, il ne leur faut, quel qu'il soit, pour la prochaine succession qu'un seul et même candidat; puis, couvert à propos par cette sage théorie que l'ambassadeur russe n'avait garde de contester, il se rabat enfin à nommer par son nom celui-là même que le ministère russe lui désignait quatre mois à l'avance. L'ambassadeur répond modestement que ces bonnes assurances du gouvernement anglais seront accueillies à Saint-Pétersbourg avec satisfaction. C'est là tout son discours; pouvait-il mieux parler que M. de Nesselrode (1)?

Arrive bientôt quelque chose de plus étonnant peut-être que cette singulière concorde en un sujet si scabreux : c'est la façon dont elle se prolonge, c'est l'intimité qu'elle entraîne, c'est la portée qu'elle prend tout d'un coup. Le cabinet russe n'est pas encore satisfait d'avoir mis si facilement sur le trône de Perse un prince de son choix; ce prince lui-même pourrait céder aux vieilles prédilections de son peuple, et le meilleur moyen de l'obliger à gouverner au profit de la Russie, c'est que l'Anglais paraisse en personne à côté du Russe et

(1) Dépêche de lord Palmerston à M. Bligh, 16 juin 1834.

vienne ouvertement proclamer que celui-ci ne saurait rien faire qui n'ait son agrément; c'est qu'il s'établisse entre les agens des deux grandes puissances un concert si régulier, si patent, si manifeste, qu'on ne puisse jamais supposer qu'elles sont sourdement aux prises. Ce fut là ce que la Russie obtint de l'Angleterre, ce fut là l'origine de tous les revers dont nous racontons l'histoire, c'est là comme la clé de cette étroite chaîne tendue entre les deux cabinets, traînée par l'un, serrée par l'autre. Celui de Saint-James voulait absolument qu'on le crût en Europe l'allié de celui de Saint-Pétersbourg; il le laissait trop voir; de pareils empressemens se paient cher; rien n'est si coûteux qu'une amitié qu'on a peur de perdre.

Voici l'extrait de la dépêche communiquée par M. de Medem au *Foreign Office*, le 22 août 1834 :

« Nous nous attendons à voir les représentans de l'Angleterre et de la Russie en Perse suffisamment autorisés pour agir de concert dans un esprit de paix et d'union. L'importance qu'il y aurait de les pourvoir à cette fin d'instructions correspondantes ne saurait être diminuée par le seul fait de la nomination du prince héréditaire. »

On devait trop gagner à faire vie commune avec l'Angleterre pour y renoncer si tôt, et c'eût été dommage de rompre sans en avoir rien tiré de plus; mais on pouvait se rassurer : lord Palmerston n'était pas d'humeur assez inquiète pour s'alarmer de si peu. Le 5 septembre, il charge M. Bligh de témoigner sa joie des bonnes nouvelles qu'il a reçues, et d'exprimer au cabinet russe toute la reconnaissance de l'Angleterre, qui pourtant ne se doute pas de ces nouvelles intelligences de son gouvernement. C'est à l'ombre et dans le secret, c'est en l'absence et sans l'avis des chambres législatives à peine informées cinq ans plus tard, que le ministre d'un pays constitutionnel prend sous sa responsabilité d'accorder à des exigences étrangères l'étroite alliance dont voici la règle :

« Des instructions ont été envoyées au résident anglais de Téhéran pour qu'il ait à communiquer confidentiellement avec le représentant russe par rapport aux intérêts communs des deux pays (1). »

On ne pouvait guère céder davantage à cet ascendant mystérieux qui de Saint-Pétersbourg pesait déjà sur Saint-James. Aussi lord Palmerston semble-t-il vouloir envelopper quelques réserves dans cette abnégation même avec laquelle il approuve toutes les vues de ses dan-

(1) Dépêche de lord Palmerston à M. Bligh, 5 septembre 1834.

gereux amis. « Il se réjouit, dit-il encore le 5 septembre, il se réjouit en songeant que les deux gouvernemens sont également animés du sincère désir de maintenir à la Perse non-seulement sa tranquillité intérieure, mais aussi son indépendance et son intégrité. » Il y avait là sans doute une recommandation discrète à l'endroit des protecteurs ambitieux; c'était une double restriction glissée timidement sous un acte de faiblesse. Malheureusement cette restriction même devait tourner aux dépens de lord Palmerston, et, parce qu'ils n'osaient point être assez explicites, les termes qu'il employait vinrent à la fin retomber sur leur auteur. C'étaient des mots pleins de ressources pour les habiles, et d'une interprétation périlleuse pour qui ne saurait pas les tirer à lui le premier. On eût dit en vérité que la Russie les avait mis elle-même dans la bouche du ministre anglais, et, parlant à son bénéfice, elle n'eût certes pas mieux parlé. Ce furent pour elle des occasions uniques dont elle ne manqua pas de profiter à temps contre l'Angleterre. C'est en effet sous prétexte de maintenir « l'intégrité » de la Perse, que les Russes vont dans deux ans pointer une seconde fois ses canons contre Hérat, et la pousser d'un pas de plus sur la route de l'Inde. Ce sera pour maintenir son « indépendance » qu'ils sauront, deux ans encore plus tard, l'amener tout entière de leur côté, affectant alors d'avoir à défendre contre l'Angleterre un principe que leurs intrigues forcent l'Angleterre à combattre après l'avoir elle-même proclamé. Voilà par quel renversement de toutes les probabilités politiques lord Palmerston se trouvera puni d'avoir reculé devant une explication plus nette de ses justes appréhensions. On ne gagne jamais à vouloir insinuer de biais ce qu'on a droit d'exiger en face.

Mohammed-Mirza était à peine le maître de ses états qu'il songeait à les augmenter. Roi par la grace de la diplomatie russe et des armes anglaises, il aspire pourtant à renouveler les conquêtes de Nadir; il veut attaquer les Indes en marchant par Hérat. Tant d'audace ne pouvait lui venir sans quelques bons conseils, et, au chemin qu'on lui voyait prendre, on reconnaissait déjà le doigt de la Russie. Traînée par elle comme à la remorque, liée par des engagemens dont nous avons montré toute l'intimité, l'Angleterre avait alors besoin de plus d'énergie pour sortir du mauvais pas où elle s'était mise qu'elle n'en avait eu jadis quand elle y était tombée. Fallait-il donc subir ces extrémités? Fallait-il qu'on eût organisé les forces militaires de la Perse pour les employer au service de la Russie et les tourner contre ses propres alliés, contre soi-même? Était-ce à pareille fin que devait aboutir l'alliance anglo-russe? Non, si l'on savait parler ferme et la

ramener hautement à l'esprit dans lequel on l'avait d'abord acceptée. C'était une question de vigueur et de franchise; on pouvait déclarer que l'Angleterre, en s'obligeant elle-même, avait bien entendu obliger la Russie au même titre et par les mêmes conventions; que, la base commune de cet accord étant le désir mutuel de la paix, l'Angleterre s'opposait décidément à ce que tout autre langage fût maintenant considéré comme émanant de Saint-Pétersbourg : on pouvait dire à la Perse que l'envoyé russe la trompait, que l'Angleterre ne lui souffrirait jamais cette ambition renaissante, et que, bien résolue à contrarier ses projets, elle ne voulait pas même en laisser commencer l'exécution. Mais c'était par-dessus tout une question d'ordre général, un débat international qui devait s'agiter à Londres et non point à Téhéran, de cabinet à cabinet, clairement et directement, par les chefs même des deux politiques, et non par des agens inférieurs. Nous allons voir pourtant à quoi l'on s'en tint, et où l'on se réduisit.

Le 25 juillet 1835, lord Palmerston écrit pour la première fois à M. Ellis, ambassadeur extraordinaire en Perse; ce sont quelques lignes bien malheureuses :

« Vous avertirez spécialement le gouvernement du shah de ne point se laisser pousser à faire la guerre contre les Afghans. Que la Perse réussisse ou non, ses ressources n'en seraient pas moins dissipées dans cette guerre, et ses moyens de défense diminués pour l'avenir. »

Voilà le grand effort de cette politique peureuse : toujours des insinuations qui toujours serviront d'armes pour la battre! Politique déshonnête, puisqu'il faut bien, quand on écrit ainsi, se cacher d'un allié auquel on avait promis toute confiance; politique impuissante à force d'être vague et détournée, puisqu'on en est à soigner timidement son propre intérêt sous air de servir l'unique intérêt des autres! Quel poids sauraient avoir de si débiles paroles à côté des âpres insistances de la Russie? La Russie ne peut-elle pas au contraire en tirer avantage, et l'Angleterre ne semble-t-elle point encourager des projets qu'elle combat si mollement? N'est-ce point donner carte blanche à la Perse que de lui prêcher la modération par amour pour elle et non par respect pour soi? N'est-ce pas tout exprès se rejeter en arrière pour montrer d'avance à la Russie qu'elle aura les chemins ouverts et le champ libre? Elle y comptait bien.

Un mois après l'arrivée des instructions de lord Palmerston, M. Ellis lui écrivait de Téhéran :

13 novembre 1835.

« Il est très déplaisant de savoir que le shah médite d'importantes conquêtes du côté de l'Afghanistan, et, d'un commun accord avec tous ses sujets, se croit sur Hérat et sur Kandahar des droits aussi complets que le furent jadis ceux de la dynastie Suffavéenne. Ces prétentions lui sont particulièrement inspirées par le souvenir des succès d'Abbas-Mirza dans sa campagne du Khorassan, et par les suggestions du colonel Borowski. »

C'est donc sous l'influence de la Russie, c'est à l'école de ses diplomates que la Perse en vient à comprendre ainsi « l'intégrité » de son territoire. Lord Palmerston, en la revendiquant pour elle dans cette triste dépêche du 5 septembre 1834, ne pensait guère qu'à défendre ses provinces du nord contre les Russes; elle entend maintenant élargir ses frontières de l'est et tracer la route par où les Russes eux-mêmes marcheront sur les Anglais.

M. Ellis réfléchit deux mois et demande ensuite une explication aux ministres persans. Il ne dit rien de leurs rapports secrets avec l'envoyé moscovite; il admet, à bon droit d'ailleurs, la justice de leurs plaintes contre le khan d'Hérat. Mais on ne veut pas seulement une réparation, un hommage; on veut annexer à l'empire tout le pays qui va de Kandahar à Ghizni, on réclame les droits qu'on tient du temps de Nadir-Shah; il n'y a point de raison pour qu'on n'aille pas à Delhi reprendre aux Anglais l'héritage du Mogol, qui fut aussi jadis le domaine de Nadir (1). Évidemment là c'est une pensée russe. M. Ellis se contente de répondre « qu'il oserait bien affirmer (*ventures his opinion*) que des prétentions datées de si loin ne pourront être regardées d'un œil indifférent par le gouvernement britannique. » Huit jours ne s'étaient pas encore écoulés, qu'il était enfin obligé de voir les choses telles que les avaient faites et l'aveuglement volontaire de son cabinet et la timidité de ses propres démarches. On ne daignait plus même jouer à jeu couvert; il fallait donc que l'Angleterre parlât. Elle avait certes beaucoup à dire; mais, comme son ministre avait craint de trop prévoir, son envoyé craignit de trop s'expliquer.

8 janvier 1836.

« J'ai appris hier de source certaine que le ministre de la Russie près de cette cour s'est exprimé dans les termes les plus énergiques sur l'avantage

(1) L'envoyé de Kandahar à Téhéran disait à M. Ellis, en avril 1836, que tout l'Afghanistan, à l'exception d'Hérat, se soumettrait volontiers par une sorte d'hommage féodal à l'empire de Perse pour donner au shah le moyen de pousser jusqu'à Delhi, comme avait fait Nadir. (M. Ellis à lord Palmerston, 10 avril 1836.)

que le shah trouverait à ne point trop retarder l'expédition d'Hérat. Le motif qu'il a donné pour qu'on dépêchât si fort cette entreprise, c'est la crainte des obstacles que le gouvernement anglais y pourrait apporter, vu son désir bien connu de restaurer un jour ou l'autre la monarchie des Afghans. Je m'étais jusqu'ici borné sur ce sujet à l'expression pure et simple des recommandations pacifiques dont j'avais été chargé par le gouvernement de sa majesté; mais, après avoir découvert que le ministre russe était sur le point de tenir ou avait déjà tenu un langage tout-à-fait contraire, je me suis déterminé à être plus explicite avec les ministres du shah, me hasardant à en user ainsi par suite de la connaissance que j'avais personnellement des vues générales de l'administration britannique relativement à la Perse et à l'Afghanistan. En conséquence, j'eus hier une conférence avec Haji-Mirza-Aghassi et avec le ministre des affaires étrangères; je leur rappelai qu'ils avaient déclaré que les droits de souveraineté du shah s'étendaient dans l'Afghanistan jusqu'à Ghizni, et je les informai que la position officielle où je m'étais trouvé placé dans le bureau des Indes (1) me mettait à même de leur dire en toute confiance que les autorités britanniques les verraient avec grand déplaisir poursuivre en Afghanistan des plans de conquêtes trop lointaines. »

Merveilleux effet de l'indécision ou de la peur! Laissé sans instructions en face de circonstances dont on savait pourtant la gravité, le représentant du cabinet anglais ose à peine tenir au cabinet persan le langage inefficace d'un simple particulier; ce n'est point au nom de son gouvernement et du droit des traités, c'est en se couvrant de ses souvenirs personnels, c'est à l'aide de cette vague et chétive autorité qu'il prétend décourager des ambitions dont il n'a pas été maître d'empêcher l'essor. Et voyez quel singulier contraste! l'ambassadeur anglais ne sait rien, n'a rien à dire des intentions de ceux qui l'ont envoyé; il a gardé par devers lui les appréhensions naturelles d'un conseiller de l'*India-Board;* il vit de ses réminiscences d'administrateur; il est en dehors de cette politique courante où la diplomatie asseoit son terrain. L'ambassadeur russe au contraire connaît non-seulement ce qu'on fait à Saint-Pétersbourg, mais aussi ce qu'on veut faire à Londres. Il annonce en 1836 la guerre de Kaboul, à laquelle le secrétaire-général de la compagnie des Indes ne croyait pas encore en 1837 (2); il apprend à la Perse qu'il n'y a point à s'occuper des insinuations pacifiques de l'Angleterre au sujet de l'Afghanistan, puisque l'Angleterre n'aspire qu'à bouleverser le pays dont elle se dit la protectrice. M. Ellis cependant ne peut opposer à son audacieux

(1) *Board of control.*
(2) Lettre de M. M'Nanghten, 10 avril 1837.

rival ni des protestations assez fermes ni des démentis assez autorisés; il ne réussit qu'à se tenir lui-même en échec; il semble que ses instructions aient été dressées tout exprès pour se contrarier. On lui recommande bien haut d'agir de concert avec la Russie (5 septemtembre 1834); on l'invite à l'attaquer sourdement par des remontrances confidentielles (juillet 1835); il a charge de prémunir la Perse contre la guerre qu'on lui suggère (juillet 1835); il s'empresse de justifier cette guerre en droit, et se résigne à la tolérer en fait (janvier 1836). Ce sont deux partis pour un; entre les deux, c'est à la Perse de choisir, sauf à la Russie de la conseiller tout de suite et à l'Angleterre de s'en fâcher après.

Il y a mieux : dans une dépêche du 4 février, M. Ellis rapporte en toute humilité qu'il a lui-même essayé de convertir le prince d'Hérat au respect de la domination persane; il lui a écrit de manière à faire partout supposer que le shah marchait contre lui d'accord avec l'Angleterre. Il y a mieux encore : il n'a pu obtenir qu'on lui permît d'envoyer sa lettre par un officier de sa mission, et l'on n'a consenti à la laisser passer qu'à la condition qu'elle fût dépêchée par les autorités persanes, ou, pour tout dire, soumise au contrôle russe. C'est en servant ainsi malgré soi une politique dont on n'ignore pas le caractère hostile et la direction menaçante; c'est en acceptant les affronts qu'elle jette par force à ces amis suspects qui n'osent point s'avouer ses ennemis; c'est en se réduisant à dissimuler si long-temps de justes prétentions et de justes ressentimens, qu'on se réveille enfin tout à coup face à face avec l'étroite nécessité d'une rupture désormais sans remède.

« La Perse, s'écrie alors M. Ellis, la Perse n'est plus dorénavant une barrière qui couvre l'Inde; c'est la première parallèle d'où l'on donnera l'assaut. »

Eût-il donc été tout-à-fait impossible de prévenir une si dure extrémité? Cet entraînement de la Perse était-il si déterminé qu'on ne pût l'arrêter à temps en frappant où il fallait? Ce fut précisément ce courage-là qui manqua. On s'en prit à la Perse d'une ardeur de conquêtes dont elle ne pouvait mais; on feignit de ne point apercevoir derrière elle le bras de la Russie, qui la poussait à force ouverte dans cette voie scabreuse, au bout de laquelle il y avait la guerre avec l'Angleterre. Cette insistance acharnée de la Russie, cette irrésolution de la Perse jusque sous le coup des obsessions d'une si dangereuse alliée, ces deux points sont trop manifestes pour qu'on puisse les méconnaître

dans la correspondance de M. Ellis. Voici des lettres curieuses par la naïveté avec laquelle on y retrace ce continuel progrès de l'influence russe, ce visible déclin du nom britannique, sans qu'on ait l'air pourtant de songer ni à relever l'un, ni à contrarier l'autre. M. Ellis écrit encore en avril ce qu'il écrivait en janvier; seulement le ministre moscovite le prend alors de plus haut, le ministre anglais de plus bas, celui-ci ayant naturellement gagné tout le temps perdu par celui-là.

16 avril 1836.

« Je suis allé voir hier successivement Haji-Mirza-Aghassi et Mirza-Massoud; je savais que l'envoyé russe avait eu la veille en leur présence une longue audience du shah; l'entretien ayant roulé sur l'expédition d'Hérat, il avait recommandé qu'on se hâtât cette année même, parce que, disait-il, ce qu'on pourrait faire maintenant avec 10,000 hommes ne serait plus praticable l'année prochaine avec des forces doubles. Haji-Mirza-Aghassi m'avoua que le shah préférerait de beaucoup, à la nécessité d'une expédition contre Hérat, la soumission volontaire du khan et l'assurance qu'il ne renouvellerait plus ses brigandages.

« Mirza-Massoud me tint le même discours. On trouverait des difficultés si nombreuses à vouloir exécuter tout de suite cette entreprise, qu'on peut bien dire qu'il n'y a pas de raison de croire qu'elle aura lieu. J'ai essayé de faire mettre en ligne de compte, parmi ces difficultés, le risque sérieux d'inquiéter gravement le gouvernement britannique, laissant à penser de quel œil on verrait les ministres persans admettre dans leurs conseils les avis et l'aide d'une autre puissance européenne. »

C'était là sans doute un pauvre langage, moins fâcheux encore cependant pour l'honneur anglais que cette impertinente comédie dont le diplomate russe allait se donner le plaisir : c'est M. Ellis lui-même qui fait tout au long le récit de sa déconvenue.

« Sachant que le ministre russe insistait sérieusement auprès du shah pour qu'il persévérât dans ses projets, et lui offrait même, en qualité d'homme du métier, de l'aider au besoin dans l'exécution, je me suis rendu aujourd'hui chez le comte Simonich, et je rapporte maintenant à votre excellence la substance de notre conversation.

« Je commençai par établir que l'Afghanistan devait être considéré comme la frontière de notre empire indien, qu'aucune nation européenne n'ayant encore de relations ni commerciales ni politiques avec cette contrée, l'Angleterre verrait nécessairement avec jalousie toute intervention directe ou indirecte dans les affaires qui la concernaient; c'était sur ce principe que je m'appuyais pour m'excuser vis-à-vis du comte Simonich de la liberté avec laquelle je lui demandais s'il était vrai, comme le bruit en venait jusqu'à

moi, que le gouvernement russe offrît au shah un corps de troupes ou n'importe quelle autre assistance pour l'aider dans l'expédition projetée contre Hérat.

« Le comte me dit d'abord que nos cabinets respectifs seraient beaucoup plus à même que nous de traiter la question, il finit par déclarer formellement qu'elle n'avait même jamais été abordée par lui dans ses rapports avec les ministres persans; mais, s'apercevant ensuite, à quelques remarques sorties de ma bouche, que j'étais fort au courant de la discussion qui avait eu lieu en présence du shah au sujet d'Hérat, il me dit alors que du reste, pour cette expédition comme en toute autre matière, il avait donné les avis qui lui semblaient le plus favorables à l'intérêt de sa majesté persane. Ma réponse fut qu'à mon sens l'organisation de l'administration intérieure du royaume était l'objet le plus pressant qui dût attirer l'attention du shah, mais qu'après tout je ne voulais pas prendre sur moi de disputer au comte Simonich le droit de donner ici les conseils qu'il pouvait juger les plus opportuns. »

Il ne restait en vérité qu'à faire amende honorable pour avoir osé sonder les intentions d'un allié si fidèle; c'était là tout ce que l'Angleterre gagnait à parler enfin d'une façon un peu plus directe, sinon plus déterminée : je me trompe, elle y gagnait encore de hâter les coups qu'elle voulait prévenir. La Russie avançait toujours, malgré les remontrances de l'ambassadeur anglais et malgré les appréhensions du cabinet persan, gourmandant les unes en raillant l'impuissance des autres. La guerre dont M. Ellis voulait douter le 16 avril est devenue certaine le 29. Il écrit à lord Palmerston :

« Il est impossible qu'on ne voie pas ici la portée de mes observations, et je tiens pour assuré que ni le shah ni ses ministres ne se sentent fort à l'aise en songeant à l'effet que pourrait produire sur le gouvernement britannique une poursuite plus opiniâtre de leurs projets favoris contre Hérat et Kandahar. Il devient cependant toujours plus probable que l'expédition aura lieu; les régimens arrivent de l'Azerbijan; ils ont reçu six mois de paie, et les démêlés de la frontière du sud-ouest sont arrangés de manière à laisser le shah parfaitement libre de se porter ailleurs. »

Toutes ces facilités lui venaient de la Russie; c'étaient les assurances pacifiques de la Russie qui lui permettaient de se dégarnir de troupes du côté de Tiflis; c'était l'intervention de la Russie qui lui ménageait la neutralité des Turcs; c'était l'argent de la Russie qui payait d'avance ces soldats sur lesquels on comptait à Saint-Pétersbourg pour se frayer le chemin de Calcutta; c'étaient enfin les menaces de la Russie qui enchaînaient la Perse au rôle ambitieux qu'on lui avait imposé malgré ses prédilections pour l'Angleterre. « La Perse, écrivait

M. Ellis, ne veut pas ou plutôt n'ose pas (*dare not*) se placer avec nous dans la condition d'une alliance trop étroite. » L'amitié de l'Angleterre ne lui servait de rien pour la protéger contre les exigences des Russes, puisque ces exigences n'avaient guère de force qu'en s'autorisant du concours officiel de l'Angleterre elle-même; c'était ce concours qu'il eût fallu démentir. « Il faudrait, disait encore M. Ellis, pour bien arrêter les projets du shah, que l'Angleterre se prononcât ouvertement contre eux. » Entre ces deux grandes puissances, dont chacune eût voulu dominer toute seule, la Perse ne pouvait résister à la contrainte de l'une qu'en lui prouvant la contrainte de l'autre. C'était à l'Angleterre de mettre son ultimatum en face de l'ultimatum russe. Était-ce donc là ce qu'on avait fait? Il sembla tout d'un coup que l'on entreprit de mieux faire.

II.

M. Ellis est rappelé; on lui donne pour successeur M. M'Neill. Le choix devait paraître bien significatif; M. M'Neill était un de ces hommes d'humeur aventureuse et décidée comme il s'en trouve quelquefois dans les rangs secondaires de la diplomatie anglaise : diplomates par occasion, voyageurs par goût, marchands, missionnaires ou soldats par métier, on les voit se prendre de passion pour une tribu sauvage, pour une peuplade errante, pour quelque petit prince barbare de l'Orient ou de l'Occident, apporter au service de ces bizarres amitiés tout ce qu'il y a d'original et d'opiniâtre dans le caractère anglais, s'attaquer tout seuls, sous prétexte de les défendre, à tel ou tel état européen, et lui faire la guerre pour leur compte avec l'énergie du fanatisme; vrais touristes politiques, avoués ou désavoués par la mère-patrie, suivant les intérêts du moment ou les fantaisies personnelles des cabinets. Or, M. M'Neill était de notoriété publique le champion de la Perse et l'ennemi juré de la Russie. Revenu en Angleterre vers la fin de 1834, après un long séjour en Orient, il s'était bien vite efforcé de répandre les convictions dont il était lui-même pénétré. Aussi lord Palmerston n'avait-il eu garde de le comprendre dans cette malencontreuse ambassade qui venait d'échouer si fâcheusement sous la conduite de M. Ellis. On l'avait écarté en 1835; on le choisit en 1836 pour représenter l'Angleterre auprès d'un gouvernement que l'Angleterre abandonnait, depuis bientôt deux ans, à l'influence des Russes. M. M'Neill avait-il donc modifié ses opinions, ou seulement les dissimulait-il? En aucune manière; c'était

le moment où paraissaient sous son nom les protestations les plus ardentes contre les empiètemens de l'ambition moscovite en Orient, les accusations les plus formelles contre l'indécision du cabinet de Londres, qui, faisant toute sa faiblesse, faisait toute la force de ses ennemis. A l'en croire, il suffisait que le ministère anglais déclarât nettement son opposition pour que cette opposition déconcertât les menées des Russes : ceux-ci ne pourraient jamais parvenir à soumettre la Turquie et la Perse sans le concours même de l'Angleterre; mais, une fois assurés de ce concours, ils étaient les maîtres de l'une comme de l'autre, et, maîtres de l'Orient, ils le devenaient aussitôt de l'Europe; on ne saurait plus arrêter leur marche qu'en leur retirant l'imbécile appui qui la facilitait; le seul espoir de salut pour l'Angleterre, le devoir le plus étroit de son gouvernement, c'était de rompre avec la Russie (1).

Étaient-ce donc là maintenant les conclusions auxquelles lord Palmerston aboutissait lui-même, et sa politique avait-elle pris subitement toute cette hardiesse? Si ce n'était M. M'Neil, était-ce lui qui changeait? Encore bien moins. Il jouait simplement alors ce jeu trop ordinaire aux gouvernemens responsables, qui, voulant à la fois contenter et l'opinion publique et leurs propres penchans, acceptent les agens qu'elle leur désigne, sauf à les employer contre les vœux qu'elle forme. Il nommait un ambassadeur actif jusqu'à l'inquiétude, résolu jusqu'à la témérité; il lui donnait une mission d'impuissance et d'inertie. Voici quelles étaient les instructions de M. M'Neill, les mêmes que celles de M. Ellis; après toute une année d'alarmes, lord Palmerston ne trouvait rien de plus à dire en sortant de son silence.

2 juin 1836.

« Votre devoir sera de décourager en toute occasion les projets ambitieux qui pourraient entraîner le shah, et de lui bien représenter tout l'avantage qu'il y aura pour la Perse à maintenir des relations amicales avec les états de son voisinage.

« Quant aux relations du gouvernement persan et de l'Afghanistan, il sera nécessaire de vous rappeler constamment l'article du traité de 1814, qui porte sur ce sujet aussi long-temps que le traité lui-même règle les rapports de l'Angleterre et de la Perse; mais, comme le gouvernement de sa majesté verrait avec regret toute attaque faite par la Perse contre l'Afgha-

(1) *Progress of Russia in the East. — England and Russia. — Sultan Mahmoud and Mehemet-Ali-Pacha. — Quarterly Review*, n° 105. — *British and Foreign Review*, n°s 1, 2, 3.

nistan, vous êtes autorisé à offrir au shah les bons offices de la mission anglaise pour accommoder les différends qui pourraient s'élever entre les deux nations. »

C'était là neutraliser toute l'action qu'on pouvait attendre du caractère de M. M'Neill; c'était l'attacher lui et ses idées à des prescriptions tellement équivoques ou tellement insignifiantes, qu'elles ne laissaient plus de milieu entre la nullité à laquelle s'était résigné M. Ellis et l'éclat auquel menait presque nécessairement l'esprit de son successeur. Comment en effet, après avoir si violemment démontré l'intérêt que l'Angleterre avait dans les affaires de Perse, et le danger dont les progrès de la Russie menaçaient l'Europe entière, comment M. M'Neill pouvait-il s'empêcher de parler au nom du cabinet qui l'envoyait et se réduire à supplier la Perse au nom de son propre avantage? comment pouvait-il souffrir qu'on le laissât se débattre inutilement à Téhéran contre des intrigues qui partaient de Saint-Pétersbourg et qu'il fallait commencer par arrêter là? Puis, qu'avait-il à faire de cet article du traité de 1814 qu'on lui donnait pour règle de tous ses rapports avec la Perse et l'Afghanistan? Le traité avait été imposé à la Perse par l'Angleterre et la Russie, assez étrangement unies par la réciprocité de leurs jalousies et de leur défiance; l'article 9, auquel s'en référait maintenant lord Palmerston, portait l'empreinte de cette situation : « Si la guerre, y disait-on, venait à se déclarer entre les Afghans et les Persans, le gouvernement anglais n'interviendrait d'aucun côté, à moins que sa médiation pacifique ne fût sollicitée par les deux parties. » L'Angleterre et la Russie comptaient sur la Perse, l'une pour s'ouvrir l'Afghanistan, l'autre pour le tenir en échec : c'était là le secret de cette neutralité, acceptée dans l'espoir d'assurer la frontière indienne, demandée dans l'espoir de la découvrir. Le temps avait donné raison aux calculs de la Russie; ce n'était plus l'Afghanistan, c'était la Perse qui menaçait l'Inde, et l'Angleterre, qui n'avait plus besoin de précautions contre les ambitions afghanes, se trouvait avoir les mains liées par ces précautions même depuis qu'il s'agissait d'arrêter l'ambition du shah. Restait seulement à savoir si ce traité de 1814, tant de fois violé par tous les intéressés, demeurerait encore valable au détriment du gouvernement britannique. Lord Palmerston se chargeait de le rajeunir et de le fortifier, pour mieux se mettre en garde contre les vivacités de son nouvel ambassadeur, en l'astreignant à la lettre perfide de cette convention à moitié abrogée.

Telles étaient donc les instructions qu'emportait M. M'Neill, soumis malgré lui, comme l'avait été M. Ellis, aux obligations officielles d'une entente cordiale avec les Russes. Sa seule tâche était d'empêcher sous main leurs progrès, et il savait bien que la mollesse inévitable de cette fausse résistance ne lui laissait plus aucun effet sérieux. Les choses étaient d'ailleurs trop avancées. La première expédition d'Hérat ayant manqué, l'orgueil et l'honneur de la Perse se trouvaient cette fois compromis, si l'on ne recommençait. Le comte Simonich continuait ses intrigues et encourageait les Persans à de nouveaux efforts. M. M'Neill, à peine arrivé, écrit aussitôt à lord Palmerston que le ministre russe presse le shah d'entreprendre une campagne d'hiver contre Hérat (septembre 1836). Lord Palmerston ne répond que pour ordonner à son envoyé la prudence et la discrétion; aussi cette dépêche n'est-elle pas soumise avec les autres à l'enquête des chambres. On peut en deviner le sens par la réponse de M. M'Neill : « Je continue, disait-il assez tristement, à m'observer et à m'abstenir (*refrain*) d'amener la discussion sur les affaires d'Hérat (24 février). »

Lord Palmerston voulait-il donc cette fois marcher directement à l'ennemi, et se réserver le soin de traiter avec qui de droit ce difficile sujet qu'il interdisait à son représentant. Ses dépêches de juin 1836 n'étaient-elles qu'une erreur et non pas une faiblesse? Prétendait-il réellement servir de son côté la politique décidée dont il avait donné le signal en nommant M. M'Neill au poste qu'il occupait? Il semble en effet qu'il prenne plus au sérieux les alarmes de M. M'Neill que celles de M. Ellis, et, sur le vu de sa lettre, il écrit par une sorte d'inspiration soudaine une dépêche des plus nettes à l'adresse du cabinet de Saint-Pétersbourg.

LORD PALMERSTON A LORD DURHAM.

27 janvier 1837.

« J'ai l'honneur de prévenir votre excellence qu'elle ait à demander au comte Nesselrode si le comte Simonich agit en vertu de ses instructions. Au cas où votre excellence apprendrait que la conduite du ministre russe est conforme aux ordres de son gouvernement, elle aurait à représenter au cabinet de Saint-Pétersbourg que ces expéditions militaires du shah sont au plus haut degré malavisées et injustes, qu'elles le mènent à sa perte et causent la ruine de ses états. Il serait si contraire à tous les principes professés par le gouvernement russe de faire faire auprès du shah les instances dont on accuse le comte Simonich d'avoir poursuivi sa majesté persane, que l'on doit supposer que l'ambassadeur agissait sans instructions. S'il en est ainsi,

le gouvernement anglais ne doute pas que le cabinet russe n'arrête enfin une conduite si différente de la politique qu'il a déclaré suivre et si contraire aux intérêts d'un allié pour lequel il prétend avoir tant de bienveillance et d'amitié. »

Était-ce là seulement un de ces accès de violence par où les volontés faibles essaient de se tromper elles-mêmes en s'épuisant d'un seul coup ? C'était quelque chose de pire, c'était l'effet d'une politique encore plus abaissée; c'était un emportement de commande qu'on se permettait après s'être assuré qu'il ne pouvait être dangereux. On imposait les prescriptions les plus timides au caractère déterminé de M'Neill; on se targuait de faire porter par lord Durham un si rude message : c'est qu'on savait bien en quelles mains on le confiait. Lord Durham représentait l'Angleterre à Saint-Pétersbourg, du choix même de l'empereur. L'empereur avait refusé de recevoir sir Stratford Canning, contre lequel il gardait une rancune de dix ans, attestée par des menaces publiques; il avait demandé au cabinet whig de lui envoyer pour ministre l'un des chefs du parti tory; le vœu pouvait sembler indiscret; on n'y résista point, et dans le temps même où la politique avouée de l'Angleterre était généralement contraire à la Russie, elle avait pour organe à Saint-Pétersbourg un homme que l'empereur comblait d'honneurs, chargeait de décorations et traitait en ami particulier. Un autre tory, lord Londonderry, visitant lord Durham à peu près à cette époque, le félicitait de l'intimité qu'il avait su maintenir pour sa part entre les deux gouvernemens, de la confiance qu'il avait donnée au czar, du bonheur avec lequel il le déshabituait de ses soupçons et de ses doutes à l'endroit de l'Angleterre (1). C'était là d'ailleurs l'objet bien connu qu'il se proposait; il venait de déclarer publiquement qu'il comptait « sur l'union de l'Angleterre et de la Russie pour maintenir la paix du monde (2). » On comprend maintenant que lord Palmerston se plaignît avec tant d'audace; il était sûr que cette audace inaccoutumée n'aurait pas d'écho. Ce qu'il y avait d'impérieux et d'agressif dans la dépêche du ministre whig allait singulièrement s'adoucir en passant par la bouche de l'ambassadeur tory. Lord Durham répond le 24 février:

« Conformément aux instructions de votre seigneurie, j'ai parlé au comte Nesselrode de la façon d'agir du ministre russe en Perse; son excellence m'a

(1) *Recollections of a Tour in the north of Europe.*

(2) Lettre de lord Durham à M. Gisborn, consul de sa majesté britannique à Saint-Pétersbourg, 5 mai 1836.

dit qu'elle était convaincue que notre ambassadeur avait été mal informé, et que le comte Simonich n'avait jamais donné au shah l'avis qu'on lui attribuait. »

On fit plus que de nier; on avait affaire à un ami, on voulut prouver. Lord Durham parlant encore à M. Rodofinikin de la conduite du comte Simonich, celui-ci, l'un de ces Grecs trop habiles que la Russie sait employer à son service, offre à l'ambassadeur anglais de lui montrer le livre original où sont inscrites en double les instructions données aux ambassadeurs. Le gouvernement anglais serait ainsi convaincu des bonnes intentions de la Russie quand il en aurait sous les yeux les témoignages réguliers. Pouvait-il d'ailleurs persister à croire que le comte Simonich eût voulu de son chef déjouer et rompre, par une politique toute contraire, cette politique amicale qu'on lui dictait? Lord Durham était en termes trop intimes avec le cabinet russe pour profiter de ces ouvertures, et répondre par une enquête minutieuse à cette généreuse confiance. Il ferma le livre qu'on lui présentait.

Lord Palmerston, à moitié satisfait de ces démonstrations équivoques, demande encore assez mollement le rappel du ministre russe, qu'on lui promet, bien entendu, sans l'accorder; mais il n'en écrit pas moins à M. M'Neill pour lui reprocher ses soupçons, et l'exhorter à vivre en bonne intelligence avec l'envoyé russe, qui se fâche de ces mauvais sentimens à son égard.

M. M'Neill répond en toute hâte par trois dépêches du 1er et du 3 juin 1837. Il ne comprend pas cette sécurité obstinée de son cabinet, il prouve que le ministre russe a grand tort de se plaindre de lui, puisqu'il a toujours lui-même agi comme l'ennemi de l'Angleterre; il établit clairement toute l'opposition de la politique vraie des Russes à Téhéran et de la politique officielle qu'ils professent à Saint-Pétersbourg. Les deux missives datées du 3 juin sont encore plus importantes. Dans l'une, M. M'Neill raconte que la guerre va recommencer contre Hérat; qu'ayant prié les ministres persans de l'informer sur-le-champ de tous les mouvemens du shah, il n'a su celui-ci qu'en entendant crier le jour du départ; « qu'enfin ayant demandé ce qu'il en était, on lui a répondu qu'on regardait les opérations militaires comme une pure matière d'administration intérieure, et que sa majesté irait ou du côté de Khiva, ou du côté d'Hérat, ou ailleurs. » Tant d'ironie cachait mal une inspiration russe. L'autre dépêche enfermait une lettre du secrétaire général de la compagnie des Indes qui annonçait les alarmes inspirées au gouvernement de Calcutta par

l'ébranlement de la Perse, et comptait sur M. M'Neill pour faire savoir au cabinet de Londres les démarches de l'envoyé russe à Téhéran.

Malheureusement, au moment même où le ministre anglais transmettait au *Foreign Office* ces graves nouvelles, le ministre russe, averti sans doute à temps par son cabinet, écrivait, comme de lui-même, une dénégation formelle de tous les procédés qui lui étaient imputés. « Il avait employé, disait-il, les recommandations les plus pressantes pour arrêter l'expédition contre Hérat, et, si sa majesté persane se décidait à marcher cet été, elle n'irait pas trop loin. »

Le comte Nesselrode envoie aussitôt cette dépêche de commande à lord Palmerston, et celui-ci, toujours prêt à se contenter sans trop d'exigences, ne trouve pas de meilleur argument contre les alarmes de M. M'Neill que de lui transmettre la lettre du comte Simonich. Il répondait ainsi aux faits attestés par son ambassadeur à la date du 1er *juin*, mais il feignait de ne pas avoir en même temps sous les yeux les témoignages qui les avaient confirmés deux jours après. Le recueil officiel porte la trace de cette confusion volontaire. Voici donc tout ce que lord Palmerston a d'essentiel à dire le 4 août 1837, après avoir reçu près de quatorze dépêches en moins d'un an :

« J'ai reçu votre correspondance jusqu'à la date du 3 juin, et je l'ai mise sous les yeux de la reine. Vous verrez par la lettre du comte Simonich au comte Nesselrode, dont vous avez ici une copie incluse, que le ministre russe certifie à son gouvernement qu'il avait déjà pressé le shah d'abandonner au moins pour le moment son expédition contre Hérat. »

Le comte Simonich écrivait ces lignes trompeuses le 28 mai, deux jours avant celui où M. M'Neill écrivait de son côté le récit des intrigues qui donnaient à l'agent russe un démenti si formel, et lord Palmerston n'avait pas plus tôt envoyé ces fausses assurances de paix à son ministre en Perse, qu'il recevait une nouvelle lettre où celui-ci lui apprenait que le comte Simonich jetait enfin le masque, réclamait hautement la guerre, et tantôt prétendant agir en son propre nom, se vantait de désobéir aux ordres de son gouvernement, tantôt avouait les avoir seulement un peu dépassés en poussant aux armes un prince qu'on lui avait commandé du moins de n'en pas détourner.

L'aveu était complet, digne du sang-froid moqueur de la diplomatie russe; la trahison évidente jusqu'à l'impudence. Lord Palmerston n'avait plus de biais à prendre, et, s'il ne se taisait, il fallait en venir à des paroles décisives : il se tut. Le comte Simonich garda son poste, et l'Angleterre conserva vis-à-vis de la Russie le *statu quo* dans lequel la

maintenaient à son détriment les frayeurs du cabinet whig. M. M'Neill, resté seul contre la Russie et la Perse, va suivre désormais ses propres inspirations, chercher des secours ailleurs que dans le ministère, redoubler d'énergie vis-à-vis du shah, et, par l'inflexible rigueur des mesures auxquelles le condamne la timidité de son gouvernement, précipiter de plus en plus la Perse aux bras de la Russie qu'on n'a pas osé fermer en temps utile.

M. M'Neill, d'après ses instructions, d'après toutes les recommandations de lord Palmerston, ne devait point intervenir, au nom de l'Angleterre, entre la Perse et l'Afghanistan; il s'était à grand'peine abstenu (lettre du 24 février 1837). Tout d'un coup il se décide; le gouvernement de l'Inde, menacé de plus près par le progrès des Russes, se hasardait à prendre l'initiative, et donnait au ministre anglais en Perse les instructions que le cabinet anglais lui refusait. M. M'Neill écrit le 30 juin 1837 :

« J'ai été chargé par le gouvernement indien de dissuader le shah d'entreprendre une autre expédition contre Hérat. Je vous ai donné à penser, dans ma dépêche du 24 février, que cette guerre me paraissait une juste guerre, et je m'étais demandé s'il était à propos de l'interrompre par des menaces; mais maintenant le gouvernement d'Hérat offre des conditions si avantageuses, que je suis convaincu que la Perse ne saurait gagner davantage en force et en sécurité par la conquête de la place : de ce moment donc il me semble que la guerre même est devenue fort injuste. L'esprit du traité de 1814 est en effet que l'Angleterre assurera la paix entre la Perse et l'Afghanistan, et non point la conquête de celui-ci par celle-là. »

C'était une interprétation toute contraire à celle que supposaient les instructions de juin 1836; c'était une intervention directe et active mise à la place d'une neutralité indifférente, c'était faire ce qu'avait demandé M. Ellis, menacer la Perse d'un côté pour l'empêcher de céder aux menaces de l'autre. « Je ne vois pas, écrivait M. M'Neill le 4 juillet, pourquoi nous cacherions à la Perse que la nécessité de pourvoir à notre propre sûreté nous oblige à réclamer d'elle qu'elle s'abstienne d'attaquer nos remparts et d'affaiblir notre position. »

Mais il eût fallu, pour le succès de cette nouvelle conduite, que le ministre anglais parlât au nom de son cabinet; il ne parlait encore qu'au nom du gouvernement de l'Inde, et la Perse n'était pas assez convaincue que l'effet suivrait : elle comptait trop bien sur cette alliance forcée qui enchaînait l'Angleterre aux œuvres de la Russie. Le 11 juillet 1837, après dix-neuf mois d'agressions déclarées, confiant dans l'impunité que lui méritait la protection du czar, le gou-

vernement persan déclare officiellement qu'il ne se considère plus comme engagé par les traités qui l'unissaient à l'Angleterre; c'était la réponse dictée par la Russie à l'intervention tardive signifiée par M. M'Neill. Celui-ci demande des explications qu'on ne daigne pas lui donner, ou qu'on n'a pas jugé à propos de communiquer au parlement. Trois mois après, son messager est insulté; c'est encore une difficulté de plus. Il écrit lettres sur lettres pour demander à lord Palmerston d'appuyer énergiquement les réparations qu'il réclame; mais il a bien soin de lui montrer en même temps toute la gravité de la situation dans l'ensemble général des circonstances, dans les mouvemens de la Perse, dans les menées de la Russie; l'insulte faite au messager n'est qu'un trait du tableau.

« En un temps où le gouverneur de Ghilan est amené ici chargé de chaines, livré à la disposition de l'ambassadeur russe et puni au gré de son excellence pour avoir exécuté la sentence de la loi contre un mahométan sujet de la Russie, je crains en vérité de n'avoir pas exigé une réparation assez complète. » (25 novembre 1837.)

Et le lendemain, rattachant cet incident à la guerre d'Hérat, comme une preuve assez claire de l'insolence à laquelle le gouvernement persan se croirait autorisé par cette conquête, il écrivait encore :

« Les ministres du shah ont ouvertement dit qu'ils croyaient que la possession d'Hérat serait pour eux une sorte de main mise sur l'Angleterre, que l'Angleterre n'aurait plus désormais rien à leur refuser, que, cette place une fois en leur pouvoir, ils seraient, quand ils le voudraient, tout-à-fait maîtres ou de nous troubler dans l'Inde, ou d'en livrer le passage à nos ennemis. »

Enfin, n'ayant toujours pour s'aider dans ses négociations que cette inutile dépêche du 4 août 1837, où on lui vantait l'innocence du comte Simonich, M. M'Neill écrit de nouveau le 18 janvier 1838 :

« Je n'ai pas besoin de répéter à votre seigneurie tout ce que je pense de l'effet que pourrait produire la chute d'Hérat sur la tranquillité intérieure et la sécurité de l'Inde anglaise, et je ne conçois pas qu'il y ait un traité qui puisse nous obliger à permettre qu'on menace ainsi la stabilité de notre empire en Orient. L'évidence du concert établi entre la Perse et la Russie dans des vues hostiles aux intérêts anglais est chose qu'on ne peut nier, et la grandeur du mal qui nous menace est à mon compte si prodigieuse, qu'on ne peut imaginer que ce soit une puissance alliée qui veuille y contribuer. Nos rapports avec la Perse ont originairement pour but avoué d'assurer une garantie de plus à nos possessions dans l'Inde, et elles ont été maintenues dans l'intention de nous protéger contre le seul état qui pouvait nous menacer de ce

côté-là; mais si la Perse, d'accord avec cet état lui-même, emploie tous ses efforts à détruire cette sécurité qui était le seul objet de notre alliance avec elle, si elle ne s'occupe qu'à faciliter et à presser les desseins que cette alliance avait pour but de combattre, j'avoue que je ne puis nous croire encore tenus à la lettre d'un traité dont l'esprit est si manifestement violé. Je n'hésite point à répéter encore, à confirmer une opinion très solidement établie chez moi : si nous voulons garder l'alliance de la Perse aussi long-temps que possible, il faut l'empêcher de prendre Hérat. »

On ne pouvait avoir ni plus de sens ni plus de fermeté : maintenir ses alliés dans le juste respect de l'amitié même qu'ils professent pour vous, c'est le vrai moyen de les garder en leur évitant les rencontres fâcheuses qui les font perdre. Cependant, à toutes ces instances, à toutes ces explications si claires et si pressantes, qu'est-ce que lord Palmerston répondait? Au commencement de février 1838, il avait reçu toutes les lettres de novembre 1837, comme il avait reçu toutes celles de juin au mois d'août; mais, toujours soigneux de décliner les embarras et de reculer les solutions, il feignait alors, comme il avait déjà feint, d'ignorer la situation tout entière. Il fermait les yeux sur les dépêches les plus alarmantes, et parfaitement informé de la rupture déclarée, le 11 juillet, par le gouvernement persan, de l'arrivée des agens russes dans le Kaboul, de l'ouverture des hostilités sous la direction du comte Simonich, de tous ces graves évènemens où le cabinet de Saint-Pétersbourg se trouvait de plus en plus impliqué, lord Palmerston ne songeait encore à parler que du messager insulté, parce que, sur ce point-là du moins, on pouvait prendre la Perse toute seule à partie. Quant au reste, on verrait plûs tard.

« J'ai la satisfaction de vous informer que le gouvernement de S. M. approuve entièrement la direction que vous avez prise et la marche que vous avez suivie dans toutes les matières auxquelles se rapportent vos dépêches.

« Je remets à vous envoyer de plus amples instructions relativement aux affaires dont vous traitez jusqu'à ce que vous m'ayez informé de la réponse faite par le gouvernement persan aux demandes très convenables que vous lui avez adressées. »

Lord Palmerston n'était pas heureux dans sa correspondance diplomatique. Le 4 août 1837, il certifiait la sincérité du rôle joué par le comte Simonich au moment même où celui-ci convenait de sa mauvaise foi. Le 12 février 1838, il attendait tranquillement les réparations du gouvernement persan au moment où M. M'Neill recevait l'assurance qu'on n'en ferait pas, et comme il avait différé tout exprès de donner d'autres instructions, son envoyé se trouvait les mains liées

en face des manœuvres toujours plus actives de la Russie et du progrès toujours plus menaçant de la Perse.

En effet, dans quel moment devait arriver cette lettre du 12 février? Le shah s'est remis en campagne : il a de nouveau marché sur Hérat; M. M'Neill n'a pu se résigner à rester plus long-temps immobile. Sur l'ordre fort indirect du gouverneur-général de l'Inde, il se rend lui-même au camp d'Hérat (8 mars 1838) pour forcer les Persans à suspendre les hostilités. Il presse, il menace; le shah s'excuse comme il s'excusait auprès de M. Ellis. Il n'est pas libre de ses volontés, il n'est pas maître de ses mouvemens. « Il craindrait de donner ombrage au gouvernement russe en abandonnant la place avant qu'elle fût prise. S'il eût su qu'il courait risque de perdre l'amitié du gouvernement anglais, il n'en serait certainement pas venu jusque-là. Si M. M'Neill était à même de lui annoncer que l'Anglelerre l'attaquerait au cas où il ne se désisterait pas, il se désisterait tout de suite. Il fallait seulement qu'on lui parlât au nom de l'Angleterre de manière à le rassurer contre la Russie. » M. M'Neill faisait de son mieux à lui tout seul, et gagnait du temps; il allait des assiégeans aux assiégés, de la ville au camp, portant, échangeant, dictant les concessions des deux partis. Il avait déjà posé les préliminaires de la paix; mais arrivent alors à la fois devant Hérat et l'ambassadeur russe et la dépêche anglaise du 12 février. La paix est rompue. Le comte Simonich reprend du jour au lendemain l'empire qui lui échappait, M. M'Neill perd toute autorité; la lettre de lord Palmerston lui retire tout moyen d'agir. Pas un mot à l'adresse de la Russie; rien sur la question d'Hérat; toute cette grande affaire subordonnée à l'arrangement d'une difficulté secondaire! *I delay sending further instructions!* M. M'Neill n'avait plus rien à dire.

Son crédit baissa rapidement quand on le vit si mal soutenu; les déplaisirs et les affronts de toute sorte tombèrent bientôt sur les Anglais. La Russie exigea qu'on renvoyât les officiers qui se trouvaient encore au service du shah, et, par une de ces coïncidences malheureuses auxquelles lord Palmerston s'exposait toujours à force d'égards pour des amis douteux qui ne répondaient jamais qu'avec de fâcheux procédés, les officiers anglais furent chassés du camp d'Hérat au moment où M. M'Neill recevait l'ordre de les laisser à la disposition du shah tant qu'il ne serait pas lui-même obligé de quitter le territoire persan (1).

(1) Dépêche du 10 mars 1838.

Il lui fallut presqu'aussitôt se résoudre à cette dernière extrémité; il lui fallut rompre toutes relations diplomatiques et se retirer sans avoir même abordé officiellement aucune discussion qui touchât aux intrigues russes, rompre et se retirer pour ce tort insignifiant du gouvernement du shah vis-à-vis de son messager, et non point pour cette hostilité continue qui depuis trois ans menaçait les barrières de l'Inde anglaise. La majesté du nom britannique était perdue au grand profit de ces bons alliés qui avaient inventé tout exprès l'entente cordiale de l'Angleterre et de la Russie en Orient.

Meshed, 25 juin 1838.

M. M'NEILL A LORD PALMERSTON.

« Après avoir épuisé tous les moyens que je pouvais imaginer pour amener le gouvernement persan à m'accorder la satisfaction qu'il me doit au sujet du messager, voyant bien que je n'obtiendrais rien, je me suis enfin senti obligé de quitter la cour.

« Il est maintenant de toute nécessité qu'une réparation publique vienne prouver aux peuples de la Perse et de l'Asie centrale qu'on ne nous insulte pas impunément. Nous ne saurions autrement, je ne dis pas reprendre notre première position, mais garder encore un peu de considération et de crédit. Les Persans et les Afghans réunis au camp du shah ont vu avec une sorte de stupéfaction qu'on pût traiter une ambassade anglaise comme une troupe de proscrits, punir ceux qui par hasard l'approchaient, et permettre à des officiers russes de menacer quiconque était surpris me rendant visite sous ma tente. »

C'est après en être venu à ces extrémités, c'est après qu'il ne reste plus aucun espoir de l'emporter par une sage et ferme assurance que M. M'Neill reçoit la réponse écrite à sa lettre du 8 mars, en date du 21 mai. Cette fois, on lui permettait d'agir au nom de l'Angleterre, et de déclarer nettement la façon dont elle considérait les procédés du shah :

« Il fallait lui dire tout de suite, mandait lord Palmerston, que le gouvernement britannique voyait dans cette expédition un esprit d'hostilité tout-à-fait incompatible avec l'esprit et l'intention de l'alliance établie entre la Perse et la Grande-Bretagne. »

Au même moment, une flotte anglaise, envoyée par le gouvernement de l'Inde, débarquait sur la côte de Perse, et prenait possession de l'île de Karrack. M. M'Neill renvoie alors un émissaire au camp du shah, pour y annoncer et la résolution de lord Palmerston et l'ar-

rivée du corps d'invasion. Il pouvait enfin menacer et agir en liberté. Il n'était plus temps.

« Avant que mon message fût arrivé jusqu'au shah, un traité avait été conclu entre le prince de Kandahar et sa majesté persane; le ministre russe avait formellement garanti l'accomplissement des engagemens contractés par les deux parties. Un traité du même genre était en voie d'achèvement avec le Kaboul, et le capitaine Vicovitch, après avoir vu le shah dans son camp, était reparti pour Kaboul et Kandahar, muni de grosses sommes destinées à terminer les arrangemens qu'il avait si heureusement commencés, à établir la domination persane et la suprématie russe sur tous les états afghans. Le pays entier qui va des frontières russes de l'Araxe aux bords de l'Indus avait été insensiblement travaillé et soulevé par des agens moscovites, les uns ouvertement accrédités, les autres envoyés sans mission publique, tous occupés à former une grande ligue qui non-seulement contrariât les vues et les intérêts de l'Angleterre, mais encore troublât et menaçât son empire en Orient. »

Voilà donc jusqu'où s'avançaient maintenant les intrigues des Russes, et nous les suivrons bientôt dans cette seconde route qu'on leur avait faite par le Kaboul jusqu'aux limites de l'Hindoustan. Le camp d'Hérat, que l'Angleterre avait inutilement voulu dissoudre, servait ainsi de rendez-vous à tous ceux qui conspiraient contre elle soit sur l'Indus, soit sur l'Euphrate, et c'était de là que partaient les trames qui, grace à sa fausse politique, allaient ainsi l'amener à jeter elle-même le désordre et la guerre dans toute la Haute-Asie. La Russie se montrait partout à la fois, partout hostile et tracassière, partout armée des mêmes artifices et employant les mêmes hommes. Vicovitch à Kaboul joue le même rôle que Simonich à Téhéran, pesant sur les princes indigènes de tout le poids de la constance moscovite et de l'inconséquence ou de l'inertie des Anglais. Nous trouverons là tout à l'heure de nouvelles scènes diplomatiques, contemporaines des premières, qu'elles expliquent, et dont elles préparent le dénouement.

C'est en vue de ce dénouement, c'est en songeant à tous ces grands évènemens qui vont éclater en Asie plutôt peut-être qu'aux faits accomplis en Perse, c'est en voulant parer à d'autres embarras, à de nouveaux périls, que lord Palmerston écrit sa dernière lettre à M. M'Neill, le 27 juillet 1838. Il renonçait enfin au système de réserve et de temporisation qu'il avait jusque-là pratiqué vis-à-vis de la Perse; il découvrait dans le traité de 1814 non plus une raison d'immobilité, comme à l'époque de ses dépêches de juin 1836, mais un droit d'intervention, comme le voulait M. M'Neill en janvier 1838. Il allait plus loin qu'il

n'avait jamais été : il ne se contentait plus de signaler l'influence russe comme une embûche éternelle sur le chemin de la Perse, comme une séduction funeste dont la Perse seule avait à se méfier pour son compte et dans son intérêt; il proclamait tout haut que les suggestions de la Russie étaient décidément contraires à la paix et à la fortune de l'Angleterre.

C'était un grand effort, un effort inutile après les extrémités auxquelles on en était réduit du côté de la Perse, un effort sans but et sans résultat, s'il ne portait point ailleurs qu'où l'on semblait le diriger. Voici la lettre de lord Palmerston :

« Monsieur, vous aurez à représenter au shah de Perse que l'esprit et l'intention du traité qui unit son empire à la Grande-Bretagne, c'est de faire de la Perse une barrière défensive pour la sûreté des possessions anglaises dans l'Inde, c'est de procurer à l'Angleterre la coopération du gouvernement persan pour la défense de l'Orient. Or, il semble au contraire que le shah ne soit occupé qu'à détruire les états qui, séparant la Perse de l'Inde, peuvent nous servir de barrières accessoires, et dans cette entreprise il s'est ouvertement allié avec une autre puissance européenne pour exécuter des projets qui, s'ils ne sont point absolument hostiles, ne sont certainement pas ceux d'un gouvernement ami. Les choses en étant là, comme le shah n'a pas reculé devant des procédés tout-à-fait contraires à l'esprit du traité ci-dessus mentionné, l'Angleterre se sent complètement libre de renoncer désormais à cette même convention, et d'adopter toutes les mesures que pourront lui suggérer l'intérêt et la sécurité de ses possessions. »

Lord Palmerston n'avait pas su garder l'alliance de la Perse au temps où il n'était besoin que de modération et de fermeté; maintenant qu'il l'avait perdue, il en venait à la violence et aux menaces. C'est que le gouvernement anglais, sortant de cette indécision où l'avait si long-temps arrêté la crainte de la Russie, prenait enfin un parti extrême, non pas contre la Russie, qu'il ménageait toujours, non pas même contre la Perse, qui restait bravement son ennemie sous la protection du czar, mais contre l'Orient tout entier, qu'on voulait alors frapper de terreur et soumettre à l'impression de la puissance britannique après lui avoir, pendant quatre ans, donné le spectacle de sa faiblesse. On voulait se relever de l'abaissement où l'on était tombé en acceptant l'alliance russe par quelques grands exploits qu'on allait faire au nom de l'Angleterre toute seule. On s'était amèrement repenti de la mollesse avec laquelle on avait combattu les progrès du czar en Perse; on voulait les arrêter dans l'Afghanistan comme par un coup de foudre, et l'on avait si peur de se laisser gagner de vitesse par cette

infatigable activité de la diplomatie moscovite, qu'on préférait tout détruire à l'avance sur son passage. Nous verrons bien où conduisit ce nouveau système, nous le jugerons par ses fruits.

Quoi qu'il en soit, la dépêche écrite le 27 juillet 1838 à l'adresse du gouvernement persan tenait donc sa place dans un ensemble de mesures qui touchaient et s'appliquaient ailleurs. Il s'agit maintenant d'arriver à ces mesures suprêmes auxquelles lord Palmerston se fiait pour arracher la Russie de l'Orient; il faut en chercher les causes sur le théâtre où se produisaient alors les évènemens qui les motivèrent.

III.

Depuis quatre ans que le cabinet de Londres veillait ainsi lui-même d'une façon assez malheureuse aux affaires de la Perse, le gouvernement indien avait été très occupé dans les royaumes de Kaboul et de Lahore; il s'était effrayé de ces pas si rapides, qui rapprochaient tout d'un coup les Russes de l'Indus, et, troublé par ce fatal assentiment que l'Angleterre donnait elle-même à leur marche, déconcerté par cette alliance imprévue qui les implantait à Téhéran comme ses amis, il avait cherché de nouvelles forces pour se défendre contre eux. L'année même où l'accord des deux grandes puissances, au sujet de la Perse, se trouvait professé par lord Palmerston, le gouvernement de l'Inde, regardant comme rompue cette barrière qui l'avait si longtemps protégé, travaillait à s'en élever d'autres, et, voulant remplacer l'appui qui venait de lui manquer, déclarait officiellement l'union qu'il avait contractée depuis 1828 avec le roi de Lahore (1).

Ainsi, tandis que le cabinet de Londres admettait qu'il y eût un concert permanent, des vues uniformes, des communications sans réserve entre ses agens et ceux de Saint-Pétersbourg, le gouvernement de l'Inde ne songeait qu'à parer aux effets inévitables de cette funeste combinaison, et regardait comme un mortel danger pour Calcutta cette grande amitié qu'on prétendait faire passer pour un expédient si merveilleux à Téhéran. Or, quelle que fût l'indépendance primitive de la compagnie, ses directeurs avaient petit à petit perdu la meilleure partie de leurs attributions souveraines, et, notamment de-

(1) C'était le secrétaire-général de la compagnie qui, dans un livre publié à Calcutta en 1834, établissait très nettement que l'alliance de Lahore était le seul remède aux succès obtenus par la Russie dans la guerre de 1827 et consacrés par le traité de Turkmantschaï.

puis 1833, ils ressortissaient pleinement et entièrement du ministère; l'*India-Board*, ou bureau du contrôle, était devenu tout-à-fait une autorité hiérarchique imposée par les chambres à la cour des directeurs; le président de l'*India-Board* était membre du cabinet et collègue obéissant de lord Palmerston : c'était donc avec sa permission et sous sa responsabilité que la compagnie s'effrayait si singulièrement d'une politique dont il était l'auteur, c'était lui qui jetait l'Angleterre aux bras des Sykhs de Lahore. En même temps et parce qu'il abandonnait la Perse aux exigences des Russes, il reculait pour se défendre de l'Euphrate à l'Indus, et protestait à distance par cette union malencontreuse avec Rundjet-Singh contre cette union mensongère qu'il se laissait imposer par le czar. C'était un subterfuge qu'il croyait bon pour remédier, sans trop de péril, aux exigences des Russes, et contrarier de loin des progrès qu'il n'osait empêcher de plus près. Lord Palmerston se trompait encore, et ses timides calculs ne devaient pas le servir d'un côté plus que de l'autre.

Le gouvernement de l'Inde avait fait beaucoup pour ruiner sa domination et mériter la désaffection de ses sujets. Il n'avait rien fait qui pût mieux que cette alliance nouvelle le déconsidérer et l'affaiblir. Nous ne voulons pas entreprendre ici le tableau des révolutions de la Haute-Asie, et décrire longuement la situation respective des Afghans et des Sykhs; notre but n'est pas de suivre toutes ces vicissitudes intérieures par lesquelles a passé l'établissement des Anglais dans l'Inde : notre but est seulement de caractériser la lutte qu'ils y ont soutenue contre la Russie, de signaler partout ce même tort dont ils ont partout porté la peine, cette faiblesse pusillanime en face d'un ennemi dont les exigences se multipliaient toujours avec leurs concessions, cette sorte d'imbécillité morale qui les poussait dans un plus grand mal par peur d'un moindre. Il nous suffira donc de rappeler en quelques mots l'état général du pays pour qu'on puisse aussitôt se représenter le même spectacle qu'on a déjà vu dans les affaires de Perse : l'Angleterre, inquiète et comme éperdue, fuyant à tout hasard cette main redoutable que la Russie semble étendre sur elle, et tombant de mécomptes en mécomptes, parce qu'elle a d'abord biaisé devant le péril au lieu d'aller droit à lui.

Qu'étaient-ce en effet que les Sykhs? Une population toute nouvelle au milieu de ces antiques populations de l'Orient, une race qui n'avait ni traditions ni ancêtres, comme les Rohillas, les Afghans, les Persans, les Turcomans ou les Radjpoutes; une nation de soldats envahisseurs également détestés des mahométans et des Hindous au milieu

desquels ils vivaient à part, condamnés à cet isolement par la seule différence de leur religion plus encore peut-être que par les jalousies éveillées autour de leur récente fortune. Cette fortune avait son origine dans le génie d'un seul homme, admirablement servi d'ailleurs par les circonstances au milieu desquelles il avait grandi. Le trône de Rundjet-Singh s'était élevé sur les débris de l'empire renversé des Afghans. Assez redoutables au commencement du siècle pour obliger l'Angleterre à rechercher contre eux l'alliance de la Perse, assez inquiétans encore en 1814 pour que l'Angleterre les abandonnât alors volontiers à l'ascendant du shah, les Afghans avaient succombé vers ce temps-là sous leurs propres dissensions. La famille des Douraniens, à laquelle ils devaient toute leur splendeur d'autrefois, avait fini par céder la place à la famille victorieuse des Baraksaïs. Diminué de moitié, l'empire avait formé quatre petits royaumes : Hérat, Kaboul, Kandahar et Peshawer. De tous les membres de l'ancienne dynastie, il n'y en eut qu'un seul qui sut se garder une couronne; ce fut Shah-Kamran, prince d'Hérat, le même qui se défendait encore si énergiquement contre la Perse. Un autre Douranien, Shah-Soudjah, banni d'abord du trône de Kaboul par son propre frère en 1810, avait été dépouillé de toute chance d'y remonter par l'avènement du Baraksaïs Dost-Mohammed Il avait pourtant conservé toujours un espoir opiniâtre. C'est cet espoir d'un prétendant incapable que nous allons voir exploité par les convoitises réunies des Sykhs et des Anglais.

C'était sous ombre du droit de ce malheureux prince, et à titre de protecteur, que Runjet-Singh avait commencé ses conquêtes. Il avait pris, depuis vingt-cinq ans, la meilleure part des terres afghanes, le Moultan en 1810, Cashmir en 1819, Peshawer en 1823; il avait assemblé, discipliné, aguerri des armées. Maître de toutes ces riches contrées, fier de la force militaire qu'il tenait de ses généraux européens, il voulait maintenant aller jusqu'au Kaboul, et, comprenant les ressources de la diplomatie tout aussi bien que la manœuvre du soldat, il employait cette singulière finesse du génie barbare à se rattacher au gouvernement des Indes, tout en gardant son indépendance et son ambition. Il comptait détrôner Dost-Mohammed avec l'amitié violentée de Shah-Soudjah pour prétexte, et l'appui intéressé de l'Angleterre pour justification souveraine.

A quoi donc l'Angleterre devait-elle se résoudre? Quel parti prendre et quelle alliance choisir? Celle du prince régnant à Kaboul, ou celle du roi conquérant de Lahore? La question avait été implicitement décidée en 1828, lorsque la nouvelle du traité de Turkmantschaï et

la crainte de voir la Perse livrée sans défense à la Russie firent ouvrir des relations amicales avec Runjet-Singh. Cette décision s'était encore trouvée confirmée en 1833, lorsque le secrétaire-général de la compagnie des Indes, à l'entrée d'une nouvelle campagne entreprise sans plus de succès par Runjet-Singh et Shah-Soudjah contre Kaboul, avait positivement déclaré « que le gouvernement anglais portait un intérêt direct à leur expédition. » La position allait enfin se marquer d'une manière tout-à-fait nette en 1838, par un traité formellement et officiellement consenti entre l'Angleterre et le roi de Lahore.

Avait-on là trouvé la voie la plus sûre? Il était plus que permis d'en douter; on ne pouvait se donner d'amis qui fussent moins considérés en Orient, on ne pouvait perdre à plaisir un rôle plus avantageux que celui dont on se privait par cette alliance exclusive, le rôle de modérateurs et d'arbitres par où l'on eût concilié les Afghans et subordonné les Sykhs. Malheureusement on était si troublé de l'approche des Russes, qu'on ne se croyait plus jamais ni assez loin d'eux, ni assez protégé contre eux; on avait travaillé si long-temps à la ruine de l'Afghanistan de concert avec la Perse, qu'une fois la Perse marchant à son tour de concert avec la Russie, on croyait déjà l'Afghanistan perdu avant même que la Russie y eût mis le pied, et comme on s'était condamné à servir humblement cette politique, comme on prêtait à ce double progrès de la Russie et de la Perse le concours d'une bonne intelligence trop hautement professée pour qu'on pût la desservir sous main d'une façon bien efficace, on n'avait plus d'espoir de résistance que dans les Sykhs, et l'Angleterre comptait que Runjet-Singh saurait mieux qu'elle faire face au czar. Singulière préoccupation de ces politiques aveuglés! On n'oubliait qu'une chose, c'est que depuis 1824 Lahore était en correspondance avec Saint-Pétersbourg; c'est que Runjet-Singh avait en ce temps-là juré « que le moment était venu de chasser enfin les Anglais de l'Asie, » c'est qu'il se méfiait tellement de l'Angleterre, qu'il avait d'abord refusé de recevoir Allard et Ventura, de peur qu'ils ne fussent des Anglais déguisés. On voulait croire que l'intérêt de son ambition et de sa vengeance contre les Baraksaïs lui ferait oublier ces vieux ressentimens, et l'on s'obstinait à ne pas voir que les Baraksaïs eux-mêmes se trouvaient par la violence de leurs antipathies nationales, par suite des dangers qu'ils couraient, les ennemis les plus certains de la puissance moscovite. On fermait les yeux à cette leçon du passé qui disait si clairement que, pour arrêter les Persans en 1834, il fallait s'appuyer sur les Afghans, comme on s'était appuyé sur les Persans, en 1799, pour résister

aux Afghans (1). C'était là d'ailleurs l'avis d'Alexandre Burnes; il écrivait : « Si nous pouvons rétablir l'union dans la famille des Baraksaïs, ce que je regarde comme très aisé, nous éleverons dans ce pays, au lieu d'états divisés et ouverts à toutes les intrigues, une barrière qui préservera nos possessions. » Dost-Mohammed, homme intelligent et résolu, se fût prêté de grand cœur à cette salutaire politique; mais, menacé par l'alliance du prétendant Douranien avec les Sykhs et par l'alliance des Sykhs avec les Anglais, il ne pouvait renoncer à se chercher un appui d'un autre côté; l'Angleterre elle-même, à force de rigueurs mal entendues et de partialité maladroite, le jette malgré lui dans les bras des Russes, les appelant ainsi sur le chemin qu'elle prétendait leur fermer.

La première communication dont il y ait preuve entre le Kaboul et la Russie date du commencement de 1836; encore a-t-elle été regardée plus tard comme une invention mensongère, et, quand on l'a mise sous les yeux du parlement, on n'en avait pas au préalable bien vérifié l'authenticité. C'est une lettre adressée par Dost-Mohammed à l'empereur, quoique Dost-Mohammed ait toujours soutenu qu'il ne l'avait pas écrite. On était peut-être bien aise d'avoir à l'avance un grief contre un prince qu'on voulait à toute force traiter en ennemi. Vraie ou supposée, voici la lettre du khan de Kaboul :

« Il y a beaucoup de sujets de querelles et de différends entre la maison royale des Douraniens et la mienne. Le gouvernement anglais incline à soutenir Soudjah-Oul-Moulk. Ce gouvernement a sous sa domination l'Hindoustan tout entier, et il est très lié avec Runjet-Singh, le seigneur du Pandchab, son voisin. Il ne montre point à mon égard de sentimens favorables, parce que j'ai toujours combattu les Sykhs tant que je l'ai pu. Votre gouvernement impérial a fait amitié avec les Persans; s'il plaisait à votre majesté d'arranger aussi les choses dans le pays des Afghans et d'assister cette nation, qui se monte à vingt lacs de familles, vous me rendriez votre serviteur. J'espère que votre majesté impériale m'accordera la faveur de me recevoir comme les Persans eux-mêmes sous sa protection particulière et sous celle de son gouvernement. Mes Afghans et moi nous pouvons devenir utiles de plus d'une façon, et c'est chose qu'on pourrait toujours essayer, quoi qu'il plût à votre majesté de décider à notre sujet. »

(1) C'était même ce qu'on avait fait en 1809, lors de l'union momentanée de la Russie, de la Perse et de la France contre l'Inde anglaise. Pendant que l'Angleterre combattait à Téhéran l'influence du général Gardanne par la mission de sir Hartfort Jones, elle soulevait l'Afghanistan contre la Perse, dont elle venait d'employer les ressources contre l'Afghanistan lui-même.

Si Dost-Mohammed était réellement l'auteur de cette dépêche, il avait bien changé de conduite au mois de mars suivant; lord Auckland venait d'arriver, en qualité de gouverneur-général, amenant avec lui l'espoir d'une nouvelle politique. Dost-Mohammed s'empresse de retourner aux Anglais et d'en appeler à eux.

« Votre seigneurie n'ignore pas les dernières transactions qui ont eu lieu dans ce pays, la conduite injuste et malavisée des Sykhs, les infractions qu'ils ont commises contre les traités. Dites-moi tout ce que votre sagesse pourra vous sugérer pour régler cette affaire; instruisez-moi, guidez-moi. J'espère que votre seigneurie me considérera, moi et mon peuple, comme étant tout à elle, et me favorisera souvent de ses lettres bienveillantes. Quoi qu'il vous plaise de décider par rapport à mon gouvernement, je m'y conformerai toujours. »

Lord Auckland répondit le 22 août avec les assurances les plus amicales, promettant son impartiale médiation pour réconcilier les Afghans et les Sykhs. C'était encore le temps où le ministère louvoyait en Perse, biaisant et reculant devant les Russes; il n'avait pas davantage de parti pris dans l'Inde; on s'en tenait même à peu près aux règlemens des communes de 1782 qui ordonnaient à la compagnie une absolue neutralité vis-à-vis des princes du pays. C'était alors d'ailleurs que l'on se laissait si facilement rassurer par lord Durham au sujet du comte Simonich; on affectait la tranquillité, on se dissimulait quand même les progrès des Russes; il était naturel qu'on permît à la cour des directeurs de reprendre un moment ses vieilles traditions de sagesse, et de séparer encore une fois sa politique des complications européennes. Ils écrivaient donc le 20 septembre 1837, en réponse à toutes les communications du gouverneur-général du 2 juillet 1832 au 17 mars 1836 :

« Quant à ce qui concerne les états qui sont à l'ouest de l'Indus, vous avez uniformément suivi la ligne que vous deviez tenir; il ne faut avoir de liaison politique avec aucun gouvernement de ce pays, il ne faut prendre aucune part dans leurs querelles. »

Le principe n'avait peut-être pas été si rigoureusement observé qu'on voulait bien le dire; mais, enfin, on le professait toujours; il allait suffire d'une année pour tout renverser. Et cependant à la même époque, au commencement de 1837, lord Auckland envoyait Burnes à Kaboul, lui mandant qu'il eût à s'y occuper uniquement de relations commerciales et d'intervention pacifique; on ne prétendait apaiser les différends de Dost-Mohammed et de Runjet-Singh que dans l'intérêt

même du chef afghan et pour lui éviter sa ruine. Or, celui-ci avait su jusque-là se défendre tout seul, et l'on se rendit si suspect, on s'employa si brutalement pour le convertir à la paix, qu'on l'amena forcément à la guerre, à la guerre contre les Anglais et non plus contre les Sykhs. Un si fâcheux dénouement n'était point de la faute de Burnes : il l'éloigna tant qu'il put; mais de nouveaux acteurs, apportant de nouvelles intrigues sur un théâtre réservé naguère à l'influence britannique, avaient ainsi subitement exaspéré les inquiétudes du gouvernement de l'Inde, et grossi ses exigences avant même que les ordres de Saint-James le précipitassent aux dernières extrémités. Les agens russes paraissaient pour la première fois dans le Kaboul; ils allaient y jouer le même rôle qu'en Perse, et cette approche inattendue déconcertait d'autant plus qu'on osait moins s'en plaindre à qui devait en répondre.

Burnes entre à Kaboul au mois de septembre 1837; il est reçu de la manière la plus honorable et la plus flatteuse. Mais au mois d'octobre arrive à Kandahar un agent de la Perse avec des présens et des robes pour Dost-Mohammed; au mois de décembre, un agent russe, le lieutenant Vicovitch, s'introduit à Kaboul même, sous prétexte d'apporter la réponse de l'empereur à cette lettre qu'on disait écrite par Mohammed au commencement de 1836.

L'ouvrage de Burnes est ici très précieux; il complète et explique les documens publiés par le gouvernement anglais, et l'on y retrouve fort à point le reste des dépêches mutilées tout exprès dans l'édition officielle pour faire croire à l'initiative malveillante et à l'hostilité déterminée du khan de Kaboul. Il fallait en effet, quand on en usait avec lui d'une si dure façon, qu'on eût de bonnes raisons de le prendre pour ennemi. La meilleure, c'est qu'on était violent en Orient parce qu'on voulait ménager les Russes en Europe; mais celle-là ne pouvait guère se dire, et Burnes, qui ne la connaissait pas, avait certifié par les témoignages les plus positifs les bons sentimens de Mohammed à l'égard des Anglais Le malheureux Burnes était, comme M. M'Neill, un homme parfaitement instruit des habitudes et des calculs de la politique orientale, des idées et des passions de tous ces princes demi-barbares dont l'Angleterre et la Russie se disputaient la conduite avec des chances si différentes; Burnes et M'Neill étaient de plus des esprits justes et des caractères solidement trempés. Or, par une remarquable coïncidence, chacun arrivait de son côté à des conclusions analogues : l'un soutenait que la crainte seule soumettrait la Perse à la Russie; l'autre, que la crainte seule soumettrait l'Afghanistan à la

Perse (1). Tandis que M'Neill assurait qu'il suffisait de la décision bien arrêtée de l'Angleterre pour maintenir le shah dans son alliance, Burnes affirmait qu'il faudrait qu'elle poussât bien rudement pour obliger le khan de Kaboul à rompre avec elle. Et voici justement que le ministère britannique, qui avait hésité trois grandes années avant d'intervenir officiellement en Perse, brusque en moins de six mois une intervention rigoureuse dans les affaires de l'Afghanistan. C'est que sa précipitation avait même cause que ses lenteurs; elle en était le fruit et la punition : il lui fallait enfin une guerre à Kaboul pour n'avoir pas su demander à Saint-Pétersbourg les justes explications qu'on lui eût certainement données, s'il avait moins attendu et moins tergiversé. Il n'y avait pas là deux politiques; il n'y en avait qu'une, la politique de l'équivoque et de la faiblesse qui recule le plus possible devant les difficultés, et les franchit à contre-temps en en créant d'autres, parce qu'il lui manque le sang-froid qui les résout à propos.

En Afghanistan comme en Perse, le ministère, soit directement, soit par l'intermédiaire du gouverneur de l'Inde, n'agissait ainsi qu'en opposition permanente avec les rapports de ses envoyés; aussi plus tard brouillait-il ceux de M'Neill et tronquait-il ceux de Burnes. Écoutons seulement Burnes lui-même rendre justice aux véritables dispositions du khan de Kaboul. Il écrivait, le 20 décembre 1837, au secrétaire-général de la compagnie des Indes :

« Monsieur, j'ai l'honneur de vous transmettre, pour en informer son excellence le gouverneur-général de l'Inde en son conseil, la nouvelle très extraordinaire que voici : il est arrivé hier dans cette ville un agent qui vient directement de la part de l'empereur de Russie. Dans une circonstance d'une nature si imprévue, je n'ai pas voulu vous envoyer de courrier avant d'être mieux informé. Hier même au matin, Dost-Mohammed m'a rendu visite pour me demander conseil, disant qu'il s'en rapportait à moi dans cette occasion; qu'il ne voulait avoir affaire avec aucune autre puissance que l'Angleterre; qu'il ne voulait recevoir aucun agent étranger tant qu'il lui resterait l'espoir de se concilier notre sympathie, qu'il était enfin tout prêt à chasser l'agent russe, à l'arrêter en route, à le traiter comme on l'entendrait. C'est à ma requête qu'on laisse le lieutenant Vicovitch pénétrer jusqu'ici. »

Rien n'était plus rassurant que cette dernière partie de la dépêche; le ministère anglais l'a prudemment supprimée. En publiant ses documens après la guerre faite, il ne voulait pas qu'on vît qu'il eût

(1) *The Afghan nation will never submit to Persia but by fear.* — Lettre d'Alexandre Burnes en date du 18 juin 1838, supprimée dans le recueil officiel.

pu se passer de la faire. C'est pour cela qu'il retranche encore cette autre lettre tout aussi significative :

« Depuis que je suis ici, j'ai vu un agent de la Perse pénétrer jusqu'à Kandahar, s'annoncer avec les promesses les plus séduisantes, et obligé pourtant de quitter tout aussitôt le pays, parce que personne n'était allé le prier de venir à Kaboul. Après lui, ce fut un agent russe, qui, porteur de complimens magnifiques et d'engagemens très solides, ne reçut pour tout accueil que les stricts égards commandés par le droit des gens et de l'hospitalité. Le khan de Kaboul ne s'est pas même autorisé des offres qu'on lui faisait pour traiter de plus haut avec nous; il a dit que ses intérêts étaient attachés à l'alliance anglaise, et qu'il ne l'abandonnerait pas tant qu'il lui resterait le moindre espoir de la conserver. »

Cette lettre était du 15 janvier 1838; elle était écrite par Burnes au milieu de la négociation qu'il suivait pour opérer un rapprochement entre les Afghans et les Sykhs. Il s'en fallait que cette besogne fût aisée : Dost-Mohammed ne pouvait se rassurer en songeant à l'amitié des Anglais et de Runjet-Singh, son implacable ennemi, l'usurpateur de Peschawer, le spoliateur des Afghans; d'autre part, le contrôle exercé par les Russes sur le commerce du Turkestan, leur alliance avec les Persans hérétiques, son horreur et celle de son peuple pour ces Shiites maudits, le laissaient tout aussi alarmé de ce côté-là. Il en revenait donc sans cesse à prier M. Burnes qu'on le protégeât à la fois et contre les Sykhs et contre la Perse; il suppliait qu'on lui rendît Peschawer, son seul boulevard, et que l'on ne permît pas au shah d'exécuter à l'amiable sur Kandahar les projets de conquête qu'il ne pouvait accomplir par force sur Hérat. C'était en d'autres termes, engager l'Angleterre à revenir aux voies naturelles de la politique indienne, à maintenir l'indépendance afghane envers et contre tous, au lieu de s'unir aux Sykhs pour l'attaquer d'un côté, pendant que les Russes la minaient de l'autre. Mohammed ajoutait encore que, si l'on voulait désunir les chefs afghans et détruire entre eux toute hiérarchie, il savait bien qu'on ne pouvait y mieux réussir qu'en l'affaiblissant lui-même; restait à connaître si l'Angleterre y trouverait un grand avantage, et si ç'avait été son intention de le ruiner tout-à-fait en lui offrant ses sympathies.

La réponse ne tarda pas; on lui fit signifier un ultimatum aussitôt qu'on connut la présence de Vicovitch, un ultimatum inflexible et désastreux. Le gouvernement indien ne voulait se mêler ni de Kandahar ni de Peschawer, ni s'exposer au mécontentement des Russes, ni se

brouiller avec ses bons alliés de Lahore; il fallait que Mohammed subît tous les sacrifices, abandonnât tous ses droits, et renvoyât le lieutenant Vicovitch le plus tôt et le plus poliment possible (*with courtesy*). Burnes discuta doucement et patiemment ces sévères conditions. Il gagnait même du terrain, et « les Afghans, disait-il, commençaient à prononcer le nom de Runjet-Singh avec le respect convenable, par égard du moins pour son excellence le gouverneur-général. » Tout d'un coup arrivent des lettres dépêchées par l'agent russe de Kandahar; les négociations sont rompues; Burnes se retire, comme s'était retiré M. M'Neill lorsque le comte Simonich était venu défaire en un moment toutes ses espérances de paix au camp d'Hérat. La Russie avait saisi l'instant favorable, et Burnes abandonnait son entreprise manquée, laissant Mohammed lui-même dans une grande consternation. « Il ne pourrait tenir un mois contre l'Angleterre, disait-il, et la pensée de lui déplaire le remplissait de terreur; il n'ignorait pas que le maharajah Runjet-Singh était notre ami, et qu'il ne devait pas l'attaquer; mais nous pouvions à notre volonté secourir Peschawer, sinon par les armes, du moins par de simples remontrances qui eussent contenu le roi de Lahore : au contraire, nous étions plus que jamais ses amis déclarés, et nous le préférions aux Afghans, qui se mettaient pourtant tout à notre service. » A coup sûr, ce n'étaient pas là les provocations d'un ennemi bien déterminé. Burnes lui-même, en s'en allant, ne croyait pas encore que les Afghans pussent jamais se jeter aux bras des Russes et s'unir aux Persans; un pareil concert devait frapper d'horreur tous les Sunnites de Kaboul. (Lettre écrite de Jellalabad, 30 avril 1838.)

Il le fallait cependant, l'Angleterre en était dès-lors à déclarer la guerre. D'où lui venaient donc maintenant ces violentes résolutions? et le gouverneur de l'Inde se voyait-il en un si grand danger? L'Asie s'était-elle soulevée tout entière? Les Persans avaient-ils pris Hérat? Les Russes, Bockara et Khiva? Non; mais, comme le disait Burnes, « c'était seulement un capitaine de Cosaques qui, sans pompe ni cortége, avait galopé jusqu'au Kaboul. » Aussitôt on envoyait à Lahore le secrétaire-général de l'Inde pour négocier un traité contre le Baraksaïs (23 mai 1838), on écrivait au cabinet de Londres pour lui demander ses instructions suprêmes (22 mai), on envoyait jusqu'au littoral de Perse la flotte expéditionnaire qui prenait Karrack (20 juin), on concluait avec les Sykhs une alliance offensive pour coopérer avec eux au rétablissement de Shah-Soudjah, et remettre Kaboul sous leur

protection (26 juin). Enfin l'on publiait cette fameuse proclamation de Simla, qui annonçait l'entrée des troupes anglaises en campagne (1er octobre 1838).

C'est que c'était le moment où après tant d'hésitations, tant de lenteurs et de retards, lord Palmerston en arrivait enfin à confirmer les mesures prises par M. M'Neill, et lui donnait, après qu'il avait été obligé de rompre, toute la force dont il aurait eu besoin plus tôt pour n'en pas venir là. C'était alors qu'il écrivait pour le khan d'Hérat cette menaçante missive du 27 juillet. L'inquiétude et l'emportement de lord Auckland se rencontraient tout à point pour agir avec cette décision désespérée à laquelle le regret de tous ses sacrifices perdus poussait maintenant lord Palmerston. Entravé par les nécessités de sa politique générale, n'osant pas se priver de l'alliance russe en Europe parce qu'il avait le malheur de s'y fier et le malheur encore plus grand de la réserver comme un moyen de bascule, obligé de la ménager ainsi quand même, il s'était astreint durant quatre années à laisser passer en silence les intrigues moscovites; il n'avait point averti les princes de l'Orient que l'Angleterre s'en tenait offensée, il avait tâché de les en détourner au nom de leur intérêt; jamais il n'avait parlé au nom de son gouvernement; on ne l'avait pas écouté; l'Inde était sérieusement menacée. Lord Palmerston prenait enfin un parti, mais lequel? Il jetait la guerre dans tout l'Orient, il créait à l'empire britannique des périls sans fin; il suscitait contre lui des ressentimens et des vengeances; il le mêlait de plus en plus aux querelles intérieures d'un pays où sa domination ne pouvait s'asseoir que par la neutralité; il le lançait tout exprès dans une voie de conquêtes où l'on n'avait marché jusqu'alors qu'à regret et malgré soi; il frappait partout où les Russes avaient mis le pied, partout où ils allaient le mettre, espérant que ces grands coups étonneraient et feraient réfléchir, sans songer que ces grandes injustices ne se pardonneraient pas. Du moins encore disait-il à présent que ses alliés d'Asie ne pouvaient avoir de rapports avec ses alliés d'Europe sans que ces rapports ne fussent considérés par l'Angleterre comme des actes d'hostilité. C'était toujours la même inconséquence pour les esprits simples des hommes d'Orient, mais enfin on l'avouait hautement; c'était là tout le progrès, c'était là le sens de cette nouvelle politique manifestée par la dépêche de lord Palmerston en date du 27 juillet, et par la proclamation de lord Auckland en date du 10 octobre 1838. C'était ainsi que les affaires de Perse enfantaient d'autres complications et de bien plus funestes, au moment même où elles se terminaient par la levée du siége d'Hérat

(15 août 1838); c'était ainsi qu'après avoir traîné si long-temps, elles poussaient tout d'un coup les affaires du Kaboul à cette fin violente qui semblait un dénouement et qui n'était pourtant que le commencement d'autres malheurs.

La proclamation de Simla unissait sous une même réprobation les mouvemens du shah de Perse et l'indocilité du khan de Kaboul; elle leur prêtait les mêmes intentions, elle affirmait que, d'un côté comme de l'autre, on subissait l'influence des Russes au détriment des Anglais; elle annonçait la guerre; cependant la guerre n'éclata pas tout de suite. Vient alors en effet comme une dernière péripétie qui n'est pas la moins piquante dans ce drame diplomatique. La Russie, clairement signalée par l'Angleterre à la défiance de l'Orient, se fâche, se moque et menace; l'Angleterre en même temps proteste, se plaint et finit par reconnaître au cabinet de Saint-Pétersbourg le droit absolu de contrecarrer son allié de Saint-James, ce qui ne l'empêche pas elle-même de renouveler encore ses assurances de respect et d'amitié. Les deux notes se croisent dans la Baltique; la note russe est du 20 octobre, la note anglaise du 26. Chose étrange! lord Palmerston veut bien regarder la première comme une réponse; dans le recueil des documens parlementaires, il la publie à la suite de la sienne, à l'encontre des dates; il se déclare satisfait et semble considérer le démêlé comme fini parce qu'on a daigné railler et réfuter six jours à l'avance ce qu'il allait dire six jours après : tant de bon vouloir méritait plus de reconnaissance. Voici ces deux notes dans l'ordre même qu'on leur a supposé.

26 octobre 1838.

LORD PALMERSTON AU COMTE NESSELRODE.

« Les évènemens qui se sont passés récemment en Perse et en Afghanistan obligent le gouvernement britannique à demander au gouvernement russe quelques explications indispensables au sujet de certaines circonstances liées avec ces évènemens, et très importantes pour les relations des deux états.

« Le soussigné n'a pas besoin de rappeler au comte Nesselrode que leurs gouvernemens ont pris depuis long-temps et par des motifs semblables le plus profond intérêt aux affaires de Perse. La Perse étant si proche de la Russie, c'est pour celle-ci sans doute l'objet d'une légitime sollicitude que de maintenir ses voisins dans des rapports de paix et d'amitié... La Russie doit naturellement désirer que la nation persane soit prospère et que le monarque persan s'abstienne de toute entreprise agressive au dehors pour diriger une attention exclusive sur les réformes intérieures. L'Angleterre,

de son côté, regardant la Perse comme une barrière nécessaire à la sécurité de ses possessions dans l'Inde contre les attaques de toute autre puissance européenne, a fait alliance avec le shah, mais dans cette vue seulement et avec cet objet que la Perse fût bien réellement son amie, qu'elle restât indépendante de tout contrôle étranger et vécût en paix avec ses voisins. Les intérêts de la Russie et de l'Angleterre dans ce pays se trouvent donc être non point simplement compatibles, mais presque identiques, et c'est parce que les deux gouvernemens ont reconnu cette identité qu'ils étaient convenus de traiter ensemble les affaires relatives à la Perse, et d'essayer d'y suivre d'accord une marche commune. »

Singulière illusion que le seul rapprochement des deux diplomaties avait suffi pour démontrer! singulier mensonge imposé sous des prétextes factices par les nécessités cachées de la politique européenne! C'était l'Angleterre qui faisait en Orient toute la force de la Russie par cette alliance maladroite qu'elle préconisait encore après en avoir subi tous les inconvéniens. Lord Palmerston continuait ainsi de ce ton pacificateur que nous sommes en vérité assez surpris de lui voir, et dont il aurait bien dû garder quelque chose avec nous :

« L'opportunité d'un tel concert entre la Grande-Bretagne et la Russie a été souvent démontrée par le gouvernement russe, reconnue par le gouvernement anglais... Pendant quelque temps, ils ont suivi la même ligne (*the same similarity*) dans leur politique respective vis-à-vis de la Perse, et leur double influence a semblé dirigée vers un même but, employée constamment à raffermir la tranquillité intérieure et la paix extérieure de la Perse... Mais, tandis que la Russie professait un désir marqué d'agir en bon accord avec l'Angleterre au sujet de la Perse, ses envoyés se trouvaient engagés dans des mesures soigneusement dissimulées, conçues dans un esprit hostile au gouvernement britannique et tout-à-fait opposées à nos intérêts. »

Suivait la longue énumération de toutes les perfidies moscovites, la présence et l'activité militaire du comte Simonich au siége d'Hérat, le traité conclu sous sa garantie entre la Perse et le Kandahar, dans lequel la Russie promettait ses secours contre l'Angleterre elle-même. C'étaient des faits, des faits irrécusables, et cependant on tâchait encore d'éluder la conséquence directe à laquelle ils aboutissaient; on ne voulait pas croire à cette hostilité du gouvernement de Saint-Pétersbourg, dont on avait en main des preuves si décisives; on en revenait à lui demander encore, comme en 1837, s'il fallait le juger par ses actes ou par ses intentions; on espérait toujours dans ces intentions si mal traduites.

« Le gouvernement de sa majesté se considère comme autorisé à demander au cabinet russe s'il doit chercher le dernier mot de sa politique relativement à la Grande-Bretagne et à la Perse dans les déclarations adressées à lord Durham par le comte Nesselrode et par M. Rodofinikin, ou dans les actes du comte Simonich et de M. Vicovitch... Le système de communications réciproques qu'on avait suivi jusqu'à présent donnait bien le droit au cabinet de Saint-James d'attendre des explications directes pour croire à un changement définitif, au lieu de le laisser ainsi déduire des actes même de la diplomatie russe en Orient. »

Oui certes, il y avait une grande conspiration conduite en Perse par la Russie, avec l'aide de l'Angleterre et contre l'Angleterre, un complot tramé sous le voile d'une alliance intime, un acharnement obstiné de manœuvres ennemies, une violente passion de conquêtes souterraines par où les Cosaques se seraient un jour trouvés tout portés sur les bords de l'Indus face à face avec les cipayes de l'Angleterre. L'Angleterre savait et surveillait tout depuis quatre ans. Elle n'avait osé rien arrêter; elle éclatait après coup. Voyez la belle audace :

« Le gouvernement britannique admet aisément que la Russie est libre de poursuivre, par rapport aux matières en question, la conduite qui lui semblera le plus favorable à ses intérêts, et la Grande-Bretagne a trop la conscience de sa force, elle sait trop bien l'étendue et la suffisance de ses moyens de défense sur tous les points du globe, pour regarder avec une inquiétude sérieuse les transactions auxquelles cette note se réfère. »

Alors à quoi bon l'écrire? Était-ce pour demander la permission de se venger sur les Afghans de cette grande magnanimité que l'on montrait à l'endroit des Russes? Et quand on allait faire payer si chèrement les faibles pour les forts, avait-on bien le droit de se prétendre si rassuré? Non, mais on tenait seulement à ne point se commettre en Europe, et à se laisser une porte ouverte pour retrouver au besoin l'alliance russe entamée malgré tout par les évènemens de l'Orient. Lord Palmerston recueillit en 1840 les fruits de la condescendance dont il usait en 1836, et, quand se fit tout d'un coup cette grande amitié de l'Angleterre et du czar, on s'en serait moins étonné si l'on se fût rappelé cette obséquieuse dépêche par laquelle on avait voulu l'acheter à tout jamais deux ans auparavant. Voici comment elle finissait :

« Le soussigné est autorisé à exprimer en terminant les vœux du gouvernement de sa majesté; le gouvernement de sa majesté souhaite que le cabi-

net de Saint-Pétersbourg voie dans ces communications une preuve nouvelle de l'anxiété avec laquelle on maintient sans altération (*un impaired*) les relations amicales qui subsistent si heureusement entre les deux pays, et auxquelles nous attachons une si juste et si grande valeur; des explications demandées avec franchise et dans un esprit de paix écartent les mésintelligences et conservent la bonne harmonie entre les peuples. »

Que disait maintenant le gouvernement russe au moment même où il allait recevoir cette dépêche, à laquelle il était ainsi censé répondre d'avance? Si à toute force on voulait voir une réponse dans cette lettre équivoque, c'était bien la plus ironique et la plus vaine que pût fournir le langage de la diplomatie.

20 octobre 1838.

LE COMTE NESSELRODE AU COMTE POZZO DI BORGO.

« L'empereur a lu avec une sérieuse attention les dépêches de votre excellence, qui lui rendaient compte des deux entrevues dans lesquelles lord Palmerston, parlant de la situation présente des affaires de Perse, a manifesté les appréhensions données au gouvernement de la compagnie des Indes par l'expédition du shah contre Hérat. A cette occasion, le principal secrétaire d'état de sa majesté britannique pour les relations étrangères ne vous a pas caché qu'en Angleterre l'opinion publique attribuait à l'influence russe une part décisive dans les évènemens qui se passent maintenant en Perse, et imputait à notre cabinet des intentions dangereuses pour les établissemens de l'Inde. Ces considérations sont trop sérieuses et pourraient avoir un effet trop fâcheux sur toutes nos relations avec la Grande-Bretagne pour que nous n'hésitions pas un seul instant à prévenir les craintes par des explications franches et spontanées. »

Qu'était-ce donc que cette explication si honnêtement annoncée? La chose la moins rassurante du monde.

« La politique de l'empereur en Orient est guidée par les mêmes principes qui la dirigent en Europe. Éloignée de toute idée d'envahissement, cette politique n'a pour objet que le maintien des droits de la Russie et le respect des droits légitimement acquis par les autres puissances. La pensée de troubler seulement la tranquillité des possessions anglaises dans l'Inde ne s'est jamais présentée à l'esprit de notre auguste maître. Il ne désire que le juste et le possible. »

Quel était donc celui qui, avec toutes les réserves du style de la diplomatie, étalait encore une vertu si pédantesque? C'était le prince qui avait anéanti la Pologne, démembré la Turquie, dépouillé la Suède, divisé l'Allemagne. Et il parlait de justice! et il osait dire encore :

« Si le gouvernement britannique met dans ces principes, auxquels nous avons toujours été fidèles, la confiance qu'ils méritent, il sera bien facile à votre excellence d'éclairer les doutes que l'on a conçus à Londres sur notre manière d'agir. »

Et venaient alors les éclaircissemens. L'empereur ne pouvait pas en vouloir aux Anglais s'ils n'avaient rien fait contre lui; il ne pouvait pas les atteindre, puisqu'ils étaient séparés par les mers, les fleuves et les montagnes de l'Asie : assurance moqueuse et perfide qui renfermait une menace, puisqu'arrivaient tout aussitôt les faits qui allaient la démentir. Au dire du comte Nesselrode, c'était l'Angleterre qui avait attaqué la première, et il finissait par ne plus cacher que la Russie avait bien su manœuvrer au besoin jusqu'à l'Indus; c'était donc à l'Angleterre de conclure et de prendre garde, de se tenir avertie par les derniers paragraphes de la dépêche, pour ne point trop se fier aux premiers, pour ne point trop compter ni sur cette innocence que le czar accusait après l'avoir attestée, ni sur ces distances, dont le czar se riait après les avoir exagérées. Quant aux Russes, ils n'avaient rien à se reprocher; ils démentaient tous les griefs qu'on élevait contre eux. Ils avaient voulu empêcher la guerre d'Hérat; Vicovitch et Simonich n'étaient que des agens pacificateurs; si par hasard ils avaient un peu dévié, l'Angleterre ne pouvait s'en fâcher. Quel est le gouvernement qui se trouve toujours servi comme il le voudrait? L'Angleterre elle-même avait-elle moyen d'empêcher ces turbulens voyageurs qui venaient en son nom porter le trouble dans toute l'Asie?

« Si nous rappelons ces faits, si nous faisons remarquer l'infatigable activité de certains individus qui se jettent en avant sans être accrédités ni reconnus par leur gouvernement, ce n'est pas que nous voulions imputer au gouvernement lui-même le blâme qu'ils méritent. Au contraire, nous regardons le cabinet britannique comme étant tout-à-fait en dehors de ces tendances que nous signalons; mais, de même que nous plaçons une juste confiance dans la rectitude de ses intentions, nous nous croyons en droit d'attendre de lui qu'il n'élève pas de doute sur les nôtres. »

Imagine-t-on rien de plus piquant après quatre années de mutuelles tromperies, de tromperies connues des uns comme des autres, et dont la dépêche russe donnait tout aussitôt le compte, oubliant naturellement la part du cabinet de Saint-Pétersbourg et faisant fort au long celle du cabinet de Saint-James? Aussi l'empereur entendait-il que tout fût réparé; il voulait que l'Angleterre se réconciliât avec la Perse, de peur que cette anxiété produite par sa faute ne gagnât la Russie

elle-même, et ne l'obligeât à prendre les mesures indispensables pour sa propre sécurité.

« Ces remarques que l'empereur commande à votre excellence de communiquer en entier au ministère britannique serviront, je l'espère, à le contenter, et mettront dans son vrai jour la politique conservatrice et désintéressée de notre auguste maître. Notre attitude sera nécessairement réglée par la détermination définitive que le gouvernement britannique jugera convenable d'adopter. »

C'était là tout; et, pour trouver dans cette lettre une réponse satisfaisante aux demandes qu'on allait soi-même écrire, il fallait une grande résignation. Cette humilité singulière, lord Palmerston sut encore l'obtenir de cet orgueil trop irritable que nous lui avons connu. Il écrivit le 20 décembre au comte Pozzo di Borgo, pour répondre à la note du 20 octobre, communiquée seulement le 11 du mois suivant, et donnée cependant comme réplique conciliante à la note anglaise du 26 octobre 1838.

« C'est avec grand plaisir que je me trouve à même de vous assurer que la communication par vous adressée au gouvernement de sa majesté lui a paru dans ses résultats généraux tout-à-fait satisfaisante (*highly satisfactory*). Le gouvernement de sa majesté doit conjurer (*deprecate*) comme un grand malheur tout évènement qui tendrait à interrompre la bonne entente si heureusement établie entre les deux cabinets. »

Le comte Nesselrode répond très sèchement le 29 janvier 1839 :

« Ces explications ont apporté aux deux cabinets l'occasion de recevoir et d'offrir d'un côté comme de l'autre des assurances qui portent le caractère d'une juste réciprocité, et ne sauraient avoir de valeur qu'autant qu'elles se correspondent. Notre cabinet, en prenant note de ces assurances, attend qu'on lui fournira la preuve de leur entière réalisation (*entire fulfilment*). »

Le compliment dut sembler mince; c'était une menace qu'on tenait en réserve. On attendait une meilleure occasion pour en poursuivre l'effet, et ce fut sans doute au traité du 15 juillet que la Russie réclama « l'entière exécution » de ces bonnes promesses dont elle avait daigné se payer jusque-là. Jusque-là elle avait su fort à propos fermer les yeux et prendre en patience tout le bruit que l'Angleterre faisait en Orient. Elle avait protesté, elle n'intervint pas; c'est que l'Angleterre travaillait au profit de sa rivale. Au moment même où s'échangeaient encore ces témoignages de feinte confiance, le cabinet de Londres croyait achever un grand exploit, en décidant à la fin les évènemens d'Asie, en donnant une suite trop efficace à la funeste proclamation de

Simla, en forçant les troupes de la compagnie à passer l'Indus, en se précipitant dans cette voie malheureuse où le cabinet russe avait toujours voulu le pousser. Le 19 février, l'armée réunie des Anglais et des Sikhs entrait en campagne pour commencer la guerre de Kaboul. Plutôt que de tenir tête en Europe à des embarras qui n'étaient là qu'éventuels, plutôt que de parler ferme à la Russie, au risque de chagriner une amitié si tortueuse, le cabinet de Londres allait chercher en Asie des revers trop certains pour qui connaissait les lieux et les mœurs; il allait fortifier la position des Russes, tout prêts à tirer parti de ses mauvaises affaires d'Orient pour faire les leurs en Occident. Plutôt que de suivre hardiment ces grandes lignes toutes droites où les états de premier ordre ont si bon air à marcher, où ils peuvent se rencontrer si honorablement, plutôt que de traiter face à face avec les Russes, il préférait leur disputer le terrain à distance et par des contremines qui ne devaient ensevelir que sa fortune; car ce fut là réellement la fin de ces négociations dont on vient de lire l'histoire, ce fut par là que se termina cette triste série de mensonges et de faiblesses, ce fut là que tout aboutit. Le premier résultat de la politique de lord Palmerston en Orient, ç'a été l'expédition de lord Auckland; le second, le massacre des Anglais par les Afghans; le troisième, le massacre des Afghans par les Anglais et le ridicule triomphe de lord Ellenborough. Dieu garde l'Angleterre des autres, et la préserve du reste! Mais il n'en est pas moins véritable qu'à force d'avoir exaspéré les animosités politiques et le fanatisme religieux de l'Asie, sous prétexte de lui inspirer la terreur de son nom, elle a diminué partout, elle a éteint l'aversion qu'on y ressentait jadis pour le nom des Russes; elle a détruit le respect de sa force et répandu la crainte d'une puissance qu'elle osait à peine attaquer de biais; elle a servi d'avant-garde à l'invasion moscovite (1).

On connaît assez ces grands et formidables évènemens, on connaît moins la diplomatie qui les prépara. Les Anglais ont judicieusement caché cette cause secrète de tous les maux dont ils auront tant de peine à sortir : par deux fois on a voulu dans les chambres soulever le voile qui couvrait la victoire de l'habileté russe sur la pusillanimité

(1) Un officier anglais, voyageant dans la Haute-Asie après tous ces évènemens, rapporte que le czar y passait déjà pour le roi des rois de l'Europe, et qu'on y traduisait ainsi son titre impérial. « Les habitans d'Hérat, dit le capitaine Conolly, croient que les Russes sont des géans et des mangeurs d'hommes destinés à faire la conquête de l'Orient. » La crainte des Russes a pénétré dans le Bengale, et leur nom descend peu à peu jusqu'à la moitié de l'Hindoustan.

britannique; par deux fois, on l'a laissé retomber. D'une époque à l'autre, le ministère avait changé, le silence restait le même. Sir Robert Peel répondait encore en 1843 à la motion de M. Roebuck par ces paroles empreintes d'une réserve trop significative : « Il n'est point, je le dis maintenant, il n'est point de l'intérêt public de présumer que la Russie n'ait pas alors été sincère dans les assurances d'amitié qu'elle nous donnait. » C'était tout son discours à cet endroit-là.

IV.

Le gouvernement anglais avait dissimulé de tout son pouvoir cette humiliation continue de sa diplomatie; nous l'avons racontée. Peut-être trouvera-t-on qu'en remettant au jour ces blessures qu'il avait si soigneusement cachées, nous n'avons pas assez triomphé de sa défaite; peut-être, dans ce long récit de ses fautes, aurons-nous semblé plus attaché à développer toute l'astuce du vainqueur qu'empressé d'étaler le malheur du vaincu, plus disposé à nous inquiéter de l'un qu'à nous féliciter de l'autre. C'était en effet notre pensée. Nous savons qu'auprès d'un certain nombre de théoriciens politiques l'alliance de la Russie est pour la France une sorte de contre-poids indispensable qui la maintient en équilibre et fait sa force contre l'Angleterre. Nous savons que l'Angleterre elle-même affecte de garder cette espèce de balance dans ses amitiés, et rehausse pour nous le prix de la sienne en nous montrant à propos qu'elle peut au besoin se tourner tout entière d'un autre côté; mais nous croyons que l'Angleterre et la France ne jouent ainsi qu'un jeu de dupes, diminuant à plaisir les chances sérieuses qui pourraient les réunir dans un accord pacifique pour affermir d'autant un ennemi commun qui profite assidûment de leurs divisions. Nous n'ignorons pas tous les bénéfices qu'on peut nous promettre comme les résultats naturels de l'abaissement des Anglais par les Russes; mais nous craignons bien qu'une fois ce grand abaissement commencé il ne s'arrêtât qu'après avoir gagné plus loin. Nous nous rappelons tous les titres de la France en Orient, tous les noms français qui s'y sont illustrés, les voyageurs Chardin et Tavernier, les administrateurs Dupleix et La Bourdonnaye, les généraux Allard et Ventura; nous regrettons qu'on fasse si peu d'usage de tant de souvenirs qui se perdent, de tant d'influences qu'on aurait pu ressusciter ou féconder; nous voyons avec douleur les restes caduques de notre ancien empire dans les Indes, la solitude et la ruine de Pondichéry. Pourtant, quoi que l'avenir nous réserve, peut-être préférons-nous

encore la faiblesse de notre situation présente à ce leurre trop peu sûr d'un pacte avec les Russes. Nous ne nous fions pas à ces amitiés contre nature, et nous redoutons jusqu'aux présens qu'elles pourraient apporter avec elles.

Entre l'Angleterre et la France il y a bien du sang versé, bien des souvenirs de triomphe et de désespoir, bien des sujets de rancune nationale, il y a six cents ans de bataille; c'est hier que pour la première fois les Russes ont campé sur le Rhin. L'imagination populaire ne se frappe pas si vite; elle est encore tout occupée de ces prodigieux désastres que nous avons été chercher sous les neiges de leur pays; elle se figure que nous avons payé nos comptes en 1815, et qu'ils n'ont plus de revanche à prendre. Elle a tort. D'autre part, nous sommes si près de l'Angleterre, ses institutions ont, tout au moins à la superficie, tant de rapports avec les nôtres, que les différences qui restent (et elles sont profondes), vues pour ainsi dire d'en face et saisies d'aplomb, sans transition, sans ménagement, sans perspective, nous déplaisent cruellement, nous choquent, nous exaspèrent, et nous font oublier ces grandes et sérieuses affinités politiques au nom desquelles nous devrions pardonner bien des erreurs, parce qu'elles nous permettent bien des espérances. La Russie, au contraire, est si loin de nous, elle est séparée de nos idées et de nos lois par des barrières si hautes, que le contraste est peut-être moins saisissant parce que l'on pense moins à la comparaison. Il ne faudrait cependant pas l'oublier. Pour nous, même aujourd'hui, même sous le coup de ces passions que des conciliateurs maladroits semblent réveiller, même en présence de cette crise imminente par laquelle l'Angleterre et la France se trouvent à tout moment et malgré tout menacées, même au milieu de ces violences qui voudraient faire croire aux deux nations que chacune d'elles n'a pas d'ennemi plus direct que l'autre, nous persistons à penser que pour l'Angleterre comme pour la France le péril n'est pas dans la spontanéité factice de ces prétendues antipathies. Le péril est ailleurs; il est dans l'attitude, dans les combinaisons, dans les sourdes manœuvres, dans l'intervention lente, patiente et silencieuse de la Russie. La Russie ne peut avancer en Orient que par la condescendance et l'intimidation de l'Angleterre; elle ne peut avancer en Europe que sous la condition de brouiller et de diviser l'Angleterre et la France. Ce sont là deux plans parallèles qu'elle suit par une même conduite et d'un même pas. Marcher sur une ligne l'aide à marcher sur l'autre. C'est en effrayant l'Angleterre des éventualités d'une lutte continentale qu'elle l'oblige en Orient à tant de fâcheuses

concessions et de fausses entreprises. C'est en exploitant les mauvais côtés de ses hommes d'état, c'est en flattant à propos leur orgueil de marchands, de gentilshommes et d'insulaires, c'est en donnant le change à l'esprit public qu'elle arme contre la France, au nom de vieilles haines féodales, cette grande nation qui la première accueillit si sincèrement, quoi qu'on en dise, le renouvellement de juillet. C'est ainsi qu'elle est parvenue à mettre les choses où elles en sont, grace à nos appréhensions malavisées, au sentiment exagéré de nos embarras, à l'éclipse trop prolongée de notre dignité nationale, grace d'autre part à l'aveuglement et à la précipitation du cabinet anglais vis-à-vis du nôtre, grace à sa mollesse vis-à-vis du cabinet russe. Tout a servi la Russie, et elle a su s'y prendre de telle sorte en 1840, qu'au bout de quatre années la question vînt se poser comme elle se pose maintenant entre l'Angleterre et la France, toutes deux campées face à face comme sur un pont trop étroit pour que l'une puisse passer sans que l'autre ne tombe.

Terrible extrémité, d'où l'on ne sort sans se briser qu'à la condition d'arrêter court, de reprendre haleine, de regarder autour de soi, et, les yeux enfin tout grand ouverts, d'apercevoir au loin l'ennemi vrai qui se réjouissait à distance du choc fatal préparé par ses artifices! Voilà pourquoi nous retraçons aujourd'hui cet épisode d'histoire diplomatique. Ce n'est pas seulement pour qu'on voie que l'Angleterre sait au besoin adoucir sa fierté et parler un langage moins superbe : c'est pour rappeler où se cache le danger, le grand et réel danger de l'Occident; c'est pour qu'on se demande, si par hasard ces lignes arrivaient de l'autre côté du détroit, quel bénéfice on pourra trouver en fin de compte à pousser à bout les justes susceptibilités de l'honneur français, quel triomphe ce sera d'avoir déterminé une rupture dont la Russie profitera pour gagner en Orient le terrain qu'elle ne peut pas encore gagner en Europe. On ne sait pas assez tout le chemin qu'elle a fait dans ces dernières années : on se rassure en calculant les sacrifices que lui coûte l'héroïsme des Circassiens; mais qu'est-ce qu'un point sur la mer Noire pour qui possède déjà la Caspienne, et traite la Perse en pays conquis? Il est bien probable que la diplomatie britannique n'est pas plus heureuse aujourd'hui à Téhéran qu'elle ne l'était en 1836. Les Russes ne cachent plus qu'ils veulent à toute force revendiquer les provinces persanes qui bordent encore la Caspienne, Ghilan et Mezanderan. Pierre-le-Grand les avait prises; ils veulent les reprendre. Leurs croisières en surveillent les côtes, coulant bas tous les navires qui ne portent point leur pavillon; leurs

ingénieurs en explorent le sol, et tout dernièrement encore ils étaient au moment d'ouvrir des mines et de créer un établissement sur le territoire de la Perse, malgré le gouvernement du shah (1). En présence de pareilles menaces, il est également impossible et que l'Angleterre ne proteste pas et qu'elle proteste avec efficacité. Mais telle est la malheureuse situation à laquelle le traité de 1840 l'a réduite : elle se voit obligée de conserver une alliance qui lui coûtera peut-être plus que toutes nos froideurs. On la tient en garde contre celle qu'elle eût préférée; on profite de cette contrainte, qui l'empêche de se plaindre tout haut, pour travailler sourdement à sa ruine; on se joue d'elle à Téhéran, parce qu'on s'est joué d'elle à Londres.

Un mot encore, et certes il faut que l'Angleterre y songe. Chaque fois qu'elle se remue contre nous, ce funeste mouvement resserre les liens tendus par la Russie pour gêner son empire d'Asie, et chaque fois que les Russes font un pas de plus à l'est de la Caspienne, ils s'assurent une chance de plus pour ruiner le commerce anglais sur le continent. Le commerce qu'ils entretiennent eux-mêmes avec l'Orient est le meilleur appât qu'ils puissent offrir à l'Allemagne. Or, c'est un grand négoce et qui va toujours s'accroissant (2). L'Allemagne en suit les progrès avec une attention plus intéressée qu'on ne pense; elle compte les bénéfices qu'elle aurait à partager, elle calcule le prix auquel on pourrait les lui vendre; elle est toute prête à l'offrir. Croit-on par hasard que l'union des douanes germaniques, déjà si ennemie des pays de l'Occident, aurait beaucoup à refuser au cabinet de Saint-Pétersbourg? Croit-on qu'elle ne deviendrait pas tout aussitôt plus active et plus exclusive, le jour où, en échange de sa soumission, le czar ouvrirait à ses produits les vastes débouchés des marchés asiatiques? Croit-on que ce ne serait pas une terrible révolution, le jour où, « sur un signal donné de Saint-Pétersbourg, communiqué à Berlin, répété à Constantinople et à Alexandrie, on verrait en un moment toute l'Europe septentrionale et centrale, les deux Turquies, toutes

(1) La question n'est pas encore vidée. A la date du 11 novembre 1844, le shah était toujours persécuté par M. de Medem pour laisser arriver les mineurs et recueillir le charbon qui doit servir aux bateaux de la Caspienne; il s'y refusait et disait qu'il ne céderait qu'à la force.

(2) Les exportations russes pour l'Asie montaient, de 1825 à 1829, à la moyenne de 21,430,299 roubles; de 1829 à 1832, elles s'élevèrent à la moyenne de 56,498,578. Les Russes sont depuis un siècle à Pékin; nous arrivons d'hier à Canton. (Voir, au tome II des *Mémoires* de Klaproth, la relation si importante du traité conclu par le czar avec les Chinois en 1727.)

les parties commerçantes de l'Afrique, de l'Arabie et de la Perse, fermées à l'Angleterre et à la France, sans une seule entrée par où l'on pût forcer cette ceinture de fer dont la clé serait au pouvoir du czar (1)? »

Celui qui tenait ce langage, c'était un Français (2), et certes la France a sa part de cet immense péril. On ne saurait trop le répéter aujourd'hui, il y a pour nous, dans nos relations extérieures, une puissance plus naturellement hostile que l'aristocratie britannique : c'est l'autocratie du czar; un peuple plus redoutable que le peuple anglais qui, lui du moins, vit de notre vie, qui jusque dans ses misères ou dans ses préjugés porte si haut la conscience féconde de sa liberté : ce peuple, c'est le peuple russe, vraie machine sans ame, maniée par un gouvernement d'étrangers, comme un poids inerte qu'il jette dans la balance européenne; formidable instrument dont on façonne tant qu'on peut les ressorts matériels en étouffant toujours davantage l'esprit qui voudrait par hasard les mouvoir; instrument de violence et d'iniquité aux mains de la diplomatie la plus ambitieuse qu'il y ait dans le monde. La Russie ne se nourrit pas de théories et d'idées : elle n'est au service que d'elle-même; elle veut conquérir pour conquérir, le triomphe pour le triomphe, le gain pour le gain; c'est la passion qui menait les Barbares il y a quinze cents ans, et, chose étrange, avec la connaissance profonde, avec la vue claire de toutes les ressources morales que les nations de l'Occident peuvent rassembler pour résister à la puissance brutale. Nous prétendons viser avant tout aux convenances matérielles, nous préconisons les alliances d'intérêts, nous faisons grand fi de la communauté qui résulte si nécessairement des mêmes principes. La Russie ne s'y trompe pas; ce sont les principes qui lui font peur, et voici la leçon qu'elle-même nous donnait il

(1) Voir les chapitres 5, 6 et 7 de l'ouvrage de M. Nebenius sur les douanes allemandes. Il démontre avec soin tout ce que le commerce germanique gagnerait à une alliance intime avec la Russie. Président du ministère de l'intérieur dans le grand-duché de Bade, M. Nebenius était bien au courant de la situation. Son livre est du commencement de 1835. La réaction teutonique, si artificiellement éveillée en 1840, est venue pousser les idées du même côté que les intérêts, et, si l'on n'y prend garde, l'influence commerciale de la Russie finira par s'appuyer en Allemagne sur une influence morale. *Teutonisme* et *panslavisme*, ce sont là des mots et des idées russes.

(2) M. Blaque, rédacteur du *Moniteur ottoman*, homme d'un courage et d'une intelligence dont on n'a point assez usé, mort à la peine en défendant avec une énergie admirable l'indépendance et l'intégrité de l'empire.

y a quelques années, sans compter bien entendu qu'elle deviendrait si publique :

« Le principal effet des révolutions opérées avec des théories, c'est d'introduire dans les pays d'autres intérêts que ceux qui proviennent des causes et des nécessités purement locales. Les rapports des puissances de l'Europe ont changé de nos jours selon les principes sur lesquels chaque état a trouvé convenable d'appuyer sa forme particulière de gouvernement. La France et l'Angleterre, ces ennemies naturelles, se trouvent d'accord parce qu'elles représentent le système constitutionnel. La Prusse noue avec la Russie une liaison tout intime. Phénomène singulier! mais puisque les états, au lieu de suivre la ligne politique tracée par leur position géographique et par leurs intérêts naturels, prennent désormais pour guides de leurs amitiés les doctrines qui président à leurs gouvernemens respectifs, on comprend que l'idée de la balance politique sur laquelle l'Europe reposait depuis si long-temps ait beaucoup perdu de sa valeur. Ainsi de notre temps une lutte contre la France et l'Angleterre aura toujours un double caractère. Ce n'est pas seulement une lutte contre la force militaire de l'ennemi, c'est une lutte contre la force morale qu'il puise dans ses principes politiques; il s'agit de combattre d'une part les baïonnettes et les boulets, de l'autre les idées.... Quelque déplorable que fût le triomphe des armées réunies de l'Angleterre et de la France, ce malheur ne serait rien à côté du triomphe bien autrement funeste de leurs principes constitutionnels (1). »

La leçon est complète; d'un côté comme de l'autre, il faut nous en souvenir : nos récentes discordes lui donnent trop d'à-propos.

ALEXANDRE THOMAS.

(1) Extrait d'une *Note sur la situation présente et l'avenir de l'Allemagne*, écrite en 1834 par ordre du cabinet de Saint-Pétersbourg, et communiquée confidentiellement à plusieurs gouvernemens de l'Allemagne; chef-d'œuvre d'exactitude et de sagacité dans les appréciations politiques.

MONOGRAPHIES POLITIQUES.

HENRI IV.

Recueil des Lettres-Missives de Henri IV, publié par ordre de M. le ministre de l'instruction publique, par M. Berger de Xivrey. — 1844.

Mémoires de Jacques Nompar de Caumont, duc de La Force, publiés, mis en ordre et précédés d'une introduction par M. le marquis de La Grange. — 4 vol. in-8°, 1843.

Satire-Ménippée de la vertu du catholicon d'Espagne et de la tenue des Estats de Paris, nouvelle édition, accompagnée de commentaires et précédée d'une notice sur les auteurs, par M. Charles Labitte. — 1841.

La Réforme et la Ligue, la Ligue et Henri IV, par M. Capefigue. — 1844.

SECONDE PARTIE.[1]

Les embarras du roi de Navarre furent singulièrement augmentés, lorsqu'au 10 juin 1584 Henri se trouva investi, par la mort du dernier frère du roi, du titre d'héritier présomptif de la couronne de France. A partir de ce jour, il devenait impossible d'écarter du débat la question de successibilité et la question religieuse, qui allaient désormais le dominer.

Henri était hérétique relaps. S'il existait dans les idées et le droit public de l'époque un empêchement dirimant au sacrement de la

(1) Voyez la livraison du 15 février.

royauté, c'était assurément celui-là. Lorsque le premier serment de Reims imposait l'obligation de défendre contre l'hérésie l'unité de la foi, lorsque les lois ecclésiastiques avaient le caractère et la force des lois civiles, et que le prince s'honorait du titre d'évêque du dehors, l'exercice du pouvoir royal par un protestant était une impossibilité non moins évidente que ne le serait de nos jours la souveraineté d'un roi constitutionnel qui nierait la constitution. Jamais, du reste, obstacle ne fut plus universellement aperçu. Sur ce point, tous ceux qui ne s'avouaient pas ouvertement calvinistes s'exprimaient dans les mêmes termes. Relativement à l'impossibilité de voir un prince calviniste exercer les fonctions royales dans le royaume des fils aînés de l'église, il n'y avait qu'une opinion au parlement comme à l'hôtel de Grève, aux halles des marchands comme dans les salons des grands seigneurs. Catholiques politiques et catholiques ligueurs, gallicans et ultramontains, depuis l'avocat Pasquier jusqu'à l'avocat David, du président de Harlay au fougueux Lincestre, tout le monde faisait des déclarations presque identiques.

Dans la polémique engagée à cette époque, pas un catholique ne contesta la nécessité où se trouvait Henri de Navarre, pour s'asseoir au trône de son aïeul saint Louis, de rentrer en communion morale avec son peuple. La seule différence notable entre l'opinion des politiques et celle exprimée par les ligueurs, c'est que, suivant ceux-ci, le droit héréditaire était incapable de saisir un hérétique excommunié, tandis que, selon les autres, le droit de succéder était, dans tous les cas, bien et dûment acquis à l'héritier naturel, à condition qu'il rentrerait dans la communion nationale et qu'il se réconcilierait canoniquement avec l'église. La plupart des parlementaires admettaient une sorte de droit absolu en soi, mais inerte, et quoiqu'ils s'exprimassent sur ce point en termes confus, ils paraissaient en subordonner l'exercice à une prompte réconciliation avec l'église. Qu'on lise avec attention les nombreux écrits du parti politique, et l'on y trouvera cette doctrine partout consignée. Les auteurs même de la *Ménippée*, dans les plus vives ardeurs de leur dévouement monarchique, invoquent à chaque page la promesse solennellement faite par le roi de donner pleine satisfaction à la conscience de ses sujets sitôt que sa conversion ne lui sera plus imposée l'épée sur la gorge, au préjudice de son honneur comme prince et comme homme.

Henri partagea constamment sur ce point l'opinion de l'universalité de ses partisans catholiques, et à aucune époque de sa carrière on ne citerait une seule parole de laquelle on pût inférer qu'il espérât jamais

se voir assis au trône de France avant d'avoir fait tomber la barrière qui le séparait de la nation. A cet égard, il y eut trois nuances diverses dans son langage, et chacune d'elles correspond aux différentes phases de sa vie.

Tant que vécut le duc d'Anjou, Henri évita autant qu'il le put de s'expliquer sur l'avenir, en ayant grand soin d'en présenter les éventualités comme très incertaines. A l'époque même où il était sans droit et sans prétentions prochaines au trône de France, n'ayant de force qu'à titre de chef du parti protestant, ses ménagemens pour ses coreligionnaires ne le firent jamais se départir d'une réserve dont on murmura plus d'une fois autour de lui. Devenu héritier de la couronne, nous l'entendons déclarer officiellement à la nation et aux trois états du royaume qu'il se soumet d'avance à la décision d'un concile œcuménique, et même, au besoin, à celle d'un simple concile national, et le calviniste Mornay est chargé de rédiger lui-même dans ce sens ses déclarations réitérées (1). Enfin, quand le poignard de Jacques Clément lui aura frayé la voie du trône, et qu'il faudra rassurer la conscience du petit nombre de catholiques restés fidèles à son droit et à sa fortune, Henri annoncera solennellement l'intention de se faire instruire aussi promptement que le lui permettront les soins de la guerre. Il ouvrira, dès cette époque, une négociation directe avec Rome, et la seule question qui divisera les catholiques au moment de l'acte solennel de Saint-Denis sera celle de savoir si l'absolution peut être spontanément donnée par les évêques français avant l'assentiment de la cour pontificale. Si Henri IV ne s'était pas fait catholique, il fût resté, de son aveu, le chef impuissant d'une minorité, et jamais il n'aurait régné sur la France. Je ne sais pas, dans l'histoire, de fait plus avéré que celui-là.

On sait de quelles forces disposait l'association des villes et communautés de France au moment où la mort du duc d'Anjou vint donner Henri de Navarre pour successeur à Henri de Valois. Il y eut dans la ligue, à dater du jour même de sa fondation, deux intérêts qui se confondent dans l'histoire, mais qui n'étaient pas moins distincts par leur nature et leur tendance propre. L'un émanait de la résistance populaire à la réforme et se proposait un double but, le maintien de l'influence catholique dans le gouvernement et la suppression de

(1) Voyez entre autres, au tome II de la *Collection des lettres-missives de Henri IV*, la lettre à MM. de la faculté de théologie au collége de Sorbonne, 11 octobre 1585, et la *Déclaration à MM. du clergé, de la noblesse et du tiers-état*, 1er janvier 1586.

l'exercice public du culte octroyé aux protestans par les édits; l'autre n'était connu que d'un petit nombre d'adeptes : il s'agissait de préparer les esprits à un changement de dynastie, et de provoquer un vaste bouleversement au profit commun d'une maison ambitieuse et d'un cabinet étranger. Dans toutes les révolutions, la loyale sincérité des masses est exploitée par un intérêt embusqué derrière elles, et le complot grandit à couvert derrière l'irritation publique. La ligue subit l'effet de cette loi à peu près générale, ce qui ne l'empêcha pas d'être un mouvement aussi spontané que naïvement honnête.

A l'organisation de la noblesse protestante consacrée par les édits, au système des places de sûreté, des contributions volontaires et des réunions synodales, la bourgeoisie catholique avait répondu en formant autour de chefs de sa confiance et de son choix une organisation analogue. Les faiblesses et les oscillations du pouvoir, depuis vingt ans, avaient séparé du gouvernement l'opinion publique, qui, sentant sa puissance, était prête à en abuser. Lassés de voir les intérêts les plus sacrés à leurs yeux subordonnés aux froids calculs d'une reine sans conviction et aux mobiles caprices d'un prince dégradé, les catholiques avaient puisé l'esprit de résistance dans l'énergie de leurs mœurs et de leur foi. Bientôt l'idée d'un grand pouvoir à constituer, d'une haute influence municipale à conquérir, était venue ajouter les vagues enivremens de la liberté à l'ardeur des inspirations religieuses, et l'on avait vu se déployer le vaste mouvement populaire dans toute la hauteur de sa puissance et de son audace.

Dès le règne de Charles IX, des unions provinciales s'étaient formées en Languedoc, en Picardie, en Bretagne, dans l'Anjou, dans la Provence. Les gentilshommes s'engageaient sur leur honneur et l'épée de leurs ancêtres, les bourgeois, sur leur salut et les saintes reliques de la paroisse, à équiper un certain nombre d'hommes d'armes, à payer une contribution volontaire, à faire service de leur personne ou de leur bourse pour aider le roi à combattre l'hérésie. Le but avoué de ces associations, le seul qui fût alors sérieux, était de rétablir l'exercice exclusif de la religion romaine dans toute l'étendue du royaume.

C'était surtout au milieu de la bourgeoisie de Paris, dans les parloirs aux marchands et les grandes salles de l'hôtel de Grève, que les magistrats populaires devisaient ensemble et se concertaient pour faire tête à l'hérésie et l'extirper du sol de la France. La noblesse provinciale, qui constituait la force du parti réformé, était sans action dans Paris, où le clergé, le parlement et surtout l'université exer-

çaient une ardente propagande catholique. Paris aimait les princes qui traversaient ses rues entourés d'une pompe royale, et dont le luxe alimentait son commerce; mais sa riche bourgeoisie avait très peu de goût pour les hobereaux du Béarn et de la Saintonge, qui joignaient à l'orgueil de leurs vieux parchemins la morgue austère du calvinisme.

L'organisation de cette grande cité rendait facile la formation d'une puissante association dont le pouvoir municipal était la base en même temps que l'instrument. Malgré les réformes introduites par nos rois dans l'administration de la ville de Paris après les grandes séditions du XVe siècle, toutes les fonctions importantes continuaient à émaner de l'élection, et la souveraineté de la capitale était aux mains de son corps municipal. Ses échevins gardaient les clés des tours qui en protégeaient l'enceinte. Les corporations d'arts et métiers, les confréries diverses, choisissaient sans contrôle leurs syndics et leurs prévôts; les habitans réunis sous leurs bannières dans les halles ou dans les cloîtres élisaient les chefs de la garde bourgeoise, depuis les colonels jusqu'aux dizainiers, et cette *garde nationale*, constituée sans intervention royale, devint l'armée même de la ligue. Les seize quartiers de Paris obéissaient à seize quarteniers investis de toutes les attributions de police et d'une haute autorité morale. Ces seize magistrats furent les chefs naturels du grand mouvement municipal. Comment n'en aurait-il pas été ainsi? L'autorité de la magistrature élective s'exerçait d'une manière à peu près absolue sur la force publique et sur les finances de la capitale; aux délégués de la bourgeoisie, conseillers, avocats, procureurs et greffiers au parlement, marchands de la rue Saint-Denis et du Pont-au-Change, appartenait le droit d'armer les citoyens, de les convoquer au son du beffroi, de tendre les chaînes dans les rues, de réglementer les industries et de veiller à la police urbaine. Cette société, que le pouvoir ne s'était point assimilée, vivait de sa vie propre dans toute l'énergie de ses instincts et de ses croyances. Symbole de l'unité nationale devant l'étranger, la royauté du XVIe siècle exerçait une mission plus militaire qu'administrative. Placée entre l'autorité morale de l'église et la puissance de corps indépendans, elle n'avait la main ni sur les intérêts, ni sur les consciences, et lorsqu'un grand ébranlement était imprimé à l'opinion, celle-ci ne voyait s'élever aucune digue devant son cours.

Tous les historiens s'accordent pour attribuer à l'avocat David, l'un des chefs de la bourgeoisie parisienne, la pensée de réunir dans une ligue commune les nombreuses associations organisées dans les pro-

vinces pour s'opposer aux progrès de la réforme. Devenu l'un des premiers instrumens de la conspiration ourdie par les princes de Lorraine et par le cabinet de l'Escurial contre la maison de France, David mit au service de cette cause les ressources d'un esprit inventif et d'une activité infatigable. Par ses écrits, par ses paroles et par ses démarches, il prépara les esprits à un changement que les évènemens semblaient préparer de loin, indiquant toujours les verdoyans rejetons de la tige de Charlemagne comme les successeurs naturels d'une royauté décrépite et d'une race abâtardie.

A Rome, où David s'était rendu pour exposer ses hardis projets, il fut accueilli avec froideur et inquiétude; la prudence accoutumée du saint-siége s'alarma d'une telle entreprise et des chances redoutables qu'elle pouvait entraîner pour la cause catholique elle-même. Ce n'était pas à coup sûr le zèle qui manquait à Grégoire XIII et à Sixte-Quint : l'approbation donnée aux plus tristes scènes de cette époque ne l'avait que trop constaté; mais le saint-siége comprit qu'un intérêt d'ambition se trouvait étroitement enlacé dans tous les plans de la ligue à l'intérêt religieux, et que les vues secrètes l'emporteraient promptement sur les résolutions patentes. Il jugea que ce n'était pas chose facile que de renouveler l'œuvre du pape Zacharie en face de la réforme maîtresse de la moitié de l'Europe, et d'altérer d'une manière notable l'équilibre du monde en faisant passer la France sous l'influence, pour ne pas dire sous la domination même de l'Espagne. C'était là une perspective qui alarmait fort sérieusement les souverains pontifes eux-mêmes, peu jaloux de jouer dans l'Italie conquise et dominée par la cour de l'Escurial le rôle d'aumôniers des rois catholiques. Rome s'alarmait surtout à la pensée que la puissance de la ligue finissant par absorber celle d'une royauté mise en tutelle, Henri III pouvait se trouver conduit à réunir ses forces à celles des huguenots pour échapper à la domination du parti catholique; et, quel que fût son désir d'abattre l'hérésie dans le royaume très chrétien, le saint-siége reculait avec effroi devant la perspective de voir le protestantisme conquérir en France ce qui avait fait sa force en d'autres contrées, l'appui et le concours de l'autorité temporelle. De là les longues hésitations et les constantes répugnances de Sixte-Quint. Les déclarations du duc de Nevers, envoyé près de lui par le parti catholique, attestent les efforts persévérans du pontife pour arrêter les progrès de la ligue et ménager l'autorité royale tant que vécut Henri III. Sixte ne céda que devant des circonstances devenues plus fortes que sa propre volonté, tout énergique qu'elle pût être. Lorsqu'il donna

son approbation à la ligue, celle-ci était déjà maîtresse du royaume et avait fait capituler la royauté; le pape n'engagea d'ailleurs contre le roi de Navarre une lutte directe et personnelle en prononçant son excommunication qu'après que le pontife se fut trouvé directement placé entre le péril imminent d'une succession protestante et celui d'un changement de dynastie.

Éconduits à Rome, les agens de la maison de Lorraine avaient trouvé en Espagne un accueil plus empressé. Dès la tenue des premiers états de Blois, en 1576, le cabinet de l'Escurial exerçait au sein du parti catholique une influence prépondérante. Le traité secret signé au château de Joinville entre les princes de la maison de Lorraine et le successeur de Charles-Quint avait garanti la couronne au cardinal de Bourbon, à l'exclusion de tous les princes non catholiques de sa branche. Cet acte ouvrait dès-lors à MM. de Guise, à la mort du vieil oncle du roi de Navarre, une perspective assurée. Pour prix de cette concession et des larges subsides promis par la cour de Madrid, on s'engageait à rendre au roi catholique les places conquises dans les pays-bas espagnols. D'autres dispositions d'une nature plus générale avaient été ajoutées à celles-là : elles portaient sur l'interdiction du culte public aux protestans et la réception du concile de Trente dans le royaume, double clause qui, à cette époque, constituait à bien dire le symbole officiel du parti catholique.

Comment ce parti ne fût-il pas devenu le maître de la France? Tout plein de la sève populaire et conduit par des chefs habiles, il associait à ses plans religieux le redressement des griefs, la convocation des états-généraux, la chute des mignons et la purification de cette demeure royale où l'ire publique voyait une autre Sodôme. La puissance de la ligue était devenue tellement irrésistible, surtout à Paris, qu'il ne restait à Henri III d'autre parti à prendre que de s'en déclarer le chef. Lorsqu'une situation est forcée, tous les reproches sont injustes. Ce qu'on peut imputer avec plus de raison au dernier des Valois, c'est d'avoir, par l'irrésolution de ses conseils et les tergiversations de sa conduite, compromis chaque jour le bénéfice de ses concessions et la dignité même de son malheur.

Le règne de ce prince put être considéré comme moralement terminé au mois de juillet 1585, lorsqu'après des résistances aussi longues qu'infructueuses il se vit contraint de signer l'édit de Nemours. Interdire tout exercice de la religion réformée dans le royaume, placer ses sujets calvinistes entre l'abjuration et l'exil, les déclarer à jamais incapables de toute fonction, leur retirer sans motif nouveau

le bénéfice de tous les édits de son règne, donner enfin aux princes de Lorraine toutes les places fortes réclamées par eux, c'était abdiquer à la face du monde et déclarer que le roi de France s'appellerait désormais Henri de Guise.

Si cet acte fut pénible à Henri III, il ne porta pas au roi de Navarre un coup moins sensible.

Nous avons indiqué les motifs pour lesquels ce prince avait constamment répugné à engager avec le chef de sa race une lutte dont l'issue ne pouvait être que funeste à lui-même. En voyant donc disparaître tout espoir de constituer un parti intermédiaire et de préparer pour l'avenir le triomphe d'un système de transaction, en se trouvant désormais placé entre deux fanatismes également intraitables, Henri de Bourbon éprouva une émotion tellement violente que *sa moustache en grisonna;* mais le propre des hommes éminens est de modifier leur conduite sans abandonner leurs desseins, et c'est là ce que sut faire ce prince avec une rapidité surprenante.

Sitôt qu'il se vit menacé dans son gouvernement par les forces royales réunies à celles de la ligue, il lança des émissaires dans toutes les provinces, des agens en Suisse, en Allemagne, en Angleterre, en Danemark, pour obtenir de l'argent et des secours, préparant tout pour faire tête à l'orage. Il échappa successivement, par une stratégie habile, à l'armée du maréchal de Matignon et à celle du duc de Mayenne, et, prenant l'offensive à son tour, il entama une série d'entreprises aussi hardies qu'heureuses contre des troupes divisées par les vues secrètes de leurs chefs non moins que par les ordres contradictoires émanés de la cour et du conseil de la ligue. Battant tous les buissons de la Gascogne et du Poitou, tenant tantôt dans des bicoques contre des armées, et tantôt s'élançant par des sentiers inconnus au centre du camp ennemi, on le vit, pendant deux années, suppléer à l'infériorité de ses forces par la fécondité de son esprit et l'audace de sa résolution. Ame de feu dans un corps de fer, homme de sang-froid jusque dans l'exaltation de la victoire, Henri était singulièrement propre à cette guerre dans laquelle le rôle du général se confondait avec celui du soldat. Passant du champ de bataille aux conférences, essuyant le feu de l'*escadron volant* après les charges de la cavalerie catholique, le prince s'abouchait à Saint-Bris avec Catherine, qui vouait ses vieilles années à l'intrigue, comme elle lui avait consacré sa jeunesse; et pendant qu'il rassemblait toutes les forces du protestantisme pour les opposer à la brillante armée du duc de Joyeuse, il nouait des négociations avec les gouverneurs royalistes alarmés de l'autorité con-

quise par une seule maison et de la prépondérance chaque jour croissante de la ligue. Le coup de foudre de Coutras vint frapper celle-ci de stupeur, et donner à Henri III la plus dangereuse des tentations pour un prince faible, celle d'échapper par la ruse au parti dont il subit le joug.

On comprend que ce joug pesât au descendant de soixante rois, et qu'un reste de fierté fît bouillonner son sang lorsque dans les rues de Paris, où l'outrage se dressait pour lui sous les formes les plus sanglantes, Henri voyait applaudir avec transport le duc de Guise; mais en essayant une tardive résistance contre une domination qu'il avait acceptée, Henri III ne vit pas qu'entre les gentilshommes huguenots et la bourgeoisie ligueuse il n'y avait pas encore place pour une puissance intermédiaire, et qu'il fallait désormais, ou supplanter les princes lorrains dans la confiance publique, ou se jeter hardiment dans l'armée du Béarnais, pour marcher enseignes déployées contre Paris et contre la ligue. Hors de ces deux résolutions, il n'y avait à recueillir que honte et déception. La lutte était trop vive, et les intérêts n'étaient pas encore assez alarmés pour qu'un tiers-parti pût alors rester maître du champ de bataille.

Le roi avait sans doute réussi à détacher de la ligue quelques parlementaires : il était parvenu à tempérer la fougue de l'Hôtel-de-Ville et à s'assurer, en cas d'attaque contre sa personne, le concours du plus grand nombre des colonels de la garde bourgeoise, choisis pour la plupart parmi les dignitaires des cours de justice; mais l'influence des chefs de la milice était dominée par celle des cinquanteniers et des dizainiers, tous sortis des corps de métiers et imbus de l'esprit des confréries. A l'autorité du conseil de Grève, groupé autour du prévôt des marchands, les seize quarteniers opposaient des réunions spontanément formées par les citoyens les plus zélés, les prédicateurs les plus ardens, les hommes les plus enclins aux résolutions décisives. La ligue avait aussi sa plaine et sa montagne; elle eut ses déchiremens intérieurs aussi bien que ses rivalités sanglantes, et, comme toutes les révolutions populaires, ce grand mouvement municipal échappa promptement à ses premiers incitateurs.

Les débris de la dernière armée royaliste s'étaient dispersés après la défaite de Coutras. Le duc de Guise était maître des troupes qui venaient de repousser au-delà des frontières les reîtres envoyés par l'Allemagne protestante au secours de ses frères de France. Au milieu des colères publiques dont le flot montait d'heure en heure, Henri de Valois ne pouvait compter que sur le dévouement de quel-

ques gentilshommes et sur celui de ces régimens suisses qui allaient faire pour la première fois, autour de la demeure royale, l'épreuve de leur longue fidélité. C'était trop peu contre toute une ville qui se croyait trahie par son roi, et qu'une longue excitation avait préparée à une extrémité terrible. La journée des barricades, qui chassa Henri III de sa capitale et livra Paris à la ligue pendant cinq années, fut un de ces mouvemens dont, seule entre toutes les nations, la France semble avoir le redoutable privilége. Le 14 mai 1588, on vit un peuple tout entier quitter son labeur et sa famille pour descendre dans la rue afin d'y jouer sa vie pour une idée; on le vit triompher de la discipline par l'audace, et combiner dans une irrésistible puissance d'agression l'héroïsme du dévouement, l'enivrement de la révolte et de la mort.

Henri se fit, comme tous les rois vaincus, l'illusion de croire qu'il l'avait été par surprise. Chassé de Paris, il réunit à Blois les états-généraux de son royaume; mais il vit bientôt qu'au sein de cette assemblée les passions n'étaient pas moins ardentes que sous les halles de Paris, et que les engagemens avec la ligue étaient plus étroits peut-être. Alors il appela l'assassinat au secours de son impuissance, et son bras énervé tenta un coup qu'un roi dans toute sa force aurait à peine osé. Il fit répandre dans un guet-apens le sang de l'homme le plus populaire de la France et celui d'un prince de l'église, puis le disciple de Catherine se crut le maître du mouvement parce qu'il en avait frappé la tête. Il aurait eu raison si, comme le pensait sa mère, la ligue n'avait été qu'une conjuration; mais c'était une grande opinion nationale, et cette opinion ne recula pas devant un crime. Ce crime devint au contraire entre ses mains un grief et une arme de plus. A la nouvelle de l'attentat de Blois, Paris consomma sa révolte, et, pour la première fois en France, la souveraineté populaire descendit en armes sur la place publique, afin d'y proclamer la déchéance d'un roi et d'y revendiquer le droit imprescriptible de présider aux destinées de la nation.

Le peuple de la ligue devança le peuple de la Bastille, et les barricades de mai s'élevèrent au même titre que les barricades de juillet. Le XVIe siècle tenta, au profit d'une idée religieuse, ce qu'on a fait plus tard au profit d'une idée politique. La cause était assurément aussi noble, et l'intérêt n'était pas moins grand. Quelques mois plus tard, lorsque le meurtre de Henri III eut expié le meurtre du duc de Guise, le peuple de Paris déclara Henri IV exclu du trône, parce qu'il était étranger à la foi de la nation et repoussé par le saint-siége. Un peuple catholique subordonnait l'usage de sa souveraineté à la déci-

sion de la seule autorité religieuse reconnue par lui; ceci était fort naturel, et confirmait le droit de cette souveraineté elle-même, bien loin d'en impliquer l'abandon. L'ultramontanisme de cette époque n'était donc au fond que le libéralisme de la nôtre. Les gens qui, au XVIe siècle, en appelaient à Rome étaient les hommes de la souveraineté nationale; ceux qui déclinaient alors l'autorité du saint-siége étaient les sectateurs purs et simples du droit divin des rois et de leur autorité inamissible. Il a fallu beaucoup de subtilités pour empêcher de voir cela, et une grande mauvaise foi pour ne pas l'avouer.

L'incendie allumé dans la capitale eut bientôt embrasé le royaume du fond de la Bretagne à l'extrémité de la Provence. Les corps municipaux et la plupart des grandes compagnies judiciaires, réunis par une pensée commune et par une commune passion, engagèrent une correspondance intime qui restera comme le plus grand monument de l'esprit d'association en France. Dans de telles conjonctures, Henri III fut conduit à une résolution qui, prise à temps, pouvait avoir son importance, mais dont le bénéfice était désormais fort diminué pour lui. Il vint chercher un refuge dans l'armée protestante et confier sa couronne à ceux qu'il avait récemment déclarés indignes de vivre sur le sol de sa patrie.

Jamais le roi de Navarre ne déploya un tact plus exquis que dans cette occurrence délicate. Il s'effaça devant son roi malheureux avec non moins d'habileté que de convenance. Henri de Bourbon voyait se réaliser ainsi le plus cher et le plus ancien de ses vœux. Il cessait d'être le chef d'une minorité religieuse pour devenir le représentant et le défenseur du pouvoir royal opprimé. L'armée huguenote s'appelant désormais l'armée royaliste, il espérait voir les intérêts particuliers de la réforme disparaître devant ceux de la grande unité dont la royauté française était le symbole respecté.

Peut-être une telle espérance n'aurait-elle pas été trompée, si Henri III avait continué de vivre. Le catholicisme non équivoque de ce prince pouvait jusqu'à un certain point couvrir la religion de ses auxiliaires, dont la cause venait alors s'absorber dans la sienne. Si la victoire, qui s'était déclarée pour le roi après sa jonction avec les réformés, avait continué de lui rester fidèle, les peuples auraient pu voir dans ce retour de fortune le triomphe de la majesté royale plutôt que celui de l'hérésie. Mais le crime de Jacques Clément vint arracher soudain à Henri de Bourbon le précieux abri sous lequel il prenait si grand soin de cacher sa propre bannière, et rendre à la question religieuse l'intérêt passionné que ce prince s'efforçait de lui enlever. Dans la nuit

du 2 août 1589, la garde écossaise fléchit le genou devant un nouveau maître, et les rudes compagnons du Béarnais le saluèrent roi de France, près du corps de son prédécesseur assassiné.

Quel début dans la royauté, et quelle perspective sanglante! A Saint-Cloud, des larmes, des soupçons, des regards méfians et sinistres; à Paris, des cris de joie et des hurlemens de triomphe. Le fanatisme qui semblait planer sur ce vaste horizon et l'envelopper de toutes parts reculerait-il après un premier succès, et n'allait-il pas recommencer contre un roi excommunié ce qu'il venait d'exécuter contre un roi catholique? Cette armée, formée à si grand' peine par la jonction des deux princes, n'allait-elle pas se dissoudre sitôt qu'un droit incontesté cesserait d'en rallier les élémens divers? Que feraient les catholiques si le nouveau roi persistait dans sa croyance, que feraient les protestans s'il se déclarait disposé à l'abandonner? En donnant aux premiers la satisfaction qu'ils réclamaient, était-il assuré de gagner leur confiance tant que Rome persisterait à ne pas l'absoudre, et ne s'exposerait-il pas à perdre des fidélités éprouvées pour courir après des dévouemens incertains? Serait-il jamais sérieusement adopté par la France catholique, et que pouvait-il attendre de l'Europe protestante après une abjuration qu'un éclatant succès ne ferait pas même pardonner? Fallait-il retourner dans ses montagnes, comme le lui conseillaient quelques-uns, se retirer pour un temps près de la reine Élisabeth, comme le voulaient d'autres, ou bien fallait-il rester en roi devant sa capitale, et recevoir, à défaut de l'onction sainte, le sacre glorieux des batailles? Mais comment faire la guerre sans argent, comment résister à l'or de l'Espagne, aux menaces pontificales et au sentiment public universellement soulevé? comment tenir la campagne contre l'armée chaque jour grossie du duc de Mayenne, avec des troupes étrangères les unes aux autres et qui se débandaient d'heure en heure?

Déjà le duc d'Épernon avait déserté le camp royal, emmenant dans les provinces dont il avait le gouvernement plusieurs milliers des meilleurs soldats de l'armée. Beaucoup de gentilshommes catholiques avaient suivi cet exemple, un plus grand nombre se disposaient à l'imiter. Parmi ceux qui continuaient à servir le nouveau roi, la plupart ne le faisaient qu'avec hésitation et froideur, sans attachement pour sa personne, et sous la déclaration formelle qu'il n'y avait pas à compter sur eux au-delà du terme de quelques mois réclamé par Henri pour réfléchir à ses devoirs de roi et de chrétien. Les seigneurs les plus qualifiés du royaume, le duc de Montpensier, le duc de Longueville, le duc de Nevers, le duc de Luxembourg, appartenaient à cette caté-

gorie, qui correspondait aux sentimens de la portion modérée du parti catholique.

Ceux d'entre les membres du parlement de Paris qui avaient suivi à Tours Henri de Valois ne consentaient à engager à son successeur qu'une fidélité conditionnelle (1). Chacun se montrait exigeant et hautain en face de ce pouvoir qu'un souffle semblait devoir renverser. Chacun faisait ses réserves, quelquefois sous l'inspiration de sa conscience, le plus souvent dans l'intérêt de son ambition. Si les nobles compagnons de la vie laborieuse du Béarnais, si quelques officiers royalistes, groupés autour de Biron, dominés par le calme imperturbable et la sérénité confiante du monarque, s'écriaient, en pressant les mains du vainqueur de Coutras : *Sire, vous êtes le roi des braves, et ne serez abandonné que des poltrons*, on voyait la plupart des gentilshommes catholiques, au rapport d'un témoin oculaire de ces grandes scènes, « renfoncer leur chapeau en présence du roi lui-même, fermer les poings, comploter, se toucher la main, faire des vœux et promesses dont on disait pour refrain : Plutôt mourir que d'avoir un roi huguenot (2). »

Conquérir un royaume, dont les huit dixièmes étaient catholiques, avec une armée composée pour les deux tiers de protestans, telle était la tâche imposée à Henri IV. Lorsqu'on voit commencer sous de tels auspices l'un des plus beaux règnes de notre histoire, on demeure confondu en comparant la faiblesse des moyens à la grandeur des résultats. C'est dans les écrits de l'homme qui contempla de si près les perplexités de son maître qu'il faut voir se dérouler la suite de ces

(1) On sait que, de son côté, dans la déclaration enregistrée au parlement séant à Tours sitôt après son avénement, Henri IV promettait solennellement « de maintenir la religion catholique, apostolique et romaine dans le royaume, de ne conférer les bénéfices et dignités ecclésiastiques qu'à des catholiques, d'exécuter les offres qu'il avait faites plusieurs fois de s'en rapporter sur l'article de la religion à un concile général ou national qui serait assemblé, s'il était possible, dans six mois; qu'il n'y aurait plus dans le royaume d'exercice public d'aucune autre religion que de la catholique, excepté dans les endroits dont les huguenots étaient en possession; qu'on ne mettrait que des commandans catholiques dans les villes et châteaux qui seraient pris sur l'ennemi; que les charges et dignités ne seraient conférées qu'à des catholiques, sauf les restrictions insérées dans le traité du mois d'avril précédent, passé entre lui et le feu roi; qu'il procurerait par toute sorte de moyens le châtiment de ceux qui auraient eu part au détestable parricide commis contre la personne de ce prince, et qu'enfin il permettrait qu'on députât au pape pour l'informer des raisons que les principaux seigneurs avaient eues de reconnaître sa majesté pour leur souverain. »

(2) D'Aubigné, t. III, liv. II.

difficultés, qu'on estimerait insolubles, si elles n'avaient été si merveilleusement surmontées; c'est dans ces pages judicieuses qu'on suit à l'œuvre le roi politique, livrant dans son cabinet de plus rudes combats que sur le champ de bataille, couvrant par sa loquacité gasconne et par sa franchise calculée sa prodigieuse entente du caractère, des intérêts et des faiblesses de chacun.

A tout moment, huguenots et catholiques le menacent d'une défection éclatante. Les premiers, indignés des promesses du roi, voudraient que leur chef se rejetât franchement dans les bras des seuls hommes sur lesquels il pût compter, et fît un énergique appel à Genève, à l'Angleterre, à la Hollande et à toutes les puissances protestantes dont les intérêts politiques se confondent avec ceux de la réforme; les autres se plaignent avec amertume que les six mois réclamés par le monarque soient écoulés sans que son abjuration ait été consommée, et s'alarment en voyant le saint-siége persister à repousser ses ouvertures et à le noter d'indignité. Il n'est pas de jour où les deux partis ne soient prêts à tirer l'épée, et la haine était poussée à ce point au sein de l'armée royale, au rapport du duc de Sully, que le premier soin après la bataille était de séparer les cadavres des morts, afin qu'ils ne s'imprimassent pas l'un à l'autre une flétrissure dans la tombe.

Les préoccupations personnelles étaient plus vives encore que les soucis d'une autre nature. Il n'était pas un commandement de place à donner, une compagnie à pourvoir, qui ne rouvrît la lutte entre les catholiques et les huguenots. Aux premiers, Henri IV assurait toutes les bonnes et lucratives positions; il dédommageait les seconds par des témoignages charmans de regrets et de secrète confiance. Reçu froidement aux levers du roi, Rosny est admis la nuit dans sa tente, et l'homme pour lequel aucune négociation n'a de mystère ne réussit pas même à obtenir le gouvernement d'une bicoque! A bout de désintéressement et de patience, Rosny lui-même s'éloigne, pour ne pas dévorer plus long-temps, en face de ses ennemis, des refus qui lui font douter du cœur de son ami et de la justice de son roi.

Personne ne fut plus souvent condamné à être ingrat, et ne s'en acquitta de meilleure grace. Épuisant sans réserve le dévouement des siens, Henri échappait par des mots heureux à la dette de la reconnaissance, et appliquait avec bonheur un système qui aurait paru odieux chez un autre. Ce prince prit à la ligue tous les membres de son cabinet, la plupart des généraux de ses armées et des grands dignitaires de sa cour; il traita avec tous ses ennemis, au préjudice de

ses plus vieux serviteurs, tarifant chacun selon la mesure de son importance, selon le degré même de sa haine. C'est là ce que le XVIII[e] siècle a cru devoir appeler la *clémence* de Henri IV, et ce que nous appelons aujourd'hui sa politique : politique pénible, mais nécessaire, qu'un roi chevalier n'aurait point faite, mais qui seule était possible au milieu de la corruption générale que les longues perturbations amènent presque toujours à leur suite.

C'était avec ces hommes aigris et ces serviteurs nouveaux que Henri IV allait conquérir pied à pied un royaume où, lors de son avénement, Tours, Blois et Caën étaient à peu près les seules places importantes qui arborassent ses blanches couleurs. Dominé par le conseil de la sainte-union, frémissant sous la parole de ses orateurs, Paris redoublait d'ardeur et de sacrifices. Il avait dirigé une armée nombreuse et bien pourvue sur la Normandie, où le roi s'était retiré pour recevoir les secours de l'Angleterre. Rouen y surpassait Paris dans son dévouement à la vieille cause municipale et catholique. Lyon, Bordeaux, Toulouse, Marseille, presque toute la France d'outre-Loire retrouvait ses vieux souvenirs d'indépendance et d'administration locale. La Flandre espagnole versait de grandes forces sur la Picardie, et la catholique Bretagne avait ouvert tous ses ports aux flottes de Philippe II.

Ce fut pourtant cette armée royale, si inférieure en nombre et en ressources à la grande armée populaire qui vainquit à l'héroïque journée d'Arques et à la grande bataille d'Ivry, ce furent ces gentilshommes mécontens et désunis qui triomphèrent des bonnes villes de France, associées dans une pensée de conscience et de liberté bourgeoise; enfin, l'on vit ces escadrons, sans artillerie, sans argent, sans union, et le plus souvent sans discipline, défaire et chasser deux armées espagnoles, commandées par le prince de Parme, le premier capitaine de son siècle. Comment cela se put-il faire, et pourquoi la ligue fut-elle vaincue?

Le coup décisif porté par Henri IV à ses ennemis fut assurément son abjuration. La France conquit son roi à Saint-Denis, et ce prince y conquit à son tour un royaume. *Le canon de la messe*, ainsi qu'il le déclarait dans une spirituelle saillie, pouvait seul faire brèche aux bonnes murailles de Paris. Le retour de Henri de Bourbon à la religion de ses ancêtres et de ses peuples transformait la ligue en faction. Enlever à un parti l'idée du droit sur lequel il s'est fondé, c'est le frapper à mort dans la conscience publique. Mais les obstacles qu'on vient de rappeler, joints aux démarches passionnées d'un légat in-

strument aveugle de l'Espagne, avaient retardé de quatre années l'accomplissement de la promesse faite par le roi lors de son avénement à la couronne. Ces retards étaient une arme formidable, et si la sainte-union n'a pas triomphé avant l'acte solennel du 25 juillet 1593, il faut bien en inférer qu'il y avait en elle un germe de ruine et d'impuissance. Quel était-il?

La ligue réussit à empêcher Henri IV de régner tant qu'il ne fut pas catholique, mais elle échoua complètement dans ses efforts pour constituer une autre royauté. La première partie de cette tâche était fort simple, c'était l'application du vœu presque unanime de la nation et de la loi fondamentale du royaume; la deuxième présupposait un accord de vues qui manqua complètement à la grande conjuration espagnole et lorraine.

Si le prince *auprès duquel tous les autres princes paraissaient peuple* (1), si le fier Balafré avait vécu durant ces jours de crise, nul doute qu'en s'appuyant sur les intérêts du tiers-état, il n'eût été en mesure de tenter avec un succès presque certain un mouvement analogue à celui qu'avait consommé le chef de la troisième race à l'aide des hautes influences féodales. Une telle révolution aurait ouvert devant la France le cours de destinées nouvelles et très différentes, car elle aurait rendu Louis XIV impossible, et probablement l'assemblée constituante inutile en inaugurant deux siècles plus tôt l'avènement de la bourgeoisie à la tête des affaires publiques. Mais le duc de Guise était mort, et la prévoyance de Henri III avait anéanti jusqu'à ses restes pour que le peuple ne les vénérât pas comme des reliques. Son jeune fils était captif au château de Tours. Dans la maison même de Lorraine, on inclinait d'ailleurs à faire valoir les droits du marquis de Pont, petit-fils d'Henri II par sa mère. Enfin, le duc de Mayenne, chef effectif du gouvernement et de l'armée, s'étonnait, non sans motif, que dans sa propre famille on pût songer pour le trône à une autre candidature que la sienne; aussi, dans l'impossibilité d'y monter, n'aspira-t-il guère, pendant toute la durée de sa lieutenance-générale, qu'à faire proroger les pouvoirs dont il se trouvait investi, en laissant sans solution une situation qui le rendait nécessaire.

L'élection du cardinal de Bourbon fut inspirée par ces prétentions sans audace et ces ambitions expectantes. Si cet acte d'indécision et d'imprévoyance fut bientôt rendu vain par la mort de ce roi quasi-légitime, il ne créa pas moins en faveur de la maison de Bourbon un titre

(1) Mot attribué à la duchesse de Retz.

incontestable, même aux yeux de ses ennemis. Du moment où l'on reconnaissait la puissance du droit héréditaire, et où l'on ne fondait l'exclusion du chef de la branche aînée que sur une incapacité déterminée, il était évident que le droit de ce prince se reproduirait dans toute sa force aussitôt que sa position religieuse serait changée.

L'Espagne, de son côté, par suite des préoccupations paternelles de Philippe II, subordonna toujours à l'élection de l'infante le succès de la grande cause catholique; elle vit dans la ligue un moyen de donner la couronne de France à une princesse d'Autriche, et de prendre des places fortes à sa convenance. Le cabinet de l'Escurial traita avec tout le monde sans omettre les politiques; il fit diverses ouvertures au roi de Navarre lui-même qu'il aurait reconnu sans hésiter, sous condition de consentir au démembrement de son royaume. Entretenant la guerre civile par des subsides et par des secours insuffisans pour la terminer, l'Espagne laissa penser à tous les partis que l'impuissance de la France valait à ses yeux plus qu'une victoire. Que l'on ajoute à l'impopularité inséparable d'une telle politique l'antipathie inspirée à la bourgeoisie ligueuse par la hauteur de la hidalgie castillane, le désaccord inévitable entre une garde bourgeoise et une armée étrangère formant ensemble la garnison d'une grande capitale; qu'on songe aux conflits journaliers que ne pouvait manquer d'engendrer une situation révolutionnaire durant laquelle aucun pouvoir n'était défini, et l'on se convaincra que la ligue a succombé principalement par l'effet de l'intervention étrangère.

A l'égoïsme des prétentions vint se joindre la lutte qui s'ouvrit promptement entre les différentes classes de citoyens associés dans la sainte-union. Ce grand mouvement populaire avait traversé la phase bourgeoise et la phase démocratique; puis, selon l'invariable formule de toutes les révolutions, la crainte provoqua au sein des classes moyennes la réaction qui ouvrit à Henri IV les portes de sa capitale.

Après l'expulsion de Henri III, lorsque les capitaines des quartiers, les procureurs au Châtelet et les marguilliers des paroisses se trouvèrent revêtus de la plus haute puissance politique et maîtres souverains de la Bastille et du Louvre, un tel changement parut fort doux à la bonne bourgeoisie parisienne, y compris la plupart des membres des cours et tribunaux; mais lorsqu'on vit le président Brisson et les conseillers Tardif et Larcher pendus en Grève par la justice sommaire de quelques démagogues, arbitres suprêmes des destinées d'une opulente capitale, on commença, dans les parloirs des marchands et sous les hauts lambris des parlementaires, à s'inquiéter de l'avenir

et à se demander où tout cela s'arrêterait. Ce fut bien pis lorsqu'il fallut soutenir un long siége et supporter des privations d'autant plus affreuses qu'on y était moins préparé. Les gens du peuple, appuyés aux piliers des églises, la face blême et le front intrépide, prenaient patience en écoutant leurs orateurs chéris et en accueillant, au milieu des tortures de la faim, les plus folles illusions aussi bien que les plus vaines espérances; mais les gens de robe et de finance, les hommes de lettres et de loisir ne se mettaient pas aussi facilement au régime de cette viande creuse, et s'épuisaient en efforts persévérans pour faire baisser le thermomètre de l'opinion publique. Il est curieux, durant la tenue des états de Paris, de suivre les progrès de cette lutte engagée par les intérêts contre les passions, et de constater jour par jour les conquêtes que ceux-là font sur celles-ci. Au milieu de cette lassitude et de ce découragement inséparable des longs efforts parurent ces nombreux pamphlets et ces mordantes satires des politiques, œuvres élégantes et froides, dont l'à-propos fit le succès, parce qu'elles opposaient à point nommé à l'entraînement populaire les prosaïques réalités d'une vie de souffrances et de privations.

« Oh! que nous eussions esté heureux si nous eussions esté pris dès le lendemain que nous fusmes assiégez! Oh! que nous serions maintenant riches, si nous eussions faict cette perte! Mais nous avons brûlé à petit feu, nous avons languy, et si ne sommes pas guaris. Nous avions de l'argent pour racheter nos meubles, et depuis nous avons mangé nos meubles et notre argent. Si le soldat eût forcé quelques femmes et filles, encore eût-il épargné les plus notables; mais depuis elles se sont mises au bordeau d'elles-mesmes et y sont encore par la force de la nécessité qui est plus violente et de plus longue infamie que la force transitoire du soldat, au lieu que celle-ci se divulgue, se continue et se rend à la fin en coustume affrontée sans retour. Nos reliques seraient entières, les anciens joyaulx de la couronne de nos rois ne seroient pas fonduz comme ils sont. Nos faux-bourgs seroyent en leur estre et habitez comme ils estoyent, au lieu qu'ils sont ruinés, défects et abatuz. Nos rentes de l'Hôtel-de-Ville nous seroient payées, nos fermes des champs seroient labourées, et en recevrions le revenu au lieu qu'elles sont abandonnées, désertes et en friche. Nous n'aurions pas veu mourir cinquante mille personnes de faim, qui sont mortes en trois mois espar les rues et dans les hôpitaux, sans miséricorde et sans secours. Nous verrions encore notre Université florissante et fréquentée, au lieu qu'elle est déserte et solitaire, ne servant plus qu'aux paysans et aux vachés des villages voisins; nous ver-

rions la salle et la galerie des Merciers pleines de peuple à toute heure, au lieu que n'y voyons plus que l'herbe verte qui croist là où les hommes avoyent à peine espace de se remuer. Nos ports de Grève et de l'Escole seroient couverts de bateaux, pleins de blés, de vins, de foin et de bois. Permettez-moi que je m'exclame pour déplorer le pitoyable état de cette royne des villes, de ce microcosme et abrégé du monde! Ha, messieurs les députés de Lyon, Thoulouze, Rouen, Amiens, Troyes et Orléans, regardez à nous, et y prenez exemple, et que nos misères vous fassent songer à nos despens (1). »

Les conseils donnés à la bourgeoisie parisienne par Pierre Pithou et ses collaborateurs de la *Ménippée* furent suivis au pied de la lettre. La classe moyenne employa, pour préparer une capitulation, les mêmes efforts qu'elle avait consacrés à organiser la résistance. On vit les membres les plus notables de l'administration municipale et des corps de métier, jusqu'alors ligueurs indomptables, conspirer avec Brissac et le seconder bientôt après, lorsqu'au prix de 1,600,000 livres ce gouverneur ouvrit au roi les portes de la capitale dont la garde lui avait été commise. Brissac trahit la ligue comme d'autres ont trahi l'empire, au déclin de sa fortune et à la veille d'une défection générale. Il fut l'homme des intérêts en souffrance et des esprits refroidis par la réflexion : prenant les devans, il fit, à son profit particulier, un acte que l'ensemble de la situation aurait bientôt rendu nécessaire.

Mais si la bourgeoisie déserta la sainte-union pour ramener l'abondance sur sa table et le calme dans la cité, cette grande époque ne reste pas moins comme son principal titre d'honneur aux yeux de la postérité et au jugement de l'histoire. La bourgeoisie française ne céda qu'après avoir contraint son roi à s'incliner devant la loi et la volonté du pays, en se faisant catholique. Jusqu'aux conférences de Suresne et à la promesse d'abjuration, on la vit soutenir héroïquement la lutte au prix des plus pénibles sacrifices, de ceux qui devaient répugner davantage à ses habitudes régulières et à ses mœurs pacifiques. La ligue atteignit son but et ne réussit pas à le dépasser; elle conserva l'orthodoxie religieuse, sans lui sacrifier l'une des lois fondamentales du royaume, et la France sut rester catholique, en maintenant, par une déclaration solennelle, rendue sous les bayonnettes espagnoles, l'exclusion perpétuelle des étrangers de la couronne. L'arrêt du 28 juin 1593 est l'un des actes les plus glorieux de la vieille magistrature (2). Il empêcha une résistance long-temps légitime de

(1) *Satire ménippée,* harangue de M. Daubrai pour le tiers-état.

(2) « Sur la remontrance faite par le procureur-général du roi, et la matière

devenir une révolution, fit la part de tous les droits, au milieu des périls de la guerre et sous les cris de l'émeute, avec la calme équité qu'on aurait apportée dans le règlement d'une contestation privée.

Après l'abjuration de Saint-Denis, un tel arrêt devenait le signal de la prochaine entrée du roi *catholique et français* dans la capitale de son royaume. Neuf mois d'attente s'écoulèrent cependant, plus remplis par les négociations secrètes que par les opérations militaires, et durant lesquels la corruption fut pratiquée avec aussi peu de ménagement que de scrupule.

Les spéculateurs qui, dans la nuit du 22 mars 1594, livrèrent aux troupes royalistes la porte Saint-Honoré et introduisirent clandestinement Henri IV dans Paris, cédèrent moins à des considérations politiques qu'à des motifs d'intérêt privé. Comme le disait quelques jours après le monarque gascon dans un accès d'humeur joyeuse, en se chauffant à la large cheminée du Louvre, *ils vendirent à César ce qui appartenait à César* (1). Mais telle était la condition faite au Béarnais, et qu'il accepta durant tout le cours de son règne avec une facilité dont il est difficile de faire honneur à son esprit chevaleresque.

A peine installé à Paris, il courait faire visite à mesdames de Nemours et de Montpensier, adressait des émissaires à tous les princes de Lorraine, et préparait le bilan de toutes les consciences ennemies. Il achetait Rouen de Villars, l'un des plus furieux ligueurs, payait un million au duc de Joyeuse pour Toulouse, 800,000 livres à Lachâtre

mise en délibération, la cour n'ayant, comme elle n'a jamais eu, d'autre intention que de maintenir la religion catholique, apostolique et romaine, en l'estat et couronne de France, sous la protection d'un roi très chrétien, catholique et français, a ordonné et ordonne que remontrances seront faites, cette après-dînée, par M. le président Le Maître, assisté d'un bon nombre de ladite cour, à M. le lieutenant-général de l'estat et couronne de France, en présence des princes et officiers de la couronne, estant de passage en cette ville, à ce qu'aucun traité ne se passe pour transférer la couronne en la main des princes et princesses étrangères, que les lois fondamentales de ce royaume seront gardées, et les arrêts donnés par ladite cour pour la déclaration d'un roi catholique et français soient exécutés, et qu'il ait à employer l'autorité qui lui est commise pour empêcher que, sous prétexte de la religion, la couronne ne soit transférée en main étrangère, contre les lois du royaume, et pour venir, le plus promptement que faire se pourra, au repos du peuple, pour l'extrême nécessité duquel il est rendu; et néanmoins dès à présent a déclaré et déclare les faicts et ceux qui le seront cy-après pour l'établissement d'un prince et d'une princesse étrangère nuls, et de nul effet et valeur, comme faicts au préjudice de la loi salique et autres lois fondamentales du royaume. » (*Journal du règne de Henri IV*, par Pierre de l'Étoile, t. Ier, p. 368.)

(1) *Journal de Henri IV*, t. II, p. 10.

pour Orléans, 400,000 livres à M. de Villeroy pour Pontoise, traitait avec le duc de Lorraine au prix de trois millions, en assurait autant au duc de Mayenne et au duc de Guise. Il achetait plus tard, à un prix plus exorbitant encore, la soumission du duc de Mercœur et la pacification de la Bretagne. Il consacrait enfin une somme de plus de trente-deux millions de livres à provoquer ces capitulations individuelles dont Sully nous a précieusement conservé le tarif et les quittances (1).

En observant avec quelque attention les premières démarches de Henri IV après son entrée dans Paris, il est facile de voir que ses appréhensions constantes, pour ne pas dire exclusives, portaient sur les dispositions secrètes du peuple. Il croyait l'Espagne lassée d'une entreprise toute pleine de déceptions, et n'ignorait pas que la vieillesse de Philippe II le faisait incliner à la paix. Il savait que l'or et les honneurs lui assureraient les grands, et que la mémoire de si récentes calamités maintiendrait les classes aisées dans une passive obéissance; mais il ne se dissimulait pas que d'ardentes colères couvaient au sein des masses. Celles-ci se croyaient trahies et ne se tenaient pas pour vaincues. Elles voyaient avec une profonde répulsion, assis au trône des rois, le renégat qu'on leur avait appris si long-temps à insulter et à maudire. Se refusant à reconnaître pour sincère une conversion intéressée que Rome persistait encore à ne pas ratifier par une absolution, bon nombre d'esprits faisaient de cette abjuration même un grief de plus contre lui. D'ailleurs les souffrances passées touchaient peu le peuple, car elles sont malheureusement son partage sous tous les régimes, et ces grands jours de crise lui avaient apporté du moins des émotions qui lui avaient fait oublier sa misère, et dont il regrettait la perte. Il avait alors une cause à défendre et du sang à verser pour une pensée chère à son cœur. Ces souvenirs, qui survécurent à quinze ans de prospérité pour enfanter Ravaillac, étaient, dans les premières années du règne de Henri IV, un péril de chaque moment. Ce prince ne se faisait pas illusion sur les répugnances qu'il inspirait au peuple de sa capitale et de beaucoup de villes ligueuses; aussi peut-on voir dans le journal de sa vie que d'efforts il tentait chaque jour pour se concilier les masses, quels semblans de confiance et de sécurité il affectait au milieu des précautions multipliées d'une police alarmée et vigilante. Henri consacre aux processions et aux longues solennités populaires tout le temps qu'il dérobe à ses maîtresses; il recherche et

(1) Mémoires de Sully, liv. x.

pensionne les hommes importans de la sacristie et des halles, et donne une place de prédicateur de la cour au célèbre Lincestre lui-même (1). Il prodigue aux membres du parlement restés à Paris sous le gouvernement de la ligue toutes les charges de l'administration et toutes ses faveurs personnelles, pendant qu'il se montre réservé jusqu'à la froideur pour les parlementaires émigrés à Tours et demeurés fidèles à sa fortune; ce prince pratique enfin, en toute occasion, la maxime qu'il n'y a pas à s'occuper de ses amis lorsque leur dévouement est assuré.

La lassitude générale avait amené la restauration. Ce qu'elle représentait pour le pays, c'était le désarmement des partis et la fin de la guerre. Le besoin et l'espoir de la paix assurèrent à cette restauration, non pas la bruyante popularité dont se sont complu à la doter les peintres et les poètes, mais cette popularité calme et froide que donnent pour un temps les intérêts satisfaits. En même temps qu'il achetait ses ennemis en paraissant leur pardonner, Henri entamait avec l'Escurial une négociation dont l'issue pouvait désorganiser complètement la faction instrument dévoué de l'Espagne et si long-temps soutenue par ses subsides. S'il avait cru devoir, après son entrée dans sa capitale, faire acte de puissance royale en déclarant solennellement la guerre au roi catholique, les besoins de sa politique lui commandaient impérieusement de la terminer. Engagé comme l'était Philippe II, le succès d'une telle négociation ne paraissait pas facile, quelque désir que pût éprouver le vieux monarque dans l'intérêt de son faible successeur. Une patience à toute épreuve et une mesure extrême pouvaient seules la faire réussir. Henri IV ne se laissa détourner de ce but, devenu la principale nécessité de sa politique parce qu'il était la plus chère espérance de ses peuples et la condition tacite de son avénement, ni par les lenteurs inséparables de toute transaction avec l'Espagne, ni par le redoublement de violences et d'insultes que ses succès provoquèrent au-delà des Alpes et des Pyrénées. Depuis ses nobles procédés envers la garnison espagnole, à son entrée dans Paris, jusqu'au combat de Fontaine-Française, à la reprise d'Amiens, et au long siége de La Fère, toutes ses opérations et tous ses actes furent soigneusement calculés pour atteindre le résultat capital de ses efforts et de ses vues.

Se faire absoudre à Rome, se faire reconnaître à Madrid, entrer enfin dans la grande communion catholique par la double consécra-

(1) *Journal de Henri IV*, t. II, p. 74.

tion de son chef spirituel et de son chef européen, telle fut la préoccupation constante d'un prince qui ne se dissimula jamais les périls inséparables d'une situation équivoque et d'un titre contesté. A Rome ses humbles et souples négociateurs, à Paris ses secrétaires d'état, sortis de la ligue et vieillis dans les traditions de l'alliance espagnole, n'épargnèrent aucune démarche, ne se laissèrent rebuter par aucune difficulté. Henri savait qu'il n'était pas encore temps de se montrer superbe, et qu'il faut mesurer ses exigences à ses forces. L'absolution solennelle donnée par Clément VIII au roi de France dans la capitale du monde chrétien, le traité signé à Vervins entre ce prince et le roi catholique, étaient indispensables pour asseoir sur des bases stables le trône du chef de la maison de Bourbon. Ces précieuses conquêtes diplomatiques une fois consommées, il lui fut enfin permis de poursuivre une autre pensée que celle de sa propre conservation.

Durant la période de douze années qui s'écoule de 1598 à la mort de Henri IV, la physionomie de son règne s'éclaircit et s'élève. A la vie d'expédiens du chef de parti, à sa morale facile, à ses allures gasconnes, succèdent des vues systématiques appliquées avec une dignité persévérante. C'est toujours le prince à la parole vive, à la réplique heureuse, à la pensée nette et précise; mais on sent que le souverain absorbe l'homme, et le modifie sensiblement, même au sein de ses faiblesses. Roi très chrétien, époux d'une Médicis, père d'un jeune dauphin, appuyé sur Rome et sur le clergé, reconnu et admiré par toute l'Europe, entouré de tous ses ennemis, qui font cortége à sa gloire, le Béarnais ne vit plus à cheval, dans les incertitudes et les anxiétés de chaque jour; du sommet élevé où la fortune l'a porté, il embrasse d'une vue sereine une plus vaste perspective. Henri veut donner à la grande monarchie dont il est devenu le chef héréditaire, et qu'il laissera aux mains d'un enfant, des fondemens plus solides, il s'occupe surtout de conjurer pour l'avenir des dangers analogues à ceux qui faillirent amener le démembrement de la France. Constituer plus fortement l'unité nationale en restreignant toutes les forces indépendantes de la puissance royale, arracher à l'Espagne la prépondérance que lui avait léguée Charles-Qniut en fondant l'équilibre européen sur la liberté du corps germanique, tel fut le double projet dont l'expérience du passé lui avait démontré l'urgence, et auquel il consacra toute la maturité de son intelligence et de sa vie.

L'édifice de la nationalité française, si péniblement élevé par les grands hommes et par les siècles, avait failli s'abîmer durant les violentes convulsions de la ligue. Voisine de l'Espagne, à laquelle obéissaient les deux mondes, de la Savoie, dont une maison ambitieuse tra-

vaillait à faire un royaume en exploitant sa position de gardienne des Alpes, subissant l'influence des cantons suisses et des Provinces-Unies, où l'esprit municipal avait enfanté des nations, la France avait aussi sous les yeux le dangereux exemple de cet empire d'Allemagne que l'aristocratie princière tentait de dissoudre au profit de sa puissance. Un d'Épernon en Saintonge, un Lesdiguières en Dauphiné, un duc de Mercœur en Bretagne, menaçaient la puissance des rois non moins sérieusement que les maisons de Saxe ou de Hesse pouvaient menacer celle des empereurs.

A ce péril de l'hérédité des gouvernemens provinciaux, contre lequel luttait depuis long-temps la royauté des Valois, la ligue était venue en ajouter un autre. Elle avait éveillé la bourgeoisie et le peuple lui-même à la vie politique, et le mouvement communal du XIIIe siècle paraissait prêt à se développer sous un aspect nouveau. Un lien plus intime resserrait les corporations dont était parsemé le sol de la France, et les villes, par de longs sacrifices, quelquefois par d'héroïques résistances, avaient rajeuni tous les droits conquis en d'autres siècles. La réaction catholique aidait singulièrement à ce retour vers un passé tout illuminé par la foi, et, chose digne de remarque, les espérances poursuivies par les réformés ne lui étaient pas moins favorables. Ainsi le pouvoir monarchique se trouvait également menacé par les prétentions du parti territorial, représenté par les gouverneurs de province, et par l'émancipation de la bourgeoisie que le catholicisme groupait à Toulouse, autour du Capitole, tandis que la réforme la réunissait en armes dans l'enceinte imprenable de La Rochelle. L'ame attristée de Henri IV avait pénétré toute la portée de ce redoutable mouvement dirigé contre l'unité du royaume, et qui ne fut contenu sous le règne de son successeur que par la subite intervention d'un grand homme. Il ne proposa pas un autre but à son règne que de lutter par avance contre des périls inévitables et prochains. Ce prince mit son habile modération et sa prudence consommée au service de la cause que le formidable héritier de sa pensée politique fit triompher par le glaive du bourreau.

Le chef de la maison de Bourbon ne lutta pas avec moins de persévérance contre les libertés municipales que contre les prétentions seigneuriales. Il énerva les unes en substituant graduellement aux pouvoirs mal définis des officiers électifs une administration régulière et un puissant système financier; il travailla à désarmer les autres en faisant prévaloir l'esprit de caste sur l'esprit aristocratique, et la vie de cour sur la vie de château. Henri IV, porté au trône par la noblesse provinciale, se fit le chef des gentilshommes de race contre

les grands seigneurs terriens aussi bien que contre les bourgeois. Ceux-ci lui avaient, pendant cinq ans, fermé l'accès du trône; ceux-là menaçaient, dans un prochain avenir, la faiblesse de son successeur. Gardant rancune aux premiers pour les souvenirs de la ligue, redoutant les seconds par les prévisions de la régence, Henri tenta des efforts persévérans pour diminuer la puissance des uns et des autres; il s'attacha à changer les grands seigneurs en simples capitaines de ses gardes, et les hommes influens des parlemens et des grandes villes en secrétaires du roi, maîtres des requêtes et pensionnaires du trésor. Dans l'aristocratie, bon nombre se laissèrent prendre à cette haute et intime familiarité avec le monarque, les autres s'enfermèrent dans leurs terres ou derrière les remparts des places de sûreté, pour attendre des temps plus favorables. Dans la bourgeoisie, on oublia vite le glorieux épisode de la ligue, et, successivement évincés de toutes les fonctions importantes, effacés et humiliés par les gentilshommes maîtres de tous les accès de la cour, ses membres principaux rentrèrent silencieusement dans leurs comptoirs et dans leurs poudreuses études pour attendre, près de deux siècles, le moment de reparaître avec la vengeance dans le cœur sur la scène qu'ils étaient ainsi contraints de déserter.

Henri IV poursuivit sans relâche cette œuvre d'amortissement de toutes les forces contemporaines. Cachant, comme Auguste, sous des dehors systématiquement populaires, la réalité de sa puissance et l'orgueil de sa race, il laissa tomber en désuétude, malgré des engagemens formels et réitérés, la seule institution nationale universellement respectée, celle des états-généraux. Il remplaça ceux-ci par une simple assemblée de notables, et, lorsqu'il se déclarait prêt à *se mettre en tutelle entre leurs mains*, il disposait adroitement les choses de manière à rendre complètement vains tous les résultats de leurs délibérations (1). Surveillant sans bruit et réprimant sans éclat les tentatives qu'il y avait quelque péril à divulguer, il lui suffisait que La Trémouille et Bouillon sussent qu'il avait l'œil sur eux, et qu'il n'ignorait rien des choses qui se murmuraient dans les conciliabules des réformés. Cependant, lorsqu'un grand exemple pouvait trouver des imitateurs au milieu de ses serviteurs mêmes, lorsque le danger ne sortait plus de ces partis mécontens qu'il fallait savoir ménager jusque dans leurs

(1) Sully explique fort au long comment les notables de Rouen furent conduits par d'habiles manœuvres à faire des propositions tellement inexécutables, que les membres de l'assemblée furent les premiers à supplier bientôt après le monarque de n'avoir aucun égard aux articles de leurs cahiers. (*Mémoires*, liv. VIII.)

violences, mais du sein des forces monarchiques qu'il essayait si péniblement de grouper autour du trône, alors il se montrait inflexible presque jusqu'à la cruauté. Que sont les exécutions de Montmorency et de Cinq-Mars auprès de celle du maréchal de Biron, et lequel de Richelieu ou de Henri IV a subi les plus dures nécessités de la politique? Montmorency avait été pris les armes à la main; Cinq-Mars était un traître qui conspirait par vanité contre son roi et contre son bienfaiteur; ni l'un ni l'autre n'avaient épuisé leur sang pour placer la couronne sur la tête du monarque dont ils imploraient le pardon; l'un venait de soulever le tiers du royaume, l'autre en ouvrait les portes à l'Espagne : tout cela était plus grave que les vantardises de Biron et ses manœuvres impuissantes avec la Savoie; mais la conspiration du maréchal était le premier indice d'un mal pressant dont Henri mesurait chaque jour les conséquences en méditant douloureusement près du berceau de son fils. Il voyait clairement qu'il n'avait été qu'une digue, et qu'après lui le torrent tendrait à reprendre son cours : cette désespérante conviction le rendit inexorable; il se vengea, pour ainsi dire, à l'avance en abattant la glorieuse tête d'un soldat et d'un ami (1).

Il n'est pas une combinaison politique de Henri IV dont Richelieu n'ait été l'exécuteur. Le terrible cardinal n'a guère fait qu'appliquer, selon son caractère et selon la différence des temps, les pensées qu'échangeaient Henri de Bourbon et Maximilien de Béthune pendant leurs conversations intimes dans la grande allée de l'Arsenal ou sous les sapins de Fontainebleau.

La guerre aux deux branches de la maison d'Autriche, l'alliance maritime avec l'Angleterre contre l'Espagne, la liberté du corps germanique sous le protectorat de la France, l'équilibre de l'Allemagne fondé sur l'égalité des deux religions, la balance politique de l'Europe, telle qu'elle fut réalisée un demi-siècle plus tard par le traité de Westphalie, aucun de ces points de vue, alors si nouveaux et si hardis, n'échappait à la sagacité du roi. Il se préparait avec patience et

(1) Les importans *Mémoires* du maréchal duc de La Force, récemment publiés par M. le marquis de La Grange, et qui jettent tant de jour sur cette époque, attribuent à l'influence du duc de Sully sur Henri IV et à la haine personnelle de ce ministre contre le maréchal de Biron l'exécution de l'arrêt de mort. La Force, beau-frère de Biron, en fait un crime au surintendant : rien de plus naturel; mais il est un point de vue politique auquel ces *Mémoires* ne se mettent pas, quoiqu'il suffise d'en parcourir les curieuses pages pour s'y trouver soi-même placé. Voyez la lettre du maréchal à Mme de La Force, 4 juillet 1602, et la lettre du roi à M. de La Force, 7 août. (Tome Ier, page 334.)

discrétion à diriger dans ce sens l'activité de la France, contraint, pour cela, de soutenir des luttes quotidiennes avec les membres les plus considérables de son conseil. Villeroy et ses vieux collègues persistaient, avec la nation presque tout entière, à considérer comme une sorte d'article de foi le maintien des bons rapports avec l'Espagne, afin de résister aux puissances protestantes et aux tentatives insurrectionnelles de l'intérieur. Le grand parti espagnol exerçait alors en Europe une influence sans limites. En France, il eut pour chef Marie de Médicis jusqu'au ministère de Richelieu, et l'épouse même de Jacques I[er] professait avec éclat les mêmes sentimens au milieu de l'Angleterre protestante. Aucun prince de la chrétienté ne rougissait dans ce siècle de s'avouer pensionnaire du roi catholique, et le souvenir de Charles-Quint semblait encore tenir le monde dans une respectueuse déférence.

Le surintendant des finances était le seul ministre qui osât appuyer les vues novatrices du monarque, et qui ne craignît pas d'aller jeter en Angleterre les bases d'un traité en faveur des Provinces-Unies et d'une alliance éventuelle contre l'Espagne et l'empire; mais Sully était protestant, et ses croyances religieuses expliquaient ses inclinations politiques. Une telle interprétation donnée aux vues de Henri IV l'aurait perdu dans l'opinion de ses peuples non moins que dans celle du monde catholique. L'œuvre la plus haute de sa politique fut assurément de poursuivre la réalisation de ces pensées en y faisant incliner la cour de Rome elle-même, et en reprenant à la tête du catholicisme une position assez forte pour faire tomber toutes les calomnies en écartant tous les soupçons. D'Ossat exploita avec une rare habileté les traditions de la chancellerie romaine et les intérêts temporels du saint-siége en Italie, en concurrence, sur presque tous les points, avec ceux de l'Espagne (1). Aussi, dans les difficiles négociations relatives au marquisat de Saluces et à l'édit de Nantes, dans l'affaire plus délicate encore de la dispense à obtenir pour le mariage de la duchesse de Bar, sœur du roi, Rome se montra-t-elle, durant ce règne, aussi dévouée à la politique de la France qu'à la personne du monarque. Ainsi appuyé du saint-siége, sur lequel il avait fait monter par son intervention deux pontifes qui lui durent la tiare (2), entouré des jésuites rappelés par lui, et qui rendaient témoignage de son orthodoxie

(1) Voyez surtout, dans la correspondance du cardinal d'Ossat, le beau mémoire intitulé : *Avis sur la guerre de Savoie*, 6 septembre 1600.

(2) Léon XI, cardinal de Médicis, et Paul V, cardinal Borghèse. « Le pape Léon XI, dit avec aigreur le chef irrité des calvinistes, avait coûté au roi trois cent mille écus à faire. » (*Vie de Duplessis-Mornay*, liv. II, p. 305.)

comme de sa justice, Henri avait repris toute la liberté de ses allures et rendu à la France, avec son rôle naturel, une prépondérance éclipsée pendant près d'un siècle.

C'est par comparaison qu'il faut juger les époques comme les hommes, et lorsqu'à de longs jours d'impuissance et de honte on voit succéder ce temps d'activité réparatrice, on sent qu'un esprit original et puissant a passé par là. Le nom de grand a donc pu être justement attribué par ses contemporains au prince qui sut frayer à sa patrie une voie vers de hautes destinées. N'acceptons pourtant qu'avec réserve tous les résultats de ce règne mémorable, et ne méconnaissons ni les idées fausses ni les germes dangereux qu'il prépara pour l'avenir.

Exclusivement préoccupé, comme presque tous ses prédécesseurs, du soin de constituer territorialement la France, Henri ne s'inquiéta point de la constituer politiquement. Il la laissa plus dépourvue d'institutions qu'elle ne l'était avant la ligue; il ne fonda rien qui pût résister aux intérêts égoïstes dont l'inévitable coalition l'alarmait pour la jeunesse de son fils, et en mourant il emporta dans la tombe son œuvre tout entière. Cinquante années d'agitations étaient donc restées stériles. La bourgeoisie trouva sa perte dans le grand mouvement dont elle avait espéré voir sortir la légitime consécration de son importance; la noblesse conquit des honneurs et ne réclama aucune puissance, plus jalouse d'être admise aux levers du monarque que d'entrer légalement en partage de son autorité. Par leur concert et leur menaçante attitude, les réformés obtinrent des conditions beaucoup plus favorables que toutes celles qui leur avaient été concédées jusqu'alors, et l'édit de Nantes leur assura une position politique et militaire que Sully lui-même n'hésite pas à déclarer incompatible avec les attributions d'une monarchie. Cependant le grand principe de la liberté de conscience ne s'établit ni dans les esprits ni dans les mœurs, et la force seule garantissait des droits exposés chaque jour à se voir contestés le lendemain. Au lieu de régler par des institutions régulières cette vie politique qui avait circulé à torrens aux états de Blois et de Paris, on estima qu'il était plus habile de la tarir à toutes ses sources, là du moins où l'on pouvait l'atteindre sans trop de péril, et le roi seul resta debout dans le royaume, appuyé sur une brave noblesse dont on fit moins un corps qu'une caste, et à laquelle on persuada que son seul devoir envers la France était de se faire tuer pour elle. De plus, Henri IV, dans son triomphe, eut des flatteurs, et ceux-ci altérèrent singulièrement la physionomie des événemens contemporains et la portée de la restauration qui l'avait fait monter au trône.

On feignit d'oublier que celle-ci ne s'était opérée que par suite de la

conversion du roi, et l'on présenta comme une victoire ce qui n'était qu'une transaction. La ligue, qui avait été assez puissante pour amener le prince au but principal qu'elle s'était proposé, ne fut plus envisagée que comme une rébellion aussi odieuse dans son principe qu'impuissante dans ses efforts, et la solennelle protestation de tout un peuple devint une émeute que la magnanimité du monarque daignait pardonner au repentir des coupables. Plus une parole de liberté, plus un appel aux droits de la nation, plus un souvenir à ses vieilles franchises, sur ce sol que les plus audacieuses théories avaient naguère remué jusqu'aux abîmes. Au contrat immémorial passé entre la royauté franque et la nation, la conspiration des historiographes et des publicistes de cour substitua une sorte de droit absolu et surhumain, indépendant de toutes les lois comme de toutes les volontés populaires. La royauté se crut inviolable et consacrée jusque dans ses faiblesses et dans la légitimation de leurs fruits. Lorsqu'un double mariage avec l'Espagne eut infusé toute la froideur et toute la morgue castillane aux deux successeurs immédiats de Henri IV, en leur faisant perdre jusqu'aux dernières traces des populaires allures de leur ancêtre, il devint plus facile d'observer à nu le génie de cette royauté transfigurée, et de s'alarmer des destinées préparées pour la France et pour elle-même. Pendant que le pédantisme de Jacques Stuart formulait avec l'appui de l'anglicanisme épiscopal ce droit divin des rois, contrefaçon de la théocratie juive et de l'omnipotence païenne des Césars, l'épée du Béarnais, secondée par la ferveur royaliste des parlementaires et des docteurs gallicans, faisait prévaloir en France des doctrines analogues, et l'on entendait alors les beaux esprits répéter en chœur, comme un dogme non moins religieux que politique :

Les rois, enfans du ciel, sont de Dieu les images;
Jupiter en prend cure et les garde d'outrages;
Il les faict révérer, réputant les honneurs
Estre à lui-mesme faicts, qu'on rend à ses seigneurs (1).

Il y avait aussi près de là au mot : *l'état, c'est moi*, que de ce mot lui-même à une révolution. Enfin, lorsqu'on apprécie dans leurs conséquences dernières les grandes combinaisons européennes conçues par Henri IV, il est difficile de n'y pas voir une sorte de consécration du matérialisme politique et de l'anarchie religieuse qui consumaient les peuples. Une telle politique était nécessaire sans doute, car aucun lien moral ne les réunissait alors, et il était important que la

(1) *Singeries de la Ligue*, dédiées à MM. de Paris, par Jean de La Taille.

France prît l'initiative d'une réorganisation de l'Europe, devenue indispensable; mais des théories d'équilibre, exclusivement fondées sur l'égalité des puissances et le balancement des intérêts, n'étaient évidemment une garantie pour aucun droit : il suffisait, en effet, qu'une iniquité fût commise en commun pour être sanctionnée par un pareil droit des gens, qui consacrait le vol collectif en n'excluant que le vol individuel. Aussi les nationalités ne furent-elles jamais moins respectées dans le monde que par les générations qui ont fait du balancement des états la seule base de leur foi sociale, et faut-il reconnaître que le partage de la Pologne a été le dernier mot du droit public élaboré au siècle précédent, et dont l'initiative appartient à Henri IV.

Indifférent et sceptique dans un siècle pieux, ce prince n'avait foi que dans la force tempérée par la prudence. Le côté humain des choses saisissait seul cette nature ardente et sensuelle. Jamais esprit ne fut doué d'un sens plus pratique; rarement intelligence fut mieux organisée pour le gouvernement d'une société et la reconstitution d'un pouvoir. C'est cette gloire qu'il faut conserver tout entière au grand pacificateur de la France, en le dépouillant du masque de bonhomie et de sensibilité d'opéra-comique qui cache et dénature parfois sa sérieuse physionomie. Le dernier et le plus sagace historien de la grande époque dont nous venons d'esquisser les traits principaux, M. Capefigue, a fait observer avec beaucoup de raison que Henri IV est devenu le héros des contemporains de Voltaire et de Louis XV par ses faiblesses beaucoup plus que par ses qualités véritables. C'est à l'homme qui trouvait qu'un royaume valait une messe, et qui changea trois fois de religion, c'est au monarque qui consacra tous les désordres par la publicité des siens, que les flatteurs du roi de Prusse et de Mme de Pompadour ont dressé une statue peu ressemblante. A nous qui avons vécu dans d'autres temps et assisté aux épreuves d'une restauration moins heureuse, parce qu'elle fut moins habile, il appartient de comprendre dans toutes ses nuances cet esprit souple et pénétrant qui sut ajouter à tant de dons heureux les apparences de presque toutes les vertus qu'il n'avait pas. Les révolutions sont des lentilles qui révèlent des détails inobservés et des aspects nouveaux. Mieux comprendre le passé est l'un des profits les plus nets des agitations contemporaines, et le sens historique s'est singulièrement développé en ce pays depuis qu'il a vu à l'œuvre tant d'intérêts et tant de passions contraires.

L. DE CARNÉ.

DE

LA LITTÉRATURE POLITIQUE

EN ALLEMAGNE.

IV.

LE MOUVEMENT CONSTITUTIONNEL EN PRUSSE.

Une profession de foi (*Ein Glaubensbekenntniss.*)

La Prusse accroît chaque jour, au milieu des états germaniques, l'importance considérable qu'elle s'est acquise. Malgré les antipathies de l'homme du sud, malgré tant de défiances, tant de rancunes toujours vivaces, c'est Berlin qui est la vraie capitale de l'Allemagne. Tous les mouvemens de l'opinion viennent consacrer d'année en année cette prééminence. Ce n'est pas seulement parce que Berlin possède l'université la plus savante et la plus riche, parce que la société y est plus vive, plus lettrée, plus brillante qu'en aucune autre ville, parce que les arts y fleurissent, et que Frédéric-Guillaume IV a rassemblé autour de lui une aristocratie de talens illustres; non, tout cela n'est rien encore, et cette protection des arts qui recherche les hommes du passé, en haine des générations nouvelles, est certainement plus fri-

vole, plus imprudente, que sérieuse et féconde. Au lieu d'un encouragement salutaire, comment y voir autre chose qu'un défi? Le vrai signe de la supériorité que conserve l'Allemagne du nord, c'est le bruit qui se fait autour d'elle, ce sont les attaques dirigées contre son gouvernement; ce sont tant d'appels, tant de colères, tant de vives et solennelles réclamations adressées directement au roi de Prusse.

Si le gouvernement prussien pouvait penser que les promesses faites par Frédéric-Guillaume III sont la seule cause de l'agitation toujours croissante des esprits; s'il pouvait croire que tout serait calme sans le contrat passé en 1813, il méconnaîtrait ce qui fait la grandeur et l'autorité de son pays. A mesure que les principes de la révolution française se propagent au-delà du Rhin, il est nécessaire que la Prusse reçoive toutes les pétitions de l'esprit moderne, et quand même, il y a trente années, un serment n'eût pas été prêté dans le péril commun, ce serait toujours à elle qu'il faudrait demander ces libertés qu'on invoque. Pourquoi cela? Parce que toute la culture philosophique, parce que toute la vie de l'intelligence est depuis long-temps dans l'Allemagne du nord. Là où la pensée est vivante, là aussi doivent se porter les efforts des partis. Sérieusement, que pourrait-on demander à Munich ou à Vienne? Le caractère le plus honorable de l'administration du feu roi, c'était, on le sait, sa foi dans l'intelligence, son respect pour les droits de la raison. Ce fut une noble action, après Iéna, de s'appuyer, pour relever la monarchie abattue, sur toutes les forces de l'esprit; ce fut aussi une bonne politique. Jamais la pensée ne fut plus libre, plus puissante, et, pour prix de cette liberté, elle ressuscita tout un peuple qui avait failli disparaître. On connaît assez la période héroïque de l'université de Berlin; les noms de Fichte et de Hegel disent tout. Or, ce libre développement intellectuel devait amener de grandes conséquences; la Prusse est restée chargée des destinées de l'Allemagne, et plus l'esprit moderne s'affermira dans ce pays, plus aussi on exigera du cabinet de Berlin la consécration des libertés nouvelles. C'est là un rôle difficile peut-être pour les gouvernans; cette gloire les embarrasse; ils s'en passeraient volontiers, et en secret, bien souvent, ne se repentent-ils pas de la politique de Frédéric-Guillaume III? S'ils osent avoir cette pensée, la plus vulgaire prudence leur conseille de n'en rien laisser paraître. Malheur à l'état qui regrette la gloire de son peuple, à cause des solennels engagemens qu'elle lui impose! Regret inutile d'ailleurs, et absurde autant qu'il serait coupable. Le nouveau règne ne réussirait pas à diminuer cette vigueur intellectuelle des états du nord, et, par suite, à affaiblir

les désirs, à détourner les exigences de l'Allemagne entière. Qu'il accepte donc pour son pays cette reconnaissance qui l'importune; qu'il s'habitue peu à peu à des pétitions si glorieuses, et qu'il prête l'oreille chaque jour à ce nouveau cri, à cette protestation nouvelle qui, d'heure en heure, monte vers le trône.

Il y a trois ans à peine, c'était M. George Herwegh qui interpellait le gouvernement de Berlin, et le sommait de donner à l'Allemagne les libertés promises; l'année dernière, on entendit les nobles plaintes de M. Anastasius Grün; hier, ce fut le tour de M. Henri Heine et de ses spirituelles moqueries. Toutes ces lyres si différemment inspirées, toutes ces voix irritées, harmonieuses, ironiques, s'unissent en un *crescendo* qui commence à devenir sérieux. Remarquez en outre que les poètes dont je viens de parler ne sont pas les enfans de la Prusse; M. Henri Heine est né à Hambourg, M. Herwegh est Souabe, M. Anastasius Grün est un gentilhomme autrichien. Ainsi, de tous les points de l'Allemagne, du nord et du sud, de Hambourg, de Stuttgard et de Vienne, un même cri monte vers Berlin. Jusqu'à présent, le résultat le plus net de ces pétitions a été de former, au sein même de la Prusse, un parti, encore faible et irrésolu, je le sais, mais qui existe pourtant, et qui cherche peu à peu à se constituer. L'opposition libérale ne devait pas assister à ces bruyans efforts sans comprendre le rôle qui lui est tracé. Le gouvernement peut bien rester sourd à toutes les sommations; mais la Prusse elle-même abdiquerait, si elle ne prenait une part active au développement de l'esprit moderne. Ce travail intérieur du parti constitutionnel en Prusse vient d'être mis en lumière par un livre qui a vivement ému l'Allemagne. L'écrivain qui l'a publié, le poète qui a jeté brusquement ses beaux vers au milieu des luttes politiques, ne sort pas, comme ses devanciers, de l'Allemagne du midi ou des villes libres du nord; c'est un Prussien, et son livre est l'expression même de ce parti nouveau, de ce parti constitutionnel que je signalais tout à l'heure. Je ne m'étonne pas que ce manifeste ait été salué par un succès si bruyant; avec ses qualités et ses défauts, il a eu cette singulière bonne fortune de représenter à merveille l'état de l'opinion publique, ce qu'elle ose et ce qu'elle redoute, son audace et son indécision, ses efforts et ses faiblesses. Ce n'est pas tout : une circonstance particulière augmentait l'importance de cette publication. Le poète, la veille encore, était un ami assez fidèle, et presque un défenseur avoué, on le croyait du moins, de cette politique qu'il combat aujourd'hui. D'où venait donc qu'il avait saisi si résolument ce nouveau drapeau? Ou bien, si c'était hier un indifférent, un artiste

inoffensif, qui donc l'avait irrité tout à coup? qui avait arraché à sa muse débonnaire de tels cris de liberté? quelle puissance inconnue lui avait délié la langue? Les forces secrètes de la conscience publique éclataient ici visiblement, et l'on devine l'étonnement, l'enthousiasme qui accueillirent cette profession de foi. Mais je veux entrer dans ce récit avec plus de détail; il faut savoir ce qui s'est passé avant l'heure où le poète s'est levé, il faut tâcher d'écrire la véritable préface de son livre, et demander ensuite à ses vers tout ce qui devra éclairer pour nous le mouvement des esprits dans l'Allemagne du nord.

Avant de jeter aux échos de la popularité cette éclatante profession de foi, M. Ferdinand Freiligrath était déjà, quoique jeune encore et tout nouveau venu, un poète aimé et fêté. On avait accueilli ses premiers vers avec une faveur très bienveillante; l'éclat des couleurs, la souplesse du rhythme, mille coquetteries, mille singularités de style, de hardies et curieuses nouveautés avaient charmé la foule, et M. Freiligrath était salué comme le plus habile, le plus distingué, disait-on, parmi les poètes qui avaient succédé à l'école d'Uhland. Il n'y avait pas, à vrai dire, une poésie très haute dans ce recueil que venait de couronner un si brillant, un si rapide succès. Ce n'était pas là une inspiration très profonde; on ne pouvait guère entrevoir chez le jeune écrivain ces ressources fécondes, ces richesses qui doivent prospérer, et qui promettent des productions durables. Tous ces trésors de l'ame qui s'agitent confusément dans la première ébauche des jeunes maîtres, et d'où l'artiste doit un jour dégager ses chefs-d'œuvre, ce n'était point là ce qui avait séduit les admirateurs de M. Freiligrath. Au contraire, la pensée était presque toujours absente dans ses vers; mais le peintre avait jeté une si chaude lumière dans ses tableaux! il avait un sentiment si fougueux de la beauté sensuelle! il préparait avec tant de vigueur d'éblouissantes fantaisies! C'étaient des peintures de l'Orient, des villes de Syrie ou du Thibet, des bazars d'Alep, des harems, des marchés d'esclaves, et les femmes étalées aux yeux des acheteurs; c'étaient surtout d'étranges scènes du désert : des crocodiles rampaient aux bords du Nil, des éléphans énormes ébranlaient pesamment le sol, la girafe tremblante se cachait dans les broussailles; puis accouraient les hyènes, les chacals, les léopards. Le poète savait peindre avec une singulière vivacité tous ses héros à la robe fauve, et vraiment, quoiqu'il y eût bien rarement une idée, un sentiment sincère, une émotion poétique sous ces peintures, il fallait s'arrêter devant la toile pour en admirer les richesses. L'imitation des *Orientales* de M. Hugo était évidente dans le recueil de M. Freili-

grath, et on aurait dû retrancher encore quelque chose à cette demi-originalité de la forme que lui accordait la critique; mais l'auteur avait obtenu grace en s'appropriant, avec un hardi bonheur, toute une part de l'Orient que lui abandonnait M. Hugo. Aux grandes scènes du désert, aux couleurs fortes, éclatantes, et pour ainsi dire classiques, du monde oriental, il ajoutait les détails singuliers, les raretés, les curiosités bizarres, et il excellait à placer très sérieusement dans un coin du tableau quelque étrange figure chinoise ou japonaise.

Certes, si jamais poète parut éloigné de la politique, c'est bien celui-là. Du Nil au Sénégal, de Tombouctou à Madagascar, la politique allemande n'a que faire, et ce riche coloriste, qui appropriait si habilement des strophes sonores et enflammées aux personnages baroques de la nature africaine, n'eût pas trouvé, pensait-on, une seule rime convenable pour les mots de constitution et de liberté de la presse. Est-ce pour cela que M. Freiligrath fut classé assez long-temps parmi les poètes conservateurs, et salué enfin comme leur chef? M. Freiligrath n'en sut rien d'abord; bien évidemment, il n'avait eu aucune intention politique en publiant ses vers, et s'il était fort peu porté vers la litterature de plus en plus bruyante des jeunes tribuns, il ne l'était guère davantage vers la poésie officielle, dont on le nommait tout à coup grand-chambellan. Chose plaisante! ce fut le plus sérieusement du monde que le parti anti-libéral garda pendant deux années M. Freiligrath pour représentant et mandataire dans la république des lettres. L'auteur, remarquez-le bien, n'avait encore chanté que les ours et les crocodiles. C'est vraiment une curieuse histoire, et il s'est joué là autour de M. Freiligrath la plus amusante des comédies. Un poète inoffensif, insouciant, un artiste amoureux de la forme et de la couleur, jeté tout à coup, on ne sait comment ni pourquoi, au milieu des partis politiques qui le tirent à eux, réclamé par les uns, puis accaparé par les autres, et suivant enfin par faiblesse, par ennui, l'un de ces partis qui s'est emparé de sa muse, jusqu'à ce qu'il rompe avec ses amis de la veille et se jette brusquement dans le camp de ses adversaires; voilà le petit drame politique et littéraire dont le dénouement inattendu a beaucoup occupé les esprits. J'en signalerai rapidement les principales scènes, non pour ajouter un chapitre à cette histoire déjà si longue, hélas! de la vanité des poètes, mais parce que ces détails se lient nécessairement à la marche des idées, au mouvement de la pensée publique au-delà du Rhin. Ce que je vais dire est à la fois sérieux et comique. On peut saisir dans le jeu de ces menus

évènemens plus d'une révélation importante sur l'état des partis en Allemagne, mais il n'est pas défendu d'en sourire.

J'étais à Heidelberg quand parut, il y a quelques années, le premier recueil de M. Freiligrath, et je n'ai pas oublié le succès bruyant du jeune poète. Au milieu des éloges, des acclamations, des cris d'enthousiasme, une chose me frappa surtout, c'est qu'un journal très libéral, l'organe le plus avancé des opinions démocratiques, avait découvert dans ce livre la poésie d'une société nouvelle, et, jusqu'à un certain degré, l'expression des idées que proclamait la jeune école hégélienne. Ce journal, c'étaient les *Annales de Halle*. J'avoue que mon étonnement fut grand. Je venais de lire les vers de M. Freiligrath, j'avais admiré la vivacité de ses couleurs, les hardis contrastes de ces tons sombres ou éclatans; mais je ne comprenais pas comment cette poésie africaine pouvait servir les partis politiques de l'Allemagne. Je m'expliquai depuis cette singulière opinion. C'était le beau temps des *Annales de Halle;* les écrivains étaient dans toute la première ardeur de la révolte; M. Arnold Ruge et ses amis attaquaient l'esprit ancien, tantôt avec une verve très brillante, tantôt avec une colère farouche; les universités, troublées dans leur vieille gloire pacifique, avaient vu de jeunes docteurs soumettre leurs œuvres et leurs doctrines au contrôle inflexible d'une critique redoutable; le romantisme de Louis Tieck, d'Achim d'Arnim, de Clément de Brentano, était ébranlé dans son donjon féodal, et le bâton noueux du manant faisait voler en éclats la fragile cuirasse dorée dont s'affublaient les fantômes du moyen-âge. Jusque-là tout allait bien; mais ce n'était pas tout. Non-seulement, on faisait une bonne et rude guerre à toutes les ridicules restaurations du passé, à l'esprit ancien qui voulait simuler la jeunesse, à une littérature mourante qui essayait de revivre; mais, en haine de ce passé condamné à disparaître, on attaquait aussi ce qu'il renfermait de vivace, d'immortel, ce qu'il eût fallu seulement transformer et approprier à des sentimens nouveaux. Le spiritualisme était poursuivi sans cesse et sans pitié; Uhland, Rückert, ces derniers chanteurs d'une brillante époque, étaient critiqués avec colère au nom d'un matérialisme impatient; car tous ces jeunes et ardens docteurs avaient hâte de s'emparer de la terre, et le poète qui célébrait ou laissait entrevoir un idéal supérieur était accusé de trahison. Cet idéal n'existait pas du tout chez M. Freiligrath; on lui sut gré de ses chaudes peintures, et ses lions à la fauve crinière, ses crocodiles aux écailles gluantes, ses dromadaires, ses ours, ses tigres, ses chakals, toute sa

rugissante ménagerie fut accueillie aussi sérieusement que possible comme un renfort inattendu, comme une très utile armée d'auxiliaires.

Voilà donc M. Freiligrath vanté par la jeune gauche hégélienne, qui aperçoit dans ses vers les symptômes d'une époque nouvelle; ce fut le premier acte de la comédie. Le poète cependant ne se prêta pas au rôle qu'on prétendait lui imposer; il ne refusa pas, il n'accepta pas; il est vraisemblable qu'il n'avait pas compris ce qu'on voulait de lui, et qu'il continua dans son atelier à peindre tranquillement ses ours et ses chakals. Tandis qu'on publiait sur son œuvre de si singuliers commentaires, le jeune écrivain affermissait son talent et s'efforçait d'acquérir des qualités nouvelles. L'étude et la réflexion sont de bonnes conseillères; M. Freiligrath comprit peu à peu que ces tableaux matériels, ces fantaisies outrées, n'étaient pas précisément la poésie la plus haute, et, sans renoncer à ces soins de la forme où il excelle, il songea davantage à la pensée, à l'émotion, à l'ame enfin, sans laquelle il n'y a point d'inspiration véritable. Revenue des terres lointaines, des plateaux du Thibet et des plaines brûlées des Cafres et des Hottentots, sa muse s'enferma dans une maison solitaire aux bords du Rhin. Là, elle travaillait, elle s'interrogeait elle-même, elle surveillait attentivement l'emploi de ses forces, et le calme de cette solitude lui fut vraiment favorable. Quand M. Freiligrath publia son *Album de Roland*, on vit chez lui une direction toute nouvelle, et de sérieux efforts pour atteindre à un degré plus élevé de son art. Une émotion plus sincère, absente trop souvent dans son premier recueil, animait ces strophes brillantes. Ce n'était plus seulement un coloriste audacieux qui nous étonnait, c'était un poète ému qui parlait à notre ame. Mais quoi! M. Freiligrath va être troublé bientôt dans sa studieuse retraite. L'opinion démocratique avait voulu s'emparer de son brillant atelier; à son tour, le parti conservateur fera invasion, aux bords du Rhin, dans la paisible demeure du poète, et l'auteur de l'*Album de Roland* sera placé, bon gré, mal gré, aux avant-postes de la société qu'on assiège. C'était le temps, en effet, où le bataillon des poètes politiques s'organisait avec un certain éclat : M. Hoffmann de Fallersleben, destitué pour ses chansons, avait perdu sa chaire à l'université de Breslau; M. Dingelstedt, allumant sa lanterne et sonnant les heures, chantait, du haut de la tour, les mélancoliques refrains du *veilleur de nuit;* M. Prutz abandonnait la polémique des journaux, et, devenu poète par imitation, il ajustait des rimes emphatiques à ses articles de la veille; enfin, M. George Herwegh, le plus irrité et le plus éloquent,

faisait retentir dans ses strophes guerrières je ne sais quel cliquetis de lances et d'épées. Au milieu de ces voix sonores qui s'élevaient de toutes parts, on put craindre un instant que tous les poètes ne suivissent l'orageuse bannière de M. Herwegh. Quoi! pas un ne nous resterait! pas un, pensaient-ils, ne continuerait à chanter paisiblement! La Muse, toujours si rêveuse, toujours si inoffensive du Rhin jusqu'au Danube, la Muse allait porter partout des idées de liberté et de réforme! L'inquiétude était grande, quand tout à coup on s'avisa de songer à M. Freiligrath. Dans l'effroi subit qui se répandait, on ne demandait plus qu'un seul juste pour sauver la ville. *Hic vir, hic est*....... Ce juste, ce sauveur, on le proclama donc, sans l'avoir prévenu, et bien décidément cette fois M. Freiligrath fut transformé en représentant officiel de la poésie conservatrice.

Je ne crois pas que le jeune poète se soit prêté davantage à cette brusque et singulière tactique. Indifférent à toutes ces luttes, sa vanité toutefois était flattée par le bruit qui se faisait autour de lui. Pour qui se décider cependant? Quel drapeau choisir? Si les deux partis avaient persisté à se disputer sa réputation, M. Freiligrath eût sans doute été fort empêché dans son choix; mais cet embarras lui fut épargné. Au moment même où le parti conservateur s'emparait de son nom, ses premiers admirateurs, sans rompre ouvertement avec leur protégé, se retiraient peu à peu et l'abandonnaient. La Muse si décidée de M. Herwegh devait faire oublier les vers de M. Freiligrath, et les rédacteurs des *Annales de Halle* s'étonnèrent eux-mêmes d'avoir pu signaler son apparition comme le début d'une poésie toute libérale. J'ai sous les yeux une série d'articles, du mois de septembre 1841, où les *Annales de Halle*, devenues alors les *Annales allemandes*, expriment en termes polis, mais très nets, cette sorte de rupture avec le poète qu'on aimait hier. Ces articles, signés des initiales de M. Arnold Ruge, sont consacrés particulièrement à M. Herwegh, aux *Poésies d'un vivant*, dont la publication récente avait obtenu un succès extraordinaire. On pense bien que M. Herwegh y est exalté avec enthousiasme, comme le vrai poète de la génération présente; quant à M. Freiligrath, le matérialisme ardent de ses premiers vers ne peut plus le sauver, il est oublié désormais. Négligé ainsi par ceux qui l'avaient si fort vanté la veille, M. Freiligrath devait suivre les nouveaux amis qui lui adressaient les plus affectueuses avances, et bientôt en effet, sans amour et sans haine, il se laissa mener, timidement encore et presque à son insu, par ce courant perfide qui faisait dériver son frêle esquif.

Cette situation, indécise d'abord, devint peu à peu plus nette. Plusieurs circonstances vinrent fixer, toujours malgré lui, les incertitudes du brillant écrivain. Dans ce recueil nouveau, dont M. Arnold Ruge avait salué la publication avec des cris de victoire, M. Herwegh fondait pour ainsi dire une école, et formulait des principes très décidés; il voulait que le poète prît parti dans les luttes de son temps, il commandait l'action, et pour marquer sans équivoque les positions diverses, pour éviter toute méprise, il apostrophait avec une certaine vivacité railleuse les écrivains que le culte paisible de l'art éloignait du champ de bataille. C'était indiquer expressément la place que chacun occupait, et en quelque sorte ranger deux armées en présence. Or, M. Freiligrath était rangé par M. Herwegh dans l'armée ennemie. Je trouve, dans les dernières pages des *Poésies d'un vivant*, une série de sonnets particulièrement consacrés à ces délicates questions de personnes. Le jeune tribun s'adresse tour à tour aux écrivains en renom, aux écoles célèbres, aux différens groupes, et c'est pour les classer, comme j'ai dit tout à l'heure. Il interpelle d'abord les poètes de la nature, si nombreux en Allemagne, poètes de la Souabe, postérité gracieuse de Schelling, chantres naïfs d'un panthéisme innocent: combien sont-ils? Qui pourrait les compter? Qui pourrait surtout les suivre dans leurs mélodies inépuisables? A force de voir la divinité partout, à force de la chercher dans un fétu de paille, dans un ciron, dans un atôme, ils ont condamné la Muse à l'infiniment petit, et certes, de Heilbronn à Ludwigsbourg, il n'y a pas un brin d'herbe qui n'ait inspiré un volume. « Vous faites bien, leur dit M. Herwegh; Dieu remplit l'univers : chantez-le en toute chose, et découvrez-le à nos ames; mais quand le lion est devant vous, c'est le lion qu'il faut chanter, et non l'invisible insecte perdu dans sa crinière. » Plus loin, c'est à Uhland lui-même qu'il s'adresse : « O maître, je ne lis plus tes chansons, tes douces ballades, tes histoires d'amour et de chevalerie. Nous avons d'autres amours maintenant et d'autres haines. Une seule de tes ballades m'est restée en mémoire; te rappelles-tu celle qui commence ainsi : Malheur à vous, ô fiers palais! *Weh euch ihr stolzen Hallen!* » Des poètes, M. Herwegh passe aux artistes, et il leur recommande aussi de consacrer, chacun à sa manière, les douleurs et les espérances de l'époque présente. Tous ces sonnets sont élégans, habiles, irréprochables, et une sorte d'urbanité assez rare dans les vers emportés du jeune poète tempère tous les reproches, adoucit tous les coups qu'il frappe. Voici ce qu'il dit à M. Freiligrath :

« Le ciel commençait à redevenir bleu; l'hiver s'apprêtait à faire sa retraite,

et la terre se parait de végétation nouvelle; je pris ton livre et m'y plongeai profondément.

« Soudain un secret et ardent désir s'empare de mon ame; je vois les plumes de l'autruche qui s'agitent, je me crois dans *les Mille et une Nuits* : là, pensé-je, les femmes seraient si douces pour moi !

« Mais voilà que ma bien-aimée m'apporte les premières fleurs du printemps; elle vient avec son châle bleu, avec sa légère robe rose, et me tend sa main plus douce que la soie.

« Adieu, encore cette fois, à ton cher Orient! mon cœur, si avide, il y a un instant, des contrées lointaines, mon cœur restera dans la terre natale et y cherchera sa vie. »

Assurément, rien n'est plus poli, rien n'est plus inoffensif; mais, malgré la grace parfaite du langage et des idées, ce petit sonnet si peu redoutable prend une signification assez vive par la place qu'il occupe. M. Freiligrath était relégué désormais parmi ces indifférens que Dante n'a jugés dignes ni du paradis ni de l'enfer, et qu'il a condamnés aux limbes. M. Herwegh ne s'irritait pas non plus contre le poète de l'Orient, contre l'habile trouvère de Roland et des châteaux ruinés du Rhin; mais son ironique politesse lui marquait sa place dans le monde fantasque des *Mille et une Nuits*, ou dans les limbes immobiles de l'école romantique; car en même temps qu'il rangeait ainsi du même côté Uhland, M. Tieck, M. Freiligrath, il saluait avec enthousiasme les poètes qui s'étaient mis au service des idées nouvelles, M. Dingelstedt, M. Follen, et l'auteur éloquent d'un beau drame sur la mort de Danton, M. George Büchner, enlevé aux lettres par une mort prématurée. Les partis étaient donc très distincts, très reconnaissables; M. Herwegh avait enfermé chacun dans son camp.

On comprend que les écrivains conservateurs dussent profiter de cette circonstance, et que M. Freiligrath fût attiré de plus en plus et circonvenu de mille façons par la littérature du pouvoir. Quelques mois après, en janvier 1842, l'auteur de l'*Album de Roland* recevait une pension du roi de Prusse.

Pourquoi ne pas laisser au poète la suprême indépendance qui est le meilleur privilége de la Muse? Pourquoi troubler ce repos qui aurait pu être fécond? Quelle imprudence à ces deux partis opposés d'avoir ainsi persécuté ce timide artiste qui ne voulait qu'un peu de solitude pour rêver aux scènes éclatantes du désert, et nourrir en paix son imagination! Si M. Herwegh eût réussi alors à pousser M. Freiligrath dans les voies de la poésie démocratique, était-ce pour sa cause un allié bien puissant que ce poète arraché par la vanité aux études

paisibles, et devenu tribun par complaisance? Et que dire du parti conservateur? Comment a-t-il pu croire que M. Freiligrath lui serait jamais d'un grand secours? Comment n'a-t-il pas prévu l'éclat inévitable qui devait rompre un jour cette ridicule amitié, et les rancunes très légitimes que lui garderait le brillant écrivain? Il n'a réussi, en effet, qu'à faire au jeune poète une sotte et fausse position. Je ne reproche pas à M. Freiligrath la pension qu'il a acceptée; je lui reproche, et surtout à ses protecteurs, les embarras qu'il s'est créés et les fautes qu'il a été entraîné à commettre. En continuant paisiblement les travaux qui avaient commencé sa réputation, il montrait que la faveur du roi était venue trouver un poète digne d'estime, un honorable artiste, mais qu'elle n'était point la récompense d'un engagement contraire à la dignité de la Muse. Cet engagement, j'en suis bien sûr, n'existait pas; mais on put croire qu'il avait été conclu, et M. Freiligrath autorisa de tels soupçons le jour où, sans motif sérieux, sans conviction décidée, il se jeta dans ces luttes qui n'étaient pas faites pour son talent, et injuria en termes pleins d'amertume M. Herwegh et son parti. Rangé parmi les défenseurs de la politique du roi de Prusse, il se croyait engagé, bien que malgré lui, à combattre les adversaires du pouvoir; d'un autre côté, il était interpellé doucement par l'auteur des *Poésies d'un Vivant*, et l'embarras de ce rôle singulier devenait chaque jour un tourment plus cruel pour cet honnête et pacifique artiste. Un jour donc, il rompit tout à coup son silence, et sans y être poussé par une conviction forte, agité seulement par une sorte de colère fébrile, il écrivit contre M. Herwegh cette moqueuse diatribe dans laquelle on sent bien plutôt le dépit, la mauvaise humeur, l'inquiétude d'une situation fausse que la vivacité sincère d'une opinion ardemment embrassée. C'était le lendemain du jour où M. Herwegh, ébloui par le succès de son livre, troublé par son voyage à Berlin, enivré d'ovations, de fêtes, de banquets, écrivit au roi de Prusse de si étranges gasconnades. C'est à cette fastueuse épître que répond M. Freiligrath; la pièce est intitulée : *Une Lettre.*

« Quel voyage! quelle course triomphale à travers le monde! quel éclat de torches depuis Zurich jusqu'à Berlin! du fond des cœurs, et aussi du fond des cuisines, l'encens montait vers toi. Les propos de table venaient, par pelotons, frapper bruyamment tes oreilles.

« Nouveau saint George, tu allais, libre et fier, à travers l'Allemagne, cherchant, pour l'égorger, le dragon de la tyrannie. Comment donc se fait-il que le monstre siffle encore sans crainte? n'aurais-tu pas d'aventure, dans l'ivresse du festin, laissé passer l'heure propice?

« Ah! fier dictateur, comme ton sceptre s'est vite brisé! L'agitateur n'est plus; que reste-t-il? Un Souabe. Quoi! ta fleur est déjà flétrie! Ta couronne, pauvre ami, pend déjà de travers sur ton oreille! C'est toi-même qui as écrit pour ta gloire la lettre perfide qui l'a tuée.

« Maintenant, philistins et envieux peuvent mettre la main sur toi. « Voilà, voilà le vivant! il s'est frappé de mort! » Ah! celui que pare le vêtement de la célébrité doit le garder avec soin, comme une neige sans tache. Tu l'as trop prouvé : c'est la gloriole qui flétrit la gloire.

« Si quelqu'un se dit le défenseur de nos libertés, que ce soit un soldat éprouvé déjà, et qu'il prenne garde, au lieu de la chose publique, de ne nous donner jamais que son moi. Quand la lutte est sérieuse, quand on brise des lances pour la cause de tous, qu'il n'aille point, ce glorieux, prendre en main la lance de l'orgueil.

« Celui qu'on a accueilli comme toi avec la coupe de l'honneur, comment a-t-il pu y trouver la folie au moment où tout un peuple buvait à sa santé? O honte! tomber dans l'ivresse, la bouteille à la main! et bégayer, au milieu des fumées du vin, les malédictions du ridicule!

« Ce fut là ton sort!—Le héros peut tomber avec honneur dans le bruit de la bataille. Autrefois et aujourd'hui, bien des citoyens sont partis pour l'exil; mais autour d'eux, dans la foule, point de cris, point de reproches; leur étoile s'éteignait au ciel, noblement et sans se flétrir.

« Si la corde liait leurs mains, la liberté leur tendait les siennes. Le regard sombre de leurs amis ressemblait au feu de la torche qui va mourir. Les fronts étaient chargés d'orages; les murmures s'échappaient sous les visières baissées; la colère mal contenue grondait. Ah! s'il en était de même avec toi!

« Toi! c'est un bruit sourd, à peine saisissable, qui te suit, comme il suit le stupide faucheur. Quel bruit! le tremblement de la végétation sur le jeune arbre de la liberté, le bruit des feuilles et des fleurs qui le paraient si gracieusement, et que ta faulx, grand Dieu! a brisées presque toutes d'un seul coup!

« Ainsi tu vas!—Ce que j'ai dit sonnera durement peut-être à tes oreilles; mais celui qui a injurié Arndt a mérité le même traitement. Tu disais que le vieux géant était trop vieux pour nos luttes; tu n'as prouvé qu'une seule chose, c'est que tu es trop jeune.

« Adieu donc! — mais que ce soit pour revenir cependant! La liberté peut pardonner! Rapporte-nous ton ancien honneur, rapporte-nous-le avec des chants! Fais flotter deux fois les étendards éclatans de la poésie! O poète, répare ta défaite! Pauvre Souabe, fais oublier tes sottises! »

Sans doute, les conseils que donne ici M. Freiligrath, les reproches qu'il lance si vivement, vont presque tous et parfaitement à leur adresse; mais ce n'était pas à lui peut-être qu'il appartenait de s'exprimer ainsi. Le dirai-je? il semble que l'auteur s'efforce de se donner le change à lui-même; on voit trop qu'il sent le besoin de se faire illusion; il vou-

drait croire qu'il a tout-à-fait le droit d'admonester son ardent confrère. M. Herwegh venait d'adresser au roi de Prusse une lettre emphatique, où une déclamation de mauvais goût compromettait misérablement ce qu'il y avait de sincère et de généreux dans les espérances de son parti : le poète, se sentant devenir dieu, avait substitué la vanité fanfaronne à la cause sacrée des libertés publiques; aussitôt M. Freiligrath se hâte de railler cette fâcheuse démarche du jeune écrivain, et, cela est trop visible, il croit faire oublier la faute toute différente qu'il a commise lui-même. Ce fut, au contraire, une nouvelle erreur, un nouvel engagement plus regrettable encore; c'était un pas de plus dans cette voie embarrassée où l'avaient poussé de si mesquines circonstances.

A partir de ce moment, les choses furent plus nettes. M. Freiligrath ne pouvait plus se dédire; il avait enfin accepté ce rôle que des conseillers intéressés lui insinuaient perfidement, il avait pris et agité leur drapeau d'une main à la fois tremblante et irritée. La guerre des deux poètes s'envenima d'heure en heure. Vers la même époque, un autre poète, moins connu sans doute que M. Freiligrath, mais qui n'est point sans valeur, M. Emmanuel Geibel avait reçu comme lui une pension du roi de Prusse. M. Geibel habitait, comme M. Freiligrath, sur les bords du Rhin et dans la même ville. Est-ce le hasard qui l'a voulu? étaient-ils unis d'amitié? y avait-il entre eux un commerce sincère de pensées et de sentimens? Je n'en sais rien; mais il arriva que tous deux, dans leur résidence de Saint-Goar, écrivirent presqu'en même temps contre M. Herwegh. Cette double attaque partie du même lieu, ces deux coups d'arquebuse tirés du même rempart, paraissaient indiquer un plan concerté et une sérieuse déclaration de guerre. Il fut dès-lors admis par un grand nombre que MM. Freiligrath et Geibel étaient décidément les chefs d'une poésie officielle. M. Herwegh le comprit ainsi; or, tous les ménagemens étant désormais impossibles, l'auteur des *Poésies d'un Vivant* revint sans peine à sa vivacité accoutumée, et les deux chevaliers du roi de Prusse, derrière les créneaux de Saint-Goar, eurent à subir en prose et en vers plus d'un rude et vigoureux assaut.

Ce ne fut pas seulement M. Herwegh qui accepta le défi de son adversaire; presque tous les poètes politiques prirent part à ce débat. M. Freiligrath devint l'objet de maintes railleries, les unes très acerbes, les autres moins vives sans doute, mais tout aussi cruelles pour son amour-propre. On parodiait volontiers les refrains de ses chansons orientales; M. Freiligrath avait commencé un de ses chants par ces

mots : Ah! que ne suis-je à la Mecque! M. Prutz lui dérobe ironiquement son vers pour en faire le sujet d'une pièce moqueuse. Quand M. Dingelstedt part pour Constantinople : « Quoi! vous aussi, lui disent ses confrères, vous aussi, vous allez à la Mecque! Vous voilà bientôt musulman, comme Freiligrath! » Musulman, ce n'était pas assez dire, et on va le transformer bientôt d'une manière moins humaine; le poète du désert de Sahara sera assimilé sans façon à quelqu'un des héros qu'il a chantés, ours, tigre ou dromadaire. C'est M. Henri Heine qui a imaginé cette métamorphose dans ce bizarre poème d'*Atta-Troll*, où il préludait gaiement aux hardiesses des *Poésies nouvelles*. *Ist Freiligrath kein Dichter?* Est-ce que Freiligrath n'est pas poète? dit plaisamment l'ours de M. Henri Heine dans ses mélancoliques réflexions sur la destinée des bêtes, et citant avec orgueil les noms illustres de ses confrères aux pattes velues. Les railleries continuaient sur ce ton, et chaque nouveau recueil de vers politiques apportait son épigramme cruelle ou plaisante.

Toutes ces piqûres d'épingle inquiétaient peu sans doute le jeune poète, et certes ce n'est pas pour expliquer la brusque résolution prise par lui il y a quelques mois que je rapporte de telles misères; mais à force d'être ainsi interpellé et mis en scène, M. Freiligrath devait prendre malgré lui un intérêt plus vif à ces questions du jour auxquelles les dispositions naturelles de son esprit l'auraient laissé fort indifférent. Il devait sentir combien le parti dont il avait accepté aveuglément l'influence était abandonné d'heure en heure, combien les espérances de l'Allemagne, audacieusement trompées après trente années d'attente, autorisaient les réclamations des gens de bien, et légitimaient cette opposition chaque jour plus nombreuse et plus vive. Sans doute, et ce n'est pas moi qu: le nierai, il est permis à un poète, quoi qu'aient dit M. Herwegh et M. Arnold Ruge, il est permis à un artiste, à un amant studieux du beau, de ne pas égarer la Muse dans la mêlée tumultueuse; il lui est permis de dire ce que répondait le noble auteur des *Harmonies* aux vers injurieux de la *Némésis :*

Non, sous quelque drapeau que le barde se range,
La Muse sert sa gloire et non ses passions;
Non, je n'ai pas coupé les ailes de cet ange
Pour l'atteler hurlant au char des factions.
Non, non, je l'ai conduite au fond des solitudes...

M. Freiligrath pouvait penser ainsi; mais le jour où le poète prend parti dans ces luttes du moment, le jour où il abandonne les solitudes,

où il affronte les dangers de la vie active, il est regrettable qu'il s'associe à une opinion illibérale, et qu'il combatte, au lieu de les éclairer et de les anoblir, les mouvemens sérieux, les développemens légitimes de la pensée publique. On lui pardonnerait plus volontiers les témérités et les folles aventures. M. Freiligrath dut le sentir bien vivement quand il commença à voir clair dans ces questions si nouvelles pour lui. Malgré le costume officiel qu'il avait accepté, sans trop y songer, sa pensée, au fond, était libérale. S'il avait pu se consulter lui-même, s'il avait eu le temps d'interroger sa conscience avant d'engager sa parole, il n'y a point de doute qu'il n'eût chanté la liberté et les droits de l'Allemagne. On vient de voir comment il avait été peu à peu séduit et enveloppé. « Pauvre poète! s'écriait un critique allemand quelques semaines seulement avant la conversion inattendue de M. Freiligrath, pauvre poète! le voilà affublé, bien malgré lui, d'un uniforme, et obligé de faire bonne mine à mauvais jeu! Comment il s'en tirera? c'est ce qui le regarde. Tous ses vers, ses chasses de lions, ses émirs dans le désert, son hymne à Diégo Léon, sa lettre à M. Herwegh, et ses propres chants de liberté, comment fera-t-il pour les soumettre à cette même étiquette qu'on lui impose, malgré qu'il en ait? Ce n'est pas là un médiocre embarras. » Il n'y avait qu'un moyen pour M. Freiligrath de sortir, par un coup décisif, de toutes ces déplorables incertitudes : c'était de déclarer enfin son erreur et de rompre dignement, sans colère, avec le parti qui avait compromis sa muse. Les lignes que je viens de citer étaient insérées dans un recueil littéraire (*Bluetter für literarische Unterhaltung*), le 17 septembre 1844. Quinze jours après, au commencement du mois d'octobre, M. Freiligrath publiait sa *Profession de foi*, et il ouvrait son volume par cette épigraphe d'une lettre de Chamisso, qui résume avec vérité la situation de son esprit : « Je ne suis point passé des tories aux whigs, mais, dès que j'eus ouvert les yeux sur moi, je m'aperçus que j'étais whig. »

La *Profession de foi* de M. Freiligrath est intéressante par sa franchise. L'auteur n'a pas cherché à dissimuler les vers qu'il a écrits depuis deux ans sous une tout autre inspiration; il les reproduit bravement à côté des hymnes où s'éveille enfin sa pensée frémissante. Il y a deux hommes dans ce livre, le whig d'aujourd'hui et le tory de la veille, ou plutôt, pour parler comme le poète, ce whig endormi qui s'ignorait lui-même. Ces manifestes de poésie officielle ne sont pas, après tout, aussi compromettans qu'on pourrait le craindre; excepté sa dure invective contre M. Herwegh, je ne trouve rien dans cette première partie dont un poète libéral doive se repentir très vivement.

Si M. Freiligrath s'est exécuté de bonne grace, si sa confession a été franche et complète, s'il a imprimé dans son recueil toutes les pièces publiées çà et là dans les journaux pendant les deux années qu'on lui reproche, son crime, en vérité, n'est pas irrémissible. Sa plus grande faute sera toujours, comme nous l'avons dit, de s'être laissé engager, par faiblesse, dans des embarras ridicules, et le plus fâcheux souvenir de cette faute, ce seront les strophes cruelles lancées avec tant de violence contre un homme qui adoucissait sa voix pour lui parler, et qui voulait, par des railleries aimables, par une ironie permise, l'attirer peu à peu dans les rangs de la liberté. Le poète a expié ses torts en réimprimant cette diatribe à côté des pièces nouvelles qui en feront mieux ressortir l'amertume factice; c'est la punition qu'il s'est infligée à lui-même. Du reste, dans cette première partie, dans ce recueil tory, je ne rencontre, avec les vers contre M. Herwegh, que des pièces, un peu pâles peut-être, mais inoffensives, et où n'éclate aucun sentiment que doive répudier la muse convertie de M. Freiligrath. C'est un hymne sur l'exécution de Diégo Léon, ce sont des strophes écrites, il y a deux ans, à propos de la mort récente de Charles Immermann; c'est une pièce intitulée *les Vents*, dans laquelle le poète, en comparant le souffle de la liberté à une douce haleine de printemps, à une tiède matinée de mai, semble maudire les vents irrités qui rugissent autour de lui et condamner la muse orageuse de M. Herwegh. C'est encore une élégie fort belle sur la poésie romantique; le poète la rencontre aux bords du Rhin, dans les tours en ruines, dans les cimetières abandonnés; ce fantôme pâle, éploré, cette femme en deuil, c'est elle! Elle pleure un monde qui n'est plus, elle, veuve du moyen-âge. Le poète se jette à ses genoux, il l'implore, il lui demande quelques-unes des mystiques extases que ne connaît pas la bruyante activité du monde moderne. Vous croiriez que le rêveur renonce ici à l'esprit de son temps, et que c'est là une des pièces qui inquiétaient et irritaient ses confrères; mais, non, il s'arrache bientôt aux séductions du passé et rentre dans la vie. Voilà, si l'on veut, une transition, et nous sommes amenés tout naturellement à la seconde partie du volume. Le trouvère a dit adieu aux ombres décevantes du moyen-âge; la nuit mystérieuse de cette poésie voilée s'efface par degrés dans son imagination; l'aube blanchit déjà le sommet des collines, tout est prêt pour la journée nouvelle.

Bon Matin, bon Jour, c'est le titre même de la fraîche et gracieuse pièce qui ouvre la seconde partie, la partie importante, sérieuse, du livre de M. Freiligrath. La nuit, sur les bords du Rhin, est peuplée de

fantômes trompeurs; mais quand le jour se lève, il faut, malgré les enivremens mystiques de la nature, malgré les incantations de l'ondine qui attire le pêcheur au fond des eaux, il faut secouer ce sommeil perfide, et féconder en soi les vigoureux instincts de la pensée moderne, comme ce grand fleuve qui porte la vie dans les riches vallées. M. Freiligrath sera le poète des contrées rhénanes; ce sera son rôle dans le chœur des poètes où il vient prendre sa place. Sur cette grande ligne du Rhin où les principes du monde nouveau ont pénétré avec l'épée, dans ces sillons vivaces d'où on n'a pu arracher complètement les semences que nous y avons jetées, dans ces nobles villes qui gardent toujours, quoi qu'on puisse dire, la visible empreinte de 92, le poète n'est-il pas admirablement placé pour chanter? Là, les grandes idées naissent d'elles-mêmes, et avec une netteté, avec une précision bien rares en Allemagne. Le souffle de la révolution est encore là. Au lieu des cris de guerre, au lieu des proclamations emphatiques qui défraient le volume éloquent, mais bien pauvre d'idées, de M. Herwegh, j'aperçois dans les strophes de M. Freiligrath des doctrines nettes, décidées, des principes de droit et de justice qui m'attirent. J'y vais tout droit pour marquer le caractère de son livre. Quoiqu'il combatte souvent et avec aigreur l'influence française, il la subit à son insu, et, qu'il le sache, il lui doit ses meilleures inspirations. La tribune qu'il a choisie sur les bords du Rhin, sur un sol remué par nos armes et nos idées, cette tribune est la plus noble qu'il y ait en Allemagne; il suffit d'y élever la voix pour réveiller les glorieux échos.

Je trouve d'abord dans le recueil de M. Freiligrath une forme très heureuse et qui ne s'était pas encore rencontrée chez les poètes politiques de son pays. Ce sont ces ballades vives, dramatiques, d'un dessin ferme, d'une couleur brillante, qui lui servent à mettre en relief les idées qu'il défend. Presque tous ses confrères, M. Prutz, M. Hoffmann, M. Dingelstedt, M. Herwegh, aiment à se répandre en imprécations; ce ne sont que dithyrambes, odes pompeuses, invocations bruyantes, cris de bataille. Il y a là beaucoup plus de tapage que de vraie poésie. C'est le vacarme d'une musique militaire dont tous les instrumens ne sont pas d'accord. M. Hoffmann joue du fifre et agite ses grelots; M. Prutz bat la grosse caisse d'un bras vigoureux; M. Herwegh, pour imiter les Germains d'Arminius, chante un bardit avec accompagnement de lances et de boucliers. Ce chœur d'opéra-comique est fatigant, s'il se prolonge trop, et l'on regrette que beaucoup de vrai talent soit ainsi dépensé en lieux communs et en déclamations. L'année dernière, à propos des *Poésies d'un vivant*, j'indiquais à M. Herwegh

certaines chansons de Béranger, où des sujets analogues aux siens sont traités avec un art dont les poètes politiques d'Allemagne ont grand tort de se croire dispensés. Je lui rappelais cette belle ballade des *Contrebandiers*, dans laquelle les sentimens exprimés chez M. Herwegh par une vaine et bruyante rhétorique sont rendus avec tant de vie, de mouvement, d'originalité. Eh bien! je trouve chez M. Freiligrath plusieurs essais fort heureux de cette poésie plus haute qui manque à ses devanciers, et à laquelle cependant plus d'un parmi eux serait digne d'atteindre. Au lieu de répéter en des variations interminables le thème, le motif adopté, le poète s'est exercé à une composition vive et nette; il a essayé de mettre en relief, par quelque tableau habilement imaginé, les idées qu'il veut répandre. Ce sont des ballades, des élégies, de petits drames, courts, nets, bien conduits, bien terminés, et d'où la pensée jaillit avec lumière. Ce talent de composition que M. Freiligrath avait montré d'abord dans des peintures chargées de couleurs trop fortes et que n'illuminait aucune idée, il l'applique cette fois aux sentimens nouveaux qui l'animent. On peut vraiment louer sans réserve cinq ou six ballades de ce genre, en regrettant seulement que l'auteur abandonne si tôt, et pour ne plus la retrouver, l'heureuse veine qu'il a découverte. M. Daniel Stern a indiqué ici, d'une main délicate, la douce et triste ballade de *Rübezahl;* je n'ai rien à ajouter, mais je signalerai les autres pièces qui viennent se joindre à cette élégie lugubre, et forment avec elle un chœur désolé dont les plaintes pénétreront plus avant que les rimes sonores des couplets belliqueux.

C'était une excellente idée de nous peindre d'une manière si dramatique et si naïve les malheurs de la Silésie, la détresse du peuple, l'affreuse misère des pauvres tisserands. L'enfant de l'ouvrier a entendu conter, hier soir sans doute, la vieille légende de Rübezahl, du bienfaisant génie de la montagne, et le lendemain, en portant sa toile à la ville, il s'arrête dans la bruyère, il appelle le bon génie, le sauveur du pauvre paysan : « Rübezahl! Rübezahl! Il va venir, pense-t-il; il m'achètera ma toile, car nous ne sommes pas des mendians, nous ne demandons que le salaire de notre ouvrage. Si cette toile lui convient, il en voudra d'autres, et nous en avons de si belles à la maison! Alors mon père ne jurera plus; ma mère ne sera plus si triste, si désolée. Rübezahl! Rübezahl! » Il appelle toujours, mais Rübezahl ne vient pas, et l'enfant découragé, désespéré, éclate en sanglots qui fendent le cœur, car à qui se confier maintenant? à quel sauveur s'adresser si Rübezahl lui-même abandonne le pauvre tisserand? Il y a dans tout

ce tableau une émotion irrésistible, et puis, voyez l'intérêt puissant de ces plaintes si légitimes et comme elles deviennent plus douloureuses dans cette bouche naïve! Puisque les pères ne peuvent obtenir justice, le poète fera parler les enfans, il les enverra demander secours aux puissances mystérieuses, aux gnomes de la bruyère, aux anges du paradis, et des voix monteront de toutes parts pour protester contre la misère et l'oppression. Je retrouve la même intention dans une pièce moins belle peut-être, moins dramatique, mais qui emprunte un intérêt tout aussi douloureux aux funèbres circonstances qui l'ont inspirée. C'est l'élégie que l'auteur a intitulée *Une Ame, Eine Seele.* Vous venez de voir l'enfant du pauvre, le fils du fabricant de toile, demandant au bon génie de la bruyère le salaire de la semaine, un peu d'argent, un peu de pain, pour son père qui a tant travaillé, pour sa mère qui se lamente. Cet autre enfant que l'auteur met en scène ne demande pas du pain, il demande le bon droit, la justice, la liberté. Son père a été jeté en prison, dans un duché d'Allemagne, sur on ne sait quelle vague accusation de complot. C'était pourtant un homme éminent, un publiciste, un jurisconsulte distingué, un professeur de l'université de Marbourg. Au mépris des plus simples règles de l'équité naturelle, on l'a laissé au cachot pendant cinq ans, sans le vouloir juger. Il faut dire, à l'honneur de ce pays, l'universelle indignation que soulevèrent ces procédures monstrueuses. Les défenses, les consultations, se succédaient sans relâche; les jurisconsultes les plus vénérés protestèrent avec force contre ces honteuses violences; une fois, ce fut M. Mittermaier, l'ancien président de la chambre des députés du duché de Bade, et la consultation du célèbre professeur ne fut ni la moins énergique ni la moins redoutable. Vains efforts! le cri de la conscience publique était insolemment dédaigné. Il eût fallu ici un Voltaire : la plume intrépide qui réclamait pour Sirven et Labarre contre l'iniquité de son temps n'eût pas été inutile pour rappeler la notion du juste à ces tribunaux secrets, à cette magistrature dépendante. Ces puissances occultes sont terribles; rappelez-vous l'archiduc des chats-fourrés dont Rabelais a dessiné l'effrayant portrait. Puisque nul n'a réussi, ce sera un enfant qui parlera; mais à qui s'adressera-t-il? A Rübezahl? au bon génie de la légende? Non, à Dieu, au ciel, aux grands hommes de la patrie qui, entrés déjà dans une vie meilleure, habitent les sphères célestes. Il montera au ciel, et peut-être les sauveurs invoqués par lui seront-ils moins sourds que Rübezahl. Écoutez; c'est une triste et touchante histoire. Tandis que M. Jourdan, épuisé par cette longue captivité, attend sous

les verrous l'heure du jugement qu'il sollicite et que l'Allemagne entière réclame pour lui, sa femme et ses enfans demeurent privés de toutes ressources, et sans les secours de la bienfaisance publique, cette détresse allait aux dernières extrémités. Cependant un des enfans de Jourdan, une toute jeune fille, vient de mourir l'an dernier au milieu de cette effroyable misère. C'est elle que le poète conduit au ciel dans l'assemblée des grands citoyens du pays, et celui qui la reçoit, à côté de Schiller, à côté de Schubart, c'est le fier et courageux Seume, né, comme Jourdan, dans le duché de Hesse, et exilé, il y a cinquante ans, par ceux qui emprisonnent aujourd'hui le noble publiciste.

« Une jeune ame s'envola vers le ciel; d'un vol léger elle monta; c'était presque un enfant encore, pure, sans tache; elle entra timidement par les portes d'or.

« Ah! c'est la fille du patriote. » Un murmure court çà et là dans la nue. Parmi les morts d'Allemagne, les meilleurs se lèvent et s'empressent à sa rencontre.

« Voici venir le noble et ferme Seume, l'homme de la liberté et de la poésie; Schiller se hâte à travers les lumineux espaces; puis Hutten, puis Schubart. — Tous, tous, ils arrivent.

« Ils la contemplent avec une ineffable douleur, ils la saluent (ah! combien d'amour, de respect et de douceur!), et, sans dire un mot, leurs regards inquiets interrogent son visage, son douloureux sourire.

« Mais elle, elle incline la tête, elle baisse les yeux, elle reste là, tremblante et brisée; de chaudes larmes coulent de ses yeux, que n'a pu fermer la main paternelle.

« Voyez alors le noble Seume, comme son poing tremble malgré lui! Comme les veines se gonflent sur le front large et sombre de Schubart!—La liberté n'existe que dans le royaume des songes, dit Schiller plein d'une colère amère.

« Mais Seume : « Jeune fille, console-toi! la mort aussi, tu le sais, est un libérateur! Qu'ils bâtissent des prisons, qu'ils forgent des chaînes; ton père sera libre avec les hommes libres.

« Libre, vers moi, vers nous, il viendra un jour. Lui aussi, il sera mort pour la patrie! Lui aussi, il sera une lumière sacrée vers laquelle, durant la tempête, les Allemands élèveront leurs cœurs et tendront les mains.

« Avec quel orgueil son ame épuisée se reposera! Ce sera son premier repos, je le sais! Prie pour qu'il meure! prie, enfant! Je connais les puissans dont l'iniquité a brisé ses forces.

« Ceux qui le tiennent dans l'étroit cachot sont ceux qui me poussaient jadis, loin de ma patrie, dans l'immense univers. C'est la même race de tyrans. Ne t'a-t-on point parlé de Seume, qui s'embarqua pour la Nouvelle-Hollande?

« Prie donc pour que bientôt, aux bords du Lahn, l'herbe nouvelle joue et serpente sur un tombeau. La place de ton père est ici, près de Hutten. Fille de Jourdan, prie, et sois consolée! »

Assurément, de tels vers, de telles plaintes, animées par un sentiment si légitime, doivent servir énergiquement les intérêts les plus vifs de la cause libérale. La question de la publicité des tribunaux est une de celles que le parti constitutionnel doit ramener sans cesse, avec force, avec persévérance, avec la ferme volonté d'obtenir justice; or, ces peintures simples, vraies, qui ne sont que l'expression sentie de douleurs hélas! trop réelles, aideront beaucoup à populariser cette cause sacrée. Quand le poète aura touché les cœurs, quand il aura porté partout ces tableaux lamentables, le devoir des jurisconsultes sera plus facile; ils trouveront dans le sentiment public une sympathie plus directe, une plus vigoureuse assistance. Voilà un bon exemple, une excellente direction à suivre, et, dans le cercle de la poésie politique, le plus heureux, le plus efficace, le plus noble emploi de la Muse.

Je citerai une autre ballade d'un intérêt moins élevé, mais qui, par sa forme vive et tragique, signale bien douloureusement aussi les vices d'une législation inhumaine. Que les tribunaux soient secrets et dépendans, que des procédures irrégulières puissent se conduire dans les ténèbres et échapper au contrôle de l'opinion, que l'accusé ne soit pas protégé par la publicité des débats et qu'il ne trouve pas dans le pays un tribunal supérieur, je veux dire la conscience publique, vigilante, attentive et prête à juger le juge, c'est là sans doute un mal épouvantable et auquel je ne voudrais pas comparer le mal dont je vais parler; mais si, dans certaines parties de la législation, dans la police des campagnes, il est permis à l'obscur agent du pouvoir de se faire immédiatement justice, d'être à la fois et sur-le-champ juge et bourreau, de punir à main armée celui qui enfreint la loi, comment ne pas s'indigner d'une telle barbarie? Comment ne pas flétrir en les signalant ces abominables traditions de la justice féodale? L'artisan qui n'a plus d'ouvrage, celui de la Silésie, par exemple, le tisserand dont le fils invoquait tout à l'heure le bon Rübezahl, le pauvre paysan dont la famille meurt de faim sort de sa hutte, le fusil sur l'épaule; il entre dans la forêt, il voit un sanglier et tire. Souvent ce sera le fermier, le laboureur, dans son propre champ. S'il chasse en fraude, sans doute il est coupable, et l'amende ou la prison le punira. Cependant le garde l'a entendu, il accourt, et, comme le braconnier se sauve à toutes jambes, voilà le forestier qui ajuste le

fuyard et l'étend mort au coin du bois, dans son champ, à cent pas de sa cabane. C'est là une abominable histoire; où cela se passe-t-il? Au moyen-âge? chez le seigneur féodal? chez le baron du mont et de la plaine? Non, cela est arrivé hier, avant-hier, cela arrivera demain. Où donc? En Allemagne. Et rien n'est plus régulier; le forestier n'a point commis de meurtre, il n'a pas assassiné ce pauvre homme; il a fait son devoir, et la loi l'absout d'avance. A coup sûr, il est permis à l'écrivain de flétrir cette législation sans pitié, ces vestiges d'une barbarie qui n'est plus, et d'invoquer pour le coupable l'exercice régulier de la justice. Il ne faut pas, je le sais, inventer des maux imaginaires, soulever le pauvre contre le riche, le faible contre le puissant : ce n'est pas la mission de la Muse d'irriter les passions mauvaises; mais quand le mal est public, quand la loi est barbare, quand elle autorise de tels désordres et que ces violences ont été répétées plus d'une fois, il ne faut pas non plus que le poète craigne le reproche de déclamation, et si sa plainte est noblement exprimée dans un petit drame énergique, sincère, animé d'une généreuse pensée, tous les gens de bien l'approuveront, tous les cœurs honnêtes s'indigneront avec lui. Voici les vers de M. Freiligrath.

« Triste et silencieuse matinée! les feuilles frémissent doucement; le cerf a conduit ses petits sur la lisière du bois; sur la lisière du bois, dans les sillons ensemencés. Il est là, debout, fouillant du pied la terre. Cependant derrière les buissons sont assis les paysans, le père avec le fils.

« Le vieux tient en main son fusil rouillé. — Un cerf! un cerf dix-cors! Morbleu, garçon, tire-moi ce coup-là. — L'enfant presse la détente. Voilà un habile tireur : le cerf dix-cors est tombé.

« Les petits se sauvent. — Bravo! — dit le père; il s'élance et appuie son genou sur la bête renversée. — Eh! garçon, c'est un coup de maître! Vois donc, juste à l'épaule. C'est Dieu qui bénit notre champ; le cerf ne s'engraissera plus dans nos sillons.

« Il n'a plus besoin de grains, il ne brisera plus nos blés. Eh bien! à quoi t'amuses-tu là, Frédéric? Vite, donne-moi la corde. Bien, les pieds liés l'un contre l'autre. Touche donc, il est déjà froid. — Or, avec sa suite et ses chiens, voilà le garde qui sort de la forêt.

« Le garde! que Dieu les protège! Il connaît tous les sentiers. N'importe, les deux paysans ne font qu'un saut et s'enfuient; le fusil est resté à terre. Le garde court aussi : — Arrête, canaille! leur crie-t-il, qu'ai-je besoin du fusil? ce sont les tireurs que je veux.

« Peine perdue! Alors il appuie son arme contre sa joue et vise; il vise ferme, froidement, long-temps : sur qui? sur des hommes, sur des hommes en fuite? N'importe! il presse une détente. Dieu! c'est là du bonheur! le vieillard tombe; il a été atteint à la nuque.

« Le voici donc, mourant, couché dans le champ d'orge qui lui appartient. Son cœur se brise; il soupire, il étouffe. Le sang qui s'échappe sous ses vêtemens tombe dans le sillon, sur la semence; il coule tout fumant sur les mottes de terre. Que pense l'alouette de tout cela?

« Elle reposait dans son nid paisible; tout à coup le sang y pénètre. Alors elle s'envole, gazouillant un air de fête, et emportant du sang sur ses ailes. Elle le fait briller devant Dieu aux rayons du soleil, et puis le secoue en babillant sur la cime des épis.

« Pluie féconde! rosée précieuse! c'est la bénédiction de l'alouette qui fait prospérer la semence. Il en tombe des gouttes aussi sur l'enfant qui trépigne au milieu du champ, et tient son père embrassé en poussant des cris furieux.

« — Va-t-en, garçon; pourquoi embrasser ce corps qui se raidit? Va-t-en, plus de pleurs. Vois donc : il est déjà froid. Ne colle plus ta bouche rose sur ces lèvres toutes bleues. Regarde : voici déjà les chiens qui accourent haletans. Dieu tout-puissant! c'est l'hallali!

« Ainsi, sur le même carré de terre, ils sont là couchés, l'homme et le cerf! Cependant la chasse continue dans la forêt; bêtes fauves, bêtes noires sont poursuivies; c'est une grande chasse à courre. Le garde siffle et rit; pourquoi pas? Il a exécuté les lois de la chasse!

« C'est pour cela qu'il ne s'attriste point de la douleur terrible de l'enfant. On oubliera le paysan, on mangera le cerf. Pour lui, il aura peut-être la médaille; oui, la médaille, cela manquait vraiment! Quant à cette canaille de Frédéric, on le jettera dans un cachot.

« Le voyez-vous, sombre et collé contre les grilles? Un ménétrier est à la porte; il chante (l'enfant en a frémi!), il chante sa chanson aux passans : « Vive tout ce qui croît fièrement et librement sur la terre! vive la forêt et « la plaine! vive la chasse et le chasseur! »

C'est encore là un tableau vif et net, une touchante plaidoirie, une pétition éloquente. Tout ce qui pourrait ressembler à de la déclamation a été prudemment écarté. Les choses parlent d'elles-mêmes. On a vu la joie naïve du paysan, le cerf qui tombe, puis tout à coup le forestier qui paraît, nos gens qui prennent la fuite, et ce fusil du garde long-temps et froidement ajusté : sur qui? grand Dieu! — c'est la seule réflexion que se permette le poète, c'est le seul instant où il entre en scène, — sur un homme désarmé qui se sauve, et enfin la mort du vieillard, son fils éperdu, et le garde qui s'en va en sifflant. N'aimez-vous pas aussi ce dernier trait pour achever le drame, cette moralité, cette protestation glissée innocemment, le joueur d'orgue arrêté devant la porte de la prison et chantant la liberté de la plaine et de la forêt, et la chasse et le chasseur? C'est au nom de l'humanité que le poète a parlé : il n'y a pas là, Dieu merci, de système social,

on ne conteste pas les devoirs réciproques des hommes réunis en société, les conditions nécessaires du droit commun, on ne réclame pas l'irrégulière indépendance de l'état de nature; mais cependant, comme ce souvenir naïf des libertés primitives, évoqué dans un vieux refrain populaire, ajoute ici par le contraste à l'émotion très légitime que le poète a voulu produire! Je ne sais si je m'abuse, mais je crois que ces sortes de ballades sont, dans la poésie politique de l'Allemagne, une nouveauté habile et hardie, une bonne et franche inspiration. Béranger a chanté aussi le braconnier, et sa pauvre femme qui traîne ses trois enfans dans les bois, tandis que le mari est sous les verrous; il a chanté Jeanne la rousse, avec quelle grace, on le sait, et de quelle voix attendrie!

Un enfant dort à sa mamelle,
Elle en porte un autre à son dos;
L'aîné qu'elle traîne après elle
Gèle pieds nus dans ses sabots.
Hélas! des gardes qu'il courrouce,
Au loin le père est prisonnier.
Dieu! veillez sur Jeanne la rousse;
On a surpris le braconnier.

Le sujet pourtant n'est pas tout-à-fait le même. Il devait y avoir quelque chose de plus dans l'écrivain allemand, sous une législation bien différente. Ce ne pouvait plus être seulement la sympathie involontaire du poète pour le braconnier, le contrebandier, le bohémien, pour tous les révoltés et leur libre vie. Au lieu de cette sympathie tout idéale, laquelle est bien de mise en poésie, il fallait qu'on trouvât dans ses vers un sentiment très réel, une protection vigoureuse et directe, et que le poète osât dénoncer le crime d'une loi inique. M. Freiligrath y a réussi, et nous lui souhaitons de persister dans cette voie. Cette défense du droit mérite que des écrivains tels que lui y consacrent leur talent. C'est là de la poésie politique, démocratique, dans le meilleur sens du mot; je veux dire une poésie librement inspirée, passionnément sensible aux maux de l'humanité, et dont les accens généreux doivent servir la cause sainte du bien et de l'honnête. Il est permis peut-être de louer avec quelque vivacité cette direction salutaire de la pensée, car aujourd'hui, au milieu des paradoxes d'une littérature épuisée, l'amour simple du vrai, loin de ressembler à un lieu commun, a presque l'attrait d'une nouveauté courageuse. N'avons-nous pas vu dernièrement un romancier aux abois entreprendre une tâche toute contraire? En France, cinquante années

seulement après 89, il s'est trouvé une plume pour calomnier ce peuple des campagnes, cette race forte, active, patiente, dont le poète allemand a chanté la détresse. Un pamphlétaire prétentieux a accumulé dans des pages sans vergogne je ne sais quelles horreurs nauséabondes; il lui a paru piquant d'injurier en face cette société nouvelle qui est notre mère, et les efforts patiens des classes pauvres, et ce bienfait de l'égalité si chèrement conquis; il a peint une réunion d'escrocs, une caverne de bandits, et cette belle œuvre, il l'a intitulée: *les Paysans*. Je m'arrête: de tels outrages à l'esprit moderne, aux principes dont nous vivons, suffiraient pour décréditer l'écrivain qui s'en charge. On ne discute pas de telles inventions, on ne les réfute pas, mais on relit avec plus d'amour une strophe de Beranger, et, je rougis en traçant ces mots, là-bas, au-delà du Rhin, chez un peuple que nous précédions jadis, la ferme protestation d'un poète à peine connu en devient plus noble et plus belle.

Les pièces plus spécialement politiques se rencontrent en grand nombre dans le recueil de M. Freiligrath, mais elles sont de valeur fort inégale, et l'on regrette que l'auteur ne se soit pas appliqué plus souvent à présenter sa pensée sous cette forme vive et nette qui convient à son imagination. Dans la ballade, c'est un maître; en général, il est moins à l'aise dans la haute poésie lyrique. Son haleine est courte; l'enthousiasme de sa pensée n'est pas toujours assez vigoureux pour le soutenir long-temps dans ces périlleuses régions. Je signalerai toutefois plusieurs pièces vraiment belles. L'hymne intitulé: *la Liberté! le Droit!* (*Die Freiheit! das Recht!*) se recommande par le développement habile d'une noble idée. L'auteur n'est plus guidé par cette forme du récit, du tableau vif et dramatique où il excelle, et pourtant son inspiration, cette fois, n'a pas faibli. La manière dont il chante la liberté est sérieuse et pleine d'élévation. La liberté pour lui ne peut être séparée du droit. La liberté! la justice! il les aperçoit comme deux sœurs, deux compagnes célestes qui se tiennent par la main. Dès que l'une arrive, l'autre n'est pas loin; dès que le sentiment du droit s'est emparé de la conscience d'un peuple, la liberté lui apparaît aussi et l'appelle. C'est pour cela que le poète est confiant et qu'il chante avec calme cette liberté tant désirée. Toutes ces idées sont nobles et sérieuses; une pensée élevée et précise remplace ici les vagues déclamations, la rhétorique accoutumée des tribuns. Ce manifeste acquiert d'ailleurs une valeur nouvelle au milieu des pièces qui l'entourent; on dirait le commentaire réfléchi et très poétique cependant de ces touchantes ballades où M. Freiligrath dénonçait une

législation coupable. Qu'il chante donc le droit commun; que lui et tous ses amis, poètes et publicistes, éveillent le sentiment du juste dans l'ame des nations allemandes; qu'ils signalent partout les traces de la vieille iniquité féodale; que l'idée du droit enfin apparaisse, et que la liberté l'accompagne!

Il y a beaucoup de grace et de fraîcheur dans l'hymne consacré à l'arbre de l'humanité, à cet arbre puissant où tant de fleurs, l'une après l'autre, ouvrent au soleil leurs belles corolles. Le poète attend avec impatience l'instant béni où la fleur d'Allemagne embellira aussi l'arbre immortel. Chacun des peuples de la terre, chacune de ces fleurs sacrées s'est épanouie à son heure; l'esprit du monde, comme un souffle printanier, mûrissait la sève dans la tige, et à la lumière féconde de la liberté elles s'ouvraient enfin pour prodiguer leurs trésors. Mais, hélas! combien de fleurs attendent encore aujourd'hui ce rayon divin! La sève monte, le bourgeon tremble, la fleur s'agite sous son enveloppe; quand luira le soleil qui doit briser ses liens? Ici le chant du poète s'élève à Dieu comme une prière; l'espérance adoucit sa plainte; c'est l'hymne du laboureur dans une matinée de printemps. Et devançant la bénédiction qu'il appelle, il décrit déjà, comme s'il la voyait, cette fleur nouvelle, cette fleur merveilleuse, qui s'épanouira bientôt sur l'arbre de vie.

La muse de M. Freiligrath n'a pas toujours cette calme sérénité; il y a place çà et là dans ses vers pour des tableaux effrayans et des cris de vengeance. La scène intitulée : *Dans une Maison de Fous* (*Im Irrenhausse*), est une invention assez vigoureuse, un peu exagérée pourtant, un peu emphatique, et qui devra sembler telle, si je ne me trompe, même en un pays où la censure soulève tant de légitimes haines. C'est le censeur, en effet, que le poète fait comparaître à son tribunal, et la situation où il le place, les crimes dont il le charge, l'effroyable châtiment qu'il lui inflige, fournissent à sa plume l'occasion d'une peinture sombre et lugubre. Le censeur, celui qui flétrissait la pensée, celui qui avait reçu charge de mutiler les manifestations de l'esprit, le censeur est devenu fou. Des images terribles courent devant ses yeux; tout ce qu'il a outragé, tout ce qu'il a voulu anéantir, la vérité, la liberté, la justice, l'entourent comme des fantômes irrités, et viennent se venger de lui. Ce ne sont pas les furies de l'antiquité, ce sont les messagers de la société moderne, les anges de la loi nouvelle, qui viennent le frapper au visage avec leurs épées flamboyantes. Il y a là beaucoup de vivacité, d'énergie, de colère, et tout un appareil singulièrement dramatique. Quand le poète regarde dans

la cellule du fou, celui-ci est debout, tout droit, immobile comme une statue de pierre. Pas un signe, pas un mouvement. Son regard étincelant est fixe comme celui de Macbeth quand l'ombre de Banco se dresse devant lui. Puis la vie éclate tout à coup dans cette pierre froide; les vengeurs qu'il apercevait de loin s'approchent et l'entourent, il voit briller des épées, il voit s'agiter des flammes; la lutte commence. Il croyait les avoir bien tués : puisqu'ils ressuscitent malgré tant de coups dont il les a frappés, cette fois sa main sera plus ferme; mais les anges sourient gravement, et lui disent qu'on ne tue pas l'esprit. Sa raison s'égare de plus en plus, il s'emporte en imprécations, en blasphèmes, il veut anéantir une fois pour toutes cet ennemi qui toujours reparaît; alors la Vérité lui flagelle le visage, et il tombe sur son lit en demandant grace. « Silence! dit le poète, ne le jugeons pas; ce malheureux n'était qu'un instrument. Il n'y a de place en mon cœur que pour la pitié. » Le tableau tracé par l'auteur est plein de poésie; je crois cependant qu'il a mis trop de colère dans ses peintures. Le drame est trop vif; M. Freiligrath a dépensé inutilement une énergie qui aurait été mieux employée ailleurs. Tout esprit juste y doit sentir une exagération qui le blessera. Malgré toutes les haines qu'elle provoque, malgré le mal qu'elle fait, la censure, même en Allemagne, n'a plus cette puissance cruelle que le poète a éloquemment châtiée, et ce n'est pas sur ce ton qu'il faut la poursuivre. Aux plus mauvais jours de l'ancienne société, sous la tyrannie religieuse, quand le censeur avait le bourreau pour auxiliaire, quand le bûcher attendait le livre et l'écrivain, ces fortes images n'auraient rien dit de trop. Si, au lieu du censeur de Cologne ou de Berlin, vous me montrez dans cette prison le persécuteur de Bruno ou de Galilée, le président de ce parlement qui a brûlé Vanini, certes j'approuverai cette vigoureuse peinture, je comprendrai ces remords sanglans qui l'agitent, ces visions épouvantables qui le viennent assaillir, et ce fouet de lumière avec lequel la Vérité flagelle le visage du meurtrier me représentera l'avènement prochain, la prochaine victoire de cet esprit nouveau qu'il a voulu tuer. Toutes ces inventions placées en leur lieu, éclairées du jour qui leur convient, pourront être vraiment belles, et l'auteur aura le droit de rappeler, comme il le fait, ce grand souvenir poétique de Macbeth et de Banco. Mais aujourd'hui, avouons-le, les choses sont un peu changées. Le formidable inquisiteur de Philippe II est devenu le censeur très ridicule du roi de Prusse, et il est si facile de tromper sa vigilance! Il semble même que cette tactique doive être un attrait pour les esprits souples et alertes; nos écrivains du XVIIIe siècle s'y

jouaient de mille façons, et dans ce moment même, au-delà du Rhin, M. Henri Heine est passé maître en ces petites guerres. Je ne défends pas le censeur de Cologne, je ne demande pas grace pour lui; son métier est odieux, sa plume est inepte, je l'accorde; c'est pour cela précisément qu'il faut prendre garde de le traiter comme un héros et sur un ton beaucoup trop sublime. Pour qui veut exercer une action efficace, rien n'est plus important que cette juste mesure, cet exact sentiment des choses. Voltaire, dans l'épître au roi de Danemark, attaque un certain censeur russe qui se croit bien redoutable; rappelez-vous comme il le plaisante! Il le prie de réfuter ses livres, et comme celui-ci aime mieux les brûler, il lui dit gaiement :

Tu les brûles, Jérôme, et de ces condamnés
La flamme en m'éclairant noircit ton vilain nez.

Cela ne vaut-il pas mieux que vos imaginations tragiques? M. Hoffmann de Fallersleben a été mieux inspiré que M. Freiligrath, quand il a emprunté à Voltaire ces railleries sans façon, lesquelles n'ont jamais été mieux employées qu'en de telles circonstances. M. Hoffmann a chanté aussi le censeur; ces jours-là, sa bonhomie accoutumée s'est faite ironique, railleuse, parfois même assez spirituelle. Il a montré au doigt son héros, il l'a tourmenté par mille espiégleries, il a dévoilé tous ses ridicules, toutes ses sottises, et ces fines et légères attaques sont bien mieux appropriées, à coup sûr, que les dithyrambes indignés.

Ces observations sur une pièce d'ailleurs fort remarquable m'amènent tout naturellement à des critiques bien plus graves, bien plus considérables, que je dois à M. Freiligrath. Je me suis appliqué à mettre en lumière les mérites sérieux qui recommandent plusieurs de ses ballades, j'ai loué avec empressement les qualités nouvelles, l'élévation, l'éclat, qu'il a donnés à la muse politique de son pays; il m'est sans doute permis de signaler avec la même franchise tout ce qui manque à son livre. Or, comment le poète a-t-il écrit à côté de ces vers si noblement inspirés des facéties indignes de son esprit? Comment a-t-il pu méconnaître à ce point le caractère de son talent, et s'essayer d'une main si maladroite à de capricieux badinages pour lesquels il faut tant de qualités qu'il n'a pas? M. Freiligrath possède une imagination forte, brillante, et il vient de prouver que cette imagination, trop amoureuse jadis de la forme et des couleurs bizarres, pouvait s'élever à une beauté plus pure : il est maître d'une langue sonore et harmonieuse; mais (pourquoi force-t-il la critique à le lui

rappeler?) ce ne sont pas les caprices, les finesses, les ruses de l'ironie qui sont la vocation de sa muse. L'élégant persiflage de M. Henri Heine lui est interdit. Il est vrai que ce n'est pas toujours M. Henri Heine qu'il voudrait contrefaire; il imite bien plus souvent la bonhomie joyeuse de M. Hoffmann de Fallersleben, et il est tout aussi malheureux avec l'un qu'avec l'autre. La gaieté bruyante ne lui réussit pas mieux que la raillerie légère. C'est tantôt une joie beaucoup trop naïve, tantôt une plaisanterie guindée et fausse. Par quel commentaire excuser cette incroyable épître que M. Freiligrath adresse à M. Hoffmann de Fallersleben? Est-il possible d'aller se perdre avec plus d'intrépidité dans toutes les erreurs du mauvais goût? Est-il possible de compromettre plus résolument les bonnes inspirations qu'on a rencontrées la veille? M. Freiligrath avait écrit une préface, un peu raide, mais suffisamment digne, pour nous expliquer sa conduite et son passage dans les rangs des whigs; ce drapeau auquel il s'était rallié, il l'avait tenu lui-même d'une main ferme dans plusieurs ballades politiques, dans plusieurs hymnes de son recueil, et maintenant il va détruire l'excellente impression qu'il a produite, en nous racontant, sur un air de vaudeville, quoi donc? sa conversion opérée, le verre à la main, par M. Hoffmann de Fallersleben! Les deux poètes se sont rencontrés à Coblentz, et les voici attablés à l'hôtel du Géant. Il est tard, la nuit est avancée, mais la joie, les vives causeries, et le vin surtout, prolongent la veillée bruyante. Quelle soirée! quel instant décisif et solennel! Entre deux bouteilles de champagne, le poète assiégé s'est rendu à discrétion. Le voilà converti à la foi nouvelle. L'éclatante lumière qui renversa saint Paul sur le chemin de Damas est remplacée ici par les calembours du poète de Breslau, lesquels, dit M. Freiligrath, brillaient comme des éclairs. L'illumination ne s'est point faite sur un Sinaï foudroyé, sur un éblouissant Thabor; mais la fumée pourtant n'y manque pas, et cette nuit profonde, ces lampes qui s'éteignent en charbonnant, cette orgie à deux dans les salles désertes de l'hôtel du Géant, tout cela paraît à l'auteur un cadre suffisamment poétique et mystérieux pour y consacrer à jamais le souvenir de sa conversion. C'est M. Freiligrath lui-même qui nous donne fort au long ces édifians détails et bien d'autres encore. Si un adversaire du poète avait publié contre lui cette satire burlesque, je pourrais comprendre, tout en la blâmant, l'intention qui aurait conduit sa plume; mais quand c'est M. Freiligrath qui parle de cette façon et qui affronte si follement le ridicule, en vérité que faut-il penser? que faut-il dire? Il faut montrer pour sa dignité plus de souci qu'il n'en a

eu lui-même, il faut laisser dans l'ombre toutes ces facéties, tâcher de les oublier, éviter surtout d'en triompher trop aisément; il faut dire enfin que, malgré ces plaisanteries détestables, on veut prendre au sérieux son manifeste politique, et ne point renoncer à l'estime qu'avaient inspirée de très beaux vers.

M. Freiligrath certainement gardera rancune un jour à celui qui l'a si mal inspiré. Les pièces qu'il imite de son nouvel ami sont le plus fâcheux commentaire de cette singulière épître qu'il lui adressait tout à l'heure. Les facéties auxquelles M. Hoffmann sait donner une tournure particulière de bonhomie naïve sont bien gauches, bien maladroites, dans la bouche de M. Freiligrath. M. Hoffmann est le poète candide, c'est trop dire, le ménétrier joyeux des tavernes; il ne chante guère qu'après boire, et ses meilleurs refrains exhalent sans façon une odeur de bière et de tabac qui ne répugne pas au goût allemand. On sent combien ce rôle doit peu convenir au chantre inspiré des ballades. Je ne sais rien de plus maussade que sa plaisanterie, rien de plus attristant que sa gaieté. Ici, ce sont deux pièces sur le prince Louis de Prusse qui, au commencement de ce siècle, changea le costume des troupes et supprima la queue; là-dessus, force quolibets, appels et prières au prince pour qu'il revienne supprimer toutes les queues et toutes les vieilleries. Un peu plus loin, il s'agit de Wallenstein : « O Wallenstein, dit le poète, comme nous savons t'imiter, et que de Wallenstein parmi nous! Le chant du coq te faisait peur, dit-on; et nous aussi, le chant matinal qui annonce le jour nouveau, le chant du coq nous fait trembler! » Ce sont là de ces médiocres épigrammes qui, pour valoir quelque chose, veulent être légèrement lancées. Ces sortes de railleries prennent chez M. Hoffmann un air de candeur qui les rend parfois originales, et l'on sait avec quelle grace charmante et redoutable M. Heine excelle à les aiguiser, à les empoisonner. Au contraire, la langue éclatante de M. Freiligrath fait ressortir désagréablement la pauvreté de son persiflage. Une autre fois, il apprend qu'une maison de jeu vient d'être établie à Ebernbourg, aux bords de la Nahe, dans cette vallée où Ulric de Hutten trouva un asile chez Franz de Sikkingen. L'auteur évoque tout aussitôt le refrain fameux du poète guerrier : « *Jacta est alea, ich hab's gewagt!* le sort en est jeté, c'en est fait! je l'ai osé! » et ce *jacta est alea* opposé aux cris des joueurs devient pour lui une matière à antithèses, un texte de plaisanteries fort peu spirituelles. Cette pièce, moitié sérieuse, moitié satirique, commencée avec noblesse et terminée par un badinage équivoque, a le grand tort en outre de rap-

peler une ode très brillante de M. Herwegh, où le cri audacieux d'Ulric de Hutten est répété avec une émotion sincère et jeté fièrement à tous les échos. Ce voisinage est fâcheux cette fois pour M. Freiligrath, et s'il veut relire les vers de son jeune confrère, il comprendra toute la faute qu'il a commise.

Il a été moins malheureux peut-être dans une imitation de Goethe, dans cet intermède comique qu'il emprunte à Faust, et où il fait comparaître sous un masque railleur tous les hommes éminens que le roi de Prusse a rassemblés à Berlin. On sait que, dans le premier Faust, Goethe a chanté le Brocken et toutes les sorcelleries du moyen-âge, qu'il évoque sur la montagne endiablée. Après cette scène bizarre, après cette nuit de Walpürgis, commence un intermède satirique, un songe étrange, non pas le songe d'une nuit d'été, mais le songe de la nuit de Walpürgis. De petites épigrammes, finement aiguisées, sifflent de droite et de gauche comme des flèches; poètes, artistes, philosophes, critiques, tous ceux que l'auteur a voulu désigner au ridicule, arrivent l'un après l'autre, disent un mot, et rentrent dans la foule. Ces rapides apparitions, ces marionnettes si tôt venues, si tôt disparues, forment une ronde très comique, qui s'agite au souffle de Titania, sous la fantastique direction de Puck et d'Ariel. Voilà la scène que M. Freiligrath a imitée, le cadre dont il s'empare pour y placer ses personnages. Titania, Puck et Ariel ont disparu, du moins sur le premier plan; le maître des cérémonies, c'est le chat botté. M. Henri Blaze a ingénieusement remarqué que, dans l'intermède de Goethe, ces légères figures aériennes empruntées à Shakspeare, Ariel, Titania, servent à voiler, à tempérer, par l'idéal et la fantaisie, ce qu'il y a de trop cru, de trop réel, de trop prosaïque dans la satire; ici, au contraire, en substituant à Titania le chat botté de M. Tieck, M. Freiligrath n'a rien voulu adoucir, et c'est de quoi nous pourrons le blâmer tout à l'heure. Voici donc le chat botté qui paraît et ouvre l'intermède; le marquis de Carabas l'a envoyé pour amuser le souverain. Après lui, ce sont les maîtres de chapelle, M. Meyerbeer, M. Mendelsohn, et il s'agit d'organiser la fête. La fête sera complète : on aura *Antigone*, *Médée*, *le Songe d'une nuit d'été*, *les Guépes*, *les Captifs;* Sophocle, Euripide, Shakspeare, Aristophane et Plaute, toujours sous la direction du chat botté. « Les voici, dit le chat botté, le nord et le sud, le moderne et l'antique; je vais mêler tout cela, un, deux, trois, comme un jeu de cartes. » Alors paraît Antigone, et elle prononce, les yeux baissés, un quatrain mélancolique; puis vient un personnage de Shakspeare, qui lui offre

galamment son bras; puis les Guêpes, puis les Captifs, joyeux d'être enfin délivrés, et saluant le gracieux souverain qui les rend à la lumière. « Hélas! répond le groupe des mécontens, il y en a bien d'autres qu'on pourrait délivrer aussi! » Cependant le bruit s'accroît, et le chat botté commence à se plaindre du vacarme. Quelle foule! quelle cohue! quel tapage! On ne pourra plus entendre ses fines lectures! Sa poésie à la voix grêle, ses graces subtiles, ses élégances du siècle dernier, qui les goûtera désormais? Le persiflage se prolonge ainsi fort long-temps, car, après les poètes, après M. Tieck et son cortége, défile toute la procession officielle, magistrats, censeurs, conseillers auliques, ministres même, jusqu'à ce que le soleil se lève sur le Brocken, et qu'une matinée de mai dissipe ces ombres du passé. L'invention, il faut l'avouer, est assez plaisante; c'est tout-à-fait une satire dans le goût allemand, et je ne nierai point ce qu'il y a de vif et de piquant dans une telle mascarade de la cour de Berlin. Le trait final n'est pas le moins heureux : le poète a osé dire tout haut que cette assemblée, si noble d'ailleurs et si illustre, ne représente que le passé de l'Allemagne, et point du tout les désirs, les espérances des générations nouvelles. Je n'affirmerai pas durement avec M. Freiligrath que ce sont là des ombres que l'aube dissipera; mais enfin, cela est trop évident, le soleil se lève ailleurs, et il éclaire déjà d'autres horizons. On peut donc accepter le tableau railleur tracé par le poète; il a suivi Goethe, et, soutenu par le maître, il a su échapper à ce mauvais goût, qui semble la condamnation de sa muse toutes les fois qu'elle se veut contraindre à une gaieté factice. Seulement, tout en admettant l'intérêt littéraire de cette brillante mise en scène, j'ai bien des doutes sur sa convenance morale. Ces railleries sont justes; mais était-ce à M. Freiligrath qu'il appartenait de s'y jouer si cruellement? Était-ce à un ami de la veille, à un disciple émancipé, de persifler ainsi le bon et spirituel vieillard dont le dilettantisme aimable représente si gracieusement, jusqu'au dernier jour, une poésie qui va mourir? Une telle promptitude à renier ses affections semble plus choquante encore, lorsqu'on vient de lire, dans le recueil même de M. Freiligrath, les vers si sincèrement émus qu'il consacre à la poésie romantique. Dans ces beaux vers, il indique avec noblesse la situation de sa pensée; il dit adieu à la muse de Tieck, d'Arnim, de Brentano, d'Uhland, à cette école superficielle sans doute, mais aimable et affectueuse. Bien qu'elle ait voulu endormir l'Allemagne dans les rêveries du moyen-âge, il n'oublie pas ce qu'elle a eu de grace et de tristesse, et il salue avec émotion, en la quittant,

cette reine découronnée. Or, puisqu'il a exprimé de tels sentimens, comment a-t-il pensé qu'on accepterait les cruelles invectives auxquelles il s'abandonne un peu plus loin? Si ce n'était qu'une peinture légèrement railleuse, tout le monde y sourirait; mais le poète a souvent la main lourde, et il fait intervenir, on ne sait trop pourquoi, l'ombre de Voltaire, qui dit grossièrement à M. Tieck : « Nous rions tous deux, mon bon ami, mais je suis le maître, tu n'es qu'un bouffon. » On conviendra que de tels vers doivent arrêter brusquement le lecteur le mieux disposé. Au moment où M. Freiligrath, l'année dernière, attaquait si durement ses anciens maîtres, *le Chat botté* de M. Tieck était joué à Berlin, et obtenait un prodigieux succès. Le roi avait eu le désir de voir représenter une des œuvres favorites du spirituel humoriste. Shakspeare et Aristophane venaient d'être traduits sur la scène avec beaucoup d'éclat; il fallait aussi évoquer pour ces solennités studieuses ces ingénieux petits drames de M. Tieck, qui doivent tant aux comédies d'Aristophane et aux fantaisies de Shakspeare. On alla donc chercher *le Chat botté* dans le magasin un peu suranné de l'école romantique, et il fut amené sans trop de péril à la clarté de la plus vive lumière entre *les Guêpes* et *le Songe d'une nuit d'été*, entre les bouffonneries de Philocléon et les féeries poétiques de Titania. Heureux loisirs de ces soirées brillantes! le public de Berlin se laissa charmer sans peine, et nul ne songea à chicaner l'aimable vieillard dont les gracieuses inventions reparaissaient, après cinquante ans, pour recevoir un dernier et universel hommage. Il y avait bien çà et là quelques esprits assez clairvoyans qui se demandaient pourquoi on affectait d'honorer si exclusivement les poètes du passé, d'où venait qu'on organisait une telle réaction, et s'il était bien convenable de faire servir à ce but les noms les plus aimés ou les plus vénérés de l'Allemagne; mais M. Tieck n'était pas responsable de cette politique, et on se serait bien gardé de s'en venger sur le spirituel écrivain. Pourquoi donc M. Freiligrath n'a-t-il pas fait de même? Lorsque, dans son amusante mascarade, il fait paraître le chœur des mécontens qui jette plaisamment de mélancoliques réflexions au milieu de la fête du chat botté, sa raillerie est spirituelle et polie; mais, s'il insiste, s'il frappe au lieu de sourire, s'il fait insulter M. Tieck par l'ombre de Voltaire, il nous montre encore une fois combien cette escrime légère convient peu à sa plume, il commet une de ces fautes que le goût offensé ne pardonne pas.

Le meilleur conseil qu'on puisse donner à M. Freiligrath, c'est de renoncer à l'ironie. Il faut à sa muse les sujets sérieux, les couleurs

éclatantes; il faut à ce peintre hardi une toile où sa main puisse appuyer sans scrupule. La légèreté qu'il affecte l'a entraîné, comme on voit, dans bien des erreurs : une des plus graves est le détestable couplet qui termine son livre; finir par un calembour, après tant de beaux vers! Décidément, M. Hoffmann de Fallersleben persécute M. Freiligrath. Pour oublier ces maladroites contrefaçons, je relis avec plus de plaisir de courtes pièces que j'ai oublié de signaler dans cette rapide analyse du livre, et qui, sans appartenir à la série de ses ballades plus importantes, se détachent tout-à-fait des pièces fâcheuses que je viens de blâmer. Ce sont de rapides chansons, des strophes animées, provoquantes, fièrement et légèrement enlevées. L'auteur conserve l'inspiration sérieuse qui est la sienne; il ne s'abaisse pas à une gaieté de mauvais aloi, et pourtant ces vifs refrains sont une diversion habile aux inspirations plus fortes, plus vigoureuses. C'était là le délassement qu'il devait chercher après les hymnes et les ballades. Je signalerai les strophes charmantes intitulées : *Musique de guerre*. La jeune femme du poète est assise à son piano, et celui-ci lui demande un air de bataille; alors cette musique aux fiers accens, sa femme chérie qui s'associe de la sorte aux plus hardis sentimens de sa muse, sa petite maison qui retentit de ces notes belliqueuses, tout lui remplit l'ame de joie et de courage. La pièce intitulée *Inondation* exprime aussi une intrépidité charmante, et comme un défi jeté aux élémens. Celle où l'Angleterre s'adresse à l'Allemagne n'est ni moins vive ni moins éloquente. Une autre petite chanson, *En Dépit de tout*, est un vrai chef-d'œuvre d'entrain, de bonne humeur et de cordiale allégresse; c'est la chanson du brave homme. Le poète chante le brave homme, l'homme pauvre, l'homme de rien, comme Béranger a chanté les gueux. En dépit de tout, le brave homme est heureux; point de places, il est vrai, point de rubans; qu'importe? c'est un brave homme. Est-ce là un titre si commun? Vive l'aristocratie des braves gens! Ces idées ne sont rien; ce qui est plein de grace, c'est le mouvement du style, le rhythme vif et alerte, la rapidité électrique d'un sentiment naïf et allègrement exprimé. Voilà les strophes que j'ai relues pour effacer l'impression désagréable des facéties de l'auteur; mais surtout je relirai ces nobles hymnes, ces ballades généreusement inspirées, ces douloureuses élégies, où le poète a consacré quelques-unes des idées fécondes qui doivent guider l'opposition constitutionnelle en Prusse. Ce sont là les vrais titres de M. Freiligrath; c'est par ces beaux vers qu'il a mérité tant d'éloges et tant de blâmes, tant de sympathies empressées et tant de récriminations

amères, enfin tout un succès agité, tumultueux, qui a été comme un évènement pour l'Allemagne.

On entrevoit en effet, dans ce livre, ce que pourrait être une opposition sérieuse, intelligente, et quelle influence elle obtiendrait bientôt, si elle s'attachait à des doctrines précises, à des principes nettement définis. Le mouvement constitutionnel, qui est au fond des esprits, a été comme révélé et mis en lumière par l'enthousiasme que ce manifeste a provoqué. Il existe en Prusse, chez une partie considérable de la nation, un fonds d'idées libérales, d'instincts généreux, d'espérances légitimes, qu'il s'agit d'encourager et de fortifier chaque jour. C'est là que doit se porter tout l'effort des publicistes. On peut affirmer que, malgré le tumulte assez incohérent de sa littérature politique, malgré la fièvre qui la tourmente, l'Allemagne, la Prusse surtout, verrait enfin se former cette opposition ferme et réfléchie dont les services lui seraient si utiles pour la transformation morale commencée sous nos yeux. Il n'y a que trop de griefs clairs et positifs; comment serait-il difficile de formuler un programme auquel se rallieraient tant d'esprits généreux, qui, jetés sans guide dans des routes diverses, cherchent follement l'impossible? On a vu toute une armée se mettre en marche pour la conquête d'une société nouvelle; les cœurs étaient résolus, les armes étaient prêtes; une seule chose avait été oubliée, on n'avait pas de drapeau. De là, comme on pense, l'indiscipline, les désertions, les pillages, les folles aventures; ne serait-il pas bien temps d'y songer?

On sait quels sont les principaux points de ce programme, une constitution, la responsabilité des ministres, la liberté de la presse, la publicité et l'indépendance des tribunaux; mais on est trop porté à perdre de vue ce but solennel qu'il importe, au contraire, de contempler et de poursuivre sans cesse. Au moment où il se vante si haut d'être entré dans la vie pratique, l'esprit allemand prouve beaucoup trop combien c'est pour lui une tâche difficile. Ce converti de la veille, ce néophyte fougueux, oubliera demain sa foi et ses engagemens. Ce disciple nouveau de la réalité retournera dans une heure à toutes ses fantaisies. C'étaient hier des fantaisies métaphysiques; ce sont aujourd'hui des fantaisies sociales. Le sujet seulement est changé; mais où est donc cette pensée pratique dont on est si fier? Attachez-vous à une série de principes : établis dans cette citadelle, vous tiendrez sûrement la campagne. M. Freiligrath a réveillé l'attention publique quand il a chanté le droit commun et signalé les crimes d'une législation barbare. S'il avait eu le bonheur de consa-

crer par d'aussi beaux symboles les autres griefs du parti libéral, son livre eût été un manifeste bien plus décisif. Qu'on lui sache gré pourtant de l'heureux instinct qui l'a poussé, car, parmi tant de demandes si légitimes, s'il y en a une qui soit pressante, urgente, et ne souffre point de retard, c'est bien celle qui a été chantée par lui.

Que les constitutions promises au moment du péril, après Iéna, avant Leipzig, aient été refusées obstinément pendant plus de trente années, que le contrat passé en 1813 ait été anéanti, oui, sans doute, c'est une violation de la foi jurée et le sujet des réclamations les plus saintes; mais il y a un mal plus grand peut-être : c'est ce contraste effrayant, cette contradiction incompréhensible entre les lumières d'un peuple et les désordres qu'il accepte. Il n'y a pas de pays au monde où la science du droit soit plus forte, plus florissante qu'en Allemagne. Science inutile! science menteuse! dans ce même pays, auprès de ces universités où professent des jurisconsultes si profonds, vous trouverez des tribunaux dépendans, une justice asservie au pouvoir, des lois qui donnent pour juge à l'accusé celui-là même qui l'accuse. En vérité, je ne puis comprendre que l'attention des publicistes sérieux ne se tourne pas de ce côté. Ce ne sont pas ici de vagues plaintes, des déclamations vides de sens; voilà des faits, des exigences nettes et clairement définies; les choses parlent toutes seules, elles appellent, elles crient. Pourquoi donc, parmi tant de tribuns, s'en trouve-t-il si peu qui veuillent porter le débat sur ces questions sacrées? Des avocats se sont réunis dans plusieurs villes d'Allemagne pour délibérer sur ce sujet; un journal a été fondé à Leipzig dans l'intérêt de la publicité des tribunaux, et afin d'arracher au mystère des procédures tout ce qu'il est possible de lui soustraire sous l'empire des lois actuelles. Ce sont là des tentatives vraiment libérales, mais ce n'est point assez; ces efforts isolés ne seront rien, tant que les voix les plus hautes et les plus autorisées garderont le silence. Pourquoi les universités n'osent-elles pas, au nom de la science dont elles ont le dépôt, demander au pouvoir l'application de ces principes qu'elles enseignent? Ne serait-il pas temps que les notions du juste et de l'injuste sortissent de l'ombre des écoles? Quoi! il existe un pays où le même homme est à la fois accusateur et juge! il existe un pays où la justice est dépendante, où le pouvoir est en réalité le seul juge véritable, où tous les arrêts, avant d'être publiés, doivent être envoyés au ministre de la justice qui peut les admettre ou les casser, comme bon lui semble! il existe un pays où la défense n'est pas libre, je me trompe, où elle n'existe pas, où l'on peut s'en passer, où ce

n'est pas une partie essentielle du procès, où c'est une tolérance, une grace, et quelle grace, bon Dieu! la grace pour l'accusé de conférer avec son défenseur seulement en présence du juge, et la permission à l'avocat de défendre son client seulement dans les limites que l'accusation lui impose! il existe un pays où ces iniquités sont inscrites solennellement dans le code, et les universités de ce pays sont peuplées de jurisconsultes éminens, et cette science dédaigneuse ne réclame pas contre la barbarie qui l'entoure! Ce n'est pas tout : une partie de ce pays avait conservé nos lois, que lui avait données la révolution; on a tout fait pour détruire dans les ames ces saintes notions du droit et de la justice. Peu à peu, dans l'ombre, par des coups détournés, on a enlevé à la loi française tout ce qui a pu lui être soustrait pour le rendre à la barbarie. Que de manœuvres en outre pour éloigner insensiblement les esprits, pour éteindre dans ces provinces le respect de cette législation! que de vieilles rancunes excitées sourdement! quel usage indigne de ces mots sacrés de patrie et de fierté nationale! C'était une lutte ouverte entre les idées barbares et la lumière de la civilisation moderne. Cette lutte, le nouveau règne crut l'avoir menée si bien, qu'un jour, il y a deux ans à peine, il osa proposer aux états provinciaux du Rhin de substituer la loi prussienne au code français. Qu'eût-il fallu penser de l'Allemagne, si le ferme bon sens de l'assemblée n'eût repoussé ces insolentes prétentions? L'idée même du droit était abandonnée et livrée volontairement. On ne pouvait craindre sans doute une telle résignation. La résistance a été ferme, mais cela ne suffit point encore. Ce n'est pas assez d'avoir maintenu la législation donnée aux provinces du Rhin par la France nouvelle, de l'avoir maintenue, toute mutilée qu'elle est; il faut que l'opinion poursuive cette tâche avec calme, mais avec force; il faut qu'elle commence par-là toutes les réformes sollicitées d'une manière ardente, mais trop vague et trop indécise. Voilà le point de départ nécessaire. L'opposition est ici sur un terrain solide où on ne peut la vaincre. S'il est vrai que cette cause n'est pas encore aussi populaire qu'on le désire, le poète qui chanterait ces vœux de tous les esprits éclairés accomplirait une œuvre efficace, populaire, l'œuvre d'un bon citoyen. Oui, il faudrait à l'Allemagne un poète ému, généreux, éloquent, qui pût jeter à tous les échos ce grand cri de justice. Schiller, la flamme au front, n'eût pas manqué aujourd'hui à cette tâche glorieuse. Or, ces idées une fois bien établies, pense-t-on que la révolution politique ne deviendrait pas plus certaine, et que l'opposition constitutionnelle, plus nombreuse, plus autorisée, plus fortement

soutenue par la conscience publique, ne verrait pas se réaliser enfin, dans un délai presque inévitable, les solennelles promesses de 1813?

Ce mouvement constitutionnel, qui commence à se dégager en Prusse, a surtout deux obstacles à redouter parmi les esprits libéraux, le scepticisme des uns, l'hostilité déclarée des autres. Au moment des transformations sociales, il n'est pas rare de rencontrer des hommes de cœur qui doutent de l'esprit nouveau et des formes qui doivent le représenter. A ce scepticisme, à ce découragement précoce, ajoutez les jalousies nationales qu'il est si facile d'envenimer au-delà du Rhin, et dont les gouvernemens profitent avec une très habile diplomatie; faudra-t-il ressembler à l'Angleterre? à la France surtout? Ne doit-on pas craindre l'influence de nos idées? Voudra-t-on copier, imiter? A ce seul mot, l'orgueil s'irrite, et cet enthousiasme cosmopolite, qui a été long-temps la gloire de l'esprit allemand, fait place aux mesquines rancunes, aux préoccupations étroites. Ce mal existe, il disparaîtra devant le bon sens public, il s'efface déjà, mais il existe. Ce n'est pas tout : il y a des ennemis plus redoutables. Ceux dont je viens de parler doutent, s'inquiètent, s'interrogent et n'osent avancer; ceux-ci, au contraire, attaquent décidément et rejettent tous ces essais qu'il faudrait encourager et soutenir. Dans un pays où l'esprit libéral cherche à se discipliner pour vaincre, je sais des écrivains qui se sont donné pour mission de railler ce parti à mesure qu'il se forme et de le mettre en déroute. Vous les croiriez inspirés par le pouvoir, tant ils servent bien sa politique, et ce sont ses plus violens ennemis. J'ai sous les yeux plusieurs brochures publiées l'année dernière par M. Edgar Bauer sous ce titre : *les Tendances libérales en Allemagne* (*Die liberalen Bestrebungen in Deutschland*). L'oreille attentive au moindre bruit de liberté, l'auteur s'en va de pays en pays, suivant ces mouvemens partout où ils éclatent. Aujourd'hui le voilà en Prusse, dans les provinces de l'est, en Silésie ou à Kœnigsberg; hier, c'était dans le duché de Bade; demain, il ira sur le Rhin, à Cologne ou à Dusseldorf. Qui le pousse ainsi? Que porte-t-il avec lui? Quel drapeau? quelle propagande? Vous pensez qu'il étudie ces sentimens nouveaux qui se déclarent, qu'il veut les nourrir, les fortifier, entretenir enfin l'esprit public encore si incertain, si irrésolu. Non, il fera précisément le contraire. M. Jacoby publie à Kœnigsberg sa courageuse brochure des *Quatre questions*. Il résume avec force les griefs de l'opinion; ce manifeste ranime les esprits en leur montrant un but direct, une espérance permise. Le livre est saisi; l'auteur, mis en jugement, est condamné d'abord, puis acquitté; enfin, l'opinion a été

émue, et Kœnigsberg devient un des centres les plus actifs du progrès libéral. Aussitôt M. Edgar Bauer prend la parole, et, critiquant avec aigreur tout ce qui vient d'arriver, il disperserait volontiers, s'il y pouvait réussir, cette opposition si peu sûre d'elle-même. Or, ce qu'il a fait ainsi à Kœnigsberg, il le fera demain à Carlsruhe, et après-demain à Cologne. Qu'est-ce à dire? Quel est le but de M. Bauer et de ses amis? Ils ont sans doute des théories beaucoup plus efficaces à proposer! Ce dédain supérieur cache des desseins profonds! Nous avons affaire à de grands politiques! Que serait-ce si on ne trouvait là, en cherchant bien, que les rêveries prétentieuses et les bizarreries théologiques de la jeune école hégélienne? Le bon sens de l'Allemagne résistera; elle n'aura pas rompu avec ce mysticisme, qui la fascinait jadis, pour se livrer de nouveau à l'insatiable démon du vide. Malgré les attaques de cette singulière théologie républicaine, la véritable opposition doit continuer son œuvre. M. Edgar Bauer peut se croire très bien inspiré quand il poursuit de sa critique pédantesque tous les actes du parti constitutionnel; sa prédication ne vaut rien, elle est à la fois trop violente et trop antipathique à l'esprit du monde moderne. En voulant allumer un incendie révolutionnaire, il souffle si fort sur cette lumière faible et vacillante, qu'il semble tout prêt à l'étouffer. Mais non, elle ne s'éteindra pas, cette flamme précieuse, elle grandira, comme ces feux qui, répétés de cime en cime, portent au loin une nouvelle de victoire. De l'Elbe jusqu'au Rhin, de Kœnigsberg jusqu'à Cologne, les états provinciaux continueront de réclamer les sérieuses réformes qui doivent rompre les derniers liens du passé, et introduire décidément l'Allemagne dans les voies de la civilisation moderne.

Ces idées qui s'éclaircissent peu à peu, ces résolutions qui s'affermissent, ce mouvement enfin qui s'accroît, voilà ce qui a donné au livre de M. Freiligrath une importance inattendue. Toutes les fois qu'il a chanté ces sentimens vrais, ces désirs sincères, il a rencontré de nobles accens; toutes les fois qu'il a touché avec un heureux instinct ces cordes si bien préparées, elles ont vibré harmonieusement. C'est l'opinion qui a fait parler le poète, et peut-être à son tour elle lui doit d'avoir mieux compris et plus ardemment aimé les principes qu'il a chantés. Est-ce assez cependant? A cette pensée publique qui l'inspirait, le poète a-t-il rendu tout ce qu'il pouvait rendre? Si la profession de foi de M. Freiligrath peut être regardée comme le manifeste d'un parti tout entier, il y a là encore bien de l'indécision. Des parties excellentes qui répondent franchement à des sentimens vivaces, et à côté de cela mille faiblesses, voilà ce livre. C'est par ces qualités et ces défauts, je le sais, qu'il exprime assez bien l'état présent des esprits.

Ce manifeste où éclatent des vers si généreux, et que terminent des couplets vulgaires, c'est bien aussi ce parti honnête, dévoué, mais indécis et qui ne sait pas conclure. Représenter si exactement son parti, ce peut être une bonne fortune pour un livre, ce n'est pas un succès véritable, ce n'est pas une victoire. On s'impatiente contre l'auteur, qui reste si maladroitement à la moitié de sa route; car son œuvre, telle qu'elle est, nous laisse entrevoir quelle éclatante occasion il a perdue, que de choses fécondes il a négligées, et, pour tout dire enfin, quel beau livre il n'a pas fait!

Ce n'est pas assez pour le poète politique de chanter en beaux vers ce que d'autres ont exprimé au forum ou dans la presse. Répéter harmonieusement la clameur confuse d'une époque, fixer dans des œuvres durables le cri fugitif de l'opinion, oui, sans doute, c'est là une partie de sa tâche; ce n'est pas la plus difficile ni la plus haute. Nous n'avons pas affaire ici à une muse obéissante qui doive seulement renvoyer comme un écho docile le bruit qui a frappé son oreille : elle abdique, si elle n'agit pas; son devoir est surtout de donner une voix à des sentimens qui n'ont pas encore parlé. Ces sentimens obscurs, indécis, quand le poète leur a prêté une expression distincte, ils s'éveillent, ils sont révélés à la conscience, ils peuvent devenir féconds. Ce serait surtout dans la situation présente qu'il y aurait place pour de tels développemens de la poésie politique. Au milieu du travail inquiet qui s'agite, combien de pensées encore endormies qu'on pourrait éveiller au fond des intelligences! Je crois comprendre ce que serait, en un pays comme l'Allemagne, et dans la transformation qu'elle subit maintenant, une telle poésie vraiment digne de cette mission supérieure. La vivacité lumineuse de Béranger pourrait s'y associer aux prophétiques symboles du chantre de Pollion. Qui remplira cette tâche? Sera-ce M. Freiligrath? sera-ce M. Herwegh? L'un et l'autre, avec des qualités et des défauts très différens, ils sont encore bien loin de ce but idéal. Ce n'est pas une raison pour y renoncer. Quelle occasion plus glorieuse pour une ame noblement inspirée? Un peuple entier s'agite; les plus légitimes désirs sont excités; les sentimens les plus sacrés s'illuminent. Vérité, liberté, justice, dignité de l'homme, respect de la raison, toutes ces paroles prennent un sens meilleur et commencent à enthousiasmer les cœurs. Derrière ces sentimens qui éclatent, il y en a mille autres qui se dégageront bientôt. Heureux le poète qui chantera en de beaux symboles ce travail de la patrie! heureuse surtout la muse nouvelle, si elle fait prospérer au fond des ames tant de germes précieux qui n'attendent qu'un rayon de lumière!

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

LA TRAITE A CUBA

ET

LE DROIT DE VISITE.

La Supresion del Tráfico de Esclavos Africanos en la isla de Cuba,
por don José A. Saco.

L'île de Cuba, la première des îles atlantiques dont les vastes baies aient abrité les vaisseaux d'Europe, la seconde où l'esclavage des noirs d'Afrique a remplacé la servitude indienne, présente aujourd'hui un singulier spectacle. A Cuba comme dans presque toutes les autres Antilles, l'industrie et l'agriculture ne prospèrent que par le travail des nègres : nulle autre part, cependant, on ne s'élève avec une si ferme persévérance contre le trafic des nègres; nulle autre part, la grande iniquité du XVI[e] siècle n'a été plus énergiquement flétrie. Un enfant de Cuba, un de ceux dont la vieille colonie espagnole est à bon droit le plus fière, M. Saco, s'est fait l'interprète de ses vœux et de ses espérances; M. Saco propose les seuls moyens peut-être que puisse, de nos jours, employer l'Espagne pour détruire la traite, d'autres moyens, avons-nous besoin de le dire? que le droit de visite, la croisière anglaise et la perpétuelle intervention de l'Angleterre dans

les affaires de la colonie. M. Saco n'est pas un inconnu pour l'Europe. Une femme qui par sa naissance appartient à Cuba, par son éducation à la France, Mme la comtesse Merlin, dans un travail publié ici même (1) sur sa patrie lointaine, a dignement caractérisé le talent du publiciste havanais. Mme la comtesse Merlin l'a dit en d'excellens termes, M. Saco se fût fait estimer en tout pays pour la netteté des aperçus, la force des idées, le tissu serré des déductions et la concise fermeté du style. Sans aucun doute, Mme la comtesse Merlin faisait allusion à de remarquables essais sur les *Causes du Vagabondage à Cuba* et sur la *Construction des chemins*. M. Saco y décrit avec une exactitude scrupuleuse l'état présent des Antilles; pour qui sait observer et prévoir, il est aisé d'y pressentir l'avenir réservé dans le Nouveau-Monde à la civilisation européenne. De 1832 à 1834, M. Saco a dirigé la *Revista bimestre Cubana*, si célèbre aux Antilles, qui, selon M. Quintana, ce doyen des lettres castillanes, est une des meilleures revues jusqu'ici publiées dans les pays espagnols. A cette époque déjà, M. Saco dénonçait à la métropole la hideuse industrie négrière avec toute l'énergie de son talent, mais avec la modération de son caractère. Cette modération pourtant ne le put mettre à l'abri de la persécution; un ordre du capitaine-général Tacon lui enjoignit de quitter l'île, où depuis lors il n'a pu rentrer. Deux ans plus tard, en 1836, l'opinion publique rapportait à Cuba un si étrange arrêt de proscription; M. Saco fut nommé député aux cortès. Malheureusement pour son pays, il lui fut impossible de remplir un mandat si honorable: quelques mois après sa nomination, les cortès constituantes de 1837 enlevaient le droit de représentation directe à Cuba. Vainement, à deux reprises, en 1837 et 1838, dans deux écrits chaleureux qui ont pour titre : *Examen des idées de la commission de réforme* et *Parallèle entre les colonies espagnoles et certaines colonies anglaises*, M. Saco plaida-t-il la cause de ses compatriotes; cette interdiction des droits politiques, dont Cuba s'est vu frapper en 1837, a été jusqu'ici maintenue par toutes les cortès.

Aujourd'hui cependant le gouvernement de la métropole est contraint d'adopter lui-même, au sujet de la traite des nègres, les idées généreuses dont M. Saco s'est, il y a dix ans, porté le champion. Et, en vérité, il était temps : l'île de Cuba se trouve dans la situation la plus périlleuse; l'autorité de l'Espagne, la suprématie de la race blanche, la civilisation européenne, y sont plus que jamais compro-

(1) Voyez la *Revue des Deux Mondes* du 1er juin 1841.

mises; le gouvernement de Madrid ferait preuve d'une complète inintelligence, s'il ajournait au lendemain les mesures qui peuvent encore extirper le mal ou du moins en arrêter l'effroyable développement. Il ne s'agit point ici d'examiner comment l'Espagne peut empêcher sa plus brillante colonie de suivre l'exemple des républiques méridionales de l'Amérique; ce serait bien peu connaître l'état présent des Antilles espagnoles, si l'on s'imaginait que la race blanche y puisse en ce moment méditer de grands projets d'indépendance. Non, ce n'est point là qu'est le péril; c'est une question de vie ou de mort qui maintenant se débat pour cette race, et non pas une pure question politique. Lorsqu'on a tant à craindre pour sa fortune, pour l'existence même, a-t-on bien le temps de songer à l'émancipation?

Le péril aujourd'hui est tout entier, et pour la colonie et pour la métropole, dans l'attitude hostile, les alarmantes dispositions, les ressentimens inexorables de la race noire, qui, hier encore, avait recours à l'insurrection déclarée. En 1842, une révolte éclata dans une habitation particulière, où se trouvaient les esclaves employés aux travaux du chemin de fer de Cardenas. On crut d'abord qu'il fallait s'en prendre d'une telle explosion aux nombreux voituriers qui autrefois transportaient les sucres à Matanzas, et dont la construction du chemin de fer devait nécessairement ruiner l'industrie : cela parut d'autant plus vraisemblable, qu'un violent incendie dévora, quelques mois plus tard, une seconde habitation, une des plus belles de l'île, appartenant aux principaux actionnaires des chemins de fer de la Havane et de Matanzas; mais, à la fin de 1843, on fut bien forcé d'assigner à tous ces mouvemens, à tous ces symptômes, leur cause véritable et leur véritable caractère. En novembre 1843, une insurrection, dès longtemps préparée, ayant ses chefs, son drapeau, et, si l'on peut ainsi parler, pratiquant la propagande, mit complètement à découvert les réelles et constantes préoccupations de la race noire. Cette fois, les rebelles ne se bornèrent point à incendier quelques maisons et à couper sur pied les cannes à sucre; quand la révolte fut accomplie, ils ne songèrent point à chercher un refuge dans les montagnes; c'était à des ennemis politiques, à des ennemis de caste et de race que l'on avait affaire, et non point à des maraudeurs. On put aisément s'en convaincre lorsqu'on les vit, après avoir assassiné leurs maîtres, parcourir le pays, le fer et le feu à la main, appelant aux armes tous ceux de leurs frères qui ne jouissaient point encore de la liberté. Un jour de plus, et Cuba eût été le Saint-Domingue du XIX[e] siècle; par bonheur, au moment où la conflagration s'allait répandre dans la colonie

entière, un propriétaire, don Esteban de Oviedo, découvrit à la Sabanilla, à sept lieues de Matanzas, une vaste conspiration, ourdie avec une habileté extrême, et où s'étaient profondément engagés non-seulement les nègres de l'habitation, mais encore ceux de tout le district, soixante mille, ni plus ni moins, qui avaient pour complices, à la Havane et dans les villes principales, un très grand nombre d'hommes de couleur, de ceux même qui depuis long-temps, sinon depuis leur naissance, sont en pleine possession de la liberté. Dès les premiers interrogatoires que subirent les conjurés, on fut frappé de l'intelligente hardiesse qui présidait à tous leurs plans, de la stratégie savante avec laquelle, si on ne l'avait point prévenue, aurait éclaté et se serait propagée la rébellion. On en put facilement conclure que, si la race esclave fournissait les instrumens du complot, il en fallait chercher ailleurs la pensée. Or, comme de tous les naturels, de tous les habitans du pays, colons ou Espagnols, peu importe, il n'en est pas un seul dont ce complot ne dût anéantir jusqu'aux moindres intérêts, on fut bien contraint de remonter à la vraie source, et d'imputer à la propagande anglaise ce péril immense auquel on venait d'échapper.

Est-ce à dire pour cela que l'Angleterre entretienne parmi les noirs des agens qui les poussent à la révolte? Non, certes; ce serait là un moyen d'une trop vulgaire habileté. A la vérité, il n'y a jamais eu, à la Havane, ni dans les autres ports de l'île, un seul consul anglais dont l'attitude n'ait été moralement un encouragement positif pour tous les hommes de couleur ou de race noire qui songeraient à briser la domination des blancs par la violence. Si une lutte sérieuse entre les deux races désole un jour la reine des Antilles espagnoles, on peut être sûr d'avance que les Anglais n'en demeureront point, à la Jamaïque, les spectateurs impassibles. Que les nègres finissent par l'emporter, sans aucun doute la magnanime Angleterre ne pourrait se résoudre à le souffrir; mais, d'un autre côté, la métropole actuelle, les colons de race espagnole ne devraient point s'abuser sur l'issue de la crise : ce n'est point à leur profit qu'elle pourrait se terminer. Sur ce point, ils peuvent se fier pleinement à la nation envahissante qui, aux guerres de la succession, a gagné Gibraltar. Vous imagineriez difficilement par quelles manœuvres elle fait aujourd'hui pénétrer aussi avant que possible dans la race noire la haine du joug espagnol. On se souvient du consul Turnbull, ce Pritchard des Antilles, qu'en 1841 le capitaine-général Valdez se vit obligé d'expulser de l'île, malgré le caractère officiel dont il était revêtu. Quel que soit le génie d'intrigue dont M. Turnbull puisse être doué, si grande qu'ait été sa persévérance,

il doit s'avouer vaincu par les pieux missionnaires wesleyens, des deux fameuses sociétés abolitionistes de Londres, qui ont pour chefs les plus riches lords du royaume-uni. Endoctriner les esclaves dans l'île même, embaucher les nègres sous les yeux des autorités, ce sont là des menées pleines de périls pour qui les entreprend, et que, d'un instant à l'autre, on peut déjouer, pour peu qu'on ait de vigilance. Il vaut bien mieux s'emparer de l'esclave avant qu'il ait mis le pied dans la colonie; il vaut bien mieux, avant même que le négrier ait accompli sa hideuse presse, pénétrer le nègre de tous les sentimens qui, plus tard, le pousseront à la révolte dans les *ingenios* espagnols.

Le 10 mars 1843, le *Morning-Herald* racontait avec complaisance l'accueil empressé, bienveillant qu'avaient fait aux missionnaires anglais, dans l'intérieur de l'Afrique, non loin des sources du Niger, les rois sauvages des pays où s'exerce l'abominable industrie du négrier. Ces missionnaires, disait le *Morning-Herald*, s'étaient donné pour mission de civiliser l'Afrique; il convient de ramener à ses proportions véritables une si ambitieuse prétention. Les abolitionistes de Londres n'ont rien fait pour la civilisation en Afrique; la seule haine du maître qui peut un jour les acheter, voilà ce qu'ils ont inculqué aux nègres de Dahomey, de Benin, d'Ashanti, qui plus tard viennent peupler les habitations de Cuba. Ces nègres sont dès-lors des instrumens tout façonnés pour la révolte, et il est hors de doute que, si la Grande-Bretagne essayait enfin de réunir Cuba à la Jamaïque, elle aurait en eux des alliés déterminés, intrépides, qui ne reculeraient ni devant les excès ni devant les périls. Dans les premiers temps, les colons de Cuba tombaient de leur haut quand ils entendaient le nègre, complètement étranger du reste à la civilisation européenne, bégayer dès sa sortie du bâtiment négrier des paroles anglaises, des phrases toutes faites empruntées aux missionnaires wesleyens. Ils savent aujourd'hui où et comment il a pu les apprendre; ils voient clairement dans quel but le méthodiste de Londres est allé les lui enseigner.

D'une telle conviction, maintenant bien arrêtée, nous ne voulons pour preuve que l'énergique représentation adressée au capitaine-général don Leopoldo O'Donnell par les principaux colons de Matanzas, avant même qu'on eût découvert la conspiration de la Savanilla. Nous avons sous les yeux ce document remarquable, que l'*Imparcial* de Barcelone a publié le 24 février 1844. Les colons de Matanzas faisaient nettement ressortir les périls de la situation, les périls auxquels on venait d'échapper, et qui, dans l'avenir, devaient nécessairement se reproduire; ils suppliaient le capitaine-général de réprimer par tous les moyens pos-

sibles cet infame trafic de la traite, qui non-seulement rendait chaque jour plus effrayante la supériorité numérique de la race noire sur la race blanche, mais leur amenait d'implacables ennemis jusque dans le foyer domestique. Le général O'Donnell ne voulut rien entendre; récemment débarqué dans l'île, le général n'avait pu se dégager encore de cet incroyable préjugé espagnol qui décida les cortès, si éminemment libérales pourtant, de 1812 et de 1820, à maintenir le trafic des noirs. Jusque dans ces derniers temps, on s'est imaginé en Espagne que, si la population blanche de Cuba n'avait rien à craindre de la population noire, elle n'aspirerait plus qu'à l'indépendance. Voilà pourquoi, sous l'ancien régime, on ouvrait à la Havane, à Matanzas et dans tous les ports de l'île, ces nombreux *asientos* où, à toutes les saisons de l'année, se vendaient des milliers de nègres; voilà pourquoi les assemblées constitutionnelles elles-mêmes se prononçaient hautement pour la traite, qui, en dépit des conventions de 1817, de 1835, de toutes les stipulations conclues avec l'Angleterre, en dépit du droit de visite, de la continuelle croisière entretenue par la Grande-Bretagne dans les mers d'Afrique, de la répression sévère exercée par le tribunal mixte de Sierra-Leona et par celui qui siége à la Havane, étale effrontément aujourd'hui même sa marchandise humaine sur toutes les côtes de la colonie. En 1841, le gouvernement de Madrid ne daignait pas même répondre aux vives doléances des principales corporations de la Havane, — le tribunal de commerce, l'ayuntamiento, la junte de *fomento*, une association de négocians et de planteurs qui a pris l'initiative de toutes les grandes entreprises d'intérêt public. En vain on lui prouvait les inconvéniens et les périls de la traite, en vain on le conjurait de faire appel en Europe à toutes les classes souffrantes et laborieuses, lui montrant dans toutes les campagnes de l'île un champ immense pour les spéculations de l'industrie européenne; en vain, il y a quelques mois à peine, les colons de Matanzas, exprimant avec plus d'énergie encore les mêmes appréhensions, suppliaient-ils le capitaine-général, non pas seulement de prendre des mesures qui pussent essentiellement changer les conditions de la race blanche et de la race noire, mais de protéger la première, de lui assurer un peu de sécurité, en disséminant çà et là dans les habitations quelques bataillons de la garnison vraiment trop considérable, qui, à la Havane et à Santiago, parade en pure perte, ou peu s'en faut, devant les palais du gouverneur et de son lieutenant. Prières, cris d'alarme ou de détresse, rien n'ébranlait le gouvernement de Madrid, qui, jusqu'au bout, serait demeuré impassible, si les obsessions de l'Angleterre

ne l'avaient contraint de faire, lui aussi, une démonstration contre la traite et le commerce des noirs. Le 2 juin 1843, le gouvernement de Madrid ordonna au capitaine-général Valdez de réunir une commission de colons et de négocians, et de prendre son avis sur les moyens d'en finir avec la traite. Ce document est, sans aucun doute, un des plus étranges, un des plus bizarres qu'il soit possible d'imaginer; cette traite, si solennellement flétrie par le congrès de Vienne, dont toutes les puissances, grandes et petites, s'étaient engagées à poursuivre l'abolition, et qui, entre l'Espagne et l'Angleterre, avait été à deux reprises, en 1817 et en 1835, l'objet des conventions les plus formelles, voulez-vous savoir comment on la qualifiait dans la dépêche du 2 juin adressée au capitaine-général de Cuba? Pour le gouvernement du comte-duc qui, près de tomber, n'avait plus conscience, sans aucun doute, de ses actes ni de ses paroles, la traite, au moment où il s'agissait de la supprimer complètement, était, nous nous bornons à traduire les expressions de la dépêche, une sorte d'institution qui jusqu'alors avait efficacement, puissamment contribué à maintenir l'agriculture à Cuba, à y développer tous les germes de la richesse, à y fonder une prospérité sans exemple dans les Indes occidentales. Le moyen que le capitaine-général de Cuba prît au sérieux le projet d'abolition dont lui parlait le gouvernement de Madrid, entremêlant ses menaces contre les négriers d'éloges et, s'il faut tout dire, d'encouragemens qu'au XVI[e] siècle même on se fût fait scrupule de leur accorder!

On le comprend sans peine, le général Valdez ne tint aucunement compte des instructions si manifestement contradictoires que lui envoyait un régime dont la dernière heure était sur le point de sonner. Le général ne jugea pas même à propos de nommer cette commission de négocians et de planteurs, qui devait aviser aux moyens de supprimer l'industrie des négriers; mais, devant l'expérience, il n'est pas de préjugé qui ne soit contraint de fléchir, si ancien, si enraciné qu'il puisse être; à Madrid comme à la Havane, les dernières insurrections ont enfin dessillé tous les yeux. Le mal qui d'heure en heure travaille jusque dans les entrailles la société d'élite que forment à Cuba les descendans des premiers colons espagnols, s'est montré dans sa réalité effrayante; il faut bien, si l'on veut y porter remède, prendre le parti de remonter à la vraie cause de tous les périls. En 1843, en 1844, les révoltés ont subi une répression sanglante qui, chez les noirs, a répandu la terreur, et chez les blancs une consternation profonde. Un grand nombre de nègres et d'hommes de couleur furent passés par les armes. Parmi les condamnés se trouvait un jeune mulâtre, Pla-

cido, qui sans aucun doute fût plus tard devenu un des maîtres de la poésie espagnole. De long-temps on ne pourra se remettre à la Havane de l'émotion que sa mort y a produite. Si vives que soient à Cuba les divisions de race et de caste, il n'est pas de colon qui ne reproche au gouvernement de Madrid l'exécution du malheureux Placido. Aujourd'hui encore, les vaisseaux qui rentrent dans la métropole sont chargés de nègres qui vont expier au bagne de Ceuta ce vigoureux effort qu'ils viennent de faire pour se saisir de la liberté. Dans son numéro du 18 février, l'*Heraldo* annonce que trente-neuf de ces malheureux ont été récemment débarqués à Cadix. Dès la fin de 1843, le gouvernement espagnol comprit qu'il n'y avait plus de ménagemens à garder envers la traite, et le général O'Donnell reçut l'ordre positif de réunir cette commission, devenue fameuse par les termes dans lesquels l'avaient instituée les derniers ministres d'Espartero. La commission, bien que dans son sein elle comptât des partisans déclarés de la traite, et entre autres le doyen même des trafiquans d'esclaves, se mit consciencieusement en devoir de rassembler les bases d'une loi sévère contre le commerce des nègres; c'est précisément ce petit code pénal que les cortès viennent de donner pour sanction au droit de visite, si expressément stipulé par les traités de 1817 et de 1835.

Le gouvernement de Madrid est entré là dans une voie excellente. Ce n'est point encore ici le moment d'examiner s'il ne lui aurait pas été possible de supprimer la traite sans reconnaître le droit de visite, sans renoncer pour son compte à la liberté des mers, sans abaisser devant le pavillon britannique celui dont les couleurs flottaient sur le premier navire d'Europe qui ait abordé au Nouveau-Monde. Bornons-nous maintenant à constater cette sérieuse intention, qu'il vient de manifester hautement, d'en finir avec la hideuse contrebande qui, sous la protection des capitaines-généraux, introduit à Cuba des milliers d'esclaves, comme les fraudeurs de Gibraltar introduisent en Andalousie les produits manufacturés de Liverpool et de Londres, sous la protection du canon anglais. La suppression n'aura pas seulement pour avantage de rendre la sécurité aux colons de Matanzas, de Santiago, de la Havane, à la population blanche de l'île entière; elle ôtera désormais tout prétexte aux déclamations des sensibles publicistes du *Morning-Herald* et du *Times*, des généreux orateurs qui, à la chambre des lords et à la chambre des communes, continuent, dans le seul intérêt de leur commerce et de leur puissance coloniale, les philanthropiques prédications de Wilberforce. De quel droit maintenant l'Angleterre demanderait-elle, comme il y a quatre ans, à intervenir dans

l'administration intérieure des colonies espagnoles? Si, en dépit des concessions que vient de lui faire le cabinet de Madrid, elle intriguait encore à Cuba par ses agens diplomatiques, la Grande-Bretagne démasquerait ses intentions les plus secrètes, et alors, à défaut de l'Espagne, ce serait à la France et aux États-Unis d'aviser.

Immédiatement après le vote du congrès qui a formellement supprimé la traite, M. Martinez de la Rosa a prescrit à tous les ambassadeurs d'Espagne, à tous les envoyés de la reine Isabelle, à tous ses représentans en Europe, de favoriser le plus possible l'émigration dans les Antilles. Ce n'est point la première fois que le gouvernement de Madrid offre des conditions avantageuses aux Européens industrieux et de bonne volonté qui, dans les colonies espagnoles, s'associeraient à la fortune et à l'avenir de la population blanche : jusqu'à ce jour pourtant, de telles conditions ne pouvaient être acceptées. En 1775, à Cuba, sur cent habitans, on pouvait encore compter cinquante-six personnes de race blanche; un demi-siècle après tout au plus, c'étaient les noirs qui formaient le plus grand nombre : c'est à peine si sur cent personnes on trouvait quarante-quatre blancs Et ce n'est pas tout : de jour en jour, la disproportion devenait plus effrayante; la population noire s'accroissait à tel point que, dans quelques années peut-être, on n'aurait pas pu décider un seul Européen à se venir fixer dans la plus belle, dans la plus prospère des colonies qui jamais aient reconnu la domination des rois catholiques. De 1835 à 1839, trente-cinq mille passagers blancs ont débarqué à la Havane, où prennent terre les émigrans d'Europe; durant le même espace de temps, soixante-trois mille nègres d'Afrique avaient été jetés sur la côte occidentale de l'île, et ce n'était pas là le seul point par où les négriers pussent exercer leur odieuse industrie. Pour notre compte, à ne considérer que la situation actuelle, nous ne pouvons comprendre que le gouvernement espagnol se soit aperçu si tard du péril auquel l'incurie des précédens régimes abandonnait les colons. Jetez un coup d'œil sur les pays qui environnent Cuba, partout c'est sur des ennemis, et des ennemis de race noire, que vos regards vont tomber. Tout à l'entour de Cuba, la race noire forme comme de sombres nuées d'où l'extermination pourrait dès demain sortir, si dès demain les liens étaient rompus entre les colons d'Espagne et leurs frères d'Europe. A l'orient, la république militaire d'Haïti, soutenue par les marchands d'Angleterre, discipline en silence ses bataillons déguenillés, mais tout pleins de cette énergie, de cette bravoure sauvage qui bouillonne encore et s'exalte au souvenir des luttes si vaillamment, si cruellement engagées par leurs pères, et où

ceux-ci ont trouvé l'indépendance. Au sud, la Grande-Bretagne brandit incessamment à la Jamaïque le drapeau de l'émancipation : dans une seule nuit, les émancipateurs de la Jamaïque pourraient venir en aide aux révoltés de Cuba. Çà et là, dans l'archipel de Bahama, vous apercevez, menaçant la Havane et tous les flancs de la colonie, les îlots où les croiseurs britanniques déposent les esclaves arrachés aux négriers. Nous ne parlons point de nos esclaves de la Martinique et de la Guadeloupe, qui tôt ou tard également ressaisiront leur liberté. Regardez plutôt au nord, du côté même où les caps de la Floride et les ports de la Louisiane, de la Géorgie et des Carolines, établissent de si directes, de si fréquentes communications entre Cuba et le continent américain : de ce côté, trois millions de noirs s'agitent sourdement, résignés en apparence, mais à tout moment excités par les innombrables sociétés abolitionistes; trois millions, ni plus ni moins, dont l'Union américaine, ce colosse des mers atlantiques, redoute elle-même les emportemens convulsifs. Que l'Espagne se hâte : l'heure est venue de réparer les fautes des régimes absolus et des premiers régimes constitutionnels. L'île de Cuba est la plus importante colonie qu'elle ait conservée dans le Nouveau-Monde; par les contributions écrasantes dont on l'a frappée, l'île de Cuba, bien souvent, a suppléé presque, depuis Ferdinand VII, aux tributs énormes que sa métropole tirait autrefois des Indes occidentales. C'est elle qui, en ce moment, ouvre les plus vastes et les plus sûrs débouchés au commerce et à l'industrie de la Péninsule; que l'Angleterre s'empare de Cuba, et un coup mortel est porté à la marine marchande de l'Espagne, qui maintenant aspire à se relever. Par sa position géographique, l'île de Cuba doit assurer à l'Espagne régénérée une influence prépondérante dans les évènemens qui tôt ou tard changeront la face du nouvel hémisphère. C'est à l'Espagne de voir s'il lui convient de sacrifier d'avance et aujourd'hui même une telle influence aux États-Unis ou à l'Angleterre, qui l'une et l'autre convoitent cette magnifique possession, que, dans leur admiration naïve, les vieux chroniqueurs ont nommée le boulevard des Indes occidentales, la clé du golfe de Mexique, la sentinelle avancée du canal de Bahama.

Si l'Espagne veut conserver Cuba, il faut de toute nécessité qu'elle comprenne ce qui lui reste à faire. Ce n'est pas tout que de proclamer la suppression de la traite; le code pénal qu'elle vient de promulguer, toutes les prescriptions par lesquelles elle essaiera de décourager les trafiquans d'esclaves, rien ne lui réussira, si elle ne se met en devoir de substituer dans l'île même au gouvernement d'un capitaine-général

qui trop souvent ne peut être qu'un soldat parvenu, à l'état de siége qui depuis 1825 pèse sur la colonie, une administration libérale, intelligente, conforme, en un mot, aux principes qui maintenant régissent la métropole. N'est-ce point une chose inconcevable que, sous le régime constitutionnnel, les domaines américains de la monarchie espagnole soient plus durement traités que sous Charles IV lui-même? Pour son compte, l'île de Cuba demande qu'un ministère soit créé qui, sous le nom de *ministère d'outre-mer*, s'occupe spécialement des affaires coloniales, et, assurément, c'est assez des possessions que l'Espagne a conservées dans les quatre parties du monde pour former un vaste département. Elle demande que la nouvelle constitution lui rende la représentation directe aux cortès, que lui a ôtée la charte de 1837; elle demande qu'un conseil colonial soit fondé, semblable aux conseils des colonies françaises, lequel pourrait concourir avec le capitaine-général à l'administration de l'île, abandonnant à ce dernier le gouvernement politique, le commandement absolu des forces militaires, toutes les attributions enfin qui garantissent à la Péninsule la conservation de sa colonie. Cette requête des colons de Cuba, nous ne concevons point qu'à l'époque où nous sommes, l'Espagne la puisse repousser. Telle est la cause que M. Saco s'est chargé de plaider, aujourd'hui que l'Espagne semble enfin se départir d'une insouciance qui menaçait de passer à l'état chronique. S'il est vrai que le bon sens, la justice, aient leur jour en Espagne, cette cause est gagnée déjà auprès du gouvernement de Madrid.

II.

L'œuvre de M. Saco se peut diviser en deux parties bien distinctes : dans la première, M. Saco prouve, de la façon la plus péremptoire, que la nature du travail dans les plantations, le climat des Antilles, le salaire exigé par les ouvriers libres, ne peuvent plus être un prétexte pour continuer la traite, ni un obstacle pour la colonisation européenne; il prouve que, depuis l'abolition du trafic des nègres, la culture du sucre a donné aux Antilles françaises et anglaises de plus considérables produits, que si en certains pays ces produits ont essuyé une diminution sensible, la diminution a été partout ailleurs compensée, et bien au-delà, par les progrès du commerce et de l'industrie. Dans la seconde partie, M. Saco s'attache à démontrer qu'en tout état de cause, l'Espagne ne doit point hésiter le moins du monde à supprimer la traite, si elle tient à conserver sa colonie la plus pré-

cieuse : qu'importerait, après tout, que dès demain l'abolition absolue du trafic amoindrît même de moitié la richesse de l'île? Ce ne serait là qu'une considération extrêmement secondaire; le vrai problème, celui qu'il s'agit de trancher aujourd'hui, c'est la question de savoir si, pour ne point tout perdre, on est disposé à sacrifier quelque chose. Au surplus, M. Saco le démontre jusqu'à l'évidence dans la seconde partie de son livre, de telles craintes ne sont que de pures chimères : qu'une administration intelligente appelle enfin sérieusement, sinon dans les hautes régions où elle tranche les affaires, du moins dans ses conseils, les enfans même de l'île, ceux qui ont les plus grands, les plus nombreux intérêts au développement de la prospérité coloniale, et non seulement Cuba se lavera de cette souillure du trafic des nègres, qui maintenant lui est commune avec le seul Brésil, mais le travail des ouvriers libres, la colonisation européenne, en feront pour la métropole une telle source de richesse, que celle-ci n'en sera plus à regretter d'avoir perdu le Mexique ou le Pérou.

C'est la culture de trois plantes, le sucre, le tabac, le café, qui de nos jours constitue l'industrie de Cuba. Pour le tabac et le café, pas la moindre difficulté : les plus déterminés partisans de la traite sont forcés d'avouer que l'une et l'autre plantes peuvent prospérer à Cuba sans le secours des noirs. C'est la culture du sucre qui forme tout le problème; s'il en faut croire les trafiquans de nègres, à l'instant même où l'on aura supprimé la traite, sonnera la dernière heure de l'industrie sucrière; à les entendre, une telle industrie comporte de si rudes fatigues, un si dur travail, que la race africaine y peut seule résister; cette race est la seule qui puisse pleinement se développer sous le soleil des Antilles; les races européennes s'y établiraient d'ailleurs sans obstacle, que pas un planteur ne serait en état de payer le salaire que ne manqueraient point d'exiger les ouvriers blancs. Chacune de ces trois objections subit, dans le livre de M. Saco, une réfutation complète; nous ne concevons pas, pour notre compte, qu'on les puisse désormais reproduire de manière à faire illusion.

L'industrie sucrière se compose, on le sait, de procédés compliqués et bien différens les uns des autres; il faut distinguer entre le travail agricole ou la culture de la canne et la fabrication même du sucre. Le travail agricole demande fort peu de soins et de peines; combien de professions et de métiers, exercés par les blancs aux Antilles, qui exigent incomparablement plus de fatigues! N'est-ce pas, du reste, un fait constaté, que les cannes à sucre consommées à l'état naturel comme toute autre espèce de fruits, ce sont des blancs qui en grande

partie les sèment et les récoltent? La fabrication du sucre est incontestablement plus pénible; c'est pourtant une exagération véritable de prétendre que le blanc n'y peut suffire. Il suffit bien à la fabrication du fer, à la construction des chemins, des ponts et des canaux, à la préparation des produits chimiques, à l'exploitation des mines. Il n'est pas, dans la préparation du sucre, un seul procédé qui nécessite une si considérable dépense de force que ces travaux, accomplis chaque jour aux Antilles par des ouvriers européens. Ajoutez que de toutes les professions imaginables, la fabrication du sucre est la plus saine; ajoutez que l'invention et le perfectionnement de certaines machines dispenseront bientôt l'homme des plus épuisantes fatigues. Ici encore, nous avons pour nous l'expérience; l'immense quantité de sucre qui tous les ans s'exporte des possessions anglaises ou hollandaises d'Asie, de Java, des Moluques, de Sumatra, qui donc les produit, sinon des ouvriers libres? Parlerons-nous de la Prusse, qui aujourd'hui même possède cent fabriques de sucre; de la Russie, qui en a cent soixante environ; de l'Allemagne, qui en compte déjà plus de cent quarante; de la France, qui en avait naguère un plus grand nombre que ces trois pays? On dira peut-être que le sucre de canne est le seul qui soit en question; mais, dans les provinces de Malaga et de Grenade, l'Espagne elle-même possédait autrefois de magnifiques plantations de cannes à sucre. Si les malheurs politiques y ont tué cette industrie dont les vestiges subsistent encore à Velez, à Nerja et dans quelques autres villes, qu'en peut-on inférer contre l'aptitude des blancs?

Nous le voulons bien pourtant, ne parlons que de l'Amérique : est-il donc bien difficile d'y trouver des colonies entières où, à de certaines époques, on s'est, et sans le moindre inconvénient, passé du travail des noirs? A Puerto-Rico, en 1832, sur quinze cent soixante-dix-sept plantations, trois cents au plus étaient exploitées par des ouvriers esclaves. Au Mexique, c'est mieux encore : depuis un siècle déjà, quand on achète une habitation au Mexique, on a peine à y rencontrer quelques vieux nègres, faibles débris de la servitude ancienne, et encore s'empresse-t-on de leur rendre la liberté. Si l'industrie sucrière est profondément déchue dans la Nouvelle-Espagne, ce n'est pas au défaut d'esclaves noirs qu'on doit s'en prendre, mais aux convulsions civiles qui maintenant encore désolent ce malheureux pays, à la difficulté des transports, au mauvais état des routes, à la rareté des débouchés, au taux misérable où les produits sont enfin descendus.

Mais on dira : peu importe que les ouvriers européens soient aptes à l'industrie sucrière, s'ils ne peuvent résister au climat des Antilles, si

la race noire est seule en état de supporter ce brûlant soleil d'Amérique, moins brûlant encore pourtant que son soleil africain. Ici également, nous avons à combattre d'étranges préjugés et des exagérations incroyables. Si l'Européen, le naturel de tout pays froid, est sujet à la fièvre jaune, dont le nègre est exempt, il ne faut pas s'imaginer que pour ce dernier ce soit là un vrai privilége. Les créoles de Cuba, les naturels de toutes les autres îles de l'Atlantique, ceux de l'Amérique espagnole, de tous les pays enfin dont le climat est exactement semblable à celui de Cuba, ne sont-ils pas aussi respectés par le fléau des Antilles? Songez en outre que, mieux connue, mieux traitée, la fièvre jaune se guérit maintenant comme toute autre maladie; si de temps à autre elle emporte encore les Européens, ce n'est plus au climat qu'on le doit imputer, mais à l'imprudence des nouveaux débarqués, à leur manière de vivre, à leurs habitudes déréglées. Aujourd'hui, on le peut affirmer, la fièvre jaune est reléguée sur les côtes; pénétrez un peu avant dans les terres, et vous n'avez plus rien à craindre de la contagion. Cela est si vrai que, lorsqu'on veut acclimater à Cuba les régimens arrivés d'Espagne, on se borne tout simplement à les interner durant les premiers mois; il suffit pour cela qu'ils s'éloignent de deux ou trois lieues, et, en certaines saisons, d'une demi-lieue seulement, de cette baie fameuse de la Havane, où sévissait autrefois la fièvre avec le plus de persévérance et d'intensité.

Au demeurant, si le nègre est exempt de la fièvre, n'est-il pas plus sujet que le blanc à toutes les infirmités qui accablent l'espèce humaine? Combien, dans la hideuse cale du négrier, expirent au milieu des plus atroces souffrances, avant même d'arriver en vue des Antilles! Combien, durant leur vie entière, sont frappés de maladies particulières à leur race, de plaies cruelles qui rongent la peau et dévorent les membres! Combien sont atteints de cette manie mortelle qui les pousse à manger de la terre, de cette éruption vénérienne incurable si connue aux Antilles sous le nom de *pian!* En 1833, quand le choléra-morbus envahit la colonie espagnole, c'est surtout contre la race noire que se déchaîna le fléau asiatique. Il serait instructif de dresser l'exact tableau de la mortalité aux Antilles : on verrait si, tous les ans, la race noire ne fournit point à cette liste funèbre le plus considérable contingent. Tous les mois, d'ailleurs, on voit à Cuba débarquer par centaines, après une traversée difficile, les naturels des Canaries et ceux de l'Amérique du Nord, des Européens de toutes nations, Espagnols, Français, Anglais, Allemands : comptez ceux d'entre eux qui succombent aux chaleurs et à l'inclémence du climat,

et en même temps les nègres qui expirent dans la cale des négriers ou dans les habitations de l'île, et vous verrez encore si, entre les deux races, la terrible balance ne penche pas en faveur des blancs.

On se ferait difficilement une idée de la force qu'a conservée aux Antilles même le préjugé qui interdit au blanc les industries pénibles. Il y a quelques années, on s'était imaginé aussi que le noir seul pourrait résister au service des machines sur les bateaux à vapeur anglais; il a fallu que la plus douloureuse expérience prouvât précisément tout le contraire, c'est-à-dire que le blanc y était incomparablement plus apte que le noir. Remontez à l'origine de toutes les colonies européennes, vous aurez bientôt la conviction que le climat n'a jamais été pour rien dans le progrès ou la décadence de leur population blanche. Au XVII[e] siècle, c'étaient des Normands qui suffisaient à tous les travaux dans les îles françaises. Cinquante ans plus tard, les Normands eux-mêmes s'étaient rebutés comme tous les autres ouvriers européens. Ce n'est point devant la fièvre ni devant les chaleurs qu'ils se retirèrent, mais devant les abus de l'administration, devant le régime intolérable qui alors pesait sur les colons, devant la concurrence de l'industrie négrière, qui assurait de si exorbitans profits, et au trafiquant qui vendait l'esclave, et au planteur qui l'achetait. Suivez l'analogie pour toutes les autres Antilles, la Jamaïque, Grenade et les Grenadines, Saint-Christophe, la Dominique, les Barbades, pour toutes les îles enfin de l'archipel atlantique. Partout vous serez contraint de reconnaître que le climat est hors de question. Partout la décadence de la race blanche tient à des causes purement politiques, à l'oppression de la métropole, aux tributs écrasans, aux prohibitions industrielles et commerciales, aux tentatives d'émancipation déjouées et sévèrement réprimées, à la piraterie, au brigandage des forbans, aux guerres civiles, aux émigrations en masse. Les révolutions de la Grande-Bretagne avaient jeté un grand nombre de familles anglaises dans les Barbades; ce n'est point le climat, mais bien Charles II, qui, par son fameux acte de navigation, a dépeuplé ce riant archipel.

L'Espagne, qui, dans le nouvel hémisphère, a guidé l'Europe entière, a aussi donné l'exemple de la colonisation blanche; ce sont les soldats de Colomb, d'Almagro, de Pizarre, qui d'abord ont desséché les lacs, dompté les fleuves, ouvert les routes, bâti les villes et les forteresses. Plus tard, le colon espagnol ne fut plus qu'un officier de fortune, un parvenu fainéant, un cadet de famille soudainement enrichi par le revenu des mines et l'exploitation des races asservies; il eût cru lui-même se marquer au front du sceau de l'infamie et de l'abjection sociale,

s'il s'était abaissé à travailler comme le *peau rouge* et le noir. Pourtant, en 1517 déjà, à l'époque précisément où le noir a remplacé le *peau rouge*, on songeait à maintenir l'équilibre entre la population blanche et la population venue d'Afrique. Communautés religieuses récemment établies dans les Indes, gouverneurs-généraux, employés civils et militaires, tout le monde suppliait le roi catholique d'envoyer aux îles des laboureurs de Castille; la fière Castille fermant l'oreille, c'est au reste de l'Europe qu'on faisait appel, absolument comme de nos jours le font les planteurs de Cuba. A Cuba, la colonisation a commencé en 1511; deux cent soixante-trois ans plus tard, en 1774, la population blanche s'y élevait à peine à 96 mille ames. En 1841, soixante-six ans seulement après le recensement de 1774, elle comptait 418 mille personnes. La population totale de l'île était naguère d'environ 1,007,624 personnes, 418,291 blancs, 436,495 esclaves, et 152,838 hommes de couleur. Il suffit de rapprocher ces chiffres pour voir à quel point la population blanche est débordée par les hommes de couleur et les esclaves dont le nombre, d'ailleurs, va de jour en jour augmentant.

En vérité, si c'est principalement par le climat qu'on s'explique les destinées de la population blanche aux Antilles, on lui impute, ce nous semble, de bien singuliers caprices. Comment, de 1774 à 1841, a-t-il pu si énergiquement la favoriser, après l'avoir, pendant deux cent soixante-trois ans, forcée à demeurer stationnaire? Qu'on ne cherche plus, enfin, à faire prendre le change sur les causes de ses progrès et de sa décadence. L'histoire de Cuba s'explique par l'histoire même d'Espagne, comme celle de la Jamaïque ou des Barbades par l'histoire de l'Angleterre. Jusqu'à Charles III, ce grand prince qui a eu trois Colbert, les trois comtes d'Aranda, de Florida-Blanca et de Campomanès, l'île de Cuba était livrée aux monopoleurs de Cadix et de Séville : le moyen que la colonisation européenne s'y pût librement développer! Charles III abolit l'incroyable privilége de Séville et de Cadix : treize ports, dans la Péninsule, furent à la fois autorisés à commercer avec le Nouveau-Monde. Plus heureuse que ses sœurs des Antilles et les autres colonies de l'Espagne, l'île de Cuba finit même par obtenir la liberté absolue du commerce. Avec l'Union naissante, avec la France, et le monde civilisé tout entier, elle établit des relations aussi nombreuses, plus nombreuses peut-être qu'avec la mère-patrie. Voilà pourquoi, un demi-siècle après, la population blanche était devenue déjà cinq fois plus considérable. C'est au régime constitutionnel à poursuivre et à consommer l'œuvre de Charles III, aujourd'hui, en supprimant la traite, plus tard, du moment où une telle mesure ne pourra

porter aucun préjudice aux intérêts coloniaux, en supprimant l'esclavage même. Maintenant la traite crée au travailleur libre une concurrence écrasante contre laquelle il n'est pas possible de lutter.

Nous voici enfin parvenu à la plus sérieuse objection qui se puisse faire contre le travail libre. Supposez qu'il n'ait plus à redouter la concurrence qui actuellement l'empêche de se constituer aux Antilles espagnoles : comment les planteurs seraient-ils en état de lui payer son salaire? Une telle objection n'a pas plus de valeur que les autres : M. Saco, qui traite la question avec une véritable supériorité de vues économiques, en signale clairement le vice radical. Se prévaloir de l'excessive élévation du salaire aux Antilles pour conclure contre le travail libre, n'est-ce pas conclure contre ses prémisses? C'est tout au contraire la traite qu'il faut condamner, car vous venez précisément de mettre en relief un des abus intolérables qu'elle doit nécessairement entraîner. Que le travail des blancs soit hors de prix dans les plantations, cela est facile à comprendre; c'est une preuve tout simplement que les travailleurs libres n'y ont pénétré encore qu'en très petit nombre. Que les ouvriers s'accroissent, et le salaire diminuera de toute nécessité. Du soir au lendemain, il descendit, en 1841, à un taux raisonnable dans la ville de Puerto-Principe, où venaient de débarquer deux cents laboureurs de Catalogne : que serait-ce donc si la colonisation blanche se pratiquait en grand dans l'île entière, et si les bras d'Europe arrivaient, non plus par centaines, mais par milliers?

Au fond, dans le cas même où le travail libre imposerait au planteur des frais aussi considérables que le supposent les partisans de la traite, ce ne serait point une raison pour ne pas chercher à l'établir aux Antilles espagnoles. Sans doute, il y aurait là un inconvénient et un mal; mais y porter remède en maintenant un mal plus grand encore, en arrêtant les progrès de la colonisation européenne, en la rendant désormais impossible, ce serait méconnaître les plus simples principes de l'économie sociale. On serait d'autant plus coupable que jamais, en aucun état de cause, une telle situation ne peut être désespérée, et que, par les améliorations positives, par la réforme de l'administration générale, on viendrait aisément à bout du malaise que pourrait entraîner la réforme de la constitution particulière du travail. Pour prévenir ce malaise, il suffirait d'alléger le poids des contributions sous lesquelles fléchit maintenant l'industrie sucrière : pourquoi même ne supprimerait-on pas, pour un certain temps, celles dont on frappe aujourd'hui les objets de première nécessité que le planteur est tenu de fournir à ses ouvriers? Qu'on ouvre des routes sur la surface entière de l'île; qu'on fasse disparaître les obstacles innombrables qui, sur

les côtes, gênent encore la navigation; que les transports enfin deviennent aussi faciles, aussi peu coûteux que possible : on sera bientôt dédommagé de toutes ces dépenses par les prodigieux développemens que l'industrie et le commerce ne peuvent manquer de prendre. Le rapide accroissement de la consommation comblerait vingt fois pour le moins dans les caisses du trésor public le vide que le dégrèvement de l'impôt aurait pu y creuser.

M. Saco s'arrête avec bonheur à décrire le nouvel aspect que, par le travail libre, prendraient infailliblement les admirables campagnes de l'île. Ici vraiment on serait un moment tenté de croire que le publiciste a fait place au poète. Rien de plus riche ni de plus éclatant que ce tableau de la future prospérité des Antilles, où resplendit le soleil de l'Atlantique, non plus sur des déserts ou de vastes domaines dont les maîtres ne peuvent, faute de bras, exploiter la meilleure part, mais sur les plantations innombrables, les petites propriétés cultivées jusque dans les moindres recoins, que le travail libre créerait à Cuba, comme, au fond de l'Asie, il les a créées déjà dans les colonies hollandaises de Java, de Manille et de Singapour. Regardez sans crainte pourtant; si vives que soient les couleurs, M. Saco n'a pas voulu porter atteinte à la réalité austère du fond. S'il se complaît à mettre en plein relief les vrais prodiges qu'une vaste et intelligente culture, soutenue, fécondée par l'association, enfanterait aux Antilles, si de son long exil, des vicissitudes qui ont éprouvé son courage et son patriotisme, il se console par une calme et fière contemplation de l'avenir, M. Saco ne perd pas un instant de vue les embarras du présent. Ce qu'il désire avant tout, c'est qu'on en finisse avec la traite, qui aujourd'hui paralyse complètement la colonisation européenne; c'est que le travail libre, qui tôt ou tard doit remplacer le travail des esclaves, reçoive enfin de sérieux encouragemens. De tous ces encouragemens, c'est l'abolition même de la traite qui sans aucun doute sera le plus puissant, le plus efficace. Sur ce point, une statistique rigoureuse autorise toutes les espérances du publiciste. A deux reprises, en 1807 et en 1834, le parlement anglais a fait publier de complets documens sur la situation de ses colonies d'Amérique. En 1807, au moment où l'on allait supprimer la traite, on calculait qu'en six ans, de 1801 à 1806, l'industrie sucrière avait produit 1,138,390,736 kilogrammes. Dans le même espace de temps, de 1829 à 1834, vingt-deux ans après la suppression du trafic des nègres, ce même produit s'élevait à 1,190,990,556 kilogrammes environ. Dans les colonies françaises, à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Guyane, à Bourbon, la traite, bien que prohibée dès 1814, n'a cessé de fait qu'en 1832. Ici encore nous n'avons qu'à

comparer les chiffres. Durant les huit dernières années où s'est maint tenue la traite, la production a été de 518,731,074 kilogrammes; elle en a donné 553,058,466, de 1832 à 1838.

En résumé, à ne considérer que les résultats généraux, les colonies françaises et anglaises n'ont vu d'aucune façon décroître, par la suppression de la traite, ni leur industrie ni leur importance. Remarquez d'ailleurs qu'une telle situation, qui aujourd'hui seulement va commencer aux Antilles espagnoles, sera incomparablement meilleure pour l'île de Cuba. Les colonies françaises, les colonies anglaises, avan- l'acte d'émancipation de 1834, ne présentaient qu'une surface singulièrement étroite à la colonisation européenne, si on la compare aux immenses campagnes vierges qui, depuis Colomb, sollicitent le travail libre dans la première Antille où ait abordé le grand navigateur. Le gouvernement de Madrid est tout-à-fait revenu enfin de l'incroyable préjugé qui autrefois le portait à ouvrir de nombreux *asientos*, et, hier encore, à favoriser, par ses capitaines-généraux, la contrebande négrière. Le plus grand péril pour la métropole, ce n'est pas que les colons de Cuba rêvent l'indépendance. L'île de Cuba ne cesserait d'être espagnole que pour devenir anglaise ou s'incorporer dans l'Union américaine. Gagnât-elle à sa condition nouvelle les droits politiques que lui a ôtés l'Espagne, il est certain qu'elle y perdrait sous le rapport industriel et commercial. La rivalité jalouse et sans cesse en éveil des États-Unis et de l'Angleterre est une garantie sûre que, de bien long-temps, Cuba ne secouera la domination péninsulaire, fût-elle aussi résolue à s'émanciper que l'étaient en 1776 les colons anglais de l'Amérique du Nord, ce qu'en dépit des justes griefs de la colonie espagnole, on peut, non pas révoquer en doute, mais nier absolument. L'Espagne n'est donc plus disposée à éluder les conventions conclues avec l'Angleterre contre la traite : les récentes discussions des cortès, la promulgation du code pénal qui sanctionne le droit de visite, l'appel que M. Martinez de la Rosa vient de faire aux classes laborieuses de l'Europe, le démontrent de la plus formelle façon.

Au demeurant, si on le voulait bien, tout ce luxe de répression contre le trafic des nègres serait parfaitement inutile; pour détruire la traite à Cuba, une des deux contrées américaines où en ce moment encore elle se pratique, le gouvernement de Madrid pourrait fort bien se passer de l'intervention anglaise. Plût à Dieu qu'il fût aussi facile d'en venir à bout au Brésil, cet autre pays du Nouveau-Monde où le négrier exerce son industrie! A Cuba, le capitaine-général tient pour ainsi dire dans sa main les négriers et leur fortune; impossible de se

soustraire à son pouvoir absolu, ni de tromper sa vigilance; impossible qu'une goëlette arrive dans l'île, si déserte que soit la côte où elle vient aborder, impossible qu'elle essaie d'en sortir, sans que par ses carabiniers, ses marins, les meilleurs et peut-être les seuls bons de l'Espagne, le capitaine-général ne soit à même de suivre tous ses mouvemens. L'avenir de la colonie est donc tout entier entre les mains de l'Espagne; à l'Espagne seule, et non point à l'Angleterre, de supprimer réellement la traite; à elle de livrer les campagnes à des populations européennes qui rétablissent en faveur de la race blanche une immense supériorité numérique sur la race noire; à elle de constituer le travail libre, pour qu'elle aussi puisse un jour émanciper ses esclaves; à elle de réorganiser sa colonie et d'y favoriser le progrès social, de telle manière que tout prétexte soit enlevé à l'Angleterre d'y ourdir des intrigues et d'y entretenir, d'y exalter les profonds ressentimens de la race asservie.

Tout récemment, réduite à se débattre dans les complications intérieures, peut-être aussi courbant à son insu le front sous le remords de n'avoir rien fait pour abolir la traite, l'Espagne s'est vue contrainte de céder aux obsessions de l'Angleterre; elle a reconnu le droit de visite, elle a d'avance sanctionné toutes les avanies que les croiseurs anglais peuvent faire essuyer à ses marins au long cours, tous les arrêts des juges anglais du tribunal mixte de Sierra-Leona, où pas un juge espagnol n'a siégé encore, et de cette autre juridiction étrangère qui, sous pavillon britannique, s'est venue installer sur le fameux ponton établi en 1837 dans la baie même de la Havane. Ce qui manquait à l'Espagne, ce n'était pas seulement la puissance, c'était presque le bon droit et, si l'on peut ainsi parler, comme le bon témoignage de soi-même. Demain, quand elle aura bien réellement supprimé la traite, le bon droit sera pour elle un droit si incontestable, que les Anglais eux-mêmes ne pourront guère songer à le mettre en question. Alors, en attendant qu'elle ressaisisse la puissance, qu'est-ce qui l'empêchera de s'associer, sinon par des actes, au moins par des vœux hautement exprimés, à la résistance dont la France et les États-Unis ont enfin donné le signal? Qu'est-ce qui l'empêchera de protester contre les croiseurs britanniques, les prétendus tribunaux mixtes et contre le ponton de Cuba?

On le voit donc, la réelle suppression de la traite, accomplie par les capitaines-généraux eux-mêmes et par les marins, est le seul moyen efficace, le seul qui reste à l'Espagne de relever son drapeau devant le pavillon de l'Angleterre, de revenir un jour sur le sacrifice qu'elle

vient de faire à la Grande-Bretagne de l'indépendance maritime et de la dignité nationale. A ne se préoccuper que des sentimens d'humanité et de justice, n'était-ce pas une chose honteuse, d'ailleurs, que dans les domaines de l'Espagne, le commerce des nègres fût encore ouvertement protégé comme dans cet empire à demi civilisé du Brésil? Les écrivains qui ont le mieux étudié Cuba, M. de Humboldt, M. Saco, M. Ramon de la Sagra et tous les autres, ne craignent point d'affirmer que le négrier espagnol est de nos jours aussi avide, aussi cruel, aussi destitué de principes religieux et moraux qu'à l'époque où les célèbres débats du parlement anglais sur l'émancipation des esclaves mirent à nu tout-à-fait son hideux brigandage. Hier encore la traite était l'ordinaire occupation de la marine marchande espagnole. De tous les ports de Cuba, parfois même des ports de la Péninsule, de Cadix et de Barcelone surtout, de rapides vaisseaux, cent cinquante environ, cinglaient tous les ans vers les côtes d'Afrique. A leur retour des marchés infames où il s'étaient pourvus de leur cargaison humaine, quarante au moins entraient à la Havane, quarante à la Trinidad et à Santiago, vingt à Matanzas. Dans chacune de leurs cales étroites, huit cents nègres au moins étaient entassés. Sur ces huit cents nègres, une centaine périssait avant d'avoir un maître; mais qu'importaient au négrier les petites avaries que pouvait essuyer sa marchandise? Songez donc que, s'il pouvait seulement débarquer cinq cents esclaves dans l'île, il réalisait un bénéfice net de 120 à 130,000 *duros* (de 600 à 650,000 francs)! Un si énorme gain valait bien la peine qu'on bravât la croisière anglaise, et d'ailleurs un brick de négrier, bien gréé, bien léger, monté par un équipage vieilli dans la traite et connaissant tous les écueils, toutes les baies, toutes les anses des mers qu'il pratique, peut aisément échapper à tous les croiseurs du monde le long des immenses côtes méridionales d'Afrique et des côtes non moins vastes de Cuba. A Regla, à Casa-Blanca, à Baltimore, il y avait des chantiers spéciaux où l'on ne construisait que des bricks de négriers.

Arrivé dans l'île, le négrier avait pour lui tous les planteurs manquant de bras, qui le venaient supplier de leur vendre ses esclaves, toutes les autorités subalternes, qui, pour une légère redevance, fermaient les yeux sur ses plus hardies opérations. Les plus énergiques réclamations de l'Angleterre forçaient-elles parfois de faire un exemple, le négrier n'était passible que des peines prononcées par les lois de l'île, lois absurdes et confuses, chaos inextricable, où le juge ne rencontrait jamais une arme assez forte, non pas pour punir, mais pour intimider l'effronté trafiquant. Si vous remontiez plus haut, dans

le palais des gouverneurs-généraux, dans le cabinet même de Madrid, vous pouviez bientôt vous apercevoir qu'en réalité les plus puissantes sympathies lui étaient acquises; le négrier était, pour tout dire, considéré comme le plus ferme soutien de la domination espagnole dans la colonie. Aussi, vraiment, si l'on excepte les hommes d'élite qui ont reçu l'éducation européenne, la société de Cuba rappelait-elle exactement les premières colonisations de l'Espagne; même indifférence pour le sort du nègre, même esprit public, mêmes préjugés. Les traditions favorables à l'esclavage, qui en Espagne remontent en si directe ligne par les persécutions des Morisques, par l'oppressive féodalité gothe, à la servitude antique, galle, ibérique et romaine, vivaient à Cuba, absolument comme au XVIe ou au XVIIe siècle, comme à l'époque où des marchands portugais essayèrent d'introduire les esclaves d'Afrique jusque dans les *huertas* de Valence et les *sierras* de l'Andalousie. Si, comme le duc qui, avec tant de magnificence, hébergea le chevalier de la Manche et son écuyer, vous aviez eu des îles Barataria à distribuer dans Cuba, mais de vraies îles en mer et non point en terre ferme, comme l'explique si plaisamment le bachelier Carrasco, soyez sûr que vous auriez trouvé de nombreux Sancho qui auraient regretté qu'au lieu d'être peuplées de blancs, ces îles ne le fussent point de nègres dont la vente eût du moins rapporté un honnête profit.

Soyons juste, le gouvernement de Madrid n'avait qu'une idée fort vague de tous ces excès et de toutes ces misères. Le capitaine-général seul était en mesure de les lui dévoiler complètement; or, le capitaine a été presque toujours le principal complice des négriers. Jusque dans les derniers temps, le gouverneur-général de Cuba a été choisi dans cette liste interminable d'officiers-généraux besogneux, desquels trop souvent on peut dire, avec une légère variante, comme des anciens cadets de Gascogne ou de Bretagne, qu'ils n'ont guère que la cape et l'épée. Arrivé à Cuba, le pauvre soldat, blanchi avant l'âge dans les guerres d'Aragon ou de Navarre, excédé de privations et de fatigues, démoralisé par les persécutions essuyées ou par celles qu'il a pu exercer lui-même, se voit aussitôt en possession d'un traitement énorme de 25,000 *duros* (125,000 francs), quatre ou cinq fois le traitement d'un premier ministre de la reine constitutionnelle. Installé dans des palais ou dans des châteaux magnifiques, il se voit entouré de gardes veillant sur sa personne, comme à l'Escurial les soldats wallons veillaient sur la personne de Philippe II. A toute heure, des flatteurs l'environnent, exaltant son courage ou sa puissance, convoitant les faveurs innombrables qu'il leur peut, en effet, dispenser;

c'est une cour plus brillante, plus soumise, plus corrompue surtout que celle de la reine à Madrid. Corrompu lui-même par les maximes de gouvernement et d'administration qu'il entend de toutes parts professer, ébloui de tant d'éclat, enivré de jouissances tardives, d'autant plus vives qu'il les a plus long-temps ambitionnées, comment repousserait-il les offres du négrier qui, moyennant une demi-once d'or (40 francs) par tête de noir, achète sa protection et son appui formel? Désormais, il n'entre pas dans l'île une seule cargaison d'esclaves qui ne lui rapporte deux ou trois cents onces (16,000 ou 24,000 francs). C'est un continuel torrent de doublons et de quadruples qui se vont engouffrer dans ses coffres. Peu lui importe que l'effroyable accroissement de la race noire doive un jour entraîner la complète ruine de la race blanche : au moment où éclatera la catastrophe, depuis long-temps déjà il aura déposé le commandement. Favoriser la traite et tous ses abus, c'est le moyen de s'enrichir plus vite, c'est-à-dire d'aller plus tôt jouir, dans la mère-patrie, de cette opulence qui tout à coup lui survient. Adieu donc les derniers scrupules, adieu la vieille probité du soldat, l'honneur et la dignité du haut grade, adieu la proverbiale loyauté castillane ! Le hautain général des guerres de l'indépendance, le chevalier de Calatrava et de Saint-Jacques, grand'croix de Charles III et d'Isabelle-la-Catholique, grand d'Espagne peut-être et à coup sûr sénateur ou *procer* du royaume, n'est plus qu'un prévaricateur insatiable, le patron suborné d'un misérable pirate, d'un marchand d'hommes, ce rebut des contrebandiers !

Hâtons-nous de rendre justice aux derniers capitaines-généraux de Cuba, qui du moins ne sont pas tombés dans une telle abjection, au général Valdez surtout, qui, au besoin, vendait les glands d'or de son écharpe, pour venir en aide à la veuve du soldat. Quant au gouverneur actuel, don Léopoldo O'Donnell, nous aimons à croire qu'il a su se préserver aussi de cette corruption endémique; mais, en vérité, ce n'est pas dans les hommes, c'est dans les institutions que se doivent trouver les garanties. Or, on aura beau multiplier les croiseurs sur les côtes, on aura beau promulguer les plus sévères lois contre la traite : s'il convient plus tard à un capitaine-général que la traite se fasse, la traite continuera, en dépit de toute la marine anglaise, en dépit de tous les hommes d'état, de tous les législateurs de Madrid. Sur tous les points des deux hémisphères, dans la Péninsule, au Mexique, dans l'Amérique méridionale, partout la race espagnole s'initie enfin à la liberté politique, partout, excepté à Puerto-Rico et à Cuba. La situation de Puerto-Rico et de Cuba est même plus défavorable que celle des autres colonies espa-

gnoles, celle des Canaries, par exemple, qui du moins suivent la fortune de la mère-patrie. Cette fortune, Puerto-Rico et Cuba l'ont suivie également jusqu'à cette ère libérale où l'Espagne est récemment entrée, durant tout le temps que les vastes domaines des rois catholiques se sont vus contraints de reconnaître le pouvoir absolu. A la mort de Ferdinand VII, ou plutôt à la chute de l'*estatuto real*, la métropole a brusquement refusé d'associer ses deux plus belles colonies à ses destinées constitutionnelles. Le vieux régime s'est maintenu à Cuba; le capitaine-général de 1845 est le capitaine-général de 1792; le lieutenant d'Isabelle II aux Antilles ressemble de tout point à celui de Charles IV, à l'envoyé de don Manuel Godoy. A la Havane, le gouverneur réunit tous les pouvoirs imaginables, législatif, administratif, exécutif, militaire, judiciaire, ecclésiastique, oui, ecclésiastique, car, en sa qualité de vice-patron religieux des Indes, il est appelé à contrôler les deux évêques de l'île, ni plus ni moins que ses officiers subalternes. De sa volonté arbitraire et irresponsable dépendent la liberté, la fortune, la vie même de ses vassaux, qui ne sont protégés ni par la représentation directe aux cortès, ni par des *ayuntamientos* d'élection populaire, de vraies corporations municipales, qu'on puisse prendre au sérieux, ni par la liberté de la presse. A Cuba, la presse est livrée à une triple censure préalable, censure inintelligente et tracassière, qui s'exerce, non-seulement sur tout ce qui se publie dans l'île, mais sur les livres qui arrivent de l'étranger. Il y a quelques années à peine, le gouvernement de Madrid y avait peur à tel point du progrès des lumières, qu'il s'opposait à la fondation des lycées et des écoles; quatre-vingt-dix mille enfans y végétaient sans éducation. L'Espagne levait pourtant sur sa colonie un tribut annuel de 12,000,000 de *duros* (60,000,000 de fr.), dont le quart entrait, comme aujourd'hui même, dans les caisses du trésor à Madrid; 36 millions de francs servaient et servent encore à équiper la nombreuse armée qui tient garnison dans les Antilles, la coûteuse marine qui en défend les côtes; mais sur les 12 millions de francs qui, tous les ans, sont expédiés pour Madrid, eût-ce donc été trop que de prélever à Cuba quelques milliers de *duros* pour fonder sérieusement et entretenir l'enseignement public à tous les degrés?

Une telle situation n'est plus tolérable. Sur ce point, le livre de M. Saco doit entraîner à Madrid toutes les convictions. L'Espagne, qui ne voit plus de péril pour elle dans les progrès de la colonisation blanche, ne peut plus vouloir et ne veut plus que l'île de Cuba demeure soumise au gouvernement absolu d'un soldat. L'Espagne essaiera d'y former, d'y élever l'opinion par l'instruction publique; la force que l'opinion y doit prochainement conquérir, l'Espagne n'en-

treprendra point de la comprimer. Elle ne lui contestera plus enfin le droit de se produire; elle-même règlera l'exercice de ce droit,— le plus légitime que puissent revendiquer les peuples, puisqu'il est, après tout, la garantie de tous les autres, — en instituant de l'un à l'autre bout de l'île de sérieux *ayuntamientos*, des municipalités électives, à la Havane une sorte de conseil-général où, par leurs mandataires, planteurs, négocians, ouvriers, puissent exprimer leurs vœux et leurs espérances. Peu importera d'abord qu'un tel conseil soit une assemblée populaire ou seulement une assemblée de notables; ce sera beaucoup déjà que l'Espagne se décide à le convoquer. Le gouvernement politique et militaire sera toujours exclusivement confié au gouverneur; d'ici à long-temps, la part qu'on aura faite au colon dans l'administration du pays absorbera toute son activité, occupera toute son intelligence. L'Espagne, du reste, pourra facilement empêcher qu'entre les mains de son capitaine-général une si grande puissance ne devienne oppressive. Autrefois, quand les rois catholiques dominaient jusqu'aux extrémités du Nouveau-Monde, c'était un des traits distinctifs de leur politique d'envoyer auprès des vice-rois une sorte de haut commissaire d'une probité reconnue, dont la seule présence empêchait les exactions trop criantes. A moindres frais et d'une plus sûre façon, la reine constitutionnelle contrôlera les actes de ses lieutenans à Cuba; il suffira que les députés de l'île viennent, comme avant 1837, défendre les intérêts des colons aux cortès; il suffira d'émanciper la presse à la Havane, à Santiago, à Puerto-Principe, à la Trinidad. On ne rendra point la presse justiciable d'un jury créole, de qui sans doute il ne faudrait pas attendre une complète impartialité; mais du moins elle n'aura pas dans les colonies une situation plus difficile que dans la Péninsule même, où de rigoureuses lois spéciales préviennent ou répriment jusqu'à ses moindres écarts. Arrêtons-nous pourtant, car peut-être exprimons-nous là les vives espérances de la colonie bien plutôt que les réels projets de la métropole. Ces espérances seront-elles bientôt accueillies et réalisées par l'Espagne? Nous le croyons; selon toute apparence, l'Espagne ne veut point qu'un autre Haïti se fonde à Cuba; elle ne veut point, si la reine des Antilles ne doit pas être perdue pour la race blanche, que l'Anglais s'établisse à la Havane, comme en 1712 à Mahon et à Gibraltar.

XAVIER DURRIEU.

BATAILLE D'ISLY.

Nous devons les pages suivantes à une bienveillance précieuse qui touche de très près à M. le maréchal Bugeaud. Ce qui rend ce récit vraiment remarquable à nos yeux, c'est qu'il peint, outre la bataille d'Isly, le général qui l'a gagnée. Nulle part le maréchal Bugeaud ne paraît mieux tel qu'il est; nulle part son caractère et son génie militaires ne sont mieux exprimés. A côté du récit d'un grand évènement, nous trouvons dans les pages que nous publions le portrait d'un homme, et d'un homme qui a sa physionomie et sa destinée à part dans l'histoire de notre siècle.

Nous croyons savoir que le maréchal Bugeaud songe à écrire l'histoire de la guerre d'Afrique depuis quatre ans. Le récit suivant, emprunté en grande partie aux conversations de l'illustre maréchal, peut donner une idée de l'intérêt qu'aura un pareil ouvrage. Cet intérêt tiendra surtout à l'homme. Ce ne sera pas seulement une collection de bulletins de l'armée d'Afrique; ce sera, si nous pouvons parler ainsi, une collection de leçons sur le genre de guerre qu'il faut faire en Afrique, leçons vérifiées par le succès. Henri IV disait que les mémoires du maréchal de Montluc étaient le breviaire du soldat, les mémoires du maréchal Bugeaud seront le bréviaire de l'officier et du général en Afrique.

Le grand enseignement surtout qui sortira, selon nous, des mémoires du maréchal, et qui ressort déjà clairement du récit que nous donnons à nos lecteurs, c'est l'importance de la force morale dans la guerre. La force morale, aux yeux du maréchal Bugeaud, l'emporte singulièrement sur la force matérielle. Nous dirions volontiers qu'il y a parmi les hommes de guerre, comme parmi les philosophes, deux écoles opposées, l'école matérialiste et

l'école spiritualiste. L'école matérialiste tient surtout aux gros bataillons, et elle croit que c'est toujours de leur côté que Dieu aime à se ranger. Il faut à cette école un matériel considérable; elle aime l'artillerie et ne conçoit pas de campagne sans un équipage considérable. Elle a foi en la vertu de l'obéissance mécanique; les soldats et les officiers sont, à ses yeux, des ressorts plus ou moins puissans, qu'il s'agit de faire jouer habilement. Un homme, quel qu'il soit, ne vaut qu'un autre homme; les batailles ne sont que des chocs de forces opposées et non des luttes de sentimens. Peu lui importe que le soldat ait telle ou telle idée, telle ou telle disposition morale; il suffit que le fusil soit bien chargé et bien manié. Telle n'est pas l'école que j'appelle spiritualiste; elle s'inquiète beaucoup des dispositions de l'officier et du soldat. Elle cherche soigneusement à préparer les ames et les esprits d'une armée, croyant qu'un soldat bien persuadé de la supériorité qu'il a sur l'ennemi vaut deux soldats. Cette école croit donc à l'ascendant de l'esprit sur le corps, et c'est pour cela que nous l'appelons l'école spiritualiste. Peut-être ces dénominations philosophiques feront sourire les militaires qui nous liront, nous les croyons vraies cependant; nous aimons à voir le maréchal Bugeaud, dans le récit qu'on va lire, faire, la veille même de la bataille d'Isly, aux officiers assemblés autour de lui, un cours de guerre, démontrant à l'avance et expliquant le combat qu'il va livrer. Nous ne voulons pas, au reste, gâter par un froid commentaire le récit de cette belle scène, cette fête offerte par les officiers de la division de l'ouest aux officiers des troupes arrivées avec le maréchal, cette soirée de bivouac et cette éloquence du maréchal Bugeaud qui, sans y penser et sans s'efforcer, atteint naturellement au sublime, lorsqu'il montre d'un mot aux soldats la supériorité d'une armée disciplinée sur une multitudé confuse et désordonnée, en comparant l'armée disciplinée au vaisseau qui fend les flots de la mer, emblème à la fois simple et admirable de la force intelligente aux prises avec la force brutale.

Et ce n'est pas seulement au milieu de ses officiers que M. le maréchal Bugeaud professe hardiment ce *spiritualisme* de la guerre, ce n'est pas seulement à cette armée qui l'aime et qui l'admire, qu'il prédit la victoire et en démontre l'infaillible certitude. Il écrit en Europe avec la même assurance, et personne n'a oublié ce rapport rédigé la veille de la bataille et qui finissait ainsi : « J'ai environ 8,500 hommes d'infanterie, 1,400 chevaux réguliers, 400 irréguliers et 16 bouches à feu, dont 4 de campagne. C'est avec cette petite force numérique que nous allons attaquer cette multitude qui, selon tous les dires, compte 30,000 chevaux, 10,000 hommes d'infanterie, et 11 bouches à feu; mais mon armée est pleine de confiance et d'ardeur : elle compte sur la victoire tout comme son général. Si nous l'obtenons, ce sera un nouvel exemple que le succès n'est pas toujours du côté des gros bataillons, et l'on ne sera plus autorisé à dire que *la guerre n'est qu'un jeu du hasard.* » Ce n'est pas là seulement le langage d'un général sûr de la victoire; c'est aussi, si nous ne nous trompons, le langage d'un chef d'école

ardent à proclamer ses principes, empressé à convertir, et qui veut faire de sa victoire non-seulement un trophée pour son pays, mais un argument pour sa doctrine.

Abd-el-Kader avait vu détruire pièce à pièce cette nationalité arabe qu'il avait édifiée par tant de travaux et d'habileté. Après le combat de l'Oued-Malah, le 11 octobre 1843, où il avait perdu les restes de son infanterie et son premier lieutenant Sidi-Embareck, il se retira sur la frontière de l'empire de Maroc; il y reçut une généreuse hospitalité, sinon de l'empereur, du moins des populations qui le vénèrent comme un grand homme, comme un saint, et surtout parce qu'il a fait la guerre dix ans aux chrétiens. Se maintenant près du territoire algérien, il y entretenait des relations très actives, au moyen desquelles il parvint à faire émigrer plusieurs fractions des tribus de la frontière, qui, réunies, pouvaient lui fournir un millier de cavaliers. Il parvint aussi à recomposer une petite troupe régulière, infanterie et cavalerie, avec les émigrans et quelques-uns de ses anciens soldats dispersés, qui venaient le rejoindre.

Dans ce même temps, il envoya une ambassade à Fez, pour implorer des secours de son chef spirituel, l'empereur Mouley-Abd-el-Rahman. Si cette ambassade n'eut pas un succès déclaré, elle obtint du moins une grande tolérance pour les manœuvres de l'émir contre notre frontière. Il trouvait chez les Marocains des ressources pour porter de temps à autre chez nous une guerre de surprises, et dès qu'il se voyait un peu compromis, il rentrait dans son asile, qui était inviolable jusqu'au moment où la guerre entre la Maroc et nous serait déclarée.

Les secours donnés à Abd-el-Kader, la liberté qui lui était laissée de nous attaquer, étaient de véritables actes d'hostilité envers la France. Des représentations énergiques et répétées furent faites par notre diplomatie à Tanger.

Précédemment le général Bedeau, commandant à Tlemcen, ayant voulu visiter notre frontière dans l'hiver de 1843, avait été attaqué par quelques cavaliers du kaïd d'Ouchda, et par un certain nombre de cavaliers des tribus. Sans riposter, il n'opposa à ces fanatiques qu'une attitude calme et ferme qui les arrêta. A la suite de cette échauffourée, il adressa des remontrances très vives au kaïd d'Ouchda. Celui-ci affirma que les coups de fusil tirés l'avaient été contre sa volonté et celle de l'empereur; il promit que cela ne se renouvellerait plus. Depuis, Abd-el-Kader vint deux fois attaquer les environs de Tlemcen,

aidé de 3 à 4,000 Marocains qui l'accompagnaient en volontaires. La manière dont ils furent accueillis sur notre territoire, les dégoûta de ces entreprises. Nos plaintes à l'empereur furent réitérées; on y répondit, avec la mauvaise foi punique, en nous accusant nous-mêmes d'avoir violé le territoire, mais en même temps on protestait du désir de maintenir la paix.

Le reste de l'année 1843 se passa sans hostilités ouvertes sur cette frontière; mais Abd-el-Kader continua d'y recevoir une chaleureuse hospitalité, et il était évident que les Marocains avaient très peu de bienveillance pour nous. Indépendamment du fanatisme religieux et du sentiment national, ils nous voyaient avec inquiétude construire un poste à Lalla-Maghrania, à trois lieues sur la rive gauche de la Tafna, et à même distance de la frontière.

Cette attitude du Maroc éveilla l'attention de nos généraux; néanmoins ils purent croire que ce système de malveillance et de perfidie pourrait se prolonger pendant long-temps encore avant de dégénérer en guerre ouverte. Dans l'expectative d'une éventualité qui pouvait se faire attendre long-temps, le gouverneur-général ne pouvait suspendre toutes les opérations nécessaires pour achever et consolider notre conquête.

Au printemps de 1844, le général de Lamoricière fit manœuvrer plusieurs colonnes pour obtenir la soumission de quelques tribus au sud de Mascara, au sud et au sud-ouest de Tlemcen. De sa personne, il se porta avec une colonne à Lalla-Maghrania, dans le but d'achever cet ouvrage, de prendre possession de tout le territoire de la frontière, et de forcer les tribus émigrées à rentrer en s'emparant de leurs récoltes.

Le colonel Eynard manœuvra entre Tiaret et Saïda.

Le général Marey poussa jusqu'à Leghouat, à cent trente lieues d'Alger, afin d'ouvrir à notre commerce une des routes à travers le *Petit Désert*, appelé ainsi, quoique très habité.

Dans l'est d'Alger, le pays soumis n'allait que jusqu'à l'Isser, c'est-à-dire à dix-huit lieues. Le gouverneur avait négocié tout l'hiver avec les tribus kabyles qui habitent les deux rives de l'Oued-Sebaou, sur le versant nord du Jurjura. Ces fiers montagnards avaient toujours répondu qu'ils ne se soumettraient qu'après avoir brûlé de la poudre. « Si nous nous soumettions avant, disaient-ils, nos femmes ne voudraient ni nous regarder ni nous préparer le couscoussou (1). »

(1) Sorte de gruau préparé au beurre, cuit au bain-marie avec ou sans viande; on l'assaisonne souvent avec du raisin sec, des dattes et des légumes.

Ce fut donc en vain que nous leur offrîmes la douceur de nos mœurs et de nos lois, les avantages de notre civilisation; il fallait des argumens plus persuasifs. Le gouverneur se décida à les envahir lui-même avec une colonne de 6 à 7 mille hommes; mais, avant d'entreprendre cette expédition difficile, il échelonna les troupes qui restaient disponibles de manière à ce qu'elles pussent se porter le plus rapidement possible sur la frontière de l'ouest, si nous étions menacés de la guerre avec le Maroc.

Le 12 mai, le gouverneur, avec la moitié de ses forces, revenait de Dellys, où il avait été chercher un convoi que lui avaient apporté les bateaux à vapeur. Au moment où il allait traverser l'Oued-Sebaou, il fut attaqué par 12 mille Kabyles de la rive droite. Il jeta son convoi de l'autre côté, sous la garde d'un bataillon, et, ayant fait mettre sac à terre au reste de l'infanterie, il prit immédiatement l'offensive. Les Kabyles furent délogés de toutes leurs positions; ils laissèrent 400 hommes sur le carreau, et furent mis dans une complète déroute.

Le gouverneur, ayant rejoint le reste de ses troupes à Bordj-el-Menaiel, remonta l'Oued-Sebaou, en longeant les montagnes des Flissa. A l'extrémité est de cette chaîne, il se trouva, le 16, en présence d'un gros rassemblement placé dans une position très forte, dont les abords étaient couverts par plusieurs redans successifs en pierre sèche. Dans une guerre ordinaire, il eût été prudent de ne pas attaquer un ennemi ainsi posté, de remettre le combat et chercher de meilleures circonstances en manœuvrant autour; mais la puissance morale, si essentielle dans toutes les guerres, joue un rôle immense dans celle d'Afrique; la moindre hésitation de notre part est considérée par les indigènes comme un échec pour nous, et le contre-coup s'en fait immédiatement ressentir sur les territoires déjà soumis. Nous sommes tenus de prouver en toute occasion qu'aucun obstacle ne peut nous arrêter.

Pénétré de cette grande nécessité, le général en chef décida l'attaque pour le lendemain de très grand matin. Plusieurs arêtes conduisaient à la crête de partage des eaux, où se trouvaient les principales forces de l'ennemi. On proposa d'attaquer en même temps plusieurs d'entre elles : « Non, répondit le gouverneur, nous aurions ainsi trois ou quatre combats de tête de colonnes à livrer, et par conséquent beaucoup plus d'hommes à perdre. Si l'une de ces attaques échouait, les troupes battues ne rallieraient pas les autres à cause des profonds ravins qui séparent les arêtes. Il vaut mieux monter par un seul point, et arriver tous ensemble à la ligne de partage; là, je

couperai la ligne de l'ennemi en deux, et tous les retranchemens que nous n'aurons pas attaqués se trouveront tournés, et tomberont par ce seul mouvement. » Trois bataillons furent destinés à garder le bagage et les sacs des troupes qui devaient faire l'attaque. Le reste de l'infanterie reçut l'ordre de rouler dans le sac de campement, porté en sautoir, du biscuit pour deux jours et les cartouches que ne pouvait pas contenir la cartouchière. Chaque soldat reçut deux rations de viande qu'il fit cuire pour la mettre dans la poche. L'ambulance et les mulets à cacolets furent distribués, partie derrière le bataillon de tête, partie au centre, partie à la queue. Chaque chef de bataillon reçut l'instruction de prendre l'offensive contre les attaques de flanc, sans attendre l'ordre du commandant en chef. Nous passons sous silence les autres dispositions de détail.

Le 17, à deux heures du matin, la colonne, forte de 4,500 baïonnettes, 200 sabres et 6 pièces de canon, s'ébranla en silence pour aborder l'arête qui avait été choisie, et dont la route avait été soigneusement reconnue, afin de ne pas s'égarer dans l'obscurité.

On n'évaluait pas l'ennemi à moins de 20,000 hommes.

Il avait plu très fort jusqu'à minuit; cette circonstance nous fut très favorable. Les Kabyles avaient quitté les premiers retranchemens pour s'abriter dans les villages qui se trouvent dans les pentes. Nous n'éprouvâmes de résistance que dans un village qui est à cheval sur l'arête, à peu de distance du sommet. Ce point fut enlevé par un bataillon de zouaves, et la tête de colonne atteignit bientôt la crête. Le jour paraissait alors; toute la partie droite de l'ennemi, effrayée d'être ainsi isolée de la gauche, et voyant ses retranchemens pris à revers, abandonna ses positions.

Quatre bataillons, la cavalerie, une partie de l'artillerie, poursuivirent vivement et firent éprouver à l'ennemi de grandes pertes. Pendant ce temps, la partie gauche de la ligne prenait l'offensive sur quelques compagnies qui avaient été laissées dans un bois pour la contenir jusqu'à ce que la queue de la colonne pût arriver et opérer sur la gauche des Kabyles comme nous venions de le faire sur la droite.

Le général en chef, voyant la victoire décidée contre la droite, revint contre la gauche avec une partie des troupes victorieuses. Les Kabyles furent successivement débusqués de plusieurs positions fortes, et ils parurent un instant renoncer au combat : il était alors deux heures après midi. Les troupes étaient fatiguées : le général fit cesser le combat et établit le campement; mais sur le soir, des renforts nombreux étant arrivés du pied nord du grand pic du Jurjura, les Kabyles

se réunirent de tous côtés et vinrent nous attaquer. Il fallut recommencer la bataille, et ce ne fut que vers six heures du soir que nous restâmes définitivement maîtres de la crête de partage des montagnes de Flissa, où toutes les tribus à vingt-cinq lieues à la ronde étaient venues combattre. Elles avaient perdu un millier d'hommes restés sur place, notre perte n'était que de 140 hommes.

Le lendemain, le général en chef apprit la nouvelle de l'attaque que les Marocains avaient faite le 30 mai contre les troupes du général de Lamoricière en avant de Lalla-Maghrania. Heureusement, il reçut en même temps des offres de soumission de la plupart des tribus qui avaient combattu la veille. Les circonstances lui commandaient de se montrer facile dans les arrangemens. Il renonça au projet qu'il avait de leur imposer une forte contribution de guerre; il se borna à leur demander les impôts ordinaires. Trois jours furent employés à organiser le pays et à investir les nouveaux chefs. Le 25, le gouverneur alla s'embarquer à Dellys, escorté par les fonctionnaires qu'il venait de nommer. Deux bataillons s'embarquèrent aussi; le reste des troupes fut dirigé sur Alger à marches forcées.

Le gouverneur resta trois jours à Alger pour faire les affaires les plus urgentes et ordonner les dispositions qu'exigeait la guerre qui se manifestait dans l'ouest; puis, ayant mis sur des bateaux à vapeur le 48e et le 3e léger, un matériel d'ambulance et de l'artillerie de montagne, il partit pour Oran. Il fut assailli par une tempête, et il mit cinq jours à faire une traversée qui ne demande ordinairement que vingt-huit heures. Il débarqua le 3 juin à Oran, et le 12 il rejoignit le général de Lamoricière à Lalla-Maghrania.

Pendant la route, il avait remarqué chez les tribus qu'il avait traversées une grande inquiétude. Les chefs se présentaient à son camp, mais il n'y avait plus cette expansion, cette gaieté qui s'était montrée dans la visite qu'il leur avait faite au mois de mars. Il apprit que le pays était inondé de lettres d'Abd-el-Kader et d'agens marocains qui invitaient les populations à la révolte. Il comprit dès-lors qu'il fallait quelques actions éclatantes à la frontière pour contenir en arrière les Arabes, agités par l'espoir de la délivrance.

L'épreuve que subissait alors notre conquête, était des plus périlleuses. Pour s'en faire une juste idée, il faut que le lecteur sache que l'empereur de Maroc est, on le dit, descendant de Mahomet, qu'il est le chef religieux de tout le nord de l'Afrique, et qu'il dispose de nombreux guerriers. Il était donc naturel que les tribus de l'Algérie crussent que l'heure de la liberté avait sonné pour elles.

Tout retard, toute hésitation de notre part aurait augmenté le danger.

En arrivant, le gouverneur écrivit au général marocain, El Guennaoui, pour lui demander une entrevue avec le général Bedeau. La conférence fut acceptée; le général marocain y vint avec 5,000 hommes. De notre côté, 4 bataillons et 800 chevaux s'avancèrent. Dès le commencement de l'entrevue plusieurs propos outrageans furent adressés au général Bedeau par les assistans, et bientôt après, plusieurs coups de fusil furent tirés contre nos troupes, ils blessèrent le capitaine Daumas et plusieurs soldats. Le général marocain suspendit un instant les pourparlers pour rétablir l'ordre. Pendant ce temps, le général Bedeau et les officiers de sa suite eurent une contenance calme et ferme. En rentrant, El Guennaoui déclara que, ne pouvant pas contenir l'enthousiasme de ses soldats, il fallait terminer au plus vite. Il ajouta que l'empereur désirait rester en paix, mais qu'il voulait que les Français abandonnassent Lalla Maghrania, et se retirassent derrière la Tafna, qui serait désormais notre limite.

« Je ne suis pas autorisé, dit le général Bedeau, à faire une pareille « concession.— Si vous ne la faites pas, répliqua El Guennaoui, c'est la « guerre. — Soit, » répondit le général Bedeau. Là dessus on se sépara, le général Bedeau rejoignit les troupes en observation; mais au moment où il commença sa retraite, son arrière-garde fut vivement attaquée.

Instruit de ce qui se passait, le gouverneur sortit brusquement du camp, rallia les généraux Bedeau et de Lamoricière, reprit l'offensive, mit les Marocains en déroute, et leur tua 400 hommes, qui restèrent en notre pouvoir. Nous perdîmes dans cette circonstance deux capitaines de spahis, et une vingtaine d'hommes tués ou blessés. Ce petit combat produisit le meilleur effet, en avant et en arrière. Plusieurs chefs arabes, qui avaient accompagné le gouverneur, furent renvoyés pour en porter la nouvelle à leurs tribus, qui dès ce jour-là montrèrent beaucoup plus d'empressement pour les approvisionnemens de l'armée.

Le lendemain, le gouverneur écrivit à El Guennaoui qu'il ne respecterait plus le territoire marocain, qu'il y chercherait Abd-el-Kader, qu'il entrerait à Ouchda, et que cependant il était toujours prêt à rétablir l'harmonie entre les deux empires, aux conditions qu'il lui indiquait.

Nous entrâmes, en effet, à Ouchda, que les Marocains ne défendirent pas. La ville fut respectée, nous vécûmes abondamment dans le

voisinage, mais sans détruire. Nous observions encore des ménagemens dans l'espoir d'éviter une guerre sérieuse.

Le 3 juillet, nous revenions sur Lalla-Maghrania, en longeant la rive droite de l'Isly; les Marocains nous suivirent pendant une lieue et tiraillant.

Il paraissait évident qu'ils n'avaient pas l'intention d'en venir à un combat sérieux, mais qu'ils voulaient seulement pouvoir se glorifier de nous avoir poursuivis. Le général, ne voulant pas leur laisser ce petit avantage moral, fit volte-face et marcha sur eux; ils furent bientôt mis en déroute. Notre cavalerie lancée, après une heure de poursuite, en sabra quelques-uns, et tous disparurent sur divers points de l'horizon. Cette action, peu importante par ses résultats matériels, produisit encore un bon effet moral; nos soldats appréciaient de plus en plus la faiblesse de ces multitudes désordonnées. De leur côté, les Marocains apprenaient à nous respecter, et les impressions des combats du 15 juin et du 3 juillet nous ont puissamment aidés dans la bataille du 14 août.

El Guennaoui, malheureux dans deux combats, fut arrêté et remplacé par Sid-Hamida. On répandit habilement que la destitution du premier était due à ce qu'il avait attaqué contre la volonté de l'empereur.

Hamida s'empressa d'ouvrir des relations avec le gouverneur; il protesta de l'envie qu'avait son maître de rester en paix; il annonça l'arrivée du fils de l'empereur qui venait avec des intentions pacifiques. Nous étions alors en avant d'Ouchda; nous n'avions plus de vivres, et nos cacolets étaient garnis de malades : il fallait de toute nécessité revenir à Lalla-Maghrania. Le gouverneur, attribuant sa retraite à notre modération, répondit que, puisqu'on lui tenait ce langage, il allait se retirer derrière nos limites, et que là il attendrait les communications qu'aurait à lui faire le fils de l'empereur. C'était une espèce de suspension d'armes; elle n'avait que des avantages pour nous, puisque les effets moraux étaient en notre faveur, que la chaleur était trop grande pour donner de l'activité à la guerre, et que d'ailleurs il nous arriverait des renforts en cavalerie.

Le fils de l'empereur se fit long-temps attendre; il fit une grande halte à Tésa, une autre à Aïoun-Sidi-Mellouk; enfin, il se décida à venir jusqu'à Coudiat-Abd-el-Kahman, à trois lieues ouest d'Ouchda; de là, il fit écrire au gouverneur par Sid-Hamida. Comme toujours, il protesta de son désir de la paix, mais il terminait en demandant d'une manière péremptoire les limites de la Tafna. Le général en

chef répondit par les mêmes protestations pacifiques; mais, quant à l'abandon de Lalla-Maghrania et de toute la rive gauche de la Tafna, il dit que *Dieu seul pouvait l'y contraindre.* De ce jour, il n'y eut plus aucune communication.

Nous apprenions à chaque instant par quelques Arabes des environs de Nédroma, qui communiquaient avec le camp des Marocains, que l'armée du fils de l'empereur se renforçait journellement, que déjà elle se composait de sept camps, posés sur sept collines rapprochées; ils ajoutaient que chacun de ces camps était aussi grand que le nôtre.

L'approche du fils de l'empereur, les forces nombreuses qu'il conduisait, avaient réveillé les espérances derrière nous. La bonne volonté des tribus s'affaiblissait graduellement. Les transports qu'elles nous fournissaient diminuaient. Quelques partis s'étaient montrés sur notre communication avec le port de Djemaâ-Ghazaouet. Il était à redouter que les Marocains ne fissent un gros détachement par notre gauche, pour aller avec Abd-el-Kader insurger le pays derrière nous. Toutes ces circonstances rendaient une bataille désirable, car une plus longue attente pouvait nous ruiner sans combattre. Il était urgent d'attaquer cette armée tant qu'elle était agglomerée, et avant qu'elle eût reçu des renforts d'infanterie, qui devaient lui arriver des montagnes du Riff.

Le maréchal se décida donc à attaquer l'armée marocaine. A cet effet, il rappela le général Bedeau, qui était en observation à Sebdou avec 4 bataillons et 4 escadrons. Il appela aussi à lui 2 escadrons du 2e de hussards qui étaient arrivés à Tlemcen. Ces deux détachemens le rejoignirent le 12 août.

Depuis plusieurs jours, le maréchal préparait moralement et matériellement sa petite armée à la grande action qui s'annonçait; il réunit plusieurs fois les officiers, sous-officiers et soldats autour de lui, pour les bien pénétrer de quelques vérités, de quelques principes, dont la démonstration et l'application étaient prochaines.

« Les multitudes désordonnées, leur disait-il, ne tirent aucune puissance de leur nombre, parce que n'ayant ni organisation, ni discipline, ni tactique, elles ne peuvent avoir d'harmonie, et que sans harmonie il n'y a pas de force d'ensemble. Tous ces individus, quoique braves et maniant bien leurs armes isolément, ne forment, quand ils sont réunis en grand nombre, qu'une détestable armée. Ils n'ont aucun moyen de diriger leurs efforts généraux vers un but commun; ils ne peuvent point échelonner leurs forces, et se ménager des réserves; ils ne peu-

vent pas se rallier et revenir au combat, car ils n'ont pas même de mots pour s'entendre et rétablir l'ordre. Ils n'ont qu'une seule action, celle de la première impulsion. Quand ils échouent, et ils doivent toujours échouer devant votre ordre et votre fermeté, il faudrait un dieu pour les rallier et les ramener au combat. Ne les comptez donc pas; il est absolument indifférent d'en combattre 40 mille ou 10 mille, pourvu que vous ne les jugiez pas par vos yeux, mais bien par votre raisonnement, qui vous fait comprendre leur faiblesse. Pénétrez au milieu de cette multitude, vous la fendrez comme un vaisseau fend les ondes, frappez et marchez sans regarder derrière vous : c'est la forêt enchantée; tout disparaîtra avec une facilité qui vous étonnera vous-mêmes. »

Ces grandes vérités, répétées plusieurs fois sous diverses formes et avec de nouveaux développemens, portèrent la conviction dans tous les esprits. Il n'était pas un soldat qui ne crût à une victoire certaine. La seule crainte qui existât, c'est que les Marocains ne voulussent pas accepter la bataille.

Le général en chef ne se borna pas à préparer les ames et les esprits, il fit répéter, toutes les armes réunies, la manœuvre qu'il avait adoptée pour combattre la nombreuse cavalerie marocaine. C'était un grand carré formé d'autant de petits carrés que nous avions de bataillons. L'ambulance, les bagages, le troupeau, étaient au centre, ainsi que la cavalerie, formée en deux colonnes sur chaque côté du convoi. L'artillerie était distribuée sur les quatre faces, vis-à-vis des intervalles des bataillons qui étaient de 120 pas. On devait marcher à l'ennemi par l'un des angles formé par un bataillon qui était celui de direction. La moitié des autres bataillons était échelonnée à droite et à gauche sur celui-ci. L'autre moitié des bataillons formait la même figure, renversée en arrière. C'était donc un grand lozange, fait avec des colonnes à demi-distance par bataillon, prêtes à former le carré. Derrière le bataillon de direction se trouvaient deux bataillons en réserve, et ne faisant pas partie du système, c'est-à-dire pouvant être détachés pour agir selon les circonstances.

Les avantages que cette disposition a sur les grands carrés à face continue seront évidens pour les hommes de l'art.

1° Ce grand losange marche avec autant de légèreté qu'un seul bataillon, car chaque bataillon n'a qu'à observer sa distance avec le bataillon qui précède.

2° Et, c'est là le point important, chaque bataillon est indépendant de son voisin qu'il protége, et dont il reçoit protection par le croise-

ment des feux; il ne subit pas inévitablement les conséquences de l'échec qu'aurait éprouvé son voisin; il a sa force en lui-même.

3° La cavalerie peut sortir et rentrer par les intervalles au moment opportun, sans rien déranger à l'harmonie du système.

Le 12 au soir, les officiers de l'ancienne cavalerie de la colonne offrirent à leurs camarades qui venaient d'arriver un grand punch. Le lit pittoresque de l'Ouerdefou, ruisseau sur le bord duquel nous étions campés, avait été artistement préparé et formait un jardin délicieux; il était illuminé par toutes les bougies que l'on avait pu trouver dans le camp, et par quarante gamelles de punch dont la flamme bleue, se réfléchissant sur les feuillages divers, produisait un effet admirable.

Le maréchal avait été invité à cette fête de famille. Au premier verre de punch, il lui fut porté un toast qui lui fournit l'heureuse occasion de parler de la bataille qui se préparait; il le fit avec tant de chaleur, que le plus grand enthousiasme se manifesta dans cette foule d'officiers jeunes et ardens. Ils se précipitèrent dans les bras les uns des autres, en jurant de faire tout pour mériter l'estime de leurs chefs et de leurs camarades; ils se promirent de se secourir mutuellement, de régiment à régiment, d'escadron à escadron, de camarade à camarade. Des larmes, provoquées par le sentiment le plus vif de la gloire et de l'honneur, ruisselaient sur leurs longues moustaches. Jamais on ne vit une scène plus dramatique et plus touchante. « Ah! s'écria le général, si un seul instant j'avais pu douter de la victoire, ce qui se passe en ce moment ferait disparaître toutes mes incertitudes. Avec des hommes comme vous on peut tout entreprendre. »

Il indiqua alors la marche progressive de la bataille, ses épisodes probables, ses résultats. Ses auditeurs se rappelleront toujours que les choses se sont passées exactement comme il les avait décrites (1).

Nous avons dit que l'on craignait que les Marocains ne voulussent pas accepter le combat; dans le but de le leur rendre inévitable, nous feignîmes, le 13 au soir, de faire un grand fourrage, qui nous porta à quatre lieues en avant de notre camp. Comme nous avions souvent fourragé dans la même direction et presque à la même distance, il était à présumer que l'ennemi ne prendrait pas cela pour un mouvement offensif, et qu'ayant ainsi gagné quatre lieues, nous n'en aurions plus que quatre à faire pendant la nuit, de telle sorte qu'au

(1) C'est en sortant de cette scène qu'il écrivit la dépêche si remarquable dans laquelle il annonçait d'avance la victoire. (*N. du D.*)

jour nous pouvions nous trouver en présence du camp marocain que nous croyions plus près qu'il ne l'était réellement. A l'entrée de la nuit, les fourrageurs se reployèrent sur les colonnes pour simuler la retraite sur notre camp, et, dès que nous nous fûmes dérobés à la vue des éclaireurs marocains, les colonnes s'arrêtèrent; il leur fut ordonné de se reposer pendant quatre heures, sans rien déranger à l'ordre de marche; elles furent entourées de vedettes.

A minuit, nous nous remîmes en mouvement; au petit jour, nous arrivions à Isly : nous n'y trouvâmes point d'ennemis. Le passage, assez difficile, nous prit plus de temps que nous ne pensions; il était cinq heures du matin quand nous nous remîmes en marche. Comme nous avions été signalés par les éclaireurs, les Marocains avaient tout le temps nécessaire pour lever leur camp et éviter la bataille; mais, pleins de confiance dans leur nombre et fiers du souvenir de la destruction de l'armée de dom Sébastien de Portugal, ils s'étaient décidés à l'accepter, et nous rencontrâmes leur armée au second passage de l'Isly. Leur camp s'apercevait à deux lieues de là; il blanchissait toutes les collines. A cet aspect, nos soldats firent éclater des cris de joie. Le bâton qu'ils portent pour s'aider dans la marche et tendre leurs petites tentes fut jeté en l'air avec un ensemble qui prouvait que tous à la fois avaient été frappés du même sentiment de satisfaction.

Le maréchal fit faire une halte de quelques minutes pour donner ses dernières instructions à tous les chefs de corps réunis autour de lui. Comme il savait qu'il n'y avait que trois gués, il ordonna de passer la rivière en ordre de marche, et de ne prendre l'ordre de combat que sur l'autre rive, après en avoir chassé les nombreux cavaliers qui l'occupaient. Cette manœuvre hardie eût été impossible devant des troupes européennes, car on sait le danger qu'il y a à se former sous le feu de son ennemi; mais, entre deux inconvéniens, il fallait éviter le plus grand. Si l'on avait pris l'ordre de combat avant de passer la rivière, il aurait fallu presque autant de gués que de bataillons pour ne pas se brouiller : or, il n'y en avait que trois; partout ailleurs, c'étaient des berges escarpées.

Le passage s'opéra avec audace, l'ordre de bataille fut pris sous le feu le plus vif et sous des attaques réitérées. Bientôt l'ennemi déploya toutes ses forces en un vaste croissant, qui, en se fermant, nous enveloppa complètement. Le bataillon de tête fut dirigé sur le camp, les troupes marchaient au grand pas accéléré, le général ayant défendu de battre la charge, disant que de tels ennemis ne méritaient pas cet honneur.

Nous marchâmes pendant une heure au milieu de cette nuée de cavaliers en repoussant leurs attaques par la fusillade et la mitraille; ils portèrent leurs principaux efforts sur nos derrières, peut-être dans l'espérance de ralentir notre marche sur le camp. On ne fit que deux petites haltes pour raccorder les bataillons qui avaient été dans la nécessité de s'arrêter afin de repousser les attaques. Enfin, le général, voyant l'ennemi dégoûté du combat et éparpillé sur tous les points de l'horizon, fit sortir la cavalerie, qui se forma en quatre échelons disposés à l'avance : le premier se dirigea sur le camp, les autres étaient échelonnés; le dernier devait s'appuyer à la rivière. Cette cavalerie ne pouvait plus rencontrer sur sa route de forces capables de l'arrêter, et d'ailleurs l'infanterie, continuant et accélérant sa marche, lui présentait un appui, et au besoin un asile assuré. Tout céda devant elle; le camp, les canons, les bagages, les bêtes de somme, tout tomba en son pouvoir.

L'ennemi était parvenu à rallier de l'autre côté du camp 8 à 10,000 chevaux qui se disposaient à reprendre l'offensive sur notre cavalerie, rompue par l'enlèvement de ce vaste camp; mais l'infanterie, laissant les tentes sur sa droite, vint faire un bouclier à nos cavaliers. Après un petit temps d'arrêt pour rallier et laisser respirer les hommes, on reprit l'offensive, et, notre cavalerie s'étant réunie, nous franchîmes une troisième fois l'Isly, et nous poussâmes cette vaste cohue sur la route de Fez. Il était alors midi. Aucun autre cours d'eau n'était connu que celui d'Aïoun-Sidi-Mellouk, qui est à douze lieues de là; on ne pouvait espérer de prendre la cavalerie, et l'on avait entre les mains tout ce qui était saisissable.

Le maréchal, toujours attentif à ménager les forces des soldats, fit cesser la poursuite, et nous ramena au camp marocain, où de nombreuses provisions nous dédommagèrent de nos fatigues.

Ainsi finit cette bataille qui a consacré la conquête de l'Algérie.

****

ACADÉMIE FRANÇAISE.

RÉCEPTION DE M. SAINTE-BEUVE.

Il y a précisément vingt ans qu'avait lieu à l'Académie française la réception de M. Casimir Delavigne. C'était au lendemain de cette agréable comédie de *l'École des Vieillards* dont les soixante premières représentations avaient donné un chiffre de recettes supérieur à celui des recettes de *Figaro*. Le nom populaire du jeune écrivain brillait alors de son plus serein éclat; l'opinion émue puisait dans son émotion même un plus reconnaissant souvenir pour les patriotiques *Messéniennes*, les sourires excités par les spirituelles saillies des *Comédiens* étaient encore sur bien des lèvres, et tous les esprits dévots au culte de la poésie chaste admiraient les chœurs du *Paria*. Jusque-là, M. Delavigne n'avait pas quitté sa voie propre; fidèle à ses instincts, il ne s'était pas très inquiété du besoin d'innovations littéraires qui commençait à se produire avec vivacité autour de lui. Et, en effet, comme poète lyrique, on l'avait vu adopter une manière dès le lendemain de Waterloo, c'est-à-dire avant les *Méditations* de M. de Lamartine,

avant les premières *Odes* de M. Victor Hugo; comme poète dramatique, il avait tout de suite, dans la tragédie, essayé de continuer *Andromaque* par la pureté du style, *Zaïre* par le mouvement et l'intention philosophique; dans la comédie, il avait ressaisi et fondu avec esprit et grace l'aimable genre de *la Métromanie* et du *Méchant*. En un mot, c'était de nature un *classique* ingénieux, élégant, distingué, d'une imagination facile, qui tour à tour savait attraper avec un égal bonheur l'éloquence harmonieuse à la suite de Racine, le facile enjouement à côté de Gresset. Il semble que son entrée à l'Académie française, dans l'asile même et comme dans la citadelle (alors jugée imprenable) des traditions, aurait dû affermir à sa place M. Delavigne et l'éloigner moins que jamais de la route sûre où jusque-là il avait marché au milieu des applaudissemens. Ce fut l'opposé. D'autres eussent songé à dépouiller toute hérésie, même légère, sur le seuil orthodoxe de l'Institut : l'auteur des *Vêpres Siciliennes*, au contraire, prit possession du classique fauteuil en levant, pour la première fois en pareil lieu, la bannière de l'innovation. A dire vrai, il s'agissait d'une innovation bien modeste : l'honnête écrivain voulait viser désormais à un rôle intermédiaire, au rôle de conquérant pacifique, et il laissait deviner ses projets.

Aimons les nouveautés en novateurs prudens;

le Victor de ses *Comédiens* avait déjà trahi le faible du poète à flatter le goût public, son penchant prochain à l'imitation discrète, à une sorte d'appropriation modérée des beautés hasardeuses qui allaient être risquées sur la scène. En 1825, c'est-à-dire avant *Cromwell* et *Henri III*, au moment même où paraissait *Clara Gazul*, M. Delavigne déclarait timidement à ses nouveaux confrères de l'Académie qu'il y avait des poètes décidés à s'ouvrir de nouveaux chemins, et que, malgré ce génie des tempêtes qui garde les mers inconnues de la poésie, on devait tenir compte de ces dispositions et y obéir.... *raisonnablement*. Le rôle de Vespuce tentait M. Delavigne plus que celui de Colomb : aussi allait-il essayer *Marino Faliero* après lord Byron. Son discours de réception à l'Académie fut une sorte de programme de sa seconde manière; mais comme le poète était encore indécis et flottant, sa prose terne, embarrassée, se ressentit des hésitations de la pensée; pour la première fois, M. Delavigne eut peu de succès. C'était un signal de retraite, d'une retraite qui devait aussi être glorieuse.

Si on fût venu dire à quelque *classique* invétéré, comme il y en avait dans ce temps-là, comme il devait s'en trouver plus d'un sur les bancs mêmes de l'Académie, que le poète des *Vêpres siciliennes* aurait un jour pour apologistes à l'Institut le critique contesté du *Globe* et l'auteur anathématisé de *Han d'Islande*, un sourire dédaigneux d'incrédulité eût certes accueilli l'assertion. C'est pourtant ce qui s'est réalisé naturellement et sans qu'aujourd'hui personne y trouve à redire. Les révolutions littéraires ont leurs péripéties comme les autres : plus d'un conventionnel et plus d'un émigré se trouvèrent voisins au sénat impérial; M. Victor Hugo siége le plus pacifiquement du monde à côté de M. Viennet. C'est le jeu de la vie. Le plus piquant est que, dans son excellent discours, M. Sainte-Beuve ait pu, et d'une façon légitime, faire à son prédécesseur un grief de ces concessions multipliées qui compromirent sinon sa popularité, au moins le caractère original de son talent. Il était très spirituel de la part d'un écrivain sorti d'une autre école, et qui lui-même maintenait son drapeau, de montrer avec bon goût et dans des termes parfaits qu'en quittant sa propre bannière pour se rapprocher de celle des vainqueurs, on pouvait éviter de mauvais jours, mais qu'on perdait par là les fruits d'une lutte glorieuse, d'une lutte qui à la fin aurait retrouvé ses heures de triomphe. Les vifs et unanimes applaudissemens qui ont accueilli l'observation du pénétrant critique ont prouvé combien était vraie aussi cette autre remarque qu'aujourd'hui le public subordonne en tout les questions de genre aux questions de talent : le récipiendaire a dû s'en apercevoir pour son propre compte au suffrage très marqué qui, sur tous les bancs indistinctement, a accueilli sa fine appréciation de M. Casimir Delavigne. En 1827, parlant dans *le Globe* de l'auteur des *Messéniennes*, M. Sainte-Beuve écrivait : « Là où d'autres ne sont que de plats copistes, il saura être original, comme il l'a déjà été; peut-être même il le deviendrait difficilement dans un autre genre que celui-là. » M. Sainte-Beuve, pour être vrai, n'a eu qu'à reprendre son opinion d'il y a dix-huit ans, et à la développer avec la grace exquise, avec la délicatesse qu'on lui connaît, et qui n'ont jamais eu plus de séduction qu'à la dernière séance académique.

Cette séance, fort attendue, avait provoqué une curiosité toute particulière dans le brillant et aristocratique auditoire qui, bien avant l'heure fixée, encombrait la salle trop étroite de l'Institut. Un pareil empressement fait honneur au goût public et montre qu'à elles seules les lettres suffisent encore à intéresser. Cette fois, il n'y avait qu'elles

en jeu, et tous ceux qui étaient là, on peut le dire, désiraient beaucoup plus quelque brillant tournoi littéraire qu'une passe d'armes politique. M. Victor Hugo a eu la bonne inspiration de ne se souvenir qu'à de rares intervalles de sa candidature à la pairie, et nous n'avons pas eu le renouvellement de cette singulière et brillante séance académique dans laquelle l'héritier glorieux de Lemercier rejeta son sujet sur le second plan, et dérobant la politique à M. de Salvandy, qui le recevait, lui laissa la tâche piquante de parler de littérature. A la réception du successeur de M. Delavigne, il a été surtout question de M. Delavigne; il y avait des poètes pour orateurs, et il a été question de poésie : cela n'arrive pas toujours. Les auditeurs, avec nous, se sont félicités de l'exception.

L'entrée de M. Sainte-Beuve à l'Académie offrait cela de particulier à l'attention, que deux écrivains de l'école nouvelle se trouvaient pour la première fois en présence devant la célèbre compagnie. A l'occasion de M. Saint-Marc Girardin, on avait pu se convaincre que l'illustre auteur de *Notre-Dame de Paris* ne se tirait pas avec une extrême souplesse de la délicate obligation d'introduire un contradicteur; on se demandait s'il serait plus heureux à l'égard d'un ancien soldat de son propre camp, devenu général avec les années et maintenant chef d'une armée à part. Lui répéterait-il, comme dans les *Odes et Ballades* :

> Que ta haute pensée accomplisse sa loi.
> Viens, joins ta main de frère à ma main fraternelle.
> Poète, prends ta lyre; aigle, ouvre ta jeune aile;
> Étoile, étoile, lève-toi !

Lui dirait-il encore : « mon poète, » comme dans cette belle pièce des *Feuilles d'automne*, où il était parlé du

> Doux luth de miel et d'ambroisie

de l'auteur des *Consolations ?* Voilà ce que les curieux se demandaient, et nous étions du nombre des curieux. L'embarras ne semblait pas moins grand, pour M. Victor Hugo, d'avoir à s'expliquer sur la portée littéraire de l'auteur de *Louis XI*, son compétiteur au théâtre. Quant au récipiendaire, on était moins inquiet de ce qu'il avait à dire sur M. Delavigne. Ce pouvoir en effet sympathique et rare de s'appliquer aux natures les plus diverses, de comprendre les genres et les écrivains les plus disparates, qui constitue l'art du critique, quelqu'un l'a-t-il

jamais eu à un plus haut point et avec des nuances plus déliées que M. Sainte-Beuve? Chez lui, c'est un don véritable. M. Hugo transporte volontiers ses propres et fortes qualités à ce qu'il contemple; M. Sainte-Beuve, au contraire, ramène à lui et s'approprie les natures qu'il regarde. C'est ce qu'on peut appeler la faculté impersonnelle : dans l'ordre de l'observation, elle fait le critique; dans l'ordre de l'imagination, elle fait l'écrivain de théâtre : le premier attrape le portrait, le second crée des personnages. On était donc sûr que M. Sainte-Beuve rendrait pleine justice au poète élégant et pur, à l'homme excellent dont il venait remplir le fauteuil. Mais quelle contenance, humble ou décidée, prendrait-il vis-à-vis de l'Académie? L'ombre de *Joseph Delorme* se verrait-elle immolée au pied de la statue de Boileau, ou bien serait-elle évoquée de sa tombe? Les malins se le demandaient à côté de moi, et la curiosité semblait fort éveillée dans tout ce grave et aimable auditoire.

M. Sainte-Beuve a été digne de sa réputation et de lui-même; on n'a pas plus de grace et d'esprit. Son discours, où les plus épineuses questions sont abordées avec une convenance, une légèreté de touche et un à-propos merveilleux, est sans contredit l'un des plus charmans qui ait été prononcé à l'Académie française. M. Sainte-Beuve avait à peine parlé quelques minutes, qu'il était maître de ceux qui l'écoutaient, les promenant du sourire à l'émotion. A bien des reprises, les murmures flatteurs, les bravos sincères, ont témoigné de l'assentiment unanime de la salle : le succès a été de si bon aloi, que j'ai vu plus d'un *immortel*, naguère hostile à la candidature de M. Sainte-Beuve, donner le premier le signal des applaudissemens.

Ce qui a plu surtout dans cet éloge senti de M. Casimir Delavigne, où ne s'est point glissé un seul de ces lieux-communs que les meilleurs n'évitent pas toujours en pareille occasion, c'est la dignité littéraire, la dignité personnelle avec laquelle M. Sainte-Beuve a parlé de lui et de l'honorable mémoire qu'il avait à célébrer. En n'évitant aucune des questions qui se présentaient naturellement, il a eu l'occasion de maintenir, comme il le devait à lui-même, son drapeau; en ne courant pas de front sur les difficultés pour le plaisir de les braver, il n'a eu chance d'aigrir aucune opinion adverse; enfin, parlant de tout avec aménité, mesure et bon goût, il a séduit les plus rebelles.

Il y a long-temps qu'on l'a dit, les peuples les plus fortunés sont ceux qui ne laissent pas d'histoire. De même pour les hommes heureux : ils n'ont pas de biographie; M. Casimir Delavigne fut de ceux-là.

Au monde il donnait ses œuvres, à la famille ses loisirs; on applaudissait à la pensée, on connaissait peu le penseur. Cette existence à demi voilée, ce goût de la retraite, cet assidu et calme labeur en vue du public, tout cela n'offrait pas sans doute un ensemble bien animé; mais M. Sainte-Beuve, et après lui M. Victor Hugo, ont fait ressortir avec un charme infini tout ce qu'il y avait de dignité sereine et d'intime poésie dans ce recueillement habituel, dans cette pratique assidue. M. Delavigne méditait longuement chaque œuvre, et s'y appliquait sérieusement comme à un devoir qu'il aimait. « La famille comprenait tout cela, a dit M. Sainte-Beuve; on lui ménageait des loisirs; il pouvait être rêveur et distrait à ses momens. » M. Victor Hugo ne s'est pas exprimé avec moins de grace : « Il avait ce goût charmant de l'obscurité, qui est la soif de ceux qui sont célèbres. Il composait dans la solitude ces poèmes qui plus tard remuaient la foule. » C'est, je crois, un mot de M[me] de Staël, que la gloire est le deuil éclatant du bonheur. S'il est une gloire qui ne soit pas cela, et qui laisse vivre le bonheur à côté d'elle, c'est assurément celle que goûta M. Delavigne. Heureux ceux qui comme lui se mettent sous l'invocation de la divinité cachée, heureux ceux qui inscrivent pour devise à une vie illustre : *Diis ignotis!*

Si ces détails de biographie dont il sait tirer, comme critique et comme moraliste, de si ingénieuses lumières ont un peu fait défaut ici à M. Sainte-Beuve, le sagace appréciateur a trouvé sa revanche dans l'énumération analytique des œuvres de M. Casimir Delavigne. Il a l'air à dessein de s'effacer, de n'être qu'un rapporteur bienveillant et impartial; mais laissez-le faire, laissez-le s'envelopper de réserve : son opinion ne se fait que mieux sentir par les termes assortis dont il use. La pensée réelle se découvre sous la délicate ténuité de l'expression. L'essai de conciliation tenté dans certaines œuvres particulières à M. Delavigne, son rôle individuel assez glorieux, mais qui n'eut ni influence ni école, ce don singulier de se distribuer avec une facilité égale entre la comédie et la tragédie, tant de qualités élégantes et mitigées, un penchant natif à perfectionner la poésie plutôt qu'à l'agrandir, une verve heureuse de détails et une bonne méthode d'ensemble, l'éminente faculté de saisir la foule par des combinaisons dramatiques habilement proportionnées, cette muse circonspecte et industrieuse qui savait partager pourtant les passions du grand nombre, une tenue persistante dans le caractère et dans le talent, une sympathie douce inspirée par le poète et qui ne se séparait pas de l'estime pour

l'homme, un bon sens capable d'éloquence et une finesse d'esprit susceptible d'enthousiasme, en un mot tout cet idéal tempéré qui caractérise la carrière si tôt interrompue du poète est marqué avec beaucoup d'art dans le spirituel discours de M. Sainte-Beuve. Certes, il y avait de la force dans cette réserve; la renommée populaire de M. Casimir Delavigne aura sa place dans l'histoire des lettres contemporaines. On rendra justice à cette qualité merveilleuse d'imitation qui lui permettait d'amener à son niveau les meilleurs dons des génies créateurs, de trouver dans la prose sémillante de *Don Juan d'Autriche* des tours de dialogue à la Beaumarchais, dans certains vers de *la Fille du Cid* des traits de vigueur cornéliens, dans *Louis XI* quelque chose des hardiesses de Goethe; mais, à vrai dire, si dignes de considération que soient ces divers ouvrages, l'originalité vraie de M. Delavigne n'est pas là : il y est quelquefois excellent, il n'y est pas précisément lui-même. J'aime mieux *les Comédiens* et *l'École des Vieillards*, auxquels une versification exquise assure la durée dans le répertoire de Dufresny et de Gresset; j'aime mieux les douces langueurs de Néala et les chœurs splendides de ses brahmes; j'aime mieux la mélancolie voluptueuse des petits morceaux imités du grec, et surtout ces ravissantes pièces *les Limbes*, *A mon Fils*, *l'Ame du Purgatoire*, les *Adieux à la Madelène*, qui, par la perfection du rhythme comme par la grace des images, peuvent compter entre les plus jolis vers de notre langue. Quant aux *Messéniennes*, elles furent surtout une noble action; il fallait admirer cette lave, à présent refroidie, quand elle sillonnait les flancs du Vésuve.

Tout le monde a su gré à M. Sainte-Beuve d'honorer dignement le souvenir de son célèbre prédécesseur; tout le monde aussi, dans les deux camps (mais y a-t-il encore deux camps?), lui a su gré de réserver en même temps, à travers l'urbanité et la politesse, ses doctrines personnelles, sa propre tradition littéraire. Il n'est nulle part honorable de mettre son drapeau dans sa poche. Quand M. Sainte-Beuve, dans un très piquant paragraphe, fait un grief à M. Delavigne d'avoir transigé en littérature, et qu'il croit au succès franchement possible d'un poète classique qui, sans faiblir, eût maintenu sa ligne au théâtre, il n'abdique pas le moins du monde, il découvre seulement son opinion sur les infructueuses tentatives du drame moderne, et se donne spirituellement le plaisir de battre l'ancienne école avec des verges qui sont à elle. Quelques lignes après, M. Sainte-Beuve a d'ailleurs trouvé occasion de glisser sa théorie connue des deux styles, du style

convenu et du style spontané, qui ressemble fort peu au procédé académique. L'auteur de *Joseph Delorme* n'a donc rien renié, comme le railleur feuilleton d'une amie de M. Victor Hugo nous le faisait craindre l'autre jour. Mme de Girardin oubliait qu'être appelé *traître et félon* par une femme (même quand elle tâche d'être si peu femme) est toujours très flatteur pour un homme, et qu'il y avait là de quoi rendre fat plus d'un poète.

Certain vers des *Consolations*, dans un sonnet adressé à M. Victor Hugo, m'est revenu plus d'une fois au souvenir, quand l'illustre auteur des *Feuilles d'Automne* en est arrivé à l'appréciation des titres littéraires de M. Sainte-Beuve :

Votre souffle en passant pourrait nous renverser.

Mais le colosse au contraire s'est fait benin; comme Hector, il a doucement bercé Astyanax dans son casque, quoiqu'Astyanax ne soit rien moins qu'un « jeune géant » dans les *Odes et Ballades*. M. Victor Hugo a loué en termes trop délicats les mérites de M. Sainte-Beuve pour que nous ne détachions pas ici cette page qui exprime à merveille nos propres opinions, et qui est une noble marque d'équité de la part du célèbre poète :

« L'Académie peut le proclamer hautement, et je suis heureux de le dire en son nom, et le sentiment de tous sera ici pleinement d'accord avec elle, en vous appelant dans son sein, elle a fait un utile et excellent choix. Peu d'hommes ont donné plus de gages que vous aux lettres et aux graves labeurs de l'intelligence. Poète, dans ce siècle où la poésie est si haute, si puissante et si féconde, entre la messénienne épique et l'élégie lyrique, entre Casimir Delavigne qui est si noble et Lamartine qui est si grand, vous avez su dans le demi-jour découvrir un sentier qui est le vôtre et créer une élégie qui est vous-même. Vous avez donné à certains épanchemens de l'ame un accent nouveau. Votre vers, presque toujours douloureux, souvent profond, va chercher tous ceux qui souffrent, quels qu'ils soient, honorés ou déchus, bons ou méchans. Pour arriver jusqu'à eux, votre pensée se voile, car vous ne voulez pas troubler l'ombre où vous allez les trouver. Vous savez, vous poète, que ceux qui souffrent se retirent et se cachent avec je ne sais quel sentiment farouche et inquiet qui est de la honte dans les ames tombées et de la pudeur dans les ames pures. Vous le savez, et pour être un des leurs, vous vous enveloppez comme eux. De là une poésie pénétrante et timide à la fois, qui touche discrètement les fibres mystérieuses du cœur. Comme bio-

graphe, vous avez, dans vos *Portraits*, mêlé le charme à l'érudition, et laissé entrevoir un moraliste qui égale parfois la délicatesse de Vauvenargues et ne rappelle jamais la cruauté de La Rochefoucauld. Comme romancier, vous avez sondé des côtés inconnus de la vie possible, et dans vos analyses patientes et neuves, on sent toujours cette force secrète qui se cache dans la grace de votre talent. Comme philosophe, vous avez confronté tous les systèmes; comme critique, vous avez étudié toutes les littératures.....

« Par vos recherches sur la langue, par la souplesse et la variété de votre esprit, par la vivacité de vos idées toujours fines, souvent fécondes, par ce mélange d'érudition et d'imagination qui fait qu'en vous le poète ne disparaît jamais tout-à-fait sous le critique et le critique ne dépouille jamais entièrement le poète, vous rappelez à l'Académie un de ses membres les plus chers et les plus regrettés, ce bon et charmant Nodier, qui était si supérieur et si doux..... »

Voilà de nobles jugemens exprimés dans un noble langage. En tout ceci, on le voit, l'attitude de l'éminent écrivain a été digne; nous aimons à rendre ce témoignage public à ses sentimens.

La réponse que M. Victor Hugo a faite à M. Sainte-Beuve, et où il a parlé, en termes excellens, de l'auteur du *Paria*, a plus d'une fois produit l'émotion. M. Hugo a obtenu beaucoup plus de succès que dans son précédent et très contesté discours sur M. Saint-Marc Girardin. Son morceau d'avant-hier a des portions touchées avec vigueur, des traits de charmante poésie. On a particulièrement remarqué une fraîche et délicieuse esquisse de la vie intérieure de M. Delavigne, et des pages fortement colorées sur Port-Royal, qui, malgré l'abus de la pompe, ont obtenu le rare et précieux suffrage de M. Royer-Collard. Si M. Sainte-Beuve affine trop sa pensée, M. Victor Hugo grossit trop la sienne. Chez lui, les riches métaphores abondent, redoublent, s'entrecroisent, et l'idée souvent est comme oppressée sous ces splendides draperies de synonymes : c'est toujours le même abus éblouissant, le même emploi savant de l'hyperbole et de l'antithèse. Mais des traits de vraie grandeur rachètent heureusement ce luxe exagéré de la forme, cette solennelle étiquette de la phrase; il n'y aurait souvent qu'à émonder le feuillage trop touffu pour que le tronc du chêne se montrât dans sa majesté. Certains détails médiocrement heureux eussent aussi pu disparaître : sans parler du ton de prédication qui me gâte un peu cette éloquence, je n'aime pas, par exemple, cette insistance traînante sur Waterloo dont Béranger a si bien dit :

Son nom jamais n'attristera mes vers.

Il y a des sujets sur lesquels il faut glisser; en voulant flatter le patriotisme, on le blesse. Quant à la nouvelle sortie que M. Victor Hugo fait contre la philosophie, nous ne pouvons y voir qu'un caprice peu digne de sa haute gravité; la philosophie et la poésie sont sœurs, l'une enseigne ce que l'autre chante. Est-ce une revanche que l'auteur des *Orientales* voudrait prendre sur l'auteur de *la République?* Platon au moins ne chassait que les poètes, il absolvait la poésie; nous aimons à croire que M. Hugo fait tout le contraire, et qu'il tolère les philosophes tout en bannissant la philosophie; car comment imaginer qu'un si sérieux esprit en veuille aux choses à cause des hommes?

En somme, la séance académique de jeudi est l'une des plus brillantes à laquelle nous ayons jamais assisté. Rien n'a manqué à l'éclat de cette fête vraiment littéraire, où M. Villemain est venu reprendre ses fonctions de secrétaire perpétuel. Aux vifs et universels applaudissemens qui l'ont accueilli dès son entrée, l'illustre écrivain a pu juger de la joie sincère qu'on avait de le voir rendu aux lettres, comme déjà il l'était à l'amitié.

CH. LABITTE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

28 février 1845.

Le ministère n'est pas renversé, mais la question ministérielle est jugée. Le cabinet du 29 octobre a eu douze voix de majorité absolue dans les fonds secrets. Il a obtenu ces douze voix après avoir employé les destitutions, les menaces, les séductions, les sollicitations de toute sorte. Des membres du parti légitimiste et de l'extrême gauche ont voté pour lui. Des conservateurs lui ont donné leurs boules sans lui donner leur confiance. Ils auraient voulu que le ministère tombât sans être frappé par eux, et ils gémissent aujourd'hui de leurs scrupules. Telle est la majorité dont le suffrage est invoqué par le cabinet. Elle peut lui servir de prétexte pour garder le pouvoir, mais elle ne lui donne pas la force suffisante pour l'exercer. Le terme de sa carrière est désormais fixé. Il porte en lui le sentiment de sa chute. Cependant il essaie encore de dissimuler sa faiblesse en prenant un langage fier et résolu. La partie est gagnée, dit-il; nous sommes les maîtres du terrain; maintenant gouvernons. Que le ministère gouverne donc, s'il le peut; qu'il mette en pratique la théorie nouvelle de M. Guizot sur les petites majorités. Jamais doctrine ne fut mieux imaginée pour la circonstance. Qu'on nous montre par quel secret plus un ministère est faible dans la chambre, plus il acquiert de force dans le pays et devant l'Europe. Nous avions cru jusqu'ici qu'une forte majorité était nécessaire pour tranquilliser les esprits, surtout à la veille d'une crise électorale. Nous avions pensé qu'une majorité nombreuse était nécessaire pour donner du poids aux décisions des chambres, pour assurer la marche des affaires, pour élever le pouvoir au-dessus des passions et des intrigues, pour le faire respecter au dehors, pour lui inspirer partout des résolutions fermes et dignes. Le ministère du 29 octobre va nous convaincre de notre erreur; il va prouver qu'on peut gouverner grandement, utilement,

avec une imperceptible majorité, et que c'est la chose la plus simple du monde.

La discussion des fonds secrets n'a duré que deux jours. Encore, le premier jour a-t-il été entièrement consacré à l'incident des destitutions. M. Drouyn de Lhuys a parlé avec beaucoup d'esprit et de mesure. Il est toujours difficile de venir parler de soi à la tribune et de donner des détails sur une situation personnelle. M. Drouyn de Lhuys s'est tiré de cette difficulté avec un rare bonheur. Il est résulté clairement de ses explications que M. le ministre des affaires étrangères a eu sur les devoirs politiques du député fonctionnaire deux opinions opposées, deux convictions contraires, à quelques années ou même à quelques mois de distance. Ainsi, en 1839, lorsque M. Drouyn de Lhuys, secrétaire d'ambassade, se portait au collége de Melun comme candidat de l'opposition, M. Guizot encourageait sa candidature. Il trouvait l'attitude politique de M. Drouyn de Lhuys parfaitement compatible avec les devoirs du fonctionnaire. Il est vrai que M. Guizot était alors de l'opposition. Depuis, M. Drouyn de Lhuys, directeur de la division commerciale aux affaires étrangères, est venu siéger dans la chambre. Il a pris place au centre gauche; il a voté publiquement contre la politique étrangère du cabinet. Qu'a fait M. Guizot? Pendant trois ans, il a respecté la situation de M. Drouyn de Lhuys; mais le jour où il a cru devoir intimider la chambre, il l'a destitué. M. Guizot a vainement essayé de justifier cette mesure de colère et de passion. Personne ne conteste au gouvernement le droit de choisir à son gré les agens de sa politique, et de prendre sous sa responsabilité les mesures nécessaires pour garantir son action administrative; mais que les députés fonctionnaires dépendent du caprice ministériel, qu'un ministre vienne proclamer aujourd'hui à la tribune la liberté du vote silencieux, et que demain le même ministre, changeant de doctrine avec les circonstances, vienne faire des distinctions entre les fonctions administratives et les fonctions politiques, entre les questions spéciales et les questions de politique fondamentale, se réservant ainsi la faculté d'avancer ou de reculer, selon les besoins de sa position, les limites de l'indépendance parlementaire; que l'arbitraire soit substitué à la règle, que les fonctionnaires des deux chambres soient sans cesse placés sous le coup d'une menace, cela n'est tolérable ni pour la dignité du parlement, ni pour la dignité du pouvoir lui-même. La destitution de M. Drouyn de Lhuys et le discours de M. Guizot devaient nécessairement ramener devant la chambre la question des incompatibilités. L'honorable M. de Rémusat, en reproduisant sa proposition, s'est rendu l'interprète du vœu public.

Le ministère demandait un vote de confiance. La question était nettement posée. Elle a fourni à M. Billault l'occasion d'un nouveau succès parlementaire. L'habile orateur n'a jamais été plus incisif, plus pressant, et à la fois plus contenu. Sa modération a captivé les centres. Il faut le reconnaître, le talent et la situation de M. Billault grandissent tous les jours, grace aux fautes de ce cabinet dont il s'est fait si résolument l'adversaire, et qu'il pour-

suit sans relâche depuis quatre ans. Le ministère du 29 octobre a beaucoup fait pour la fortune parlementaire de M. Billault; l'honorable député serait bien ingrat, s'il ne conservait pas à M. Guizot quelque reconnaissance.

M. Guizot, dans cette discussion des fonds secrets, a déployé toutes ses ressources oratoires; il a montré surtout une verve d'expression et une aisance d'esprit qui ne sont pas le caractère habituel de son talent. Pourquoi faut-il que des facultés si rares soient dépensées au service d'une cause perdue? pourquoi faut-il aussi que ces grands dehors d'éloquence couvrent au fond des raisons si petites et des sophismes si dangereux? M. Guizot repousse les ministères de conciliation; il veut que la chambre comme le pays soient tranchés en deux partis inconciliables, systématiquement opposés l'un à l'autre. M. Guizot repousse les transactions politiques, il n'admet que les transactions individuelles. Peut-on méconnaître à ce point l'esprit de notre époque et les conditions du gouvernement représentatif? Pas de transactions! mais quel est le pouvoir sérieux qui refuse aujourd'hui de transiger, et qui ne fasse des concessions dans l'intérêt même de la cause qui lui est confiée? Sans parler des gouvernemens libres, voyez les gouvernemens absolus, voyez les états du nord de l'Europe. En Suède, en Danemark, en Prusse, dans les états d'Allemagne, le pouvoir transige. Il modifie son principe, il atténue ce qu'il a d'exclusif et de rigoureux, il obéit à l'esprit du temps. Pas de conciliation, dites-vous, pas de transactions! mais quand cela serait possible ailleurs, ce serait impossible en France. Que faisons-nous depuis 89, en philosophie, en industrie, en politique, si ce n'est un travail de rapprochement et de fusion entre des principes long-temps ennemis, long-temps en guerre? En politique, nous cherchons à concilier la liberté et l'ordre, la discussion et le pouvoir, les droits de l'individu et ceux de la société; nous voulons la paix, mais une paix suffisamment digne et glorieuse. Partout nous voulons cimenter l'alliance entre des intérêts qui semblent se repousser les uns les autres, et qu'un gouvernement habile doit savoir rapprocher et confondre dans une satisfaction commune. Telle est l'œuvre de notre époque. Nous admettons partout les idées de conciliation, nous repoussons partout les théories exclusives; ce sont elles qui ont fait le malheur du genre humain. Et l'on vient nous dire aujourd'hui : Point de transactions! point de partis intermédiaires! autant vaudrait dire que la justice, la modération et le bon sens doivent être bannis du parlement.

M. le ministre des affaires étrangères a oublié ce qu'il disait en 1827. A cette époque aussi, il y avait en France un parti qui repoussait les opinions mixtes, et qui voulait que la chambre fût divisée en deux camps séparés par un abîme. On sait quel a été le triomphe de ce parti, et ce qu'il en a coûté à la restauration pour avoir suivi ses conseils. M. Guizot était alors le partisan des opinions intermédiaires. Il voulait qu'on transigeât; il voulait que le gouvernement élargît sa base au lieu de la rétrécir. Il donnait à la restauration de sages avertissemens. Le langage qu'il tenait alors, les conservateurs dis-

sidens le tiennent aujourd'hui. Non, il ne faut pas repousser l'esprit de transaction. Il ne faut pas considérer la chambre comme divisée en deux camps, où flottent deux drapeaux ennemis dont les couleurs ne doivent jamais se confondre. Il ne faut pas dire : Ici tout est vérité, là tout est mensonge; ici tout est juste, là tout est contraire à l'équité et au bon sens. Un pareil langage ne serait ni vrai ni politique. Il ne faut pas laisser supposer que le dévouement à la constitution, à la monarchie de juillet, aux grands principes du gouvernement des quinze années, soit l'apanage exclusif d'une partie de la chambre. Ce serait affaiblir la cause qu'on veut soutenir, et ce serait calomnier l'opposition. L'esprit révolutionnaire ne forme qu'une très petite minorité dans le parlement. Le ministère le sait mieux que personne, puisqu'il trouve aujourd'hui l'appoint de sa majorité dans les partis extrêmes. Au temps où nous vivons, il ne faut pas proscrire les opinions intermédiaires. Il ne faut pas vouloir que le fanatisme, la passion, la haine, remplacent de part et d'autre la modération et la justice. Quand on est le ministre d'un gouvernement constitutionnel, œuvre du temps et des révolutions; quand on se prétend l'organe du parti conservateur, on ne se déclare pas l'ennemi des transactions politiques, car le gouvernement constitutionnel et le parti conservateur admettent naturellement ces transactions, pourvu qu'elles soient honorables et dignes. Nous en avons eu plus d'un exemple depuis 1830, sans compter l'amnistie, que M. Guizot a combattue. Enfin, quand on veut la dignité du pouvoir, on ne doit pas préférer aux transactions politiques les transactions individuelles, car les premières se font au grand jour et honorent le gouvernement qui a le bon esprit de les faire à propos, tandis que les secondes se passent dans le secret et discréditent le pouvoir, en faisant suspecter les moyens qu'il emploie pour subjuguer les consciences.

Du reste, il est bon de le faire remarquer, cette profession de foi sur les transactions politiques était, de la part de M. Guizot, un hors-d'œuvre dans la discussion des fonds secrets. Personne, en effet, ne parle en ce moment de transactions. De quoi s'agit-il entre l'opposition et le ministère? S'agit-il d'une question de principes, d'un changement à faire dans la constitution ou dans la politique fondamentale des quinze années? Non; il s'agit seulement d'une question de conduite. Au dehors, le ministère a été imprévoyant et faible; il a mis la France dans une fausse situation vis-à-vis de l'Angleterre. Au dedans, il manque de décision et compromet le pouvoir. Ainsi que le déclare l'honorable M. Hervé dans la lettre qu'il vient d'écrire à ses électeurs, le ministère, depuis quatre ans, n'a montré dans sa politique intérieure aucun esprit de suite et d'unité; il n'a eu que des velléités stériles; il a subi l'influence au lieu de la donner. Il n'a eu qu'une volonté, celle de garder le pouvoir. Voilà les reproches adressés au cabinet par une minorité de 205 voix, compacte et résolue. Que veut cette minorité? Substituer la fermeté et la prudence à l'indécision et à la faiblesse, voilà tout; et, pour faciliter la tâche d'une administration nouvelle, l'opposition modérée lui offre

son concours sans lui imposer d'autre loi que de réparer par une conduite habile les fautes commises par le cabinet. Tel est en réalité le vœu de l'opposition. Ainsi donc, lorsque M. le ministre des affaires étrangères dénonce de prétendus projets de transaction, lorsqu'il déclare que la politique fondamentale est en péril, ce sont là des expédiens de tribune destinés à effrayer le parti conservateur et à serrer ses rangs autour du cabinet. La vérité est que personne ne songe à menacer la politique fondamentale. La seule politique en péril est celle du droit de visite, de l'Océanie, de l'indemnité Pritchard. Est-ce donc là la politique sur laquelle il ne faut pas transiger?

C'est la tactique du cabinet de faire supposer que le parti ministériel suivrait tout entier les ministres du 29 octobre dans leur retraite, et que leurs successeurs ne pourraient gouverner sans l'appui de toutes les oppositions réunies. Le ministère veut nous faire croire, ainsi que l'a dit M. Barrot, que nous avons devant nous le dernier homme et le dernier mot du parti conservateur. Cette prétention ne mérite pas un examen sérieux. Il est évident pour tous les gens de bonne foi qu'une administration nouvelle, formée dans un esprit de conciliation, trouverait dans les deux centres les élémens d'une majorité puissante. Il est évident que le ministère n'entraînerait avec lui qu'un très petit nombre d'adeptes, dont l'opposition violente aurait pour effet de fortifier le cabinet nouveau en perpétuant à côté de lui le souvenir et comme l'image d'une politique condamnée par l'opinion; rapprochement heureux qui le ferait valoir par le contraste. M. Guizot a donc produit fort peu d'effet sur les centres quand il leur a dit que le ministère du 29 octobre, s'il succombait, ferait place à un pouvoir protégé, humilié, forcé chaque jour de mendier son pain. Ces paroles blessantes, dirigées contre un homme que l'opinion désigne pour réparer les fautes de M. Guizot, ont paru l'expression de la colère et du dépit : il eût été plus courageux d'ailleurs de les prononcer au Luxembourg. Dans tous les cas, l'accusation est étrange : M. Guizot déclare que M. Molé, s'il venait au pouvoir, subirait le joug d'un patronage humiliant. Or, que fait aujourd'hui M. Guizot? Qu'a-t-il fait depuis deux mois? qu'a-t-il fait depuis quatre ans? Vit-on jamais un ministère plus protégé, moins fier, ayant moins le droit de l'être, que le ministère du 29 octobre? En 1839, M. Molé avait huit voix de majorité; il avait pour lui le prestige d'une défense éclatante qui avait forcé l'admiration de ses adversaires; il était le chef d'une administration fortement unie, dont M Guizot a su apprécier plus tard les talens et les lumières. Le parti ministériel s'engageait à le soutenir jusqu'au bout. Néanmoins M. Molé a quitté le pouvoir; il n'a pas voulu conserver une situation qui ne lui laissait pas une liberté suffisante pour gouverner dignement, honorablement. Et voilà l'homme que M. Guizot accuse aujourd'hui de vouloir placer le gouvernement dans une condition humiliante! M. Guizot, quand il parle de ses adversaires, ne devrait pas s'oublier lui-même. Qui ne sait tous les sacrifices que son amour-propre est capable de faire lorsqu'il s'agit de conquérir le pouvoir ou de le garder? Qui ne se souvient de sa visite à M. Thiers pour le solliciter de former

avec lui un cabinet? Qui ne sait les tentatives inutiles qu'il a faites à plusieurs reprises du côté de M. de Montalivet? Qui ne se souvient de la coalition et du triste spectacle qu'a donné M. Guizot mendiant l'appui de M. Thiers, de M. Barrot, de M. Berryer, non pas dans l'intérêt du pouvoir, mais dans l'intérêt de son ambition; abandonnant son drapeau, son parti; de conservateur se faisant tribun, et soutenant les principes extrêmes avec le zèle d'un nouveau converti. M. Guizot ne veut pas que le pouvoir soit protégé! De la part d'un ministère qui aurait quarante voix de majorité, cette déclaration se comprendrait; mais de la part d'un ministère qui accepte l'appui des radicaux et des légitimistes, elle n'a rien de sérieux. M. Guizot, qui ne veut pas que le pouvoir soit protégé, a sans doute la prétention de ne pas l'être lui-même. Sur ce point comme sur le reste, M. le ministre des affaires étrangères serait encore en défaut. Tout le monde sait en effet que M. Guizot personnellement ne réunit pas vingt voix dans la chambre; le parti ministériel ne lui appartient pas; ses sympathies sont à M. Duchâtel, plus habile que M. Guizot dans l'art de se concilier les hommes et de discipliner une majorité. Ainsi donc, M. Guizot, qui fait aux candidats du pouvoir une situation si dure, ne remplit pas lui-même les conditions qu'il impose. Le pouvoir est humilié doublement dans sa personne, d'abord parce qu'il fait partie d'un ministère protégé, ensuite parce qu'il est protégé lui-même dans ce ministère.

Dès le lendemain de la discussion des fonds secrets, il a été facile de reconnaître que la situation du ministère était toujours la même. Les questions d'affaires ont remplacé les questions politiques, et la discussion des affaires est venue démontrer de nouveau que le cabinet ne peut diriger la chambre. Le projet de loi sur le conseil d'état a été débattu. La matière est importante, mais devant un cabinet qui n'a de système arrêté sur rien, devant une administration qui ose à peine songer au lendemain, devant une chambre inattentive, distraite, qui semble mettre en doute la présence même des ministres sur leurs bancs, comment discuter sérieusement une question pareille? comment examiner toutes les difficultés qu'elle soulève? Aussi, la discussion a été tronquée. On a même été au moment de couper court à l'examen des articles et de renvoyer la loi dans les cartons de la chancellerie. La précipitation de la chambre ne l'a pas empêchée néanmoins de repousser l'opinion du gouvernement sur plusieurs points. C'est un résultat auquel il faut maintenant s'habituer. Que la discussion soit approfondie ou non, peu importe; tout projet de loi présenté par le cabinet ne peut sortir intact du débat. Le projet sur le conseil d'état, modifié par la chambre élective, passera donc de nouveau sous les yeux de la chambre des pairs.

Un incident, qui est venu interrompre dès le début la discussion du projet de loi sur le conseil d'état, a montré, par l'agitation soudaine qu'il a répandue, les véritables préoccupations de la chambre. L'honorable M. Garnier-Pagès a interpellé le gouvernement sur ses intentions à l'égard de l'emprunt que l'Espagne veut négocier sur la place de Paris. Le gouvernement autorise-

ra-t-il cette négociation? Exposera-t-il les capitaux français aux dangers qu'elle renferme? Verra-t-on se renouveler les déprédations qui ont été commises de 1823 à 1833? C'est une question de probité, de moralité publique. Sans doute, il y a des ménagemens à observer vis-à-vis d'une nation amie; mais il est impossible que notre gouvernement reste neutre dans cette affaire, et regarde les bras croisés un gouvernement étranger opérer la ruine des spéculateurs français. La discussion, sur la demande de M. Garnier-Pagès, a été ajournée d'un commun accord; elle sera reprise dès que la question aura été mûrement examinée par le ministère et par la chambre. D'ici là, M. le ministre des finances a pris l'engagement de ne pas permettre que le nouveau fonds fût coté à la bourse de Paris. Cette résolution provisoire, et le débat qui l'a précédée, auront du retentissement à Madrid. On doit présumer que l'initiative de la chambre a surpris le ministère dans cette circonstance et a dérangé ses plans.

Jamais jusqu'ici les chambres n'ont fait un si fréquent usage de leur initiative. Le nombre et l'importance des propositions qui, depuis quelques jours seulement, sont émanées de la puissance parlementaire, ont vraiment quelque chose de remarquable. Rien ne prouve plus clairement la faiblesse du pouvoir. Si les chambres gouvernent, c'est que le ministère abdique entre leurs mains. Ainsi, nous venons de voir M. Garnier-Pagès soulever incidemment une grave question de crédit public et de politique étrangère. Après lui, M. de Saint-Priest est venu annoncer des interpellations sur la conversion des rentes. D'un autre côté, M. Roger (du Loiret) propose de modifier plusieurs articles du code d'instruction criminelle, et sa proposition, que M. le garde des sceaux trouve inopportune, est prise en considération par la chambre. M. Duvergier de Hauranne a proposé de changer le mode de voter; sa proposition, examinée par une commission, sera prochainement discutée. M. de Rémusat vient de lire sa proposition sur les incompatibilités; la semaine prochaine, on la discutera. A la chambre des pairs, M. le comte Daru propose un ensemble de mesures destinées à réprimer les abus scandaleux qui se commettent dans les souscriptions de chemins de fer. Cette proposition est admise à l'unanimité. M. le ministre des travaux publics adhère lui-même à la plupart des opinions de l'honorable pair, et, pour excuser son silence sur un objet si important, il déclare qu'un projet de loi sur la matière allait être présenté, et que M. Daru a devancé la pensée du gouvernement. On peut répondre à M. Dumon que la pensée du ministère paraît généralement un peu lente à se former, puisqu'il arrive si fréquemment qu'on prenne les devans sur elle; mais cela n'a rien d'étonnant. Que peut faire un cabinet dont l'existence est toujours menacée? Peut-il avoir la confiance et la liberté d'esprit nécessaires pour user de son initiative? Il voit le mal, mais il n'ose indiquer le remède; il a peur des chambres, il craint toujours un échec dans la discussion.

Aux embarras qui surgissent de ces propositions, viennent se joindre d'autres difficultés. Les débats de l'an dernier sur les chemins de fer vont

recommencer. La lutte entre les systèmes va renaître. D'un autre côté, la commission du budget se montre sévère. Les dépenses de la marine excitent particulièrement son attention. Elle s'élève plus fortement que jamais contre les désordres de la comptabilité maritime. Elle critique le mauvais emploi des fonds votés par les chambres, les abus commis dans les ports, les vices des constructions navales. Ce sont là des difficultés administratives; voici maintenant des difficultés politiques. Le projet de loi sur le régime des colonies a fait au cabinet une situation fausse vis-à-vis de la chambre des pairs. Une lutte s'est établie entre le gouvernement et la commission. Le gouvernement veut se réserver la faculté de pouvoir changer par ordonnance le régime intérieur des colonies, afin d'obtenir, au moyen d'une émancipation prochaine, la conclusion des démêlés sur le droit de visite. La commission de la chambre des pairs refuse son concours à cette combinaison, qui expose, dans un intérêt passager, la puissance coloniale de la France. Elle ne veut pas que le cabinet puisse dire à l'Angleterre: J'ai plein pouvoir pour émanciper les colonies françaises; faisons un arrangement : je vous donne l'émancipation, donnez-moi la révocation des traités de 1831 et 1833. La commission ne veut point partager avec le cabinet la solidarité de ce compromis. On ne sait pas encore si la chambre pensera comme sa commission; mais on peut prévoir dès à présent que le plan du cabinet rencontrera dans la discussion une vive résistance. A la chambre des députés, les crédits supplémentaires fourniront nécessairement l'occasion d'un grand débat politique. Les dépenses de l'Océanie figurent dans ces crédits; c'est tout dire. Restent les circonstances imprévues, toujours menaçantes pour un cabinet qui a fait tant de fautes, et dont la base est si fragile. Reste aussi cette affaire de Portendick, dont l'opinion commence à se préoccuper, bien que les détails en soient peu connus. On sait seulement que là encore la France, condamnée par arbitrage, paie aux Anglais une indemnité de 44,000 francs; avec le ministère du 29 octobre, il est toujours question d'indemnités. Tantôt il paie des indemnités qu'il ne doit pas, tantôt il ne sait pas se faire payer les indemnités qu'on lui doit. L'histoire l'appellera le ministère des indemnités.

Nous ne sommes pas alarmistes; nous ne voulons pas charger les couleurs de la situation. Nous essayons de la dépeindre telle que nous la voyons, telle que le bon sens public la juge, telle que le ministère lui-même et ses amis l'envisagent quand ils ne parlent pas à la tribune ou dans la presse, et quand leur esprit n'est pas troublé par la mauvaise humeur que leur donnent les dissidens. Nous ne voulons pas rendre le tableau plus sombre qu'il ne l'est en effet; mais nous ne voulons pas non plus inspirer aux autres une sécurité que nous n'avons pas. Nous cherchons à dire la vérité. Tout le monde comprendra que cette vérité est triste. Il y a deux sortes de gens qui peuvent se réjouir de la situation actuelle. D'abord, ce sont ceux qui spéculent sur les crises du pouvoir et qui l'abaissent à leur niveau pour mieux l'exploiter. Quelle fortune pour eux qu'un ministère dont l'existence dépend d'une

dizaine de voix! En second lieu, s'il y a des gens qui peuvent se réjouir de la situation actuelle ce sont les ennemis même du gouvernement de juillet, car ils ont tout à gagner au discrédit de ce gouvernement. Un ministère qui ne peut vivre ni mourir, un pouvoir condamné à l'immobilité, une chambre où la majorité n'existe pas, des discussions sans fruit, sans résultat; l'inquiétude des esprits, la suspension de la vie politique et administrative, tout cela est fait pour contenter l'esprit révolutionnaire. Aussi, vous voyez que plusieurs membres des partis extrêmes ont appuyé le ministère dans les fonds secrets. Mais si l'esprit révolutionnaire peut se réjouir, il n'en est pas de même de l'esprit conservateur, qui est en grande majorité dans le pays comme sur les bancs de la chambre. La situation présente est funeste à ses intérêts. Il est urgent pour lui qu'elle ait un terme. Quand le pouvoir perd dans l'opinion, quand il n'agit pas, quand il traîne une existence précaire, quand il est à la merci des intérêts cupides et des passions aveugles, la cause du parti conservateur souffre de cet abaissement. Un pareil état de choses ne peut se prolonger. Le parti ministériel le sent lui-même; il voit maintenant l'abîme où le ministère l'a conduit; il voit la faute qu'il a commise en formant la réunion Lemardelay. Il reconnaît enfin qu'il ne peut éviter l'une de ces deux choses : ou la chute prochaine du ministère, ou la dissolution de la chambre au mois d'octobre. Le parti ministériel a dans les mains un moyen sûr d'empêcher la dissolution au mois d'octobre, et de l'ajourner à l'année prochaine. Ce moyen, l'emploiera-t-il? Les esprits éclairés du centre droit, les ministériels inquiets et ébranlés, suivront-ils l'exemple que vient de leur donner l'honorable M. Hervé? Que l'on consulte là-dessus le ministère. S'il dit ce qu'il pense, il répondra qu'il n'est sûr de rien.

Tandis que le pouvoir, en France, tremble devant les chambres, n'osant user de son initiative, et réduisant tout l'art de gouverner à rester immobile, on voit en Angleterre un homme d'état qui domine son parti par l'énergie de son caractère et la grandeur de ses vues. Les plans financiers de sir Robert Peel ne sont pas irréprochables. Lord John Russell les a justement attaqués sur plusieurs points : ses critiques ne seront point réfutées; mais, à part certains détails qui disparaissent dans l'ensemble, il est impossible de ne pas admirer cette conception hardie au moyen de laquelle le ministre anglais change d'un seul coup le système financier de son pays. Ce qu'il y a de plus remarquable dans cette grande innovation, c'est qu'elle est pleine de sagesse et de prudence, en même temps qu'elle porte en apparence ce caractère d'audace qui agit puissamment sur l'imagination britannique. Sir Robert Peel supprime dans les revenus du trésor huit cent treize articles, évalués à plus de 83 millions de francs; il proclame la liberté commerciale, mais il conserve l'*income-tax*, évaluée à plus de 85 millions; il promet de la supprimer dans trois ans, mais il est évident que si les réductions opérées ne font pas rentrer au trésor par le développement de l'industrie et du commerce ce que le trésor abandonne, l'*income-tax* sera maintenue et prendra un caractère de perpétuité. Ce résultat probable est déjà admis dans la pensée de sir Ro-

bert Peel et l'Angleterre l'admet avec lui. Au milieu de l'enthousiasme général, le parti ministériel ose à peine murmurer. Le parti agricole, qui craint de perdre ses droits sur les céréales, étouffe ses plaintes. L'opposition triomphe; ce sont ses principes, ce sont ses convictions qui viennent d'être proclamés par le pouvoir. Seulement, présentée par sir Robert Peel, la réforme financière et commerciale est assurée du succès; présentée par l'opposition, elle n'aurait pu vaincre les obstacles que la situation privilégiée du ministre tory, jointe à son habileté et à son ascendant parlementaire, a si heureusement surmontés jusqu'ici.

Les vives polémiques ont recommencé dans la presse de Madrid; encore quelques jours, et le congrès entamera des discussions bien plus ardentes que celles d'où est sortie la réforme de la constitution. Il ne s'agit plus maintenant de ces belles théories sociales que les orateurs espagnols ont, à qui mieux mieux, développées à leur tribune; on fait même trève, nous sommes heureux de le constater, aux petites querelles de personnes. Le débat n'est plus si haut, ni si bas; cependant, pour avoir changé de terrain, il n'en est pas moins irritant. On le comprendra sans peine, si l'on songe que tous les intérêts matériels de la Péninsule et un très grand nombre d'intérêts particuliers s'y trouvent engagés. Le congrès est enfin sur le point de discuter ce fameux budget général de M. Mon, dont nous avons déjà fait connaître les détails; mais avant qu'il se prononce sur l'œuvre complète de M. Mon, c'est une partie de cette œuvre, un seul acte du ministre des finances, ou plutôt du cabinet tout entier, qui essuiera la plus rude épreuve: nous voulons parler de la restitution des biens du clergé non vendus, que M. Mon a déjà proposée aux cortès. Le cabinet de Madrid a cédé à de très hautes sollicitations, contre lesquelles il avait jusqu'ici lutté si énergiquement, qu'on ne pouvait guère s'attendre à ce qu'il se départît de ses premières résolutions. Le gouvernement espagnol a fait là une concession extrêmement périlleuse; de quelque façon qu'il s'y prenne, il lui sera impossible de ne point se heurter à un écueil. Cela est si évident, qu'en vérité nous ne concevons pas que M. Mon et ses collègues se soient aventurés dans cette sorte d'impasse où, grace à eux, vont se choquer les plus ardentes passions et les plus opiniâtres intérêts, les passions religieuses et les intérêts créés par la révolution. Il s'en faudra de beaucoup que le revenu des biens non vendus constitue au clergé une dotation convenable; c'est à peine s'il pourra suffire à un tiers de ses besoins. Comment subvenir aux deux tiers restans? Le clergé aura-t-il, comme toute autre classe de fonctionnaires, outre sa dotation indépendante, un chapitre particulier dans le budget du royaume? Nous doutons fort que les plus fougueux défenseurs des intérêts matériels du clergé, M. de Viluma et ses amis, consentent jamais à ce que le problème soit ainsi tranché; telle est précisément la question sur laquelle s'est élevée au congrès cette altercation violente qui a décidé M. de Viluma à donner sa démission. Pour mettre le clergé en état de compléter sa constitution civile, lui accordera-t-on la faculté d'acquérir? Ce serait tout simplement rétablir, avec ses into-

lérables abus, avec ses conséquences les plus désastreuses, ce principe de la *main-morte*, que l'ancien régime avait entraîné dans sa chute. Ira-t-on plus loin encore? Essaiera-t-on de remettre le clergé en possession des biens déjà vendus? Ici, on rencontre de tels obstacles, que tout cabinet, quel qu'il soit, ne peut manquer de s'y briser, pour peu qu'il entreprenne de les vaincre. Dans tous les partis, dans tous les rangs, dans les chambres, dans la magistrature, partout enfin en Espagne, vous trouvez des acquéreurs de biens nationaux tout-à-fait déterminés à combattre la réaction. L'un d'eux, le jour même où M. Mon a lu au congrès le projet de loi qui rend au clergé les biens non vendus, est monté à la tribune pour porter au gouvernement le défi d'achever son œuvre en restituant les domaines aliénés. Ce député, le frère du ministre des finances dans le cabinet Gonzalez-Bravo, a nettement déclaré qu'une guerre civile, à laquelle il n'hésiterait pas à prendre part, non plus que ses amis, éclaterait du moment où l'on essaierait de porter le moins du monde atteinte aux droits acquis. Le cabinet a eu beau répondre, par l'organe même de son président, que ces droits n'étaient pas menacés; il n'est point parvenu à dissiper les inquiétudes que le dernier acte du ministère a soulevées dans Madrid et dans tout le pays. Rien de plus grave, à notre avis, que cette protestation des acquéreurs de biens nationaux, au moment surtout où dans le royaume se reproduisent les bruits de conspiration. Il ne faut point s'exagérer l'importance de la conjuration militaire qu'on vient de découvrir à Vittoria; il y a là, cependant, pour le gouvernement de Madrid un sujet de réflexions très sérieuses : dans un pays où l'on est encore si prompt à conspirer, est-il bien prudent, bien opportun de soulever une question qui infailliblement doit rendre plus vives que jamais les divisions des partis?

Comme nous l'avions prévu, la question des jésuites a produit une révolution dans le canton de Vaud. Il y a dans cette révolution trois choses qu'il faut bien comprendre, si on veut en apprécier toute l'importance et le véritable caractère. D'abord, ce n'est point une simple révolution gouvernementale, un changement de personnes, quoique, dans le moment même et au gré de ses principaux meneurs, elle puisse bien n'aboutir qu'à ce résultat. C'est la révolution d'un canton dont les mouvemens intérieurs ont toujours eu une grande influence sur les affaires générales de la Suisse, de celui par lequel a commencé le renversement de l'ancienne confédération en 1798 et de l'œuvre de la restauration en 1830. Aussi, la révolution actuelle du canton de Vaud a-t-elle eu sur-le-champ le plus grand retentissement en Suisse et au dehors. Après cela, ce qu'il ne faut pas non plus y méconnaître, c'est que le peuple l'a réellement voulue, non pas sans doute telle précisément qu'elle s'est faite, mais enfin il a bien entendu se montrer, commander, agir en maître. *Le peuple est maître;* c'est non-seulement ce qu'il a pensé en venant à Lausanne, c'est ce qu'il a dit textuellement et de mille autres fa-

çons. Il était exaspéré contre les jésuites : pour les chefs, comme le disait naïvement un paysan vaudois, les jésuites n'étaient sans doute que *le fil qui enveloppait le fond du peloton;* mais ce fil, le peuple l'a suivi de bonne foi, sans trop savoir où il le conduisait, il est vrai, et maintenant c'est le peuple qui mène. Où? il ne le sait. Les élections qui doivent reconstituer un gouvernement viennent de commencer : depuis deux jours, il n'en est pas sorti encore un seul des anciens députés qui avaient voté avec le précédent gouvernement contre l'expulsion des jésuites. Ceci, et la défection des milices signataires des pétitions achève bien de démontrer que l'ancien conseil d'état ne pouvait que conseiller la sagesse et n'avait nul moyen matériel de la faire triompher. Telle est, d'ailleurs, la loi des démocraties. Des gens bien informés assurent en outre que, le corps représentatif eût-il voté l'expulsion des jésuites, une grande assemblée populaire n'en aurait pas moins été convoquée pour exiger la démission de la majorité du conseil d'état. En Suisse, le peuple est roi, et de temps en temps il se lève pour chasser la canne à la main ses ministres. Enfin, trait non moins essentiel, cette révolution a aussi une portée morale : elle attaque, elle ébranle tous les progrès que le canton de Vaud avait faits depuis quinze ans. Ici encore, pourtant, c'est le peuple qui l'a voulu. Quelques-uns de ces progrès lui pesaient, et, l'occasion venue, il s'en est pris aux hommes qui, obéissant à l'esprit du siècle, avaient voulu les lui donner, croyant qu'il y consentait, et s'étaient acquittés de cette tâche honorable avec plus ou moins d'habileté. Essayons d'entrer dans quelques détails, sur ce dernier point particulièrement : cela en vaut bien la peine, car c'est dans les petits états que l'on voit le plus vite et le plus à nu les vices ou les points faibles des théories et des situations politiques.

Dans la nuit orageuse où l'histoire s'accomplit, les révolutions sont une vive lumière. Elles montrent l'état vrai d'un peuple en politique et en morale; elles sont le jugement du passé, la leçon de l'avenir, la plus grande et la plus fatale étude que la société puisse faire pour se connaître elle-même. Que faut-il dire en effet, et que faut-il penser lorsqu'une nation, se reniant elle-même dans tout ce que son développement eut d'élevé, de généreux, s'en vient un matin chasser et briser tout ce qui avait grandi au-dessus du niveau populaire, dans l'intérêt même et pour la gloire de tous? Telle est pourtant la crise que subit le canton de Vaud. Gouvernement libéral, respect de la constitution et des lois, ascendant de la classe éclairée, indépendance cantonale, politique modérée et influente au sein de la confédération, le flot révolutionnaire a tout emporté. Le radicalisme règne et triomphe. Il a déjà mis partout son esprit à la fois niveleur et arbitraire. La légalité s'en est allée, la liberté subsistera-t-elle? Si l'on voulait donner un nom à l'état de choses actuel dans le canton de Vaud, il faudrait reconnaître qu'il est, au fond, sous le régime du bon plaisir de la foule.

Grace aux qualités privées du caractère national, ce bon plaisir n'est ni féroce, ni pillard; c'est ce dont se vantent les meneurs comme d'une gloire civique, et comme si ce n'était pas assez, en fait d'immoralité, que la sub-

version complète de tous les principes d'ordre et de subordination. Malgré la diffusion de mauvaises doctrines, une monarchie peut subsister; mais une démocratie où les masses ne connaissent plus que leur droit aveugle, sans garantie pour personne, cette démocratie est attaquée moralement dans le principe même de sa vie. Si bientôt l'esprit public ne se retrempe à des sources plus vraies et plus saines, un tel mal est plus grand que le règne passager des hommes violens, plus grand que l'inertie des honnêtes gens dans le péril, plus grand même que celui d'une chute politique qui met le canton de Vaud si fort au-dessous du rang que lui assignaient l'intégrité de ses magistrats, le nombre et la distinction de ses établissemens publics, l'activité intellectuelle et le patriotisme éclairé de ses citoyens.

En réalité, deux sociétés très différentes se trouvaient superposées l'une à l'autre dans ce beau pays : l'une, le peuple, était heureuse, mais défiante, ignorante par entêtement, malgré tous les efforts de l'autre; celle-ci, la classe des travailleurs intellectuels, se composait de tout ce qui sait et réfléchit. Dans cette seconde société se trouvaient le gouvernement, l'instruction publique, les ministres du culte, toutes les nuances de partis qu'on désigne par les mots de conservateurs, de doctrinaires, de libéraux. Elle avait d'autant mieux le droit de compter sur la confiance du pays, qu'elle faisait tout pour lui et par lui, qu'elle le représentait fidèlement en tout ce qu'il y a de bon et d'élevé, qu'elle soutenait ses intérêts au dedans et au dehors. Même elle avait fini par croire si bien au succès de son œuvre civilisatrice, qu'il a fallu toute la brutalité de la dernière révolution pour lui montrer qu'elle s'était trompée.

On ne peut pas grandir moralement un peuple malgré lui. Il y a des momens où les germes de bien semés dans une nation sont trop faibles contre l'effort des passions déchaînées. Exploitant l'instinct aveugle des masses contre les jésuites, les radicaux se sont glissés entre les deux sociétés, pour persuader à l'une que l'autre la trahissait. Ils ont réussi; la défiance est partout. La classe éclairée se dit avec amertume : C'est donc à cela qu'ont abouti nos efforts! A quoi servent le dévouement et la probité? De son côté, le peuple voulait empêcher une guerre fratricide; il n'a ni sécurité ni espoir à offrir à qui ne veut pas flatter l'enivrement de ses volontés. Il résulte de cette séparation de la partie intelligente de la nation d'avec celle qui tient maintenant le pouvoir un malaise profond, une oppression générale pour la première, outre la douleur et la honte des faits accomplis. Aussi, tout ce qui peut émigrer part, les jeunes gens surtout, les officiers, qui seraient probablement appelés à servir dans cette guerre civile qu'on rend inévitable. Le gouvernement provisoire, sans même attendre les conseils régulièrement élus qui auraient pu lui demander plus justement la coopération volontaire des citoyens dans un nouvel état de choses, le gouvernement provisoire a exigé de tous les fonctionnaires une adhésion à ce qui s'était passé, faisant ainsi violence à la confiance de tous ceux qui ont cru ne pas devoir quitter les affaires publiques dans un moment critique, tout en désapprouvant la révolution. Ce

fait n'est qu'un symptôme, avec bien d'autres, qui indique le peu de souci du parti triomphant pour la véritable liberté; mais que lui importe? il a réussi. Le peuple croit en lui : il y croira jusqu'à ce que l'expérience soit faite. Il ne reste plus qu'à souhaiter que l'expérience ne soit ni trop longue ni trop dure.

Berne a donc atteint son but et reconquis son ancienne province. Genève, quoique attaqué par les mêmes moyens, a jusqu'ici résisté. Pourra-t-il résister jusqu'au bout de la crise actuelle, et ne devra-t-il pas, comme appoint nécessaire à la majorité en diète, faire volontairement son sacrifice? Ce serait sans doute immoler l'avenir au présent; mais il est des situations où tout semble permis pour conserver la paix.

Maintenant, les résultats ne peuvent tarder à se montrer, soit en Suisse, où la loi du plus fort s'établit ainsi au-dessus de la justice, où les grands cantons vont opprimer les petits leurs aînés, soit à l'intérieur du canton de Vaud, où un grand conseil, sorti de la révolution, va réviser toutes les lois et même la constitution qui leur sert de base. Aucune conjecture n'est possible. Les corps-francs, la diète, les cantons armés, tout cela est en présence. Dieu veuille pour la Suisse qu'il ne soit pas nécessaire de recourir à l'intervention étrangère!

Le Théâtre-Français a donné mardi dernier une comédie nouvelle. *Le Gendre d'un Millionnaire* est une comédie en cinq actes, en prose, où figurent des gens de notre connaissance. Un homme d'affaires enrichi, et qui est fier de sa fortune comme un Rohan de ses armoiries; un pauvre jeune homme ambitieux, qui n'a rien et aspire à tout; une jeune fille, — la fille du riche parvenu, — étourdie et vaniteuse, qui, se croyant à la veille d'épouser un vicomte, s'écrie : que vont dire mes amies de pension? une autre jeune fille, simple, modeste et qui a du cœur, — il y en a encore, — et de plus, un brave garçon, l'honnêteté même, sans prétention aucune et qui a une bonne étoile, voilà le personnel au complet de la nouvelle comédie, et certes ce sont là des personnages, y compris le dernier, que nous avons rencontrés d'autres fois, et qui, à coup sûr même, étaient dans la salle le jour de la représentation. Qu'on ne crie pas d'abord à la vulgarité! car il serait facile de riposter par de grands exemples. Si le poète dramatique prend des personnages connus pour les jeter dans une action qui ne l'est pas, et leur faire parler une langue naturelle et originale; s'il trouve le moyen de nous amuser beaucoup sur les planches avec des gens qui nous ennuieraient beaucoup ailleurs, faut-il se plaindre? Non, même quand on n'exécuterait que la moitié du programme, car si en ce moment nous étions si difficiles en matière de comédie, il faudrait se contenter du vieux répertoire, ou éteindre la rampe et mettre la clé sous la porte.

La pièce jouée l'autre soir roule sur une idée assez originale. L'homme enrichi, qui ne veut se dessaisir ni de sa fille, ni de son argent, a calculé tous

les inconvéniens qu'il y aurait pour lui à marier sa fille à quelqu'un qui aurait le droit d'être exigeant : or, quiconque est riche, quiconque a un beau nom, s'arroge ce droit-là. M. Thomassin en conclut qu'il doit donner sa fille à un homme qui, n'ayant rien, n'exigera rien, et sera entièrement à sa merci; il offre donc à M. Duvernay, son clerc, la main de Mlle Adolphine. Duvernay, jeune et ambitieux, accepte cette proposition inespérée, quoiqu'il eût un autre amour dans le cœur, et Adolphine ne refuse pas, quoiqu'elle eût préféré certain vicomte, mais elle est si pressée d'avoir une calèche et d'aller se montrer au bois! Le mariage est conclu, et c'est là réellement que commence la pièce, avec les tribulations d'un mari qui n'a rien apporté dans la communauté, si ce n'est un noble cœur, et dont le beau-père est millionnaire et la femme coquette. Cette situation était féconde en scènes comiques d'un effet neuf. Les auteurs de la comédie nouvelle n'en ont pas tiré tout le parti possible; ils ont tourné trop court pour arriver au larmoyant. Puisque leur comédie se rapproche surtout du genre de Picard, il fallait que le Picard (le bon Picard, s'entend) se montrât davantage ici Dans *le Gendre d'un Millionnaire,* le comique est plutôt dans les mots que dans les scènes. Il est vrai que, s'il y avait eu plus de gaieté dans les premiers actes, elle n'aurait pu s'exercer qu'aux dépens de la dignité du mari, et qu'alors il eût été assez difficile d'amener le cinquième acte, qui est touchant. Ce qu'on aime surtout dans ce dénouement, c'est de voir la jeune femme, légère et dédaigneuse du premier acte, que la noblesse de son mari touche au cœur, et qui, après l'avoir dédaigné sans le comprendre, commence à le comprendre, parce qu'elle finit par l'aimer. Quant au beau-père, qui abdique entre les mains de son gendre et de sa fille, il paraît moins vraisemblable. Si quelqu'un est incorrigible, c'est un parvenu avare et entêté.

A la première représentation, *le Gendre d'un Millionnaire* n'a pas été bien écouté par tout le monde; il était évident que plus d'un avait apporté en entrant une sorte de mauvaise humeur, puisqu'elle s'est manifestée trop tôt, et sans attendre le motif. Le second jour, mieux écoutée, la pièce a été applaudie franchement : il faut ajouter que quelques coupures avaient été faites à propos; des mots assez heureux ont été mieux compris. Les acteurs ont bien rempli leur rôle. Mme Volnys a eu dix sept ans dans *le Gendre d'un Millionnaire*, comme elle avait su en avoir quarante dans la pièce de M. d'Onquaire. — Nous ne parlerons pas du style, on sait trop que nous avons perdu le secret du style comique. Qui donc retrouvera le diamant?

— A mesure que les progrès de la civilisation et les découvertes scientifiques donnent à l'Europe une influence plus marquée sur les autres parties du globe, il lui importe davantage de bien connaître les peuples éloignés, les nations anciennes qui, brillantes autrefois, s'éteignent aujourd'hui dans l'ombre; si elles meurent et s'effacent, ce doit être au profit de quelque autre. Quant à la France, pour peu qu'elle n'ait pas renoncé à continuer en Asie un rôle assez glorieux et long-temps soutenu, il ne doit pas lui être indifférent de savoir ce qui s'est passé depuis vingt-cinq ans en Perse, dans

les provinces orientales de la Turquie, sur les bords de l'Euphrate et dans l'Inde. Elle entretient avec ces contrées des relations si peu suivies, qu'elle n'est guère instruite de leur situation politique et commerciale que par des documens étrangers qu'elle peut contrôler au moins sans en contester la valeur. Depuis Constantinople jusqu'à Calcutta (et désormais on peut dire jusqu'à Péking), à travers la Syrie et l'Égypte, le golfe Persique et la mer Rouge, combien d'intrigues se sont fait jour, que nous ignorons complètement, ou sur lesquelles nous sommes peu éclairés! Tandis que les affaires européennes nous préoccupent d'une façon presque exclusive, deux nations puissantes se disputent la possession de l'Asie, luttant à qui dictera ses lois dans ces grands empires affaiblis. D'une part, une armée anglaise s'avance vers Caboul, vers Hérat; le pavillon britannique flotte sur les murs d'Aden; une flottille anglaise fait voile vers le littoral de la Perse; les agens de la compagnie usurpent une autorité toute-puissante à Bagdad et à Bassora; la côte d'Arabie, maintenue en respect, réprime ses corsaires, et se lie étroitement avec la présidence de Bombay; de l'autre, une expédition russe tente d'avancer jusqu'à Khiva; ses agens mystérieux vont et viennent, se glissent çà et là sous des motifs divers, épient les manœuvres d'une politique envahissante, instruisent le cabinet de Saint-Pétersbourg des projets de l'Angleterre et inquiètent la nation qui ne règne que par le prestige de son audace sur des populations sans énergie. Au sein même de l'Inde, des symptômes de mécontentement se manifestent; des radjas dépossédés quittent brusquement leurs palais pour aller en exil; une race royale disparaît du sol de l'Asie. Des traités de plus en plus onéreux enlèvent aux princes qui règnent encore jusqu'à l'ombre de l'indépendance. Ici la diplomatie, là la force des armes, triomphent d'un peuple rebelle au joug; peu à peu une même domination s'étend sur une immense contrée partagée jadis entre tant d'états distincts. Les royaumes environnans, s'ils ne s'inclinent pas devant le vainqueur, apprennent bientôt ce que pèse sa vengeance; les limites du colossal empire sont chaque jour reculées; à mesure qu'il s'accroît, il projette autour de lui une ombre fatale qui fait périr les peuples voisins. L'Europe elle-même, dans son étonnement, s'habitue à accepter des faits accomplis, sans presque en apprécier les résultats; trop portée à ne prendre intérêt qu'à ce qui la touche plus immédiatement, la France ne recherche guère les causes souvent étranges qui font tomber entre les mains de la compagnie des Indes un territoire grand comme celui de la Prusse ou de l'Espagne.

C'est qu'il est très difficile pour nous de pénétrer les secrets de cette politique dont le centre est à Calcutta et qui rayonne aux extrémités de l'Asie, de juger ses actes, de deviner ses tendances. Cette connaissance, on pourrait dire cette révélation, on ne doit l'attendre que de ceux qui ont vécu long-temps sur les lieux, qui ont habité les pays où s'exerce une influence mal aisée à saisir dans son ensemble. Il y a des peuples fort peu communicatifs, séparés de nous par des différences si grandes de mœurs et de langage, si habitués à l'oppression, et par suite si défians, qu'il n'est pas donné à tous les voyageurs d'entrer en relations avec eux. Les peuples orientaux sont de ce nombre; celui-là seul a le droit de prétendre à les faire connaître qui a résidé long-temps parmi eux, qui s'est servi de leur propre langue pour s'entretenir avec eux, qui est intervenu dans leurs affaires politiques et privées.

Familiarisé de longue main avec les nations orientales, chez lesquelles il a vécu en qualité de voyageur et de consul, M. Fontanier est donc en mesure d'éclairer le public sur tout ce qui touche l'Inde dans ses rapports avec les pays environnans et dans son organisation intérieure. Après avoir parcouru la Perse et l'orient de la Turquie à des époques diverses qui embrassent une période de vingt années, il a pu étudier la double politique qui agit dans ces provinces. La suivre pas à pas, la surprendre dans son développement, la démêler à travers le voile sous lequel elle se cache, tel a été le sujet des deux premières parties de son voyage (1); le troisième volume est destiné à compléter ce tableau, auquel s'ajouteront encore le récit et l'appréciation des évènemens qui ont poussé les flottes anglaises vers les côtes du céleste empire.

— Sous le titre de *Charles Ier, sa cour, son peuple et son parlement* (2), M. Philarète Chasles vient de donner une série d'études, à la fois piquantes et profondes, sur la révolution d'Angleterre. Laissant de côté la suite régulière des faits, l'enchaînement logique des évènemens, qui avaient été exposés dans le bel et sévère ouvrage de M. Guizot, M. Chasles s'est appliqué aux mœurs, aux caractères, aux curiosités biographiques, aux mille particularités inconnues de la vie d'alors, lesquelles expliquent très souvent les petites causes des grands évènemens. On a là l'*intérieur*, pour ainsi dire, de la révolution anglaise : c'est le procédé des peintres flamands appliqué à l'histoire. Ce mélange habile d'aventures et de traits de mœurs, d'anecdotes et de portraits, ne fait pas disparate et s'enchaîne à merveille sous la plume experte et brillante de l'écrivain. En France, cette histoire *intime* de la révolution anglaise était tout-à-fait inconnue : M. Philarète Chasles l'a curieusement recherchée dans tous les vieux monumens des annales britanniques, qui lui sont si familiers. La mosaïque qu'il a ainsi reconstruite avec amour forme un tableau qui, quoiqu'il soit très amusant, est profondément instructif. Le piquant ici n'ôte rien au sérieux de l'entreprise : on ne serait pas tenté de rire en apprenant des détails inconnus sur les amours de Danton ou sur les habitudes de Robespierre! C'est ce genre d'intérêt qu'offre à un haut degré le *Charles Ier* de M. Chasles. Les récits de la vie publique y étant à chaque instant éclairés par les récits de la vie privée, on se trouve comme rapproché des acteurs et on devient un contemporain. L'ouvrage, exécuté avec luxe, est orné de ces belles gravures de Cattermole, qui ont coûté au célèbre peintre anglais tant de voyages et d'années. Cette *illustration* est, contre l'habitude, une véritable œuvre d'art, qui est justement célèbre au-delà du détroit, et qui mérite d'obtenir chez nous la même popularité.

(1) *Voyage dans l'Inde et le golfe Persique par l'Égypte et la mer Rouge*, par V. Fontanier, vice-consul de France à Bassora, seconde partie.
(2) Un volume grand in-8°, chez Janet, 59, rue Saint-Jacques.

V. DE MARS.

s il
ne-
rts
voir
em-
que
son
el a
vo-
écit
les

(2),
ntes
égu-
xpo-
iqué
icu-
t les
dire,
ué à
lotes
ume
le la
s l'a
itan-
avec
ment
erait
nton
à un
que y
rouve
rage,
ui ont
illus-
ement
ne po-

e, par